

DE L'INTERPRÉTATION  
DES  
TRAITÉS NORMATIFS

D'APRÈS LA DOCTRINE  
ET LA JURISPRUDENCE INTERNATIONALES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 13 h. 30*

PAR

Marcelle JOKL

---

Président : M. BASDEVANT, *professeur.*  
Suffragants } MM. LE FUR, *professeur.*  
SCELLE, *professeur.*

---

---

PARIS

Editions A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot

---

1935







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions mises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

# DE L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS NORMATIFS

D'APRÈS LA DOCTRINE  
ET LA JURISPRUDENCE INTERNATIONALES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 13 h. 30*

PAR

**Marcelle JOKL**

---

Président : M. BASDEVANT, *professeur.*  
Suffragants { MM. LE FUR, *professeur.*  
SCELLE, *professeur.*

---

---

PARIS

**Editions A. PEDONE**

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot

---

1935



*« Toute connaissance humaine a deux faces : les principes et les applications. Les principes relèvent de la science, les applications relèvent de l'art. .... »*

*» Il existe deux sortes de droit : le droit pur et le droit appliqué. Le premier est un droit idéal, fondé sur les attributs constants de la nature humaine et les faits généraux du monde social... ; il a pour objet la distinction suprême du juste et de l'injuste, sans acception d'époque ou de milieu ; c'est la science juridique. Le second s'applique à résoudre le même problème dans l'intérêt spécial d'un siècle ou d'un pays ; il est actuel, écrit, positif ; il interprète la loi ; il en commente la lettre et en sonde l'esprit ; il fournit la solution des questions innombrables et compliquées de la vie pratique ; c'est l'art juridique. »*

(Cf. Ch. Turgeon : l'enseignement des Facultés de droit de 1789 à 1889. *Revue générale de l'Enseignement*, 1890, t. XIX, p. 274. — Cité par Geny : *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, p. 2.)



## INTRODUCTION

---

1. Un regard d'ensemble sur la contribution que plusieurs siècles d'expérience et de laborieux efforts ont apportée à la doctrine et à la jurisprudence internationales, nous amène à constater que le sujet dont nous abordons ici l'étude — non sans quelque hésitation d'ailleurs — ne s'y trouve qu'à peine effleuré et cela en raison de la complexité des questions que la formation du droit conventionnel pose au fur et à mesure qu'il évolue.

Aussi est-il nécessaire de suivre, dans ses lignes générales, l'évolution subie par ce droit au cours de son long développement historique.

A ces débuts — ne réglant encore qu'isolément les rapports des peuples, parce que ceux-ci n'avaient pas pris conscience de leur unité spirituelle et ne s'étaient pas avisés, non plus, qu'il pût y avoir un but commun à poursuivre — le traité, pourtant, représentait déjà, aux yeux de ces peuples, un acte qui répondait à une nécessité sociale et engendrait un principe transcendant : celui de sa force obligatoire. Ils comprirent également que ce principe en comportait deux autres : accord de volontés pour créer l'obligation juridique; accord identique pour rompre cette obligation.

Il importe de noter que ces bases fondamentales ne furent à aucun moment remaniées; le temps les renforça sans les altérer puisqu'à vingt siècles de distance nous les retrouvons formulées dans des termes absolument semblables.

Remontons d'abord au traité d'alliance entre Rome et la Judée, conclu avant Jésus-Christ. Voici ce que nous y lisons : « Si les uns et les autres (les Romains et les Juifs) veulent ajouter ou supprimer quelque chose à ces stipulations, ils doivent le faire d'un commun accord; et ce qu'ils auront ajouté ou supprimé sera considéré comme fait régulièrement. »

Prenons ensuite la Déclaration des plénipotentiaires de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie, de la Turquie, réunis à la Conférence de

Londres de 1870-1871, nous voyons ces Gouvernements reconnaître « que c'est un principe essentiel du Droit des gens qu'aucune Puissance ne peut se délier des engagements d'un Traité, ni en modifier les stipulations qu'à la suite de l'assentiment des Parties contractantes, au moyen d'une entente amicale » (Annexe au Protocole n° 1, signé le 7 janvier 1871).

Et, à la date la plus rapprochée de nous, voici ce que nous lisons encore dans la Résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil de la Société des Nations, le 17 avril 1935, à la suite de la promulgation, par le Gouvernement du Reich, de la loi militaire du 16 mars 1935 :

« Le Conseil considérant :

» 1<sup>o</sup> que le respect scrupuleux de toutes les obligations des traités est une règle fondamentale de la vie internationale et une condition primordiale du maintien de la paix;

» 2<sup>o</sup> que c'est un principe essentiel du Droit des gens qu'aucune Puissance ne peut se délier des engagements d'un traité, ni en modifier les stipulations que d'accord avec les autres Parties contractantes », etc...

Telle est donc, ainsi que nous la pouvons suivre, jusque dans les temps les plus reculés, la pratique internationale établie et rigoureusement observée par les nations civilisées.

Mais ce principe essentiel — cette « Religion des traités », selon l'appellation de l'antique Orient — n'aurait, pratiquement, qu'une action aussi fragile qu'éphémère s'il n'avait pas comme auxiliaire le recours à l'interprétation, dont la fonction propre est précisément de veiller plus spécialement à ce que soit sauvegardée l'intangibilité de l'acte qui consacre l'engagement pris et librement accepté. L'interprétation sert de soupape de sûreté contre le dessein que pourrait former un Etat de se libérer d'un engagement en prétendant avoir cru le contracter dans tel sens plutôt que dans tel autre.

2. Bien que nous trouvions dans les ouvrages d'auteurs anciens de nombreuses règles d'interprétation qui subissent l'empreinte manifeste du droit romain, il n'est cependant pas possible de percevoir, dans la pensée qui les a dictées, un idéal de source scientifique capable d'aboutir à l'éclosion de véritables méthodes d'interprétation.

Toutes ces règles — jetées pêle-mêle, sous forme de sentences

tranchantes, s'imposant à la manière de dogmes juridiques absolus — convergeaient vers le même principe fondamental : la bonne foi sur laquelle repose le traité.

Et cela s'explique aisément si l'on tient compte qu'à l'époque dont il s'agit, les accords internationaux, rares encore, et d'une portée restreinte, ne marquèrent que le besoin de liquider une guerre ou de régler des intérêts commerciaux propres à deux Etats. De ce fait, l'interprétation de ces accords était largement facilitée et les auteurs anciens se contentaient de condenser leurs idées en formules d'utilisation pratique, tirées des rapprochements, purement fictifs, entre le droit interne et le droit international. L'interprétation se présentait, par conséquent, comme une simple opération de mise au point technique et l'application de quelques règles, habituellement empruntées au droit interne, suffisait à en assurer la fonction.

Cet état de choses au reste, ne devait pas se modifier de longtemps et même après que le traité eut cessé d'être un acte procédant d'un motif exclusivement utilitaire.

En effet, les méthodes d'interprétation ne subirent aucun changement, même après le traité de Westphalie, en 1648, ni à la suite des accords de Vienne, en 1815, moment où le traité commença à prendre figure d'acte de coopération internationale, établissant, au surplus, et constatant des règles de droit international.

L'inertie dont nous parlons pouvait provenir de l'influence qu'exerçaient certaines théories très en vogue au *xix<sup>e</sup>* siècle et qui avaient pour résultat de paralyser tout progrès dans la recherche de règles nouvelles en matière d'interprétation; empêchant, par surcroît, l'observation et l'analyse scientifique de s'orienter librement vers les causes premières du droit international.

Quoi qu'il en soit, le droit conventionnel se présentait alors comme un corps homogène, composé de traités ayant le même caractère et dont l'interprétation n'exigeait, par conséquent, que des règles uniformes.

D'autre part, l'interprétation du traité était, en quelque sorte, abandonnée à l'arbitraire — et partant, à des esprits que l'intérêt national influençait forcément, ce dont on ne saurait leur faire grief. Mais l'interprétation se trouvait puiser, de ce fait, à une source fermée à l'observation scientifique et à l'application impartiale des méthodes adéquates.

A l'interprétation diplomatique devait succéder enfin — et fort avantageusement — l'interprétation juridictionnelle, forme sous

laquelle elle devait acquérir son vrai caractère et devenir à la fois matière d'art et de science juridiques. Dès ce moment l'interprète eut pour premier devoir de concentrer son esprit et d'orienter ses recherches vers les méthodes à appliquer et les principes à dégager.

Ainsi, l'interprétation rentrant dans son cadre naturel de construction juridique, allait insuffler au droit international tout entier une impulsion considérable, l'enrichissant, au surplus, d'acquisitions scientifiques nouvelles que l'observation rationnelle des phénomènes sociaux — dont sont profondément empreints les traités internationaux — avait fait naître.

C'est à partir des dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle que l'interprétation prit la forme juridictionnelle, mais ce furent surtout les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907 qui la consacrèrent définitivement.

Le Pacte de la Société des Nations et le Statut de la Cour permanente de Justice internationale n'ont fait que confirmer la pratique et placer l'interprétation en tête des différends d'ordre juridique soumis à la compétence de la juridiction internationale, et c'est à partir de ce moment que l'interprétation, encadrée d'une procédure régulièrement fixée, a joué un rôle primordial dans le domaine de l'arbitrage international. De même que le juge, nanti, de son côté, d'une incontestable autorité se trouve en position de préciser et de rassembler les éléments appropriés à l'élaboration des méthodes d'interprétation.

Se gardant, comme il se doit, de l'arbitraire, le juge met tous ses soins à laisser à ces méthodes la souplesse nécessaire à la libre expansion du droit et des facteurs qui contribuent à sa formation.

3. Ce ne fut qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que l'étude du traité attira plus particulièrement l'attention des juristes, notamment des juristes allemands. MM. Binding, Jeilinek, Bergbohm, Triepel, etc., eurent l'honneur d'avoir suscité une controverse vraiment intéressante et qui est loin d'être close à certains égards. En tout cas, c'est depuis lors que le traité fut suffisamment compris pour pouvoir être classé dans deux catégories essentiellement différentes.

D'après une tradition, remontant à l'origine même du droit international positif, la source de celui-ci se trouvait être la *volonté commune* de deux ou de plusieurs Etats. Le moyen de l'obtenir était le traité, que la même tradition considérait comme un acte.

analogue à celui du contrat du droit privé. De là, on tirait la conclusion que tout accord intérestatique, du fait même qu'il réalisait une union de manifestations de volontés, constituait, par conséquent, une source de droit international.

De nombreux juristes, parmi lesquels ceux que nous venons de citer, M. Binding le premier, s'attachèrent à démontrer que la doctrine faisait fausse route et que son vieux dogme d'après lequel tout traité est un moyen de formation du droit international ne tenait plus debout.

Il y avait de quoi révolutionner les esprits à une époque où on n'était pas encore arrivé à comprendre que le droit ne comporte pas des dogmes et que, surtout, le droit international, par son essence même, ne peut guère avoir une valeur absolue et immuable.

L'argumentation suivie pour faire la démonstration peut être résumée ainsi : les contrats sont des actes où deux, ou plusieurs parties, se rencontrent pour faire constater des déclarations procédant de volontés qui ne sont nullement semblables. Chacune de celles-ci est poussée par un mobile différent qui aboutit à des conséquences qui ne sont pas analogues pour les deux parties. Dans cette opération chacune songe à son propre intérêt et l'une comme l'autre expriment un vouloir qui, loin d'être le même, s'oppose certainement. En somme, la prestation à laquelle s'engage une des parties trouve bien sa compensation dans la cession de l'autre, mais il se produit un antagonisme qui mettra toujours obstacle à la fusion de leurs volontés. Le fait que l'acte contractuel est un et indivisible, ne peut suffire à rendre communes des volontés qui, prises séparément, obéissent à des nécessités indépendantes que les parties cherchent à satisfaire ; de sorte que cette situation appelle la conclusion suivante : dès l'instant que, par sa nature même, le contrat se révèle impuissant à fondre, en une volonté unique concordante, des intentions divergentes, comment sera-t-il apte à engendrer un droit que seule une volonté commune aurait le pouvoir d'engendrer ? Par conséquent, M. Binding<sup>1</sup> dira que « le contrat est une opération juridique, formée d'actes de contenu différent, émanant de sujets différents, visant le même but et se complétant nécessairement l'un l'autre ». Et M. Triepel<sup>2</sup> fera une définition analogue, en disant que « le contrat est l'accord de plusieurs personnes dont les intérêts diffèrent mais correspondent,

1. *Die Gründung des norddeutschen Bundes*, p. 69.

2. *Droit international et Droit interne*, p. 44.

pour les déclarations de volonté, de *contenu opposé, mais visant un même but extérieur* ».

Selon la même théorie, ce qui se produit dans le droit privé, entre particuliers passant un contrat, se reproduit très exactement dans la vie interétatique, bien que sur une plus large échelle. Les forces qui poussent les Etats sous l'empire de nécessités vitales, ne sauraient guère différer de celles des particuliers, qu'il s'agisse de traités de paix, d'alliance, de commerce, d'union douanière, de cession de territoire, etc. Ces traités enregistrent des déclarations qui sont de toute évidence dissemblables par l'opposition même des intérêts qu'ils cherchent à ménager. La parfaite analogie qui existe entre ces traités et le « contrat » de droit privé, force à conclure dans un sens identique, que l'on ait à se prononcer sur les uns ou sur les autres. Ces traités ne représentent donc que des opérations exclusivement juridiques et les Etats qui les concluent ne seraient que des sujets de droit.

Cependant, dit-on, il est des traités dans lesquels les Etats ne visent nullement le rapprochement d'intérêts opposés; mais se plaisent à reconnaître, au contraire, d'une commune volonté, un intérêt qui leur est commun et qu'ils désirent sauvegarder en convenant, pour l'avenir, d'une même conduite, dont ils veulent s'imposer l'observance. Dans ces cas, chaque Etat a exprimé, parallèlement, une volonté semblable et poursuivi un but unique; et cela crée un droit objectif. Les conventions relatives au droit de guerre, aux droits et devoirs des neutres, à la protection internationale des droits d'auteurs, aux dispositions du Congrès de Vienne sur la liberté de navigation et le rang des agents diplomatiques, à la déclaration de Paris, de 1856, sur le droit maritime, aux Pactes de la Société des Nations, Briand-Kellogg, etc... rentrent dans cet ordre de traités. Ceux-ci, dit Bergbohm, à l'opposé des autres traités, contiennent des normes juridiques et les Etats qui les concluent sont des facteurs créateurs de droit.

M. Binding, pour expliquer la formation de la volonté dans ces deux sortes de traités, a tenu à enrichir le vocabulaire du Droit international de deux expressions allemandes : *Vertrag* et *Vereinbarung*.

Le *Vertrag* se réalise de la même manière que le « contrat », chacune des parties échangeant des déclarations de volonté de contenu inégal. Mais il en va tout différemment de la *Vereinbarung*,

1. *Droit international et Droit interne*, p. 52.

que M. Binding définit, d'ailleurs, la fusion de plusieurs volontés ayant un même contenu ; car, dans cet acte, chaque Partie déclare réciproquement une volonté pareille. La *Vereinbarung*, dit M. Triepel, « est le moyen, pour plusieurs titulaires d'un droit ou d'un pouvoir, de s'entendre sur l'exercice en commun de ce droit ou de ce pouvoir, dans le cas où, en vertu d'une prescription juridique, ils ne peuvent agir que tous ensemble, ou bien encore dans le cas où l'un d'entre eux peut agir pour tous, avec le consentement des autres ». Il en fournit un grand nombre d'exemples ; en voici quelques-uns : accord des administrateurs d'une société pour la conduite des affaires ; accord des parents pour l'éducation religieuse des enfants ; de plusieurs co-tuteurs sur les affaires de tutelle. Dans tous ces cas, l'acte réalise l'accord de plusieurs personnes que dirige une volonté unique, procédant d'un intérêt identique.

La théorie que nous venons de résumer, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, trouva d'ardents partisans et souleva d'irréconciliables adversaires. Les vives critiques de ces derniers ne portèrent pas seulement sur l'analogie invoquée entre certains traités et les contrats, mais encore sur la discrimination entre les traités, faite en raison de la manière dont la volonté s'est formée au moment de la conclusion d'un accord international.

D'après Nippold, il est possible aux traités internationaux, en général, d'engendrer du droit international ; le droit, dit-il, a sa nature particulière dans chacune de ses branches. Si la nature du droit privé ne permet pas au contrat d'être une source de droit, l'inverse se produit pour le contrat entre les Etats dans la branche du droit international, car « il est conclu par les *autorités memes qui créent le droit*, et quand ces autorités *veulent établir en commun, sous forme de traités, les normes* par lesquelles elles s'obligent elles-mêmes, on ne peut véritablement pas apercevoir pourquoi cela ne serait pas possible<sup>1</sup> ».

Au nombre des plus récents adversaires se trouve M. Strupp. Selon lui, il n'est pas possible de suivre l'argumentation de M. Binding et de M. Triepel, relative à la formation de la volonté commune, génératrice de droit, au moyen de la *Vereinbarung*, car il ne s'explique pas que des obligations puissent naître de déclarations parallèles, juridiquement relevantes. « Toute règle juridique, dit M. Strupp<sup>2</sup>, valablement créée, constitue pour ceux auxquels elle s'adresse, du droit, ou plutôt la norme, le droit objectif. C'est

1. *Völkerrechtl. Vertrag.*, cité par Triepel.

2. *Les Règles générales du Droit de la Paix*, 1935, p. 73.

d'elle que se dégagent les droits subjectifs, des ayants droit, d'individus, notamment des Etats. Comme au cas d'un contrat où les moments obligatoires et réels coïncident bien souvent, le *vertrag* tripelien dissimule les deux moments du droit objectif et du droit subjectif qui, néanmoins, existent aussi bien dans le traité proprement dit que dans la coutume. »... « Dans une situation statique, il y a des règles, valables pour deux ou plusieurs Etats, qui se concrétisent par une demande ou action. Cela apparaît nettement lorsqu'un Etat viole une norme plurilatérale. Celle-ci reste « objective » pour les Etats non lésés, tandis que, par le fait de la lésion, un droit subjectif naît entre l'Etat lésé et l'auteur du délit international. Pour moi, le traité international dans son sens le plus large crée du droit objectif dans l'un et l'autre cas, et non seulement dans une situation rentrant dans le cadre de la prétendue *Vereinbarung*. » Et plus loin : « Nous rejetons donc la distinction entre deux catégories de traités sous son double aspect : nous ne reconnaissons pas la distinction entre le traité et la coutume en tant que sources, nous repoussons de même la distinction entre traité-loi et traité-accord, théoriquement fausse, et pratiquement dénuée de toute valeur, puisque les mêmes règles s'appliquent au *Vertrag* et à la *Vereinbarung*. Pour nous, il n'existe qu'une notion de traité au sens le plus large, comprenant la coutume et le traité proprement dit. Par ailleurs, nous consentons à reconnaître la différence entre *Vertrag* et *Vereinbarung*; quant au contenu, nous précisons que, conformément à l'opinion de M. Triepel, le traité formel ou *lato sensu* n'a en vue que l'obligation juridique indispensable, tandis que le traité au sens étroit veut être compris matériellement. »

De même M. Scelle<sup>1</sup>, sans méconnaître la distinction qu'il convient de faire dans les traités, considère que la distinction entre traité-loi et traité-contrat, « n'apporte qu'une analyse insuffisante du contenu possible des traités. Le traité peut servir et sert en effet d'instrument à toute espèce d'actes juridiques accomplis par les gouvernants, et non seulement à l'acte-règle ou à l'acte contractuel<sup>2</sup> ».

1. *Droit des gens*, vol. 2, p. 332.

2. Cf. Hoijer, *les Traités internationaux* 1928, p. 364. : « Le prétendu traité-loi se rapproche du contrat. On a tôt fait de dire que dans les contrats les parties poursuivent des buts différents. Il s'agit de s'entendre sur la notion du but. Dans son traité de droit constitutionnel, M. Duguit écrit : « Au cas de contrat, il y a de la part de chaque contractant deux actes de volonté tout à fait distincts, ayant chacun son objet et son but. Chaque contractant veut, d'une part, faire un contrat et d'autre part, il veut, dans ce contrat, jouer un certain rôle. Il faut donc déterminer d'abord l'objet et le but du premier acte de volonté, volonté de faire un contrat. Il faut, en second lieu, déterminer

Quoi qu'il en soit, la distinction entre les traités, sur la base proposée par les juristes allemands, donne lieu à d'innombrables confusions. Ainsi, les auteurs qui cherchent à les suivre ne sont pas unanimes sur la place qu'il faut attribuer aux traités d'extradition contenant la réglementation procédurale qui doit être suivie à l'avenir par les Etats contractants.

A notre avis, quel que soit le mobile intime de la volonté particulière de chaque Etat et le sentiment dont elle a pu s'inspirer, les

l'objet et le but de chacun des actes de volonté, émané de chaque contractant et relatif au rôle qu'il entend jouer dans ce contrat. »

» Faisant application de ces principes, M. Duguit explique ensuite qu'en cas de contrat synallagmatique, de vente par exemple, le vendeur veut deux choses; vendre avec un certain but licite ou illicite, et en second lieu devenir débiteur de la chose avec le but de devenir créancier du prix. L'acheteur, de son côté veut deux choses : acheter avec un certain but, et devenir débiteur du prix avec le but de devenir créancier de la chose. Dans le second acte de volonté l'objet de l'obligation de l'une des parties est le but de l'obligation de l'autre. C'est dans le second acte seulement que l'on peut dire que nécessairement les parties ont des buts opposés. Dans le premier, le but peut être différent si chacune des parties poursuit son intérêt propre, mais il peut être le même, si elles veulent se rendre un mutuel service.

» C'est précisément ce qui se produit dans un traité qui poursuit l'établissement d'une législation commune dans plusieurs Etats, et l'analyse du contrat s'applique de point en point aux traités, dits traités-lois. En effet, chaque Etat contractant a deux objets et poursuit deux buts. Un objet opposé avec un but différent : chacun veut être débiteur de l'obligation de faire une certaine loi d'ordre interne et cela avec le but de devenir créancier de la part de l'autre d'une obligation semblable, mais non identique, puisque la fonction législative n'est pas organisée de la même façon dans les deux pays; il s'agit donc bien d'obligations de faire différentes pour les deux.

» Les Etats contractants poursuivent, en outre, un second objet, faire naître entre eux une situation contractuelle. Ici le but poursuivi est commun : établir une législation qui leur soit commune. C'est ce but qui a fait illusion et qui a fait croire que les traités-lois sont des *Vereinbarung*. Mais pour qu'il y ait *Vereinbarung*, il faudrait que ce but soit l'objet même de l'acte : l'établissement d'une règle de droit applicable à deux ou plusieurs Etats, ce qui fait que la *Vereinbarung* est un acte-règle, comme c'est le cas pour la convention collective du travail.

» Mais, dira-t-on peut-être, dans un contrat il n'y a jamais que deux parties ou deux groupes de parties, tandis que dans un traité-loi, il y a souvent plus de deux Etats signataires, tendant à l'établissement d'une législation commune sur leurs territoires. Nous répondrons que, dans ce cas, l'acte international ne peut s'analyser que comme une multitude de contrats, conclus par chaque Etat avec chacun des autres pris séparément. Les différents Etats signataires, en effet, pris deux à deux, ont contracté l'obligation réciproque d'édicter une certaine loi indiquée dans le traité. Chacun de ces contrats peut être considéré comme indépendant, car si l'un des Etats vient à violer son obligation, chacun des autres peut en poursuivre séparément l'exécution ou dénoncer le traité. Ils ne sont pas obligés d'agir collectivement. Une autre application de la même idée a eu lieu en matière de réserve. Dans un traité à signatures multiples, si certains Etats ont fait des réserves et pas les autres, le traité s'applique avec les réserves dans les rapports d'un Etat qui a fait des réserves avec ceux qui n'en ont pas fait, mais il s'applique purement et simplement dans les rapports des Etats qui n'ont pas fait de réserves... »

A notre avis la situation n'est pas la même dans le traité-loi et dans la convention collective de travail... Mais, en droit international, il n'en est pas de même. Il n'y a pas d'autorité supérieure à celle des Etats, pas de législateur international, pas de sanction organisée d'ordre international. Pour qu'une sanction organisée intervienne, il faut que la règle destinée à s'appliquer à des individus de deux Etats différents passe par le contrôle du législateur d'ordre interne.

volontés des Etats deviennent communes, ou concordantes, au moment où leurs déclarations sont incorporées ou constatées dans un traité. De cette volonté commune, ainsi exprimée, découle la valeur et la force du traité; ce qui revient à dire qu'il est superflu de chercher à démêler si, au début de l'opération, ces volontés se trouvaient partagées, eu égard aux intérêts qui les dirigeaient. Ce n'est donc qu'à la volonté, telle qu'elle est finalement constatée, que l'on doit se rapporter et non telle qu'elle s'est présentée dans sa période d'éclosion et d'évolution. Ce qu'il nous semble tout à fait impossible à admettre c'est que la « volonté commune », résultant d'un traité, puisse être différente de celle de chacune des volontés l'ayant formée et que pour donner une base juridique à une volonté qui, en réalité, ne serait pas commune, on soit amené à accepter une explication dont l'ambiguïté trahit l'embarras de son auteur. En effet, l'explication donnée par M. Triepel est que la « volonté commune » n'est pas « pour l'Etat, complètement étrangère; elle est en même temps sa propre volonté, de sorte qu'elle ne lui impose rien qu'il ne se soit lui-même imposé ». Selon M. Triepel, il faudrait se borner à proclamer la force obligatoire de ces traités en disant que l'Etat se *senti tenu* par la règle juridique du traité.

D'autre part, il nous semble également inadmissible d'affirmer que tous les traités appelés « traités-contrats » sont complètement étrangers à la formation du droit des gens. Selon nous, chacun représente un anneau d'une longue chaîne qui va finalement aboutir à la création d'un ordre plus ou moins permanent où les intérêts individuels sont absorbés par l'intérêt collectif. Un fait social — et chaque traité en est un — en entraîne un autre. La succession continue de ces faits détermine un *état social*. C'est ainsi que les besoins des échanges commerciaux développèrent les communications et que celles-ci donnèrent naissance au grand principe de la liberté des mers. Les traités, en général, obéissant aux lois qu'imposent la vie et la nécessité des relations et, partant d'un sentiment purement individuel, évoluent vers l'objectivité. On aurait donc tort, lorsqu'on étudie le droit international, de négliger la connexion qui relie tous les traités et de méconnaître la participation de quelques-uns d'entre eux à la formation du droit des gens.

Il n'est cependant pas contestable que les traités varient selon leur substance. Ils ne sont qu'un instrument d'enregistrement dont le poids et la qualité dépendent de la matière qui les a formés. Ils enregistrent soit des déclarations d'intérêt restreint, faites sous la pression d'une nécessité exclusivement particulière, soit

des déclarations qui débordent les frontières nationales et qui ont pour but de consacrer des principes susceptibles de répondre à des nécessités communes. Les premiers créent des sources d'obligation à la charge des Etats contractants, alors que les seconds, en raison de leurs dispositions impersonnelles, sont la source du droit international positif.

A l'heure actuelle ces derniers sont faciles à reconnaître. Comme les lois, ils comportent des règles générales, impersonnelles, de portée permanente, accusant une tendance très nette à se muer en principes de droit international universel. C'est en raison de ce but auquel ils visent que ces traités sont généralement ouverts à l'adhésion de tous les Etats formant la société internationale.

Le développement des traités normatifs fut d'abord et jusqu'à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle relativement lent, car à cette époque l'esprit de solidarité internationale ne se manifestait que rarement, les Etats n'ayant pas pris conscience encore de l'interdépendance inéluctable qu'impose la vie sociétaire et les nécessités communes qu'elles comporte.

Les grandes puissances croyaient se suffire à elles-mêmes, et elles attachaient à la supériorité de leurs conditions matérielles, plus de valeur qu'aux garanties pouvant résulter d'un ordre juridique international suffisamment développé. Les petits Etats n'osaient prendre l'initiative des réunions internationales devant aboutir à la conclusion de traités normatifs, initiatives qui paraissaient alors être exclusivement réservées aux principales puissances européennes.

Ce ne fut qu'à la suite de grands événements et, plus spécialement de conflits armés, que l'égoïsme individualiste des Etats consentit à faire œuvre de solidarité convergeant vers un objectif commun.

Nous citerons comme type de traités normatifs conclus au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, ceux qui furent signés au Congrès de Vienne le 19 mars 1815 et à Aix-la-Chapelle en 1818, et qui réglaient le rang des agents diplomatiques ; la Déclaration de Paris, du 16 avril 1856, qui interdisait la course et réglementait le pavillon et la marchandise neutres, ainsi que le blocus, et aussi le traité anglo-américain de Washington, du 9 mai 1871, qui soumettait à l'arbitrage le différend de l'Alabama.

Les règles insérées dans ces documents internationaux, compte tenu que le dernier ne fut qu'un traité-contrat destiné à régler

un cas d'intérêt particulier entre deux Etats, sont devenus des principes de droit international universel.

A dater des Conventions de La Haye de 1899 et de 1907, la conclusion de traités normatifs s'accéléra considérablement et à l'heure présente ils s'étendent à des questions de droit international aussi variées qu'importantes, tels que les conflits internationaux, les coutumes de la guerre sur terre, les droits et les devoirs des neutres, la guerre maritime, le blocus en temps de guerre, etc. Enfin, le Pacte de la Société des Nations que l'on doit considérer comme l'un des plus importants traités normatifs qui aient été conclus, constitue le plus bel effort jusqu'ici réalisé dans la voie du régime institutionnel de la société des Etats, en même temps qu'il donna une nouvelle orientation au droit international<sup>1</sup>.

1. A titre de documentation voici une liste de traités collectifs (déjà entrés en vigueur ou simplement signés) régissant la compétence de la Cour : (Voir *Rapport annuel*, n° 10, pp. 323 et s.) :

Cette liste nous permettra de constater la multiplicité et la variété des matières prises en considération par les organes internationaux.

Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions (Paris, 10 sept. 1919).

Convention portant réglementation de la navigation aérienne (Paris, 13 oct. 1919).

Convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels (Washington, 28 nov. 1919)

Convention concernant le chômage (Washington, 28 nov. 1919).

Convention concernant le travail de nuit des femmes (Washington, 28 nov. 1919).

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (Washington, 28 nov. 1919).

Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (Washington 28 nov. 1919).

Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement (Washington, 29 nov. 1919).

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (Gênes, 9 juillet 1920).

Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage (Gênes, 9 juillet 1920).

Convention concernant le placement des marins (Gênes, 10 juillet 1920).

Protocole de signature du Statut de la C. P. J. I. (Genève, 16 déc. 1920).

Convention et Statut sur la liberté du transit (Barcelone, 20 avril 1921).

Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international (Barcelone, 20 avril 1921).

Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux (Genève, 11 nov. 1921).

Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs (Genève, 11 nov. 1921).

Convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture (Genève, 12 nov. 1921).

Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles (Genève, 12 nov. 1921).

Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture (Genève, 16 nov. 1921).

Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels (Genève, 17 nov. 1921).

Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture (Genève, 19 nov. 1921).

- Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes (Genève, 12 sept. 1923).
- Convention internationale pour la simplification des formalités douanières (Genève 3 nov. 1923).
- Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées (Genève, 9 déc 1923).
- Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes (Genève, 9 déc. 1923).
- Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique (Genève, 9 déc. 1923).
- Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques (Genève, 9 déc. 1923).
- Convention relative à l'opium (Genève, 19 fév. 1925).
- Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (Genève, 5 juin 1925).
- Convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries (Genève, 8 juin 1925).
- Convention concernant la réparation des accidents du travail (Genève, 10 juin 1925).
- Convention concernant la réparation des maladies professionnelles (Genève, 10 juin 1925).
- Convention concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre (Genève, 17 juin 1925).
- Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires (Genève, 5 juin 1926).
- Convention concernant le rapatriement des marins (Genève, 23 juin 1926).
- Convention concernant le contrat d'engagement des marins (Genève, 24 juin 1926).
- Convention relative à l'esclavage (Genève, 27 sept. 1926).
- Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison (Genève, 16 juin 1927).
- Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles (Genève, 16 juin 1927).
- Convention internationale pour la création d'une Union internationale de secours (Genève, 12 juil. 1927).
- Convention pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation (Genève, 8 nov. 1927).
- Arrangement international relatif à l'exportation des peaux (Genève, 11 juil. 1928).
- Arrangement international relatif à l'exportation des os (Genève, 11 juil. 1928).
- Convention concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima (Genève, 16 juin 1928).
- Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral (Genève, 26 sept. 1928).
- Convention internationale pour la répression du faux-monnayage (Genève, 20 avril 1929).
- Protocole relatif à des amendements aux art. 3, 5, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la Convention sur la navigation aérienne du 13 octobre 1919 (Paris, 15 juin 1929).
- Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau (Genève, 21 juin 1929).
- Convention concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents (Genève, 21 juin 1929).
- Protocole relatif à la révision du Statut de la Cour (Genève, 14 sept. 1929).
- Protocole relatif à l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour (Genève, 14 sept. 1929).
- Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de loi sur la nationalité (La Haye, 12 avril 1930).
- Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité (La Haye, 12 avril 1930).
- Protocole relatif à un cas d'apatridie (La Haye, 18 avril 1930).
- Protocole spécial relatif à l'apatridie (La Haye, 12 avril 1930).
- Convention concernant la réglementation de la durée du travail dans le commerce et dans les bureaux (Genève, 28 juin 1930).
- Convention concernant le travail forcé ou obligatoire (Genève, 28 juin 1930).
- Convention portant création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole (Genève, 21 mai 1931).

4. On conçoit donc qu'à la suite de ce développement du droit conventionnel, ainsi que du résultat des recherches scientifiques entreprises pour déterminer le caractère des traités, il serait impossible d'admettre que les mêmes règles d'interprétation enseignées jadis puissent suffire aux nouvelles situations qui se sont plus tard fait jour.

Il est évident que l'interprétation est devenue et devient de plus en plus compliquée et que la tâche de l'interprète appelle, par conséquent, des ressources nouvelles que l'on peut difficilement prévoir.

Comme il n'est pas douteux qu'il en sera toujours de même, et que, de ce fait, on ne saurait prétendre d'encrer l'interprétation des traités dans des méthodes ou des règles préétablies, nous considérons que le sujet dont nous abordons ici l'étude, ne saurait être utilement présenté qu'à la lumière de l'expérience et des laborieux efforts apportés par la jurisprudence internationale.

Nous nous attacherons, par conséquent, à l'examen des procédés employés par la juridiction internationale afin de faire ressortir les tendances qui nous semblent se préciser plus particulièrement lors de l'interprétation de traités normatifs.

Convention limitant la durée du travail dans les mines de charbon (Genève, 18 juin 1931).

Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants (Genève, 13 juil. 1931).

Convention concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée en 1932) (Genève, 27 avril 1932).

Convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels (Genève, 30 avril 1932).

Convention concernant les bureaux de placement payants (Genève, 29 juin 1933).

Convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison (Genève, 29 juin 1933).

Convention concernant l'assurance-viceillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles (Genève, 29 juin 1933).

Convention concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison (Genève, 29 juin 1933).

Convention concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises agricoles (Genève, 29 juin 1933).

Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif (Genève, 5-11 octobre 1933).

Convention internationale pour la répression de la traite des femmes majeures (Genève, 11 octobre 1933).

---

## CHAPITRE PREMIER

### DE L'ESPRIT ET DE LA LETTRE DU TRAITE

---

Il est assez courant dans la doctrine, comme dans la pratique internationale, d'opposer l'interprétation d'après le texte à l'interprétation d'après l'intention des parties.

C'est ainsi qu'on trouve de nombreux compromis où les auteurs indiquent expressément que l'arbitre choisi pour interpréter un traité doit tenir compte aussi bien de la lettre que de l'esprit de ce dernier.

Cette indication nous paraît quelque peu contestable, tout au moins superflue, car l'arbitre ne saurait s'acquitter convenablement de sa tâche sans être certain que son interprétation découle du texte et que celui-ci traduit exactement l'intention des parties.

En effet, il est de toute évidence que les traités ne sont que l'expression de la volonté consciente et réfléchie des Etats qui les concluent, et cette volonté doit, en conséquence, se dégager de la formule qu'ils ont employée pour exprimer leur pensée. Cela fixe, très exactement, la raison d'être de l'interprétation et le résultat auquel elle doit aboutir : la fidèle reconstitution de la volonté commune.

C'est dire que l'interprétation doit être, pour ainsi dire, la reproduction photographique authentique de ce qu'a dû être la volonté des négociateurs au moment de l'élaboration du texte. Or, il faut admettre que ces négociateurs se sont servi du langage courant pour exprimer leur pensée et traduire leurs intentions. Par conséquent, le texte doit comporter l'empreinte aussi bien de l'une que celle des autres.

L'interprète doit donc procéder à cette double vérification d'une manière presque simultanée, et il doit s'abstenir de s'attacher à la lettre, sans s'assurer qu'elle traduit l'intention des parties, ou bien de s'attacher à découvrir celle-ci en écartant les termes formels du texte. Dans l'un et l'autre cas, son interprétation risquerait de s'avé-

rer défectueuse et d'aller à l'encontre de la véritable volonté des auteurs du traité.

Certes, l'exégèse, comme le dit Demolombe, « suivant le texte pas à pas », peut se flatter « de découvrir ainsi plus facilement la pensée du législateur », mais comme le fait remarquer M. Geny dans son bel ouvrage : *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif* : « Par le jeu d'une brutale analyse du texte on peut arriver à des résultats vraiment choquants pour un sain instinct juridique » (*op. cit.*, p. 256)<sup>1</sup>.

Par ailleurs, c'est un axiome des plus évidents que lorsqu'un texte est clair « il ne faut point en éluder la lettre, sous prétexte d'en pénétrer l'esprit ».

La question de savoir si la lettre doit l'emporter sur l'esprit ou celui-ci sur la lettre, ne doit, par conséquent, se poser dans aucun cas où le texte est clair. Ce n'est que dans le cas contraire qu'il est permis — et nous verrons par la suite dans quelle mesure selon que

1. On trouve chez les anciens auteurs maints exemples où l'esprit, sinon la lettre, a été violé en s'appuyant sur une interprétation par trop littérale, par trop exégétique.

Ainsi Gentili citera le cas de Périclès qui promit à ses ennemis de leur laisser la vie sauve s'ils déposaient « le fer », les tua cependant après avoir constaté qu'ils avaient gardé les boucles de leurs manteaux.

Il cite encore le cas des Locriens qui promirent par serment aux Siciliens de vivre avec eux en bonne amitié — « tant qu'ils fouleraient aux pieds la terre sur laquelle ils étaient, et qu'ils porteraient des têtes sur leurs épaules » — jetèrent de la terre qu'ils avaient mise dans leurs souliers, et des têtes d'ail qu'ils avaient mis sans qu'on y prenne garde sur leurs épaules, se croyant ainsi quitte de leur serment et chassèrent ces pauvres Siciliens de leur pays à la première occasion (Polybe).

De même, le général romain Valérius avait promis à Antiochus de lui restituer une moitié de ses navires; or, pour ce faire, cet astucieux Valérius fit couper en deux chaque navire et il rendit une moitié de chaque à cet infortuné Antiochus.

Ces exemples sont repris par Grotius, par Vattel, par Puffendorf, par Wolff, par Rutherford.

Puffendorf citera un autre cas, cité également par Vattel, de Mahomet, empereur des Turcs, qui, ayant promis à un homme, à la prise de Negrepont, d'épargner sa tête, le fit scier proprement par le milieu du corps.

Notre auteur se référera aussi à un épisode de la vie de Tamerlan qu'il emprunta à la biographie que Boecler écrivit sur ce conquérant fameux, qui, après avoir amené à composition la ville de Sébaste, sous promesse de ne point répandre le sang, fit enterrer tout vifs les soldats de la garnison.

Les exemples abondent encore, mais contentons-nous de ne citer que ceux que nous venons d'énumérer, qui nous paraissent les plus typiques.

Par ailleurs, nous avons énuméré ces quelques exemples pour sacrifier à l'usage habituellement suivi par les auteurs qui ont écrit sur l'interprétation des traités. Mais, d'après nous, ils ne signifient pas grand'chose. Les termes étant parfaitement évidents, ce ne sont pas des interprétations involontairement erronées par suite de l'équivoque d'une expression ou de l'ambiguïté des termes, ce sont des *ruses* grossières employées par des généraux de mauvaise foi et de peu de scrupule.

Or, si à la rigueur une partie peu soucieuse de maintenir ses engagements tend à les esquiver d'une façon plus ou moins indirecte en objectant maintes arguties sur les expressions employées dans le pacte, une telle possibilité n'est plus à craindre lorsque l'interprétation n'est plus authentique, mais arbitrale ou juridictionnelle, résolue en un mot « par le tiers indifférent » dont parle Pascal.

l'interprète se trouve en présence d'un traité dit contrat ou d'un traité-loi — de se séparer du texte pour chercher ailleurs l'intention des parties.

La seule question qui se pose est celle de savoir si, pour interpréter un texte clair, il convient d'examiner d'abord la lettre ensuite l'esprit, ou bien celui-ci avant l'autre. Il s'agit donc d'une simple question de méthode qui, tout en ayant une certaine importance en soi, ne saurait toutefois qu'avoir une valeur purement relative. L'essentiel, comme nous l'avons déjà dit, est que la vérification soit faite consciencieusement, sans que l'un de ces éléments soit sacrifié à l'avantage de l'autre et que l'interprétation aboutisse à déformer la véritable volonté des parties.

« S'agissant de diagnostiquer une volonté, dira encore M. Geny (*op. cit.*, p. 276), la recherche d'intention prédomine nécessairement; mais le texte intervient comme manifestation authentique et solennelle de l'esprit inséparable de celui-ci, qu'il a pour objet de faire apparaître. »

D'après nous, le principe primordial en matière d'interprétation est la recherche du vouloir commun des parties; ce vouloir commun est inséré en une forme parfaitement évidente, c'est donc sur cette formule même que l'interprète doit s'appuyer pour donner toute la plénitude et toute l'efficacité à l'intention originaire.

Si cette volonté jaillit d'elle-même du traité parce que le texte est suffisamment clair, le labeur de l'interprète s'en trouve ramené à *une simple constatation* et rien ne justifierait, en principe, une étude plus poussée de sa part. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre la vieille règle selon laquelle *il n'est pas permis d'interpréter ce qui n'a pas besoin d'interprétation*<sup>1</sup>.

Si ce travail préliminaire de la constatation de la volonté, d'après la clarté du texte, ne présupposait quand même un certain effort de logique interne, l'on serait en droit de soutenir qu'il ne constitue pas, à proprement parler, œuvre d'interprétation. Celle-ci n'aurait lieu, en réalité, que lorsque des doutes s'élèveraient sur

1. « Quand un acte est conçu en termes clairs et précis, quand le sens en est manifeste et ne conduit à rien d'absurde, on n'a aucune raison de se refuser au sens que cet acte présente naturellement. Aller chercher ailleurs des conjectures, pour le restreindre, ou pour l'étendre, c'est vouloir l'éluder. Admettez une fois cette dangereuse méthode, il n'est aucun acte qu'elle ne rende inutile. Que la lumière brille dans toutes les dispositions de votre acte, qu'il soit conçu dans les termes les plus précis et les plus clairs; tout cela vous sera inutile, s'il est permis de chercher des raisons étrangères pour soutenir qu'on ne peut le prendre dans le sens qu'il présente naturellement » (Vattel, *op. cit.*, § 263).

la conformité de la volonté et de l'intention des Parties; c'est-à-dire, lorsqu'un mot, une phrase du texte prêterait à équivoque.

Dans le cas d'un traité normatif, plus encore, il faut s'adresser au texte pour découvrir l'intention des parties et partir de ce principe que les mots y insérés traduisent en même temps leurs intentions. En effet, les parties qui ont contribué à la confection d'une règle objective sont habituellement fort nombreuses; de plus, ces instruments restent généralement ouverts à l'adhésion d'autres Etats qui n'ont pas participé à leur élaboration. Or, il est évident que ces derniers apportent leur assentiment en vue de l'étude qu'ils ont faite du texte même et dans la conviction que l'étendue de leurs nouvelles obligations internationales se trouve limitée et essentiellement circonscrite aux termes seuls du traité auquel ils adhèrent.

Un autre motif qui milite en faveur de la méthode qui consiste à donner la primauté à la lettre est la difficulté de repérer l'endroit où l'intention doit être découverte. Et cela en raison des différentes phases que comporte la procédure suivie pour la conclusion d'un traité et du nombre, pour la plupart du temps fort impressionnant, des personnes qui y interviennent<sup>1</sup>.

Nous estimons donc que lorsqu'un texte est clair, il est parfaitement inutile de rechercher l'intention des auteurs au delà de la formule, particulièrement dans le cas d'un traité normatif où l'interprète s'éloignant du texte va forcément perdre pied, ne sachant à quelle intention se vouer.

Mais, s'il est à l'extrême rigueur admissible de s'écarter des termes formels d'un traité, et d'aller, soit au delà, soit en deçà de ses termes mêmes, dans le cas d'un traité contrat, lorsqu'il peut y avoir une absolue certitude que la *volonté commune* des parties était sensiblement différente de celle qui semblerait résul-

1. Cf. à titre d'exemple, le processus suivi pour l'élaboration du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qui est pour le moins instructif et révélateur de l'évolution et même de la révolution actuelle en matière de confection d'une certaine catégorie de traités.

Le projet de ce Statut fut d'abord élaboré par un comité de dix juristes désignés par le Conseil de la Société des Nations, lequel ne comprenait, à cette époque, que les représentants de huit Etats. Le projet élaboré par ce comité de juristes, « le comité des Dix », fut soumis au Conseil de la Société des Nations qui y introduisit des changements importants; le projet ainsi modifié fut soumis à l'Assemblée de la Société des Nations et renvoyé, au sein de celle-ci, à une commission qui, à son tour, le confia à un sous-comité. Ce dernier y introduisit encore de nouvelles modifications; le projet fut voté par la Commission, et, enfin, par l'Assemblée. Le projet, ainsi adopté, le protocole auquel il devait être annexé était ouvert à la signature des représentants des Etats, et ces derniers avaient, en outre, le choix entre ratifier et ne pas ratifier (Cf. Ehrlich, *op. cit.*, p. 65).

ter de l'analyse intrinsèque des termes seuls, il nous est, quant à nous, manifestement impossible d'admettre une déformation quelconque d'un *texte parfaitement évident*, lorsque cette déformation résulte d'éléments étrangers puisés en dehors du texte, et *lorsque ce texte contient des règles purement objectives*.

Nous ne contestons pas que dans l'un et l'autre cas — traité contrat et traité normatif — la tâche essentielle de l'interprète n'est pas dissemblable, et que dans l'un et l'autre cas il doit s'astreindre à la recherche de l'intention des parties; mais, rechercher cette intention, en dehors de la formule, nous paraît bien aléatoire, voire extrêmement périlleux, lorsqu'il s'agit d'interpréter une règle objective.

Dans cette dernière hypothèse, il reste à nous demander, en effet, ce qu'on entend exactement par « l'intention des parties ».

Certes, cette « intention des parties » est facile à élucider lorsque les parties sont peu nombreuses, deux pour la plupart du temps, et qu'il s'agit de promesses relativement simples conclues entre généraux, ou de traités d'alliance; Grotius, Puffendorf, Vattel... ne sortirent pas de ce cadre assez limité et circonscrit lorsqu'ils traitèrent de l'interprétation. Sans remonter à ces promesses entre généraux romains, il n'est pas encore très compliqué présentement de déterminer quelles sont les parties, lorsqu'il s'agit d'un traité contrat, traité limite, traité relatif à une cession de territoire, à une indemnité pécuniaire, etc. Mais, où il est autrement complexe d'établir une discrimination, c'est lorsqu'il s'agit d'un traité normatif, d'un instrument insérant des normes objectives et dont nous n'ignorons pas la multiplicité de plus en plus envahissante et ramifiée dans la vie internationale.

Il est donc beaucoup plus facile pour l'interprète, et en même temps moins dangereux, de demander à la formule elle-même les éléments de son interprétation.

On comprend ainsi aisément qu'une telle interprétation, aussi stricte et rigoureuse, ne soit pas toujours exigée pour un traité contrat, où l'intention des négociateurs se présente plus accessible à la recherche de l'interprète; mais, même alors, il nous semble que le chemin le plus court et le plus sûr soit celui de l'examen préalable du texte pris, naturellement, dans son ensemble.

Bien entendu, comme nous l'avons déjà dit, lorsqu'on parle d'interpréter un texte d'après sa lettre c'est dans le but de faire de celle-ci la base de déductions rationnelles qui doivent conduire

à la constatation que le texte implique également l'intention des parties et que l'interprétation ne dépouille pas le traité d'une part quelconque de sa valeur.

En résumé, d'après nous, voici succinctement énoncées les principales règles auxquelles l'interprète doit, le plus strictement possible, se conformer.

1° S'attacher en premier lieu à la formule du texte; lui permettant ainsi de constater soit la volonté des négociateurs, soit de découvrir leurs intentions.

Cette méthode d'interprétation est une méthode éminemment *intrinsèque*, l'interprète se trouvant placé devant la source originare d'où il doit puiser toute la substance dont il a besoin pour reconstituer la volonté commune qu'il cherche à constater, ou l'intention qu'il doit découvrir.

Cette méthode comporte la mise en jeu de divers procédés qui feront l'objet d'une étude, aussi détaillée que possible, dans le chapitre suivant consacré à *l'interprétation sur la base du texte*.

2° Mais, il peut arriver que l'interprète ne soit pas parvenu à faire disparaître l'ambiguïté du texte à la lumière des éléments fournis par ce texte même.

Il doit alors orienter ses recherches *en dehors du texte, au delà du texte*, pour chercher à former sa conviction à l'aide d'autres éléments qui, bien qu'étrangers à la formule, sont cependant susceptibles de l'éclairer sur ce qui a dû être l'intention probable de ses auteurs.

Ceci fera l'objet de notre troisième chapitre; quitte à étudier, par la suite, dans un quatrième chapitre, le rôle éventuel que peut jouer en matière d'interprétation les influences actuelles, soit juridiques, soit sociales.

Interprétation intrinsèque, d'une part, interprétation extrinsèque, d'autre part, ceci constitue deux méthodes, que l'arbitre doit suivre, non pas arbitrairement, mais l'une après l'autre, au cas où la première se serait avérée inefficace.

Au reste, nous verrons par ailleurs combien périlleuse peut être une interprétation étayée sur une base extrinsèque pour un traité normatif; c'est la raison pour laquelle nous estimons une telle interprétation essentiellement subsidiaire, étant donné la caté-

gorie spéciale à laquelle est vouée plus particulièrement notre étude. Nous l'admettons beaucoup plus comme valeur confirmative que déductive.

Quelle que soit cependant la méthode que l'interprète soit amené à suivre, ou le procédé auquel il devra recourir, il est de toute évidence que son travail exigera dans tous les cas un effort indiscutable de bon sens, d'équité et de logique qui se traduira nécessairement par la mise en œuvre d'un véritable « travail d'art juridique ».

Avant d'entreprendre l'étude de notre second chapitre, une remarque essentielle s'impose encore, afin de dissiper toute équivoque dès les prolégomènes :

Bien que le présent ouvrage ait pour but de fixer les caractéristiques essentielles de l'interprétation des *traités normatifs*, regardés à la lumière de la jurisprudence internationale, nous serons amenés, cependant, à pousser souvent nos investigations jusqu'à certaines sentences relatives à l'interprétation de traités-contrats.

a) Soit parce que certains procédés sont appliqués aussi bien pour l'interprétation de traités contrats que de traités normatifs, (ainsi, les procédés d'inspiration *intrinsèque* sont essentiellement *communs* aux diverses catégories de traités; nous verrons, par ailleurs, qu'il est loin d'en être de même pour les procédés qui vont chercher leur source en dehors du texte);

b) Soit en raison des indications qui nous seront fournies par le rapprochement de la jurisprudence établie sur l'interprétation des uns et des autres.

## CHAPITRE II

### METHODE D'INTERPRETATION SUR LA BASE DU TEXTE

---

Dans le chapitre précédent, nous avons cherché à définir la part qu'il convient de faire à la volonté des parties, d'une part, au texte, d'autre part

Nous avons marqué, également, que les traités ne sont que l'œuvre d'une volonté consciente et loyale, spécialement préoccupée d'établir des textes qui traduisent clairement des intentions. Ces textes, qui condensent donc, tout à la fois la pensée et la volonté des auteurs du traité, offrent de ce fait, les premiers éléments que l'interprète sera appelé à découvrir, de sorte que l'obligation première de celui-ci sera d'examiner si le texte est suffisamment clair et dit bien ce qu'il veut dire.

Dans l'affirmative, son rôle se bornera à le constater sans qu'il ait à pousser plus avant ses investigations personnelles<sup>1</sup>.

1. C'est dans ce sens que sera le discours de M. Basdevant à la séance publique du 5 juillet 1923 devant la Cour permanente de Justice internationale en l'affaire du vapeur *Wimbledon* : « Le texte de l'article 380 est à la fois extrêmement précis et extrêmement large. Il ne fait aucune distinction suivant la destination des navires; il n'autorise pas à interdire le passage à un bâtiment parce que celui-ci est destiné à Dantzig ou à un Etat belligérant. Ce texte ne fait non plus aucune distinction suivant la nature du chargement... Ce texte est si clair et si large que sur son interprétation, il paraît inutile d'insister davantage. Il parle de lui-même, il ne contient vraiment aucune disposition, aucune indication qui soit de nature à justifier l'arrêt d'un navire qui transporte du matériel de guerre à destination d'un Etat belligérant. »

Et un peu plus loin, il ajoutera encore : « Ainsi, nous sommes en présence — je crois l'avoir montré — et je n'ai pas besoin de m'attarder très longtemps sur ce point — d'un texte très clair par lui-même et qui, remarquez-le bien, est un texte de principe, qui est parfaitement lucide et auquel, par suite, il nous faut tenir et nous tenir fermement. La meilleure méthode d'interprétation est celle qui consiste à se reporter aux textes non douteux, clairement exprimés. Notre maître en l'interprétation des traités nous le disait déjà; ce maître auquel on revient toujours, celui qui est cité constamment, c'est Vattel. »

« ...Ce principe d'interprétation, qui est un principe de bon sens, un principe de raison, c'est celui qu'ont adopté tous les auteurs qui ont écrit sur l'interprétation des traités. Après Vattel, Geffcken dira dans la note sur Heffter (*Le droit international de l'Europe*, p. 214), que le traité étant l'expression de l'intention des Etats contractants, « les termes qui y sont employés décident, tant qu'ils donnent un sens raisonnable... »

« ... Les termes du traité décident; ils décident s'ils ont « un sens raisonnable »,

C'est d'ailleurs l'attitude qu'a généralement adoptée la juridiction internationale et, notamment, la Cour permanente de Justice internationale.

Or, les termes du traité — je le montrerai ultérieurement — ont évidemment un sens raisonnable. Il n'est pas contraire à la raison, au bon sens, de donner à ces termes la claire portée qui résulte des mots qui y sont employés. » (Cf. Jugement n° 1, affaire *Wimbledon*, interprétation d'un traité normatif; série C, n° 3, vol. I, p. 145, 148 et s.)

En matière de traités-contrats, on peut constater la prédominance accordée à l'intention des parties contractantes par la majorité de la jurisprudence internationale.

Citons, à titre d'exemple, la sentence rendue le 13 avril 1852, en l'affaire relative à la prise des navires *Veloz Mariana*, *La Victoire* et *La Vigie*, soumise par la France et l'Espagne à la décision arbitrale de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas. L'arbitre, amené à interpréter le traité du 5 janvier 1824 afin de pouvoir établir la période à laquelle les bâtiments capturés devaient être considérés comme prise maritime de guerre, décida « eu égard à l'intention manifeste des parties contractantes, et conformément au droit des gens ».

« Les intentions des parties » sont encore invoquées par le Tribunal arbitral chargé de fixer les limites d'une certaine partie de la frontière maritime entre la Norvège et la Suède, conformément à la Convention du 4 mars 1908. dans sa sentence rendue le 23 octobre 1909.

Citons aussi dans ce sens, la sentence rendue le 22 février 1904 par la Cour permanente d'arbitrage, dans l'affaire du droit de préférence réclamé par les Puissances bloquantes au Venezuela, et surtout la sentence du 25 juin 1914, également rendue par la Cour d'arbitrage, au sujet de l'affaire relative à la délimitation d'une partie des possessions néerlandaises et portugaises dans l'île de Timor.

Dans cette affaire, l'arbitre, M. Lardy, insistera d'une manière toute spéciale sur la nécessité de recourir avant tout à l'intention réelle des parties, et citera encore pour appuyer sa manière de voir, des passages pertinents de Heffter, Rivier, du Code civil français, allemand, portugais, etc.

M. Lardy citera entre autres, cet article du Code civil français (art. 1156) : « On doit dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. »

A notre avis, la tendance de M. Lardy de recourir à des principes de droit interne est assez dangereuse en l'occurrence.

Par ailleurs, l'arbitre nous disait au début de sa sentence, qu'il devait baser sa décision sur « les principes généraux du droit international ». Or, en droit international, lorsque le texte est clair, et même lorsqu'il s'agit d'un traité contrat, la meilleure tactique à suivre, nous semble-t-il, est de s'en tenir au texte.

Cf. en ce sens, ce que dit le Conseil du Contentieux diplomatique de Rome « relative à la capture *eseguitasi sull'Aunis* ». (Seduta del 19 luglio 1863. (*Archives diplomat.*, 1864, I, p. 395-396.)

« Les interprétations sont admissibles et nécessaires lorsqu'on est privé de stipulations précises ou lorsque celles-ci étant conçues en termes ambigus, il devient indispensable de prendre pour règle les principes généraux du droit ou la nature des circonstances afin de déterminer l'intention des parties contractantes.

» Mais, lorsqu'il existe un ensemble de stipulations claires, précises et manifestement applicables à l'espèce; lorsque ces stipulations dérogent explicitement au droit général et constituent un droit particulier entre les parties contractantes, la loyauté qui doit toujours présider aux rapports de gouvernement à gouvernement exige que l'on admette franchement les expressions littérales des traités, et que celles-ci servent de seule règle pour juger la légalité ou l'illégalité des faits. »

Cf. aussi, ce passage du memorandum remis en copie par les ambassadeurs de Russie près les Cours de Paris, de Londres et de Vienne, aux ministres des Affaires étrangères respectifs, en même temps que les dépêches en date du 26 août-7 septembre 1863 relativement aux affaires de Pologne. (*Archives dipl.*, 1863, IV, p. 249-250.)

« Les Puissances qui ont exprimé au cabinet de Saint-Petersbourg leurs vœux et leurs opinions, relativement aux troubles du royaume de Pologne, ont pris pour point de départ le Traité de 1815.

» D'après toutes les règles connues du droit international, et même en vertu du prin-

Depuis son avis consultatif numéro 2, donné le 12 août 1922 et qui avait trait à l'interprétation de la Partie XIII du Traité de Versailles, relative à l'organisation internationale du Travail, la Cour n'a cessé de suivre, dans ses autres sentences ou avis consultatifs, la même ligne de conduite d'arrêter ses recherches aussitôt qu'elle constate la clarté d'un texte.

Néanmoins, certains juristes ont cru voir dans l'avis n° 15, rendu le 3 mars 1928, à propos des réclamations des fonctionnaires dantzikois contre l'administration polonaise des chemins de fer, une tendance de la part de la Cour à s'écarter de sa jurisprudence antérieure sur ce point particulier. Cette appréciation, hâtons-nous de le dire, ne nous paraît en rien fondée. Le point litigieux, en cette affaire et d'après la Cour, avait trait à la question de savoir si la Beamtenabkommen (Accord du 22 octobre 1921) faisait ou non, partie du complexe des dispositifs qui régissent les rapports juridiques entre l'administration polonaise des chemins de fer et les fonctionnaires dantzikois, passés à son service. Autrement dit, il importait de découvrir, avant tout, la nature juridique d'un Accord qui, bien qu'international par la forme, revêtait quant au fond, le caractère d'un contrat de service, de sorte que la Cour fut amenée à conclure que « l'intention des Parties — que l'on doit rechercher dans le contexte de l'Accord, en prenant en considération la manière dont l'Accord a été appliqué, est décisive ».

La jurisprudence de la Cour quant à la valeur prédominante du texte, lorsqu'elle eût à interpréter des traités normatifs, se justifie sur tous les points, comme nous l'avons déjà dit, en raison du caractère objectif des règles incorporées dans ces derniers, des inconvénients sérieux qui résulteraient de l'application de ces règles vis-à-vis des parties étrangères à l'élaboration des dits traités et finalement de l'embarras dans lequel se trouverait placé l'interprète cherchant à rétablir l'intention réelle à travers le dédale compliqué de la procédure employée antérieurement à la mise en vigueur de ces sortes de traités.

Ainsi, ce ne peut être que lorsque la formule soumise à l'inter-

cipe plus moderne de non-intervention, leur action diplomatique ne pourrait pas avoir d'autre base.

» C'est donc uniquement dans les limites de ce Traité que doit se renfermer la discussion des questions de droit qui se rattachent au royaume de Pologne.

» Les traités doivent être interprétés dans leur lettre et dans leur esprit.

» Le Traité de 1815, malgré la réserve adoptée dans sa rédaction, afin de ménager et de concilier des opinions et des intérêts divers, est cependant assez précis dans ses termes pour ne laisser qu'une place circonscrite aux différences d'appréciation. »

prétation ne révèle pas d'une manière certaine la volonté commune des Parties, qu'il est permis à l'interprète d'explorer à fond le texte même du traité afin d'en extirper l'intention des négociateurs.

On voit par celà même, que le texte demeure l'objet essentiel sur lequel doit porter tout l'effort de l'interprète; qu'il s'agisse d'aboutir à une constatation de conformité entre la formule et la volonté, ou de découvrir celle-ci à travers l'intention initiale des auteurs telle qu'elle ressortira de l'examen approfondi du texte pris dans son ensemble.

Les auteurs d'un texte donné ont élaboré une formule, résultante de leur pensée et de leur vouloir, c'est donc « à la formule en soi » la première source à laquelle l'interprète est tenu logiquement de puiser.

Il ne faut pas croire que ce dernier se vouera ainsi à un travail purement machinal, uniquement mécanique, bien au contraire ! C'est en cette tâche essentiellement que se révèlera sa finesse, son solide esprit rationnel et logique, dans la mise en œuvre de ce « travail d'art juridique ».

M. Geny fera remarquer que l'interprétation exégétique bien comprise d'une loi (mais ici cette remarque vaut également pour un traité) exige tout au contraire beaucoup de finesse et de perspicacité. « De quoi s'agit-il, en effet, ? ajoutera-t-il. Essentiellement de transformer une règle parfois abstraite et toujours sèche, en un cadre vivant et concret, où puissent trouver leur satisfaction les intérêts divers de la vie juridique. Combien paraît terne et décolorée la formule apodictique de la loi, au prix des circonstances et des événements, si variés, si complexes, si mouvants, auxquels elle se doit adapter ! Il faut animer cette formule, lui faire rendre tout ce qu'elle contient, en extraire, pour ainsi dire, pour les mettre en circulation dans la vie, toute l'équité, toute l'utilité pratique, dont elle est l'expression » (*op. cit.*, p. 30).

Comment l'interprète s'y prendra-t-il pour faire « rendre » à la formule toutes ses possibilités intrinsèques ?

Par la mise en jeu de divers procédés habilement coordonnés, telle que l'étude :

- a) du sens des mots,
- b) du contexte,
- c) des divers textes, lorsque le traité est rédigé en plusieurs langues,

- d) du but,
- e) de l'extension ou de la restriction du texte sujet à contestation.

Nous verrons en temps utile que le dernier procédé peut parfois être quelque peu délicat dans son application.

### Section I. — Le sens des mots.

Les différends soulevés par les traités, au moment de leur application, proviennent la plupart du temps d'une divergence d'appréciation sur le sens des mots ou des expressions qu'ils contiennent.

Ces divergences sont pour ainsi dire inévitables, du fait que le langage humain ne comporte que peu de mots susceptibles d'une interprétation unique, et du fait que les expressions employées se révèlent souvent incomplètes pour exprimer exactement la pensée initiale.

S'il en était autrement, si comme le dit Vattel, « les idées des hommes étaient toujours distinctes et parfaitement déterminées », les cas d'interprétation des traités seraient évidemment fort restreints. Mais, il n'en est pas ainsi, et les auteurs d'un traité ont maintes fois eu recours au juge international pour les départager sur le sens douteux, obscur ou équivoque des textes qu'ils ont cependant eux-mêmes adoptés.

La doctrine est particulièrement riche en recommandations adressées à l'égard de l'interprète appelé à déterminer la signification d'un terme ou d'une expression.

Elle préconise, en premier lieu, de recourir à la méthode analytique, communément appelée « interprétation grammaticale ».

Cette dernière expression est pour la première fois employée au XVIII<sup>e</sup> siècle (Cf. Ernest, *Variorum opuscula ad cultiorem jurisprudentiam adsequendam pertinentia*, IV, p. 11 (1748); et Eckhard, *Hermeneutica Juris*, *ibid.* (p. 13). Ce dernier dira que cette interprétation consiste dans la recherche du sens des mots (*in verborum sensu investigando*). Ces deux auteurs sont cités par le Professeur Ehrlich, dans son Cours, *op. cit.* p. 46)<sup>1</sup>.

1. Lorsque Wolff s'exprime en ces termes : « Si chaque mot avait une signification fixée et déterminée, et si ceux qui parlent exprimaient toujours par ces mots leur pensée d'une manière suffisamment complète, il n'y aurait besoin d'aucune interprétation. Puisque le contraire est vrai, l'interprétation est nécessaire. » (Cf. *op. cit.*, VI, § 460). C'est uniquement de cette catégorie d'interprétation qu'il s'agit.

Dans le passage suivant, Vattel reprendra l'idée de Wolff : « Si les idées des hommes

D'une façon générale la doctrine montre une certaine répugnance à admettre l'interprétation étymologique et elle ne cache pas ses préférences pour l'interprétation *usus loquendi*; c'est-à-dire, celle du commun usage.

C'est ainsi que Grotius dira que s'il n'y a aucune conjecture qui conduise à un autre sens, « les paroles doivent être entendues dans le sens qui leur est propre, non selon la grammaire, en s'attachant à leur origine, mais selon l'usage populaire ».

La même idée, dans des termes à peu près semblables, a été reprise, tour à tour, par tous les autres auteurs.

A l'analogie ou l'étymologie, ils opposent le sens couramment employé par le peuple; cependant lorsqu'il s'agit de termes concernant l'art ou la science, ils recommandent la définition donnée par les Maîtres en la matière.

En effet, le but poursuivi par l'interprète lorsqu'il s'attache à la recherche de l'expression *usus loquendi* est d'atteindre par là même à la véritable intention des parties, mais il va de soi que lorsqu'on a affaire par exemple à des expressions purement juridiques, telles que propriété, société par actions, nationalité, contrôle public, etc., etc., c'est dans cette acception qu'il faut les entendre.

étaient toujours distinctes et parfaitement déterminées, s'ils n'avaient pour les énoncer que des termes propres, que des expressions également claires, précises, susceptibles d'un sens unique, il n'y aurait jamais de difficulté à découvrir leur volonté dans les paroles par lesquelles ils ont voulu l'exprimer : il ne faudrait qu'entendre la langue. » (Cf. *op. cit.*, § 262.)

Mais Vattel ira plus loin que Wolff, car pour lui, même s'il n'était pas nécessaire d'une interprétation grammaticale, *stricto sensu*, « l'art de l'interprétation ne serait point encore pour cela un art inutile », dira-t-il; en quoi on ne peut que lui donner raison.

1. Grotius dira, qu'en ce qui concerne les termes particuliers des arts, que le peuple n'entend guère, il faudra adopter la définition donnée par les habiles dans chaque art, et il citera ce passage de Saint Augustin (*Rhetoric*) : « Comme beaucoup de choses nouvelles sont dénommées tant par ceux qui enseignent les arts et par les mathématiciens, que par les philosophes, nous devons les recevoir, non tant selon la signification qu'elles ont dans la pratique ordinaire, que selon le sens qui leur est donné par les maîtres » (Cf., § 2 et 3, *op. cit.*).

Grotius dira encore (Cf. § IX) : « Au reste, il faut savoir que beaucoup de mots ont plusieurs significations, l'une plus étroite, l'autre plus large : ce qui provient de beaucoup de causes; soit, parce que le nom du genre est appliquée à l'une de ces espèces, comme dans les mots de *cognition* et d'*adoption*; soit, parce qu'on se sert de noms masculins au lieu de noms de genre commun, lorsque les noms de genre commun font défaut; soit, parce que l'usage d'un art s'étend plus loin que l'usage populaire : comme le terme de mort qui, dans le droit civil, s'étend à la déportation, tandis que parmi le peuple, il signifie autre chose. »

Puffendorf estime également qu'à l'égard des paroles, il faut établir pour maxime, « que, tant qu'il n'y a point d'ailleurs de conjecture suffisante qui oblige de les entendre dans un sens particulier, on doit leur donner celui qui leur est propre, non selon l'Analogie ou l'Etymologie grammaticale, mais selon l'usage commun du peuple, qui est le maître absolu dans les langues » (*op. cit.*, § 3); au paragraphe 4, il ajoute que « pour les termes de l'Art, qui ne sont guères connus du peuple, il faut les expliquer selon la défi-

Ce souci de la doctrine, d'attacher aux mots et aux expressions qui se trouvent dans un traité, un sens usuel et reconnu, se reflète également dans certaines sentences arbitrales.

dition qu'en donne les Maîtres, ou ceux qui entendent l'Art ou la Science dont il s'agit », et au paragraphe 7, il dit que « c'est une maxime commune des jurisconsultes, que les termes doivent être expliqués conformément à la nature du sujet dont il s'agit ».

Wolff donnera une définition de l'étymologie, qui est, dira-t-il, l'explication des mots tirés de leur origine. « L'étymologie examine par conséquent, pourquoi les termes primitifs ont été originairement appliqués à telles choses, comment en sont venus les termes dérivatifs ou composés, et quelle est leur signification par la force de la dérivation ou de la composition. Voilà ce qu'on appelle signification étymologique. » Il ajoutera, que l'on donne parfois aux étymologistes le nom de grammairiens, parce que l'étymologie est fondée en partie sur des principes de grammaire.

Wolff lui aussi estime qu'il ne faut point faire attention au sens étymologique dans l'interprétation juridique et que si l'intention des contractants était que leur traité fut entendu suivant le sens propre et littéral des termes dans lesquels il est conçu, il faut s'y tenir de la manière la plus étroite. Il répétera également ce que dirent ses devanciers sur les termes de l'art., qui doivent être interprétés par les experts, et la maxime : *Verba intelligenda secundum substratum materiam*. (Cf. *op. cit.*, § IX à XV.)

Wolff introduira toutefois une idée nouvelle dans son paragraphe 8 lorsqu'il recommandera d'interpréter les traités suivants l'usage du langage établi dans le temps où ils ont été faits.

Cette idée sera reprise par Vattel lorsqu'il dira que dans l'interprétation des traités, des pactes et des promesses, on ne doit point s'écarter du commun usage de la langue, à moins que l'on n'en ait de très fortes raisons et qu'il ajoutera « l'usage dont nous parlons est celui du temps auquel le traité, ou l'acte en général, a été conclu et dressé. »

Vattel dira encore (*op. cit.*, § 273) que les paroles ne sont destinées qu'à exprimer les pensées; ainsi la vraie signification d'une expression, dans l'usage ordinaire, c'est l'idée que l'on a coutume d'attacher à cette expression. Dans les paragraphes 276-280, Vattel dira que s'il est vrai que les termes techniques doivent ordinairement s'interpréter suivant la définition qu'en donnent les maîtres de l'art ou de la science à laquelle le terme appartient, cette règle n'est point si absolue que l'on ne doive parfois s'en écarter, quand on a de bonnes raisons de le faire; « comme, par exemple, s'il était prouvé que celui qui parle dans un traité, ou dans tout autre acte, n'entendait pas l'art ou la science dont il a emprunté le terme, qu'il ne connaissait pas la force du mot pris comme terme technique, qu'il a employé dans un sens vulgaire, etc. »

Au paragraphe 277, Vattel dira encore que « si toutefois les termes d'art, ou autres, se rapportent à des choses qui admettent différents degrés, il ne faut pas s'attacher scrupuleusement aux définitions, mais plutôt on doit prendre ces termes dans un sens convenable au discours dont ils font partie »;

Au paragraphe 278 il parlera des expressions figurées « qui sont devenues si familières dans le commun usage de la langue qu'elles tiennent lieu, en mille occasions, de termes propres, en sorte qu'on doit les prendre dans leur sens figuré, sans faire attention à leur signification originaire, propre et directe; le sujet du discours indique suffisamment le sens qu'on doit leur donner. Ourdir une trame, porter le fer et le feu dans un pays, sont des expressions de cette sorte. »

Dans les paragraphes 279 et 280, Vattel dira qu'il n'est peut-être aucune langue qui n'ait aussi des mots qui signifient deux ou plusieurs choses différentes, et des phrases susceptibles de plus d'un sens. De là naît l'équivoque du discours... Que si l'équivoque s'est glissée dans un acte, c'est à l'interprétation de faire disparaître l'incertitude qu'elle produit », et : « ... On doit toujours donner aux expressions le sens le plus convenable au sujet, ou à la matière dont il s'agit; car on cherche par une droite interprétation à découvrir la pensée de ceux qui parlent, des contractants dans un traité. Or on doit présumer que celui qui emploie un mot susceptible de plusieurs significations, l'a pris dans celle qui convient au sujet » (et Vattel reprend les exemples déjà cités par Grotius, Wolff et Puffendorf; ainsi le mot jour peut signifier soit jour naturel, soit jour civil. Le mot fer peut s'entendre ou du métal même, ou de certains instruments faits de ce métal, etc).

Phillimore pense qu'en ce qui concerne l'interprétation grammaticale, on ne doit

Ainsi, dans la sentence rendue à Santiago le 7 avril 1875 par le Ministre des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, en vue de trancher un différend entre le Chili et le Pérou, surgi au sujet de la liquidation de leurs dettes de guerre, l'arbitre eut à déterminer à un moment donné le sens du verbe « to charge ». Il estimera que dans le présent cas, le verbe « to charge » n'avait pas de signification technique, et qu'en l'absence d'autres stipulations, il devait être pris dans son sens usuel. (Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 164, et Moore.)<sup>1</sup>

En ce qui concerne le sens qu'il faut attacher à un terme géographique, la Cour permanente de Justice internationale s'est aussi prononcée en faveur de l'acception usuelle généralement

pas confondre traduction et étymologie avec interprétation, et il estime que l'observation de Ruthforth qu'il n'est pas facile de déterminer d'une façon précise où la province du grammarien et du lexicographe se termine et où celle de l'interprète commence n'est pas sans justesse; mais, ajoutera-t-il, bien que ces provinces peuvent être à peine reconnaissables à leurs confins, cependant dans leurs extrémités éloignées, et en vue d'un but pratique, elles sont suffisamment distinctes. Il continuera en disant qu'une connaissance certaine du langage dans lequel le traité est écrit, est, en fait, nécessairement supposé pour précéder ou accompagner le travail de l'interprétation proprement dite. Mais, quant aux raffinements étymologiques, ils peuvent, d'après cet auteur, rarement prendre place dans une interprétation légitime d'une loi ou d'un contrat; à son avis, la signification des mots employés par le législateur ou par les parties, doit être tirée du commun usage et de la coutume qui indique l'intention de ceux qui les ont employés de les entendre d'une façon particulière (*op. cit.*, p. 99).

Cf. aussi Ruthforth, *Institutes of Natural Law*, p. 316, B. II, C. VII; — Wildman (Richard), *Institutes of International Law*, t. I, p. 177 et s.; — Woolsey, p. 173-174; — Calvo, *le Droit international théorique et pratique*, §§ 1649 et s.; — Rivier, t. II, p. 122; — Fiore, *le Droit international codifié*, §§ 792 et s. — Hall (Edward), *A treatise on international law*, part., chap. X, § 111; — Oppenheim, *op. cit.*, § 5554, 2.

1. Dans la sentence du 5 décembre 1885, rendue par la Commission mixte des réclamations sur les Etats-Unis et le Venezuela, aff., Aspinwall, M<sup>r</sup> Little, commissaire, s'appuyant sur l'autorité du Président Woolsey dira qu'il faut employer les mots *claim* et *claimant usus loquendi* (cf. Moore, p. 3622). Dans la quatrième sentence *faite à Greytown, le 26 juillet 1899* relativement à la question de la limite entre le Costa-Rica et le Nicaragua, il sera dit que les termes inclus dans le traité de 1858, traité qui était en jeu dans le présent litige, devaient être interprétés dans leur signification la plus simple et la plus claire : « The principles, upon which the language and intent of treaties are to be interpreted, are well set forth in the Costa-Rica argument by many quotations from eminent authors. All concur that words are to be taken as far as possible in their first and simplest meaning — « in their natural and obvious sense according to the general use of the same words », « in the usual sense, and not in any extraordinary or unused acceptation » (Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 536).

Nous retrouvons encore ce même principe dans l'affaire des Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, où il est dit : « Les négociateurs du traité de 1818 ne furent probablement pas troublés par des subtiles théories concernant la notion de « baies », ils pensèrent très probablement que chacun saurait ce que c'est qu'une baie. C'est dans ce sens populaire que le terme doit être interprété dans le traité. L'interprétation doit tenir compte de toutes les circonstances individuelles qui doivent être appréciées pour chacune des différentes baies du rapport entre sa largeur et la profondeur de sa pénétration dans les terres; de la possibilité et de la nécessité de la défendre pour l'Etat dans le territoire duquel elle pénètre; de la valeur spéciale qu'elle a pour l'industrie des habitants de ses rivages; de la distance qui la sépare des grandes voies internationales en haute mer et d'autres circonstances impossibles à énumérer en général. » (Cf. sentence n° VII du 7 sept. 1910, *Recueil de la Cour permanente d'arb.*, p. 139).

employée dans les cartes géographiques. Telle fut la décision rendue par elle, le 5 avril 1933, dans l'affaire concernant le Statut juridique du Groënland oriental. Cette affaire a posé une question particulièrement intéressante relativement à l'étendue d'un territoire désigné par une dénomination géographique. D'après la Norvège, le mot « Groënland » inséré dans les actes législatifs et administratifs du XVIII<sup>e</sup> siècle, sur lesquels se fondait le Danemark pour prouver l'exercice de sa souveraineté, n'était pas employé dans son sens géographique mais seulement pour désigner la région colonisée sur la côte occidentale.

Voici la réponse de la Cour : « Si l'une des Parties allègue qu'un sens inusité ou exceptionnel doit y être attaché (au terme employé), c'est cette Partie qui doit établir le bien-fondé de ce qu'elle avance. De l'avis de la Cour, la Norvège n'a pas réussi à prouver sa thèse. »

Lorsqu'on dit qu'un texte peut être interprété d'après la grammaire, il ne faut pas croire toutefois, que cela puisse se faire par l'examen exclusif des règles de la langue employée dans la rédaction d'un acte. Un tel examen pourrait conduire à la méconnaissance de l'intention qui a dicté les termes employés, quoique rigoureusement placés d'après les règles grammaticales.

C'est ainsi, qu'à juste raison, des critiques ont été avancées contre la sentence rendue par l'Empereur de Russie en date du 22 avril 1822, sur l'interprétation de l'article 1<sup>er</sup> du Traité de Gand. Sans s'inquiéter d'une manière quelconque de vérifier si le sens littéral et grammatical de l'article en question exprimait exactement l'intention de ses auteurs, l'arbitre examina, dans son premier considérant, la construction de la période sur la signification de laquelle s'élevait des doutes et, dans son second considérant, l'arbitre examina certains mots de la même période pour en tirer la conclusion que la phrase incidente formée par lesdits mots ne pouvait se rapporter grammaticalement qu'aux substantifs ou sujets qui précédaient.

On ne saurait faire mieux, pour signaler la faiblesse de ce moyen d'interprétation, employé isolément, qu'en reproduisant la phrase suivante : « Interpréter grammaticalement un traité, c'est ne l'interpréter qu'à demi, car c'est *fixer* la portée des mots sans montrer *le comment* raisonnable et le *pourquoi* intelligent de leur sens » (Cf. Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, t. I, p. 337.)

L'interprète ne saurait, donc, se contenter d'une analyse intrinsèque des mots en contestation, pris isolément, mais il doit con-

fronter cette analyse avec les autres parties du traité pris dans son entier. C'est-à-dire, l'interprétation purement grammaticale risquerait d'aller à l'encontre de la bonne foi des parties si elle ne se trouvait pas corroborée par des considérations logiques, par le but et la raison d'être des dispositions en question.

C'est ainsi que la Cour permanente de Justice internationale a procédé lors de l'interprétation de la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes. Pour aboutir à une interprétation conforme au sens naturel des termes, elle a d'abord constaté que ces derniers n'étaient en rien contredits, ni par le titre de la Convention de Washington, ni par le préambule, ni par les autres dispositions de ladite Convention<sup>1</sup>,

S'il est vrai que les publicistes et les arbitres ont montré une certaine répugnance à recourir au sens étymologique d'un mot, et leur préfèrent, non sans raison, le sens usuel, il n'en est pas moins vrai, que pour établir ce « sens usuel », il leur faille parfois recourir, soit à des textes susceptibles de leur fournir quelque indication, soit à des dictionnaires de grande autorité.

Ainsi, l'arbitre désigné aux fins de trancher le différend entre le Chili et le Pérou, dans sa sentence arbitrale du 7 avril 1875, afin de déterminer quelle était l'acception exacte du mot « commissaire » dira qu'il apparaît « from a careful consideration of the language of the article 4, taken in its usual and accepted sense, together with established usage pertaining to such agents, that there should be no difficulty in arriving at the true solution of the question ».

Néanmoins, il se référa ensuite à la définition du mot « commissaire » et à leurs attributions énoncées par *Marlens* dans son guide diplomatique.

Puis l'arbitre dira qu'aux termes de l'article 4 dudit traité les commissaires étaient autorisés à faire deux choses et seulement deux choses :

1° To make the definite liquidation of the expenses incurred and duly touched;

Au sujet de cette première tâche l'arbitre remarque qu'il ne peut y avoir une double interprétation possible, et il se réfère, pour appuyer cette assertion, à Bouvier, *Law Dictionary*.

2° To charge each of the republics one-half of the total amount of said expenses.

1. Voir plus loin, section II, pp. 42-44, ce que nous disons, à ce sujet.

L'arbitre dira que le verbe « charger » n'a pas de sens technique et doit être pris dans un sens usuel et il se réfère au dictionnaire de Webster, qui donnera la définition du sens habituel.

M. Little, commissaire dans l'affaire *W. M. Aspinwall* n° 18, concernant des réclamations Etats-Unis-Venezuela, pour la définition des mots *claim* et *claimant*, se référa au *Two leading lexicographers of the English tongue* : Webster et Johnson (Cf. Moore 3622).

De même, dans son avis consultatif rendu au sujet de la compétence de l'Organisation internationale du travail en matière d'agriculture, la Cour permanente de Justice internationale s'est servi du dictionnaire de *Littre* et de l'*Oxford (New-English) Dictionary* pour établir le sens habituel des mots « industrie » et « industriel » (Publications de la Cour, Série B. n°s 2-3. p. 32-35).

Le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand dans sa décision du 23 août 1926 rendue sous la présidence de M. Asser (aff. *Démètre Karmatzucas c. Etat allemand* n° 373) ayant à interpréter l'expression *acte commis*, pour la signification du verbe commettre, se référa au Dictionnaire de l'Académie française et au *Littre* (Cf. *Recueil des Décisions*, t. VII, p. 21).

Il est donc manifeste qu'on ne peut concevoir une interprétation quelconque qui fasse entièrement abstraction de la méthode grammaticale qui consiste à déterminer l'intention des auteurs par une analyse grammaticale des clauses du traité.

Comme le dit avec raison M. Ehrlich (*op. cit.*, p. 112) : « Il y a présomption que la langue du traité est correcte, au point de vue grammatical, et que les conclusions tirées de l'analyse grammaticale révèlent le sens qu'ont voulu donner aux termes les parties, ou du moins qu'elles expriment toutes les significations possibles, parmi lesquelles on pourra ensuite, à l'aide d'un raisonnement ultérieur, trouver celle qui correspond à la volonté des parties. »

C'est la raison pour laquelle dans l'affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique il fut rejeté par le Tribunal deux thèses proposées par l'une des parties, notamment parce qu'il eut été indispensable de mettre au singulier deux mots, qui, étaient employés au pluriel dans le traité de 1818, et d'autre part, parce que l'expression anglaise « therein » ne pouvait se référer qu'à un des mots qui, selon la thèse avancée, auraient du avoir une signification plus restreinte.

L'interprétation de termes juridiques, insérés dans les traités internationaux, et dont l'application dépend du sens donné à ces termes, s'est particulièrement développée au cours de ces dernières années, en raison de l'emploi de plus en plus fréquent que les traités font des termes et des notions de droit, aussi bien interne qu'international.

C'est ainsi que le juge international est souvent appelé non seulement à établir le sens d'un simple vocable ou d'une locution familière courante, mais aussi à le préciser par une définition du terme et quelquefois à donner une qualification commune.

Cette partie de la tâche à remplir par l'interprète est incontestablement fort délicate, et c'est en raison de cette difficulté qu'il est possible de découvrir quelques hésitations dans certaines sentences, ce dont on ne saurait les blâmer.

Nous citerons, à titre d'exemple, la décision rendue dernièrement dans l'affaire Chevreau, entre la Grande-Bretagne et la France. Il s'agissait de préciser ce qu'il faut entendre par le mot « déportation », afin de savoir si M. Chevreau avait été ou non déporté jusqu'aux Indes et en Egypte.

Il s'en est suivi un débat sur le sens du mot français « déportation » et celui du mot anglais « deportation ».

Il fallait donc s'attendre, de la part de l'arbitre, à une définition de ce terme; mais il a estimé, cependant, « ne pas avoir besoin de s'arrêter à la question de savoir quel est le sens dans lequel les mots en question ont été employés dans le Compromis. Il lui suffit de constater que le rapatriement de M. Chevreau n'a pas été exécuté comme une mesure dépendant de sa volonté seule ».

Tout en se ralliant à la thèse française, l'arbitre a esquivé cependant la définition d'un terme essentiel pour la détermination du caractère juridique de la mesure incriminée<sup>1</sup>.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les décisions rendues par la Cour permanente de Justice internationale chaque fois qu'il fût question de définir un terme quelconque ou de préciser la portée d'une notion de droit susceptible de jouer un certain rôle dans l'application d'un traité.

La citation de certaines sentences nous permettra de signaler certains aspects importants du problème général qui nous occupe.

Dans l'affaire des « Communautés » gréco-bulgares, la Cour fut priée par le Conseil de la Société des Nations de donner un avis

1. D'après le débat devant l'arbitre il paraît certain que le mot « déportation » avait été employé dans le compromis comme un terme de droit.

consultatif au sujet de l'interprétation que comportent les dispositions ayant trait aux communautés de la Convention gréco-bulgare, signée le 27 novembre 1919. Parmi les questions auxquelles elle devait répondre, se trouvait celle de déterminer le critère de la notion de « Communauté » au sens de la Convention, notamment de son article 6, alinéa 2.

S'agissant d'un traité-contrat, et par conséquent, d'un traité élaboré en vue de régler des intérêts opposés, fallait-il considérer que chacune des Parties avait employé le terme de « Communauté » d'après le sens donné par leurs législations respectives et dans la mesure où leurs « communautés » avaient été l'objet d'une reconnaissance juridique particulière ?

La Cour ne s'est pas arrêtée à ces considérations.

Elle a cherché à connaître quelle était dans les pays d'Orient la notion traditionnelle admise en matière de communautés, aussi bien au temps de la souveraineté ottomane que lors de la reconnaissance de l'indépendance des Etats issus des anciennes provinces ou vassalités ottomanes.

Après s'être assurée que ni l'article 6, alinéa 2, ni l'ensemble de la Convention gréco-bulgare du 27 novembre 1919, n'avaient pas entendu, par quelque stipulation particulière, s'écarter de cette notion générale traditionnelle, la Cour arriva à la conclusion qu'il fallait définir le terme « communauté », de la Convention, comme étant « une collectivité de personnes vivant dans un pays ou une localité donnés, ayant une race, une religion, une langue et des traditions qui leur sont propres, et unies par l'identité de cette race, de cette religion, de cette langue et de ces traditions dans un sentiment de solidarité, à l'effet de conserver leurs traditions, de maintenir leur culte, d'assurer l'instruction et l'éducation de leurs enfants conformément au génie de leur race et de s'assister mutuellement » (Avis consultatif n° 17, donné le 1<sup>er</sup> juillet 1930).

Dans l'affaire relative à l'échange des populations grecques et turques, soumise par le Conseil de la Société des Nations, la Cour était priée de donner son avis sur le sens qu'il fallait attribuer au terme « établi » incorporé dans l'article 2 de la Convention de Lausanne du 30 janvier 1923.

Voilà un problème de qualification qui se posait devant la Cour. Il s'agissait pour elle d'établir une qualification commune devant régir, sur les deux territoires, les personnes appartenant aux populations qui devaient être échangées.

Comment la Cour s'y prendra-t-elle pour déterminer la qualifi-

cation commune ? Va-t-elle diriger ses recherches d'après les lois locales des Etats signataires de la Convention ?

Non : la Cour a admis que l'« application des lois turques et grecques aurait eu probablement pour conséquence des incertitudes », ainsi qu'une répartition inégale de la population, ce qui n'aurait pas été conforme à l'esprit de la Convention qui, « sans doute, se propose d'assurer le même sort aux populations grecques et turques par une application identique de dispositions égales sur le territoire des deux Etats ».

La Cour constata aussi qu'il n'y avait « aucun indice que les auteurs de la Convention aient, de quelque manière que ce soit, pris en considération des lois locales lorsqu'ils ont adopté le mot qui a donné lieu à la présente controverse ».

Finalement, constatant que la Convention se suffisait à elle-même, sur ce point, et que la qualité d'habitant devait être déterminée d'après le sens naturel des mots, la Cour décida que le terme litigieux devait être interprété en tenant compte du sens qu'il revêt dans la langue ayant servi à la rédaction de la Convention. « A cet égard, dit la Cour, il paraît constant que l'établissement, tant d'après l'étymologie de ce mot, substantif du verbe « établir », que dans les habitudes courantes du langage, comporte deux éléments essentiels, savoir, la résidence et la stabilité, en entendant par là l'intention de maintenir d'une manière durable la résidence dans un endroit déterminé » (Avis n° 10 donné le 21 février 1925).

Ce recours à la langue dont les auteurs d'un traité se sont servi pour élaborer celui-ci, s'impose d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un traité normatif, où les Parties sont plus nombreuses et où certaines d'entre elles n'ont pas participé à l'élaboration du texte. Il faut admettre que les unes et les autres n'ont attaché aux termes du traité que le sens qui leur est propre dans la langue dans laquelle il est rédigé.

Dans le même ordre d'idées, de la recherche d'une qualification commune, la Cour s'est trouvée, dans l'affaire relative à certains intérêts allemands en Haute Silésie polonaise, en présence de deux qualifications contraires données par l'Allemagne et la Pologne, à une mesure polonaise qui devait être qualifiée suivant le sens qu'il fallait attacher aux mots « liquidation » et « expropriation » contenus dans la Convention de Genève.

D'après la Pologne, les mesures incriminées ne pouvaient pas être considérées comme une liquidation au sens des articles 6 à

22 de la Convention, car elles ne frappaient que certains biens, droits ou intérêts sans égard à la nationalité des personnes, alors que la liquidation prévue par la Convention ne visait que la propriété privée allemande comme telle.

L'Allemagne soutenait, de son côté, que la liquidation prévue par le Traité de Versailles et par la Convention de Genève, comprenait toute mesure contraire au droit international commun frappant les biens des ressortissants allemands.

Il était donc du devoir de la Cour de chercher une qualification commune, soit en tenant compte de la loi polonaise incriminée, du 14 juillet 1920, qui frappait une catégorie de biens sans égard à la nationalité des propriétaires, soit en la dégageant exclusivement de la Convention de Genève. Se plaçant sur le plan rigoureusement international, la Cour donna une qualification commune sur la seule base des traités en vigueur, et déclara que les mesures défendues par ces derniers étaient seulement celles que le droit international commun ne permet pas de prendre à l'égard des étrangers. Par conséquent, d'après la Cour, l'expropriation pour utilité publique, la liquidation judiciaire et les actes analogues ne devaient pas être considérés comme étant défendus par la Convention.

La Cour a eu aussi à interpréter des définitions relatives à diverses sortes de réclamations visées par le Traité de Neuilly. Elle l'a fait selon le sens naturel qu'elles avaient dans le même traité. L'expression « actes commis », par exemple, fut interprétée comme visant des actes contraires au Droit des gens entraînant une obligation de réparer ». (Arrêt n° 3 du 12 septembre 1924).

Postérieurement à la décision ci-dessus de la Cour, la même expression « actes commis », inscrite au paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Neuilly, fut interprétée deux fois par le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand dans des sentences rendues le 23 août 1926 et le 3 novembre de la même année. Ce tribunal considéra que ladite expression ne pouvait comprendre que des actes illicites; que le mot « commettre » est seulement employé dans un sens péjoratif et ne se rapporte jamais aux actes permis et légaux.

(*Recueil des Décisions des T. A. M.*, t. VII, p. 17 et 23).

A d'autres occasions, la Cour a été amenée à étendre ou à restreindre ses définitions.

Lors de l'affaire de Jaworzina, soumise à la Cour pour avis consultatif et concernant la frontière polono-tchécoslovaque, l'Insti-

tution de La Haye s'est refusée à définir le mot « abornement » dans le sens étroitement technique que le Gouvernement tchécoslovaque voulait lui prêter. C'est ainsi que l'avis du 6 décembre 1923 donnait de ce mot la définition suivante : « L'abornement », « ce n'est pas seulement l'installation matérielle des poteaux et des pierres qui doivent marquer la ligne séparative de deux pays limitrophes ; il convient d'y rattacher toutes les opérations sur le terrain. »

Contrairement au cas ci-dessus, où une Partie cherchait à restreindre la définition d'un terme, lors de l'Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, la Pologne prétendit étendre la notion de « ressortissant », de la Convention de Genève, en vue d'établir que la Société Königs und Laurahütte était un « ressortissant » allemand.

La Cour ne s'est pas rangée à la manière de voir du Gouvernement polonais et elle a considéré que « du moment que le terme « ressortissant » de la Convention de Genève a trait généralement aux personnes physiques, dont la situation juridique est déterminée par le lien personnel de nationalité qui les unit à l'Etat, il n'est guère possible d'étendre cette notion sans des raisons particulières, aux sociétés, même lorsqu'elles sont des personnes morales, pour lesquelles une notion spéciale, celle de « société contrôlée a été adoptée ». (Arrêt n° 7, du 25 mai 1926, p. 70).

Par l'étude que nous venons de faire de la jurisprudence, nous pouvons constater que l'interprète se réfère parfois au sens usuel, et parfois au sens juridique du mot ou de l'expression à interpréter.

Que faut-il en conclure ?

Cela nous ne montre-t-il pas, d'une façon évidente, qu'en définitive on est tenu de rechercher la signification de tel mot, non pas dans l'absolu, mais en accord avec le sens qu'il doit vraisemblablement avoir dans le traité où il se trouve incorporé ?

Dès lors, ce qui prévaudra, ce sera, selon les cas, le sens usuel ou le sens juridique de telle ou telle législation donnée.

Nous avons cité des décisions rendues aussi bien lors de l'interprétation de traités-contrats que de traités normatifs, pour bien marquer que la jurisprudence actuelle ne fait aucune distinction entre les uns et les autres lorsqu'il est question de déterminer le sens des termes, soit usuels, soit juridiques, qu'ils contiennent. Et pour notre part, nous ne voyons pas la nécessité apparente de changer cet état de choses, étant donné la nature intrinsèque de ce procédé d'interprétation.

Une nouvelle question se pose maintenant pour les traités qui ne sont soumis à l'interprétation que longtemps après qu'ils ont été conclus. A quel moment doit-on se placer pour chercher la signification du terme dont le sens doit être établi ?

Au moment de l'interprétation, ou bien à l'époque où le terme fut inséré dans le traité ?

La réponse découle tout naturellement de la raison d'être de l'interprétation; c'est-à-dire, la reconstitution de l'intention des auteurs du traité. C'est ainsi que Wolff recommandait d'interpréter ce dernier suivant l'usage du langage établi dans le temps où il avait été conclu et que Vattel, reprenant la même idée, faisait remarquer que « les langues varient sans cesse; la signification, la force des termes, change avec le temps. Quand on a à interpréter un acte ancien, il faut donc connaître l'usage comme du temps où il a été écrit » (chap. XVII, § 272).

La jurisprudence internationale ne s'est jamais départie de cette règle en ce qui concerne l'interprétation des traités-contrats et nous la trouvons appliquée à maintes reprises dans de nombreuses sentences. Nous nous bornerons à citer les décisions rendues lors de l'Affaire de la Compagnie Agricole du Détroit de Puget du 10 septembre 1869 (Commission arbitrale mixte anglo-américaine, cf. Lapradelle et Politis, *op. cit.*, t. II, p. 513 et s.); de l'affaire des frontières de l'Alaska (convention du 24 juin 1903 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne opinion de Lord Alverstone quant à la question V, cf. Charles Cheney Hyde, *op. cit.*, t. II, § 532 note, ); de l'affaire des Boutres de Mascate du 8 août 1905; de l'affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique du 7 septembre 1910; de l'île de Palmas ou Miangas, du 4 avril 1928 etc.<sup>1</sup>.

1. Il n'est pas sans utilité d'évoquer — car le cas est instructif — une partie des négociations qui se déroulèrent entre la Grande-Bretagne et la France, au sujet de la *question de Terre-Neuve*, également dénommée : « Affaire des homarderies ».

Le Gouvernement français soutenait que ses nationaux avaient un droit de pêche exclusif sur les côtes de Terre-Neuve; tandis que la thèse anglaise, rejetant cette exclusivité, prétendait que les sujets britanniques avaient également un droit de pêcher sur les dites côtes. La question était aussi de savoir si le droit des français s'étendait à la pêche du homard comme à celle de la morue.

Par une note adressée à l'Ambassadeur de France, le 28 mars 1899, lord Salisbury alléguait que l'article 13 du Traité d'Utrecht donnait aux Français le droit de pêcher les poissons « qui peuvent être séchés sur des tréteaux et des chauffands ». Or, il était clair que le homard ne pouvait être soumis à semblable traitement. Le Premier britannique faisait valoir également une autre considération d'ordre technique : le traité de 1713 accordait aux Français le droit de pêche; mais sans leur reconnaître celui de capture et chacun sait que les homards se capturent et ne se pêchent point; de même qu'ils entrent dans la catégorie des crustacés et non dans celle des poissons.

Mais en est-il de même lorsqu'il s'agit de traités normatifs, où, en même temps que l'intention des parties, doivent être recherchés d'autres éléments que l'interprète ne peut pas non plus négliger ?

Nous renvoyons à ce que nous disons à ce sujet dans notre chapitre IV, où nous traitons des influences juridiques et sociales actuelles.

Mais ces distinctions ont paru bien subtiles à M. Fauchille pour avoir pu entrer dans l'esprit des négociateurs du traité de 1713. « Il est plus vraisemblable — écrit-il — qu'en parlant de pêche et de poissons les négociateurs qui n'étaient pas des naturalistes, n'ont pas donné à ces mots d'autre sens que celui que l'usage consacrait; ... et dans le langage courant... le poisson est tout animal qui vit dans l'eau, la pêche est l'acte de prendre tous les produits de mer... Au surplus, si les négociateurs avaient songé aux distinctions dont parle lord Salisbury, il est à croire qu'ils se seraient, à ce sujet, exprimé d'une manière très explicite, afin d'éviter les confusions que la contrariété du langage technique et du langage usuel ne pouvait manquer de faire naître ». (Fauchille, *Revue des Deux Mondes*, 1899).

Et voici, en fin de compte, un témoignage qui met en relief, de la plus heureuse façon la valeur qu'il faut reconnaître au principe de reporter le traité à l'époque où il fut rédigé. Il émane de M. Ribot : « L'histoire naturelle a fait des progrès dans notre siècle, comme toutes les sciences, et quand on a la curiosité de lire les traités d'histoire naturelle publiés vers 1713, on voit que le homard était rangé dans la catégorie des poissons ». (Discours prononcé à la Chambre le 23 janvier 1899.)

M. Ribot disait vrai : les naturalistes qui faisaient autorité à l'époque du Traité d'Utrecht, tels que Guillaume Rondelet de Montpellier (1570-1566) et Pierre Belon, du Mans (1517-1564), considérés aujourd'hui comme les fondateurs de l'histoire naturelle, rangeaient les crustacés (langoustes, écrevisses) dans la catégorie des poissons; et ainsi se trouve suffisamment démontrée l'utilité de remonter à l'époque de l'élaboration d'un traité pour découvrir ce que ses auteurs ont entendu dire.

Cette « question de Terre-Neuve », n'aboutit d'ailleurs pas à un arbitrage, mais fut réglée à l'amiable.

---

## Section II. — Le recours au contexte.

« Incivile est, nisi toto Lega  
perspecta, una aliqua particule  
ejus proposita, judicare, vel res-  
pondere. »

(CELSUS, *Digest. Lib.*, I, tit. III,  
De Legibus.)

« Antecedentia ipsius legis et  
sequentia in primis spectenda,  
ex his ambiguitas saepe expli-  
catur. »

(DONNELLUS, *Comm. de Jur. civ.*,  
I. 15, p. 43.)

Le recours au contexte, c'est-à-dire le principe d'interpréter une partie quelconque d'une convention par la teneur de la convention tout entière, est-il un procédé dont l'interprète peut et doit se servir toutes les fois qu'il est appelé à chercher la pensée voulue des auteurs d'un traité ?

Ou bien, est-ce une méthode d'interprétation à appliquer seulement dans certains cas déterminés ?

A notre avis, il n'existe que deux méthodes d'interprétation : l'interprétation d'un traité à l'aide des éléments fournis par le texte lui-même, et l'interprétation obtenue à l'aide d'éléments étrangers au texte.

Par conséquent, le recours au contexte doit être considéré comme un procédé dont l'interprète ne peut en aucune façon se passer chaque fois qu'il s'agira de découvrir une intention. Aussi bien pour déterminer le sens d'un mot ou d'une expression que pour interpréter une clause d'un traité ou le traité tout entier, il est impossible de concevoir que l'interprète puisse arrêter sa décision sans s'être préalablement assuré du rapport qui lie les diverses parties d'un traité, qui doit être, d'ailleurs, considéré comme un tout indivisible et homogène.

Cette règle de l'interprétation d'après le contexte est déjà entrevue par Grotius sous la dénomination de « liaison par l'origine » « Il naît une conjecture, parce que dans le doute la volonté est censée avoir été conséquente avec elle-même » (chap. XVI, par. 7, *op. cit.*).

Grotius se réfère à ce sujet à Nicolas Everhard, jurisconsulte scolastique de Middelbourg, et à saint Augustin dont il cite en note ce passage significatif :

« Ils choisissent quelques passages détachés des Ecritures, au moyen desquels ils puissent tromper les ignorants, ne liant point les unes aux autres les propositions qui précèdent et celles qui suivent, par lesquelles la volonté et la pensée de l'auteur peuvent être comprises » (*contra Adimentium*).

Tous les publicistes, invariablement, depuis Puffendorf et Vattel jusqu'à nos jours, ont été unanimes à ce sujet. Même des auteurs comme Lawrence, qui nient l'existence de toute règle d'interprétation, préconisent le recours au contexte pour déterminer l'intention des parties<sup>1</sup>.

Si nous passons de la doctrine à la pratique diplomatique, nous trouvons que déjà au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, ce recours

1. Cf. à titre documentaire : Wolff, *op. cit.* chap. XIX, § 805 : « Comme on est présumé continuer à vouloir la même chose, aussi longtemps qu'il ne paraît pas qu'on ait changé de volonté, si une chose dite obscurément a été dite clairement dans ce qui précède ou dans ce qui suit..., la chose dite obscurément doit s'interpréter de manière qu'elle s'accorde avec le sens des mots clairs. Et comme ceux qui aiment à parler brièvement rapportent leurs mots à ce qui précède ou à ce qui suit, l'interprétation doit se faire de manière, que ce qui suit s'accorde avec ce qui précède, à moins qu'il ne paraisse évidemment, que ce qui précède a été changé par ce qui suit ».

Voici ce que pense Puffendorf en la matière : « Un troisième chef qui fournit de grandes lumières pour l'intelligence des termes obscurs, c'est la comparaison qu'on en fait avec d'autres paroles, qui y ont quelque rapport, soit qu'elles se trouvent dans l'ensemble même du discours... » (*op. cit.*, l. V, chap. XII, p. ix.).

De même Vattel : « Si celui qui s'est énoncé d'une manière obscure, ou équivoque, a parlé ailleurs plus clairement sur la même matière, il est le meilleur interprète de soi-même. L'on doit interpréter ses expressions obscures ou équivoques, de manière qu'elles s'accordent avec les termes clairs et sans ambiguïté, dont il a usé ailleurs, soit dans le même acte... » Et plus loin : « ... Il faut considérer le discours tout entier, pour en bien saisir le sens, et donner à chaque expression, non point tant la signification qu'elle pourrait recevoir en elle-même, que celle qu'elle doit avoir par la contexture et l'esprit du discours ». (*Op. cit.*, chap. XVII, p. 284).

La doctrine moderne est également concordante. Ainsi Phillimore dira : « The construction is to be derived from a due consideration of the language of the whole instrument, and not from that of particular portions or sentences of it... » (*Op. cit.*, vol. 2, p. 100, § 2).

Fiore : « Pour comprendre la véritable intention des parties, on doit considérer le traité comme un tout indivisible et homogène, et ne pas examiner chaque disposition sans la mettre en corrélation avec les autres... l'ensemble du texte est indispensable pour saisir le sens exact des propositions détachées... » (Vol. 2, p. 404, *op. cit.*).

Pradier-Fodéré : « Toutes les clauses s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier » (vol. 2, p. 879).

Oppenheim : « The whole of the treaty must be taken into consideration, if the meaning of any one of its stipulations is doubtful » (vol. 1, p. 762).

Anzilotti : « Dans l'interprétation d'une norme, il faut tenir compte du rapport où cette norme se trouve avec les autres avec lesquelles elle a un lien » (p. 113, *op. cit.*).

Piedelièvre, t. I, p. 306 (1894) dira que les doutes doivent être résolus notamment par le « rapprochement des diverses stipulations que le traité renferme ».

Samuel B. Crandall, *Treaties their making and enforcement*, 2nd edition, 1916, chap. XXIII, § 165, p. 371 : « The intention of the parties as there expressed is, however, to be determined by a consideration of the whole instrument, not by viewing the stipulations separately. From this it follows that a literal and narrow meaning of a clause may not be made to defeat the manifest purpose of the parties as gathered from the entire instrument. »

Voir Ehrlich, *Cours*, § 110, p. 100.

était indiqué comme étant la règle d'interprétation la mieux établie.

Ainsi, dans une lettre, en date du 5 novembre 1832, adressée au baron Lederer, consul général d'Autriche, par M. Livingstone, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ce dernier écrira qu'il n'y a pas de règle d'interprétation (of construction), mieux établie que celle qui énonce que l'instrument tout entier contenant les stipulations « is to be taken together, and that all articles in *pari materia* should be considered as parts of the same stipulations ». (Cf. Moore, *Digest*, p. 249, paragr. 763, I. V).

De même, M. Phels, écrira, le 2 juin 1886, à Lord Rosebery: « *The whole document will be taken together, and will be considered in connection with the attendant circumstances, the situation of the parties, and the object in view, and thus the literal meaning of an isolated clause is often shown not to be the meaning really understood or intended* ». (S. doc. n° 870, 61st Cong. 3rd session, III, 778).

La jurisprudence internationale n'est pas moins explicite pour affirmer que l'ambiguïté d'un texte doit être éclaircie à la lumière de son contexte et que c'est l'examen de ce dernier qui constitue le critère définitif devant servir à l'interprète pour fixer l'intention des auteurs d'un traité.

Bien que ce soient les sentences relatives à l'interprétation de traités contrats qui fournissent le plus grand nombre de précédents en la matière, nous allons nous appliquer, en premier lieu, à l'étude des sentences, relativement rares, rendues sur l'interprétation de traités normatifs.

Le premier cas qu'il convient de citer, afin de suivre l'ordre chronologique des décisions de la Cour permanente, est celui de l'Avis consultatif n° 2, donné en réponse à la demande adressée par le Conseil de la Société des Nations, au sujet de la compétence de l'Organisation internationale du Travail à l'égard du travail des personnes employées dans l'agriculture.

Il s'agissait d'interpréter la Partie XIII du Traité de Versailles et de dégager de ce texte la compétence de l'Organisation internationale du Travail en matière agricole.

Prise dans son ensemble, la question ne se présentait pas comme devant trouver sa solution par la détermination du sens d'un mot ou l'interprétation d'une clause spéciale de la Partie XIII du Traité de Paix.

Aussi la Cour, avant même de chercher à connaître le sens qu'il fallait attacher aux mots sur lesquels la thèse de l'incompétence s'appuyait, déclara que la question devait être examinée à la lumière des termes mêmes du Traité tout entier, et non pas sur la base de quelques phrases qui, séparées de leur contexte, peuvent être interprétées de plusieurs manières.

A la suite de cette première déclaration de principe, dont le bien-fondé ne saurait être contesté, la Cour examina attentivement le préambule de la Partie XIII du Traité et trouva dans les termes employés le caractère compréhensif de tout le texte qu'elle devait interpréter. La compétence de l'Organisation internationale du travail en matière agricole était évidente.

Ce n'est qu'après avoir acquis cette conviction que la Cour s'est appliquée à établir le sens que l'usage courant attribue aux mots français « industrie » et « industriel » qui se trouvent dans le texte français de certains articles ainsi que des mots anglais correspondants, « industry » et « industrial ».

Le résultat de cette recherche purement grammaticale, fut plutôt opposé à celui auquel la Cour avait tout d'abord abouti. Ces mots sont, en effet, le plus souvent employés dans un sens restreint par opposition à l'agriculture.

Quelle va être l'attitude de la Cour en présence du résultat contraire de ces deux recherches ?

L'intérêt que suscite la confrontation de ces deux procédés ne saurait nous échapper.

La Cour n'a pas hésité à décider que c'était le contexte qui était « le critère définitif » et que dans le cas qui lui était soumis, elle devait « prendre en considération la place des mots dans la Partie XIII du Traité de Versailles, et l'acceptation qu'ils y reçoivent » (p. 24 de l'Avis n° 2 donné le 12 août 1922).

Et plus loin, la Cour dira « que parmi les arguments avancés contre l'inclusion de l'agriculture dans la compétence de l'Organisation, on a donné une place trop importante à l'emploi accidentel, dans le Traité, de l'adjectif français « industriel ». Après quelques considérations à ce sujet, la Cour déclara qu'elle « n'a pu trouver aucune ambiguïté dans la Partie XIII considérée dans son ensemble, en ce qui concerne son applicabilité à l'agriculture. La Cour ne doute pas que le travail agricole y soit inclus. Si une équivoque avait existé, la Cour, en vue d'arriver à étudier le sens véritable du texte, aurait pu examiner la manière dont le traité a été appliqué ».

Il se dégage de cette décision de la Cour, un processus interprétatif nettement tracé : Le sens grammatical d'un texte ne saurait pas prévaloir sur le sens dans lequel il a été pris dans le traité. Il ne peut être seulement retenu que dans le cas où le contexte n'indiquerait pas qu'il doit être interprété différemment.

Dans l'Arrêt n° 1 (affaire du vapeur *Wimbledon*) la Cour, pour donner plus de force encore à son opinion, rapprochera le texte de l'article 380 du traité de Versailles, sujet à interprétation, des autres stipulations qui ont trouvé place dans la Partie XII « Ports, voies d'eau et voies ferrées » de ce même Traité, car dans cette section spéciale, des règles exclusivement propres au Canal de Kiel avaient été insérées.

Prenons encore un autre traité normatif que la Cour eût à interpréter. C'est la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes, soumise à la Cour pour avis consultatif, afin de savoir si elle s'appliquait, dans les établissements industriels visés par ladite Convention, aux femmes qui occupent des postes de surveillance ou de direction et n'effectuent pas normalement un travail manuel.

Dans ce cas-ci, il s'agissait d'interpréter plus particulièrement un article de la Convention : l'article 3.

Le procédé suivi par la Cour fut de s'attacher, en premier lieu à l'examen de l'article pris isolément et, après avoir constaté qu'il était rédigé en termes généraux, exempts d'ambiguïté ou d'obscurité, la Cour s'assura que ces termes clairs n'étaient guère contredits ni par le titre, ni par le préambule, ni par les autres dispositions de la convention.

Mais la Cour ne s'est pas contentée de recourir seulement au contexte pour interpréter l'article 3. Elle s'est appliquée également, à rechercher si la Convention de Washington dont elle était saisie, étant une convention du travail, rentrait dans le cadre de la Partie XIII du Traité de Versailles. Ce nouvel examen conduisit la Cour à confirmer sa première conviction, d'après laquelle, l'interdiction du travail de nuit, prévue par la Convention de 1919, s'étendait aux femmes qui occupent des postes de surveillance ou de direction et n'effectuent pas normalement un travail manuel.

Contre cet avis de la Cour, prononcé le 15 novembre 1932, M. Anzilotti, juge à la Cour, présenta une opinion dissidente. D'après lui, il n'est pas possible de dire qu'un article d'une convention est clair avant d'avoir déterminé l'objet et le but de la convention, car c'est seulement dans cette convention et par rapport à

cette convention que l'article assume sa véritable signification. M. Anzilotti dira encore : « La première question qui se pose est donc celle de savoir quels sont l'objet et le but de la convention dans laquelle se trouve placé l'article qu'il s'agit d'interpréter. »

Personne ne saurait contester les principes si clairement énoncés par M. Anzilotti; mais lorsqu'il a été question de les appliquer pour démontrer le bien-fondé de son opinion, M. Anzilotti s'est attaché à diriger ses recherches non pas sur la base du contexte de l'article 3 qu'il devait interpréter, mais sur le texte d'un autre traité : celui de la Partie XIII du Traité de Versailles. C'est par cette voie indirecte que M. Anzilotti en arriva à écarter les termes clairs de l'article 3 de la Convention de Washington pour conclure que le mot « femmes » qui y était employé ne pouvait signifier qu'« ouvrières ».

Le procédé suivi par la Cour nous semble incontestablement plus logique. Elle s'est appliquée, tout d'abord, à déterminer le sens de l'article 3 et à constater sa clarté; elle a, en second lieu, confronté celui-ci avec toutes les autres parties de la Convention dans laquelle il se trouvait incorporé pour s'assurer qu'il n'y avait point de motif valable pour l'interpréter autrement que d'une manière conforme au sens naturel de ses termes, et finalement, la Cour a poussé son étude jusqu'à la Partie XIII du Traité de Versailles pour savoir si le cadre d'activité de l'Organisation internationale du travail, prévue par ladite Partie du Traité de Versailles, ne se trouverait pas élargi par l'interprétation qu'elle donnait de l'article 3 de la Convention de Washington.

Nous voyons donc que la référence au contexte s'impose à l'interprète dans tous les cas où il s'agit d'interpréter un texte, soit que celui-ci soit considéré comme suffisamment clair, soit dans le cas contraire.

Il y a lieu de faire remarquer que la Cour se rapporte au contexte d'un traité, pour autant que le contexte dudit traité se réfère à la matière en litige.

Ayant, par exemple, à examiner un point relatif à l'Organisation internationale du Travail, la Cour s'en rapportera, — si elle a à s'en rapporter — à la Partie XIII du Traité de Versailles qui traite de cette matière, et non à la Partie I, de ce même Traité qui comprend des clauses relatives au Pacte de la Société des Nations, ou à la Partie qui comprend des dispositions relatives à la navigation sur certains fleuves internationaux.

Dans certains Traités, par exemple le traité de Versailles,

des dispositions normatives — et différentes dispositions normatives — et des dispositions contractuelles peuvent coexister; mais, chaque partie relative à chacune de ces dispositions est tellement individuelle qu'il existe pour ainsi dire une cloison étanche entre chacune d'elles<sup>1</sup>.

Nous nous sommes jusqu'ici bornés à l'étude de décisions rendues à l'occasion de l'interprétation de traités normatifs, mais il convient de remarquer que l'importance du recours au contexte, dans les mêmes conditions et avec les mêmes limitations, n'a jamais été négligé dans la procédure arbitrale toutes les fois que la question de l'interprétation d'un traité contrat s'est posée devant l'arbitre.

Déjà en 1874, dans l'affaire Don Rafael Aguirre, entre les Etats-Unis et le Mexique, et plus tard dans l'affaire Van Bokkelen, en 1888, entre la République d'Haïti et les Etats-Unis, les sentences rendues, respectivement, le 16 avril 1874 et le 4 décembre 1888, se référaient, l'une et l'autre, au contexte des articles à interpréter (Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 77 et p. 320).

Il ne paraît pas inutile, non plus, de rappeler que la même expression de recours « à l'entité du traité et non à quelques paroles ou phrases isolées » qu'on emploie souvent dans les sentences arbitrales des dernières années, se trouve déjà insérée dans la décision rendue en 1897 au sujet du différend entre le Costa-Rica et le Nicaragua concernant la délimitation de leurs frontières<sup>2</sup>.

Revenons maintenant à la jurisprudence de la Cour permanente; mais cette fois-ci, pour autant qu'elle eût à s'occuper de l'interprétation de traités contrats.

C'est seulement ainsi qu'il nous sera possible de constater si, d'après la jurisprudence, il y a lieu ou non d'établir une limitation quelconque au recours au contexte selon qu'il s'agira de l'interprétation d'un traité contrat ou d'un traité normatif.

1. Ainsi la Cour, dans son arrêt n° 3, ayant à interpréter le paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly dira (série A, n° 3, p. 9) qu'une obligation mise à la charge d'une partie contractante ne peut avoir sa base dans le fait qu'elle est mentionnée dans l'annexe à une section d'un traité qui concerne une matière différente.

Cette manière de voir est encore soulignée, dans l'affaire des zones franches de la haute Savoie et du Pays de Gex (Arrêt n° 22) où il est dit (p. 17, série A, n° 22) :

« Dès lors — et quelle que puisse être sa signification dans d'autres contextes —, il n'y a pas lieu de regarder l'expression « ne correspondent plus aux circonstances actuelles » comme comportant *ipso facto* dans le deuxième alinéa de l'article, l'abrogation des zones franches, puisqu'elle n'a pas dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le sens de comporter automatiquement l'abrogation de la zone neutre. »

Il s'agit de l'article 435, du Traité de Versailles.

2. Cf. aussi l'affaire des Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, dans laquelle la Cour permanente d'arbitrage, dans sa sentence rendue en 1910, dira que son interprétation doit être conforme au sens général de l'acte.

Dans son Arrêt n° 7 (Affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond) la Cour, ayant eu, entre autres questions, à interpréter l'article 9, paragraphe 3, alinéa 2, de la Convention de Genève, constate d'abord que cette disposition fait partie du chapitre 1<sup>er</sup>, titre III, de cette Convention, chapitre qui a trait à la grande industrie alors que la grande propriété rurale fait l'objet du 2<sup>e</sup> chapitre. La Cour en déduit que l'article 9, paragraphe 3, alinéa 2, rentrant dans le système des règles concernant la grande industrie, doit être interprété « en tenant compte, avant tout, du rapport dans lequel il se trouve avec ces règles ».

Dans l'Avis consultatif n° 11, concernant certaines questions relatives au service postal polonais du port du Dantzig, on peut également remarquer le souci constant de la Cour de faire appel au contexte, et ceci avant la recherche de tout autre élément d'interprétation. Inspirée de ce principe, elle procéda de la même manière que lors de l'interprétation d'un traité normatif ; c'est-à-dire, soumettant à son examen les divers articles du traité, pris isolément, aussi bien que dans leurs rapports entre eux.

Lors de l'interprétation du Statut du territoire de Memel, soumise à la Cour par requête introductive d'instance déposée par les Gouvernements britannique, français, italien et japonais contre la Lithuanie, la Cour a été amenée à refuser l'interprétation qu'on voulait déduire d'une partie de l'article 17 du Statut, et dont le résultat aurait été d'enlever au Gouverneur de Memel tout pouvoir de révoquer le Président du Directoire ayant la confiance de la Chambre.

La Cour déclara alors que la disposition invoquée ne pouvait pas être isolée du reste de l'article dans lequel elle figurait, et dont l'objet était d'assurer l'exercice du pouvoir exécutif sur le territoire de Memel. « Pareille interprétation, disait la Cour, détruirait l'économie générale de la Convention de Paris de 1924 et du Statut qui en est l'annexe, selon lesquels le Territoire de Memel doit jouir de l'autonomie dans des limites spécifiées, mais est placé sous la souveraineté de la Lithuanie. L'intention a été que l'autonomie, telle qu'elle est définie, et la souveraineté soient toutes deux effectives » (Sentence rendue le 11 août 1932)<sup>1</sup>.

1. Dans son arrêt du 5 avril 1933, sur le Statut juridique du Groenland oriental, la Cour permanente appliquera ce principe d'interprétation à la correspondance diplomatique. En effet, dira-t-elle : « Les termes dont on s'est servi dans la correspondance échangée entre le Gouvernement danois et les gouvernements étrangers intéressés au sujet de ces demandes ne sont pas toujours clairs ; parfois telle phrase ou expression en particulier semble apporter un argument sérieux en faveur de la thèse soutenue

Dans plusieurs sentences rendues par les Tribunaux arbitraux mixtes, institués par les traités de paix, il nous est également permis de nous rendre compte de toutes les ressources auxquelles l'interprète peut puiser par une confrontation judicieuse et logique des diverses stipulations qui se trouvent énoncées dans le même traité<sup>1</sup>.

Ainsi, le tribunal arbitral mixte Germano-belge, sous la présidence de M. Paul Moriaud, cause n° 13, affaire Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens contre Etat allemand, dans la sentence qu'il rendit le 24 juin 1922, estimera que la théorie du défendeur se heurtera au texte même du traité, car de la combinaison des deux paragraphes toute équivoque se dissipe (*Recueil*, t. V, p. 70).

par l'une des parties au différend et telle autre phrase ou expression, venant du même côté et peut-être figurant dans la même note, ne peut se concilier qu'avec la thèse opposée. « La Cour est arrivée à la conclusion que, lorsque l'on apprécie l'effet de ces notes, il convient de ne pas attacher trop d'importance à telle ou telle expression employée. *La correspondance doit être jugée comme un tout*, et ceci, entre autres raisons, parce que, dans certains cas, les notes ont été rédigées par des représentants diplomatiques du Danemark individuellement et bien que sans aucun doute ces notes se soient fondées sur les instructions reçues par ces ministres, il faut s'attendre à quelque diversité et en faire la part dans les termes dont ils se sont servis. » (Série A/B, fasc. n° 53, arrêt du 5 avril 1933, p. 54).

« Ainsi qu'il a été dit plus haut, il ne convient pas d'attacher trop d'importance à quelques unes de ces phrases et expressions prises isolément, et en dehors de leur contexte » dira-t-elle encore dans le même arrêt, p. 60.

Dans un arrêt rendu le 17 mars 1934 (Affaire franco-hellénique des phares) la Cour, afin de savoir si un contrat de concession conclu le 1/14 avril 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française, *est dûment intervenu* et partant opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique en ce qui concerne les phares situés sur les territoires qui lui furent attribués à la suite des guerres balkaniques ou postérieurement, avant toute autre méthode d'interprétation se réfère au contexte du contrat à interpréter; ce n'est que lorsqu'elle eût jugé le contexte insuffisant pour établir le sens exact dans lequel les parties en cause ont employé ces mots dans le compromis, que la Cour se retournera vers d'autres procédés d'interprétation.

M. Anzilotti a, une fois de plus, expressément formulé dans son opinion dissidente en l'affaire précitée, son intention de recourir au contexte.

Toute expression ne doit pas être considérée isolément, mais dans le contexte dont elle fait partie, et c'est seulement par rapport à ce contexte que l'interprète doit en déterminer la véritable signification ».

M. Séfériades, le juge *ad hoc* hellénique en l'affaire, pour interpréter le compromis du 1/14 avril 1913, le prend aussi dans son ensemble.

Ces deux juges dissidents, partagent donc, en la matière, la manière de voir de la majorité de la Cour.

Seulement, ce qui est intéressant à noter c'est que, MM. Anzilotti et Seferiades, se servant des mêmes méthodes dont se sert la Cour pour interpréter ce même compromis arrivent à un résultat différent que celui atteint par cette dernière.

Ceci montre combien grande est la part réservée à la personnalité de l'interprète, dans le processus interprétatif.

1. Cf. aussi t. III, p. 596 et s.; t. III, p. 16, T. A. M. anglo-allemand, Présidence M. Borel, *German Clearing office and british clearing office, in re*, Harat and Co, c. M. B. Sten, sentence du 7 juillet 1922. Sentences, aff. n° 261, Josef Zmeskal c. Etat hongrois; Hlangya c. Etat tchécoslovaque; Arpad von Fay c. Etat tchécoslovaque. Ces décisions furent rendues par les tribunaux arbitraux mixtes hungaro-tchécoslovaque.

Ce même tribunal arbitral mixte germano-belge, mais sous la présidence de M. Guex, Compagnie des Métaux Overpelt-Lemmel c. Mitteldeutsche Credit-Bank, cause n° 234 (*décision du 8 décembre 1924*) concluera aussi que la thèse de la requérante n'est pas admissible, car les dispositions de l'article 297 *h*, alinéa 1<sup>er</sup> de l'annexe, paragraphe 11 du Traité de Versailles par elle invoquées et dont elle prétend respecter la teneur littérale, ne peuvent être séparées de leur contexte qui en précise la portée et que soit la place qu'occupe dans le Traité la loi *h* de l'article 297, soit le texte de cette disposition prise dans son ensemble, démontrent l'opposé de sa prétention (V. *Recueil, op. cit.*, t. V, p. 83-89).

Le tribunal arbitral mixte roumano-allemand, sous la présidence de M. Robert Fazy — affaire n° 48, P. Negreanu et Fils c. Meyer et fils (*sentence du 16 juin 1925*) — fera un examen comparatif de toutes les dispositions relatives aux délais qui se trouvaient énoncés dans les diverses parties du Traité de Versailles (V. *op. cit.*, t. V, p. 207).

Dans l'affaire Samuel Adler c. Etat hongrois affaire n° 7, du 27 octobre 1925, le tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque, sous la présidence de M. Schreiber, estimera qu'on ne saurait isoler l'un de l'autre les deux alinéas sous lettre *b* de l'article 239 du Traité de Trianon.

Le tribunal arbitral mixte franco-allemand, le 21 juillet 1926, sous la présidence de M. Botella, affaire Office français c. Office allemand (Reiss c. Weiller), section B, II, 1101, se livrera à une comparaison des textes de l'article 297 du Traité de Versailles pour établir la définition exacte de ce que ce traité entendait par « avoirs en numéraire » (*Recueil, op. cit.*, t. VI, p. 849-858).

Le tribunal arbitral mixte germano-polonais, dans les sentences du 2 décembre 1925 rendues sous la présidence de M. Guex, Kunkel c. Etat polonais (cause n° 808), Martin Kirchoff c. Etat polonais (cause n° 1257), V. Langendorff c. Etat polonais (cause n° 1401) dira : « Que jamais les rédacteurs du Traité de Versailles — pas plus ceux des Traités de Neuilly, de Saint-Germain et de Trianon — n'aient songé à permettre aux nouveaux ressortissants alliés ou associés de saisir une instance internationale de leurs différends avec l'Etat dont ils sont devenus les nationaux, cela résulte de l'ensemble des dispositions de ces Traités ». (V. *Recueil des décisions*, t. VI, p. 981).

Le tribunal arbitral mixte hungaro-serbe-croate slovène, affaire n° 491, Bureau de change hongrois *Mercur* c. Etat serbe croate-slovène (*sentence du 15 septembre 1927*) sous la présidence de M. van

Slooten, pour l'interprétation de l'expression « ressortissants hongrois » fera un rapprochement des articles 246 et 250 du Traité de Trianon.

Dans l'affaire n° 821, prince Philippe Josias de Saxe Cobourg-Gotha c. Fonds agraire, le tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque, dans une sentence rendue le 1<sup>er</sup> décembre 1932, à La Haye, sous la présidence de M. Schreiber, dira qu'il lui incombe de déterminer quelle est la tâche que lui confère l'article 12 de l'Accord III de Paris, du 28 avril 1930, et que cette tâche se dégage par l'étude de l'ensemble des alinéas 3 et 4 de cet article 12 (sentence, p. 7)

Le tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, affaire n° 686, Joseph Csernak c. Etat Yougoslave (sentence du 18 avril 1932), sous la présidence de M. V. Slooten, dira que si *prima facie*, l'article 250 du Traité de Trianon, pris au pied de la lettre, semble s'appliquer aux biens des ressortissants hongrois situés sur l'ensemble des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, y compris les territoires qui appartenaient antérieurement à la Hongrie, toutefois, il semble résulter que, malgré les termes très larges dont se sont servis les rédacteurs de l'article 250, cette disposition vise uniquement les biens situés dans les territoires cédés, si l'on considère que l'article 250 se trouve dans la Section VIII de la Partie X. du Traité de Trianon, parmi les « dispositions spéciales aux territoires transférés ». (Il se trouve une argumentation analogue dans la sentence rendue le 20 juillet 1929 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque affaire n° 346, Herman Willhelm et Cie c. Etat tchécoslovaque).

Ce même tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, dans une sentence rendue le 21 avril 1933, Affaire agraire n° 733, Docteur Jule. Pajzs et épouse c. Fonds agraire, sous la présidence de M. Schreiber reconnaîtra que les termes de l'article XVI de l'Accord de Paris peuvent prêter à équivoque et que les termes des notes échangées entre la Légation Royale yougoslave à Budapest et le Ministère Royal hongrois des affaires étrangères pour constater l'accord prévu par ledit article, ne dissipent pas cette équivoque. Mais il ajoutera que « cependant les hésitations sur le sens de cet article et sur l'intention véritable qui l'a dictée, n'est plus permise dès qu'on l'oppose à l'article XIII, en tenant compte du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 16 du Règlement de procédure » (Sentence, p. 2).

Après avoir donné une certaine ampleur à l'exposition de la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes, il nous est permis de conclure que ce procédé d'interprétation a été constamment adopté, soit par les tribunaux d'arbitrage, soit par la Cour, soit par les tribunaux arbitraux mixtes sans qu'aucune hésitation possible

puisse être relevée dans une affaire quelconque soumise à la juridiction d'un de ces tribunaux, et ceci, quelle que soit la nature juridique du traité en contestation.

\*  
\* \*

C'est au préambule, soit du Traité, soit d'une partie du Traité, qu'on aura recours principalement, et où l'on trouvera des indications utiles pour l'interprétation du traité lui-même.

Nous disons « recours au préambule d'un Traité ou d'une partie d'un Traité ». En effet, certains traités possèdent plusieurs préambules. Ainsi, dans le Traité de Versailles, la partie I, la partie V, la section I de la partie III, la partie XIII ont chacune un préambule. Et chacun de ces préambules insérés dans le Traité de Versailles, serviront de guide pour l'interprétation des parties correspondantes.

Ceci établi, il faut constater que le recours au préambule s'impose, car c'est lui qui indiquera les motifs, le but poursuivi par les négociateurs; c'est par lui que l'on peut avoir connaissance de la « raison d'être » de la Convention.

Adler, dans un article paru en 1900 dans le *Law Magazine Review*, dira très justement : « The main intention of the parties in contracting at all, is of their a good guide to their intention with regard to specific provisions. Here appears the usefulness of a preamble, which frequently enables later generations to judge of the motives which led up to the compact » (*op. cit.*, p. 70).

La découverte de la *ratio legis*, telle est la raison principale qui milite en faveur de la prise en considération du préambule. Les diplomates et les juristes l'ont bien compris.

Ainsi le comte Rusell écrira à Lord Wodehouse, ministre à Copenhague, le 9 décembre 1863, relativement au différend dano-allemand, en vue de l'accomplissement du Traité de 1852 et des engagements pris par l'Autriche, la Russie et le Danemark en 1851-1852, qu'il est indispensable de recourir au préambule du Traité de Londres du 8 mai 1852, afin d'établir clairement le but et les conditions dudit traité<sup>1</sup>.

1. « ... Des doutes se sont élevés en Prusse, et jusqu'à un certain point, en Autriche, sur la force obligatoire du traité de 1852. Il est donc nécessaire, avant d'aller plus loin, d'établir clairement le but et les conditions de ce traité. »

« Il est statué dans le *préambule* de ce traité que la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France et la Prusse, la Russie et la Suède regardent le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise comme étant d'une grande importance pour la conservation de la paix... » (*Archives diplomatiques*, 1864, II, p. 8).

Au sujet de l'importance que peut parfois prendre un préambule il est peut-être intéressant de rappeler un événement historique qui causa à son époque une agitation assez vive dans plusieurs pays de l'Europe; les faits relevant de la politique pure ne nous intéressent pas dans le présent ouvrage, mais cette affaire eût aussi quelque intérêt juridique.

Il s'agit de la question du Transvaal<sup>1</sup>.

Il est sans doute utile de rappeler succinctement les faits.

En 1853, les Boers avaient constitué un Etat indépendant dans le territoire du Transvaal appelé la « République sud-africaine ». Mais ceci n'alla pas sans de multiples difficultés, entre autres, ils furent en proie à de nombreuses luttes avec les indigènes, et entre autre une insurrection de Cafres eut lieu en 1876 qui suscita l'intervention de l'Angleterre et, en 1877, il en résulta l'incorporation de cette République au Royaume-Uni. Mais les Boers luttèrent pour reconquérir leur indépendance et en 1880, après de nombreuses victoires sur la Grande-Bretagne, notamment à Amajuba, une Convention fut conclue entre les deux adversaires à Prétoria le 3 août 1881, leur reconnaissant une certaine liberté d'action. Par cette convention de Prétoria, il était reconnu aux habitants du Transvaal une autonomie intérieure à peu près complète, limitée seulement par les stipulations du traité, et ils étaient soumis à la « suzeraineté » de S. M. Britannique.

Mais, les Boers, ne s'estimant pas satisfaits, voulurent de nouvelles concessions de la part de la Grande-Bretagne; d'autres négociations furent entreprises qui aboutirent à la Convention de Londres signée le 27 février 1884, dont les stipulations remplacèrent celles insérées dans la Convention de Prétoria. Le mot « suzeraineté », entre autres, a disparu.

Nous arrivons maintenant à la question du préambule : Dans le préambule du Traité de Prétoria, l'Angleterre a désigné le rapport créé entre elle et le Transvaal comme une suzeraineté. Les plénipotentiaires de la république répétèrent ce terme de suzeraineté dans la déclaration par laquelle ils adhèrent aux stipulations proposées par la Grande-Bretagne.

Or, dans son préambule, la Convention de Londres dit que ce traité a été conclu dans l'intention d'amoindrir les obligations imposées au Transvaal par la Convention de Prétoria : dans ce

1. En réalité il s'agirait plutôt ici d'une question « d'abrogation » de traités et non « d'interprétation ».

but, les articles de cette convention ont été remplacés par les stipulations d'un nouveau traité. Mais l'opinion britannique, la presse principalement, prétendit, et voici ce qui est curieux, que les articles de la Convention de Prétoria, seuls, furent abolis, mais que son *préambule* qui désignait la relation établie entre le Transvaal et la Grande-Bretagne comme une suzeraineté est restée en vigueur; se basant sur cette interprétation, le droit de la République d'entretenir des relations diplomatiques avec d'autres Etats, fut contesté.

Est-ce que le préambule d'une convention abolie peut demeurer en vigueur? Ceci, nous paraît pour le moins contestable.

Mais il ne faut pas attacher à cette controverse plus d'importance qu'elle n'en mérite et voyons quelle place tient le préambule dans la jurisprudence internationale.

Déjà, dans une des affaires — affaire du Sally, capitaine Hayes — soumises à la Commission mixte sur l'article VII du Traité de Jay, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les commissaires britanniques voulaient interpréter le compromis dans ce sens : Les réclamants n'ayant pas épuisé tous les moyens de la procédure nationale, les réclamations ne rentraient pas dans la compétence de la Commission mixte.

Les commissaires américains, dans leur Mémoire écrit en date du 26 juin 1798, se prévalurent du préambule pour interpréter le compromis dans le sens que les parties n'avaient pas voulu exclure d'un règlement arbitral, une partie des réclamations, comme le soutenaient les commissaires britanniques<sup>1</sup>.

1. Le préambule du Traité déclare que les parties ont l'intention de terminer leurs différends (parmi lesquels les captures et condamnations énumérées dans l'article 7 étaient loin d'être les moins considérables) de la manière la plus propre à produire mutuelle satisfaction et bonne entente.

Il semble que, d'après l'esprit de ce préambule et la nature des choses, il est juste de considérer l'article 7 « comme un arrangement définitif, efficace par lui-même, intrinsèquement adéquat à la réalisation de l'objet qu'il déclare avoir en vue ».

Mais l'interprétation proposée par les commissaires britanniques lui enlève complètement ce caractère, en lui déniait toute action et tout effet jusqu'à ce que les Cours de prises de l'une des parties contractantes aient fait ce que l'article ne dit pas qu'elles doivent faire, soit dans un délai déterminé, soit d'une manière générale dans un délai raisonnable.

Cette interprétation met la promesse contenue dans l'article à la discrétion d'une des parties contractantes et la rend purement nominale et formelle. On ne peut imaginer un projet de réparation plus ridiculement faible et inopérant.

Au contraire, « si l'on accepte notre interprétation, l'article devient non seulement conséquent dans toutes ses parties, simple et uniforme dans son principe, mais capable de remplir son but propre ».

La majorité de la Commission mixte se rallia à l'opinion des commissaires américains (cf. Lapradelle et Politis, *op. cit.* t. I, p. 131 et s.).

Cf. aussi l'affaire de la fermeture de Buenos-Ayres, à laquelle une sentence fut rendue

La Cour permanente de Justice internationale s'est maintes fois référée au préambule pour l'interprétation d'un texte.

Ainsi, dans son Avis consultatif n° 2 au sujet de la compétence de l'Organisation internationale du Travail pour la réglementation des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture, la Cour s'est référée aux indications du préambule de la partie XIII du Traité de Versailles, partie intitulée : « travail » et énonçant des règles normatives; une référence au préambule de cette même partie XIII est également faite par la Cour dans son Avis n° 13 relatif à la compétence de cette même organisation pour réglementer le travail personnel du patron<sup>1</sup>.

La Cour se réfère au préambule pour interpréter la Convention de 1919 relative au travail de nuit des femmes (avis consultatif rendu par la Cour le 15 novembre 1932).

La Cour permanente de Justice internationale estime donc, à juste titre, devoir recourir, le cas échéant, au préambule pour l'interprétation d'un texte.

le 1<sup>er</sup> août 1870 par le président de la République du Chili, José Joaquín Pérez, qui eut à examiner une convention du 21 août 1858 conclue entre la Grande-Bretagne et la République argentine d'une part, et une convention additionnelle du 18 août 1859, conclue entre les mêmes parties, d'autre part.

L'arbitre s'exprimera comme suit : «... Les termes « et autres pertes » *i otra perdidas*, employés dans l'article 2 de la convention additionnelle, ne peuvent pas se rapporter à des pertes occasionnées par une guerre étrangère, parce qu'une telle interprétation dénaturerait l'objet de ladite convention additionnelle, et, partant, celui de la convention principale;

«... Cette reconnaissance ne peut... s'appliquer qu'aux dettes résultant des pertes occasionnées par la guerre civile, qui étaient *les seules que la convention eut pour objet de liquider et de payer, ainsi qu'il est formellement déclaré dans son préambule...* » (Voir Lapradelle et Politis, *op. cit.*, p. 655).

Dans l'affaire Chamizal, sentence rendue par une Commission mixte le 15 juin 1911, au sujet d'un différend entre les Etats-Unis et le Mexique relativement à leur frontière, il est fait mention du préambule d'une Convention de 1884, prise en considération par les arbitres (*V. American Journal of international law*, t. V, p. 805).

Cf. également la sentence rendue le 4 avril 1928 par la Cour permanente d'Arbitrage dans l'affaire de l'Isle de Palmas ou Miangas entre les Etats-Unis et les Pays-Bas. (M. Max Huber, arbitre).

1. Dans l'Avis consultatif n° 6 au sujet des colons d'origine allemande en Pologne et dans l'Avis n° 7 « acquisition de la nationalité polonaise », la Cour se réfère au préambule du traité de minorités conclu par la Pologne.

Dans son Arrêt n° 12 rendu le 26 avril 1928, relatif aux droits des minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires), la Cour prend en considération le titre I de la partie III de la Convention germano-polonaise de Genève du 15 mai 1922 et dira même à ce sujet que l'objet du préambule est de donner les motifs des dispositions contenues dans le titre premier.

Dans son arrêt rendu le 7 juin 1932 en l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, la Cour eut, à plusieurs reprises, recours au préambule. Elle se réfère, tout d'abord, au préambule de la déclaration adressée par les puissances qui ont signé le traité de Paris à la Diète de la Confédération suisse, déclaration du 20 mai 1815. Elle se réfère au préambule de l'article premier du Traité de Paris lui-même. Elle se réfère au préambule du compromis (p. 138-146).

C'est encore au préambule que la Cour s'adresse, dans son arrêt du 17 mars 1934, en l'affaire franco-hellénique des phares.

La Société des Nations invoquera aussi parfois l'autorité du préambule. Ainsi dans le préambule et les considérants de sa Résolution du 11 mars 1932, au sujet du différend entre la Chine et le Japon, cette dernière fera appel, pour appuyer son argumentation, aussi bien au Préambule lui-même qu'aux articles du Pacte de la Société des Nations proprement dits.

De ce qui précède, nous pouvons dire que la référence au contexte — particulièrement au préambule — est un procédé d'interprétation unanimement admis tant par la doctrine que par la jurisprudence, aussi bien pour l'interprétation des traités contrats que pour celle des traités normatifs.

La prochaine Conférence panaméricaine aura à se prononcer sur un projet de codification des règles relatives à l'interprétation des traités, présenté par la délégation Argentine à la septième Conférence de Montevideo.

L'article 3 de ce projet énonce que lorsque le sens d'une convention internationale n'est pas clair dans son texte, la volonté réelle ou l'intention des parties sera déterminée en tenant compte des déclarations du préambule. Et, aux termes de l'article 6, « on doit établir le sens d'une disposition en harmonie avec les autres dispositions pertinentes de la Convention ».

\*  
\* \*

Avant d'en terminer avec le contexte, un dernier point reste à éclaircir.

Y a-t-il forcément identité de signification d'une expression déterminée, lorsque cette expression est employée à plusieurs reprises dans un même traité?

Wolff remarque qu'il ne faut pas présumer, de ce qu'un mot est employé à plusieurs reprises dans le même texte, il le soit toujours dans le même sens.

Vattel ne fera que suivre Wolff lorsqu'il dit : « Si quelqu'une de ces expressions qui ont plusieurs significations différentes, se rencontre plus d'une fois dans le même Acte, on ne peut point se faire une loi de la prendre partout dans la même signification. »

Phillimore est de cet avis : « It may be necessary to affix a different signification to same term in different part of the same instrument, the term being construed according to the subject matter, *pro subjecta materia* », dit-il.

Calvo estime aussi qu'il peut se faire qu'il faille attacher une si-

gnification différente à une seule et même expression employée à plusieurs reprises dans le même acte.

Il est peut-être intéressant de noter que la jurisprudence ne partage pas toujours cette manière de voir de la doctrine.

Particulièrement significative, à ce sujet, est la sentence rendue par le surarbitre M. G. P. Marsch, le 23 septembre 1874, dans l'affaire de la fixation définitive de la frontière italo-suisse au lieu dit Alpe Cravairola. Il s'agissait, il est vrai, de l'interprétation d'un traité contrat, mais ce procédé étant *commun* aux traités contrats et aux traités loi, l'intérêt demeure entier à notre avis.

Les agents suisses devant le Tribunal arbitral alléguaient que l'expression *ipsorum de Crodo*, employé dans un document portant l'année 1554, indiquait tout simplement le droit de propriété, tandis que les paroles « et dominii ipsorum hominum de Campo », du même document, signifient la juridiction d'« alto dominio » et que le même mot « dominii » qui se trouvait dans l'attestation *Instrumentum definitionis dominii* était une expression employée par hasard par le notaire et non pas par les parties, dans le sens de simple propriété.

L'avis du surarbitre fut qu'il était improbable que le notaire ait employé l'expression en question en deux sens différents dans le même instrument.

### Section III. — De l'interprétation des traités rédigés en plusieurs langues.

Des difficultés peuvent s'élever pour l'interprétation d'un traité rédigé en plusieurs langues<sup>1</sup>. Et il est à craindre, malheureusement, que de telles difficultés se multiplient de plus en plus de nos jours par suite de la pratique introduite par le Traité de Versailles de rédiger les instruments diplomatiques en français et en anglais, les deux textes ayant la même autorité.

La question de l'interprétation des traités rédigés en deux ou plusieurs langues n'a pas été l'objet de considérations théoriques de la part des anciens auteurs dont les ouvrages sont classiques en matière d'interprétation. La raison en est simple.

Par une tradition, longue de plusieurs siècles, s'était formée la

1. Déjà au XIII<sup>e</sup> siècle, Brunetto Latini, l'un des maîtres de Dante, écrivit son livre *le Trésor* en langue française parce que, disait-il, elle est « la parleüre, la plus delitable et la plus commune à toute gent ».

coutume d'adopter une langue commune dans les négociations diplomatiques et dans la rédaction des textes internationaux auxquels ces négociations aboutissaient. Ce fut d'abord le latin qui eut l'insigne honneur d'être adopté depuis l'Empire romain jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. A cette époque cette langue fut remplacée par le français qui devint alors, et fut depuis, reconnu comme langue internationale, à de rares exceptions près que — comme le dit M. Nicholas Murray Butler dans son introduction à l'ouvrage de M. James Brown Scott, *le Français, langue diplomatique moderne*, « de ces exceptions, on peut bien dire qu'elles confirment la règle »<sup>1</sup>.

Voici ce que dit Rivier (*Principes du droit des gens*, t. II, p. 19) :

« La langue usuelle entre les Etats de l'Europe fut longtemps le latin, langue de l'Eglise et du Droit et langue universelle des gens instruits, sans que d'ailleurs l'usage d'autres langues, de l'allemand, de l'italien, en fût exclu. Un moment l'emploi de l'espagnol parut se généraliser. Le prestige de Louis XIV, joint à la diffusion de la langue française par suite de l'excellence de sa littérature et aussi de la révocation de l'Edit de Nantes, mit le français au premier plan, comme langue d'usage quasi-universel, et le latin dut lui céder la place. »

Mais, au cours des négociations des Traités de Paix de 1919, l'Empire britannique, d'une part, les Etats-Unis, d'autre part, voulurent que leur langue fût admise sur le même pied d'égalité que la langue française et c'est dès lors que l'anglais devint également langue officielle diplomatique.

L'expérience de quelques années a suffi pour mettre en évidence les inconvénients de cette nouvelle pratique, aussi bien en raison des difficultés inhérentes à l'interprétation elle-même que par la lourdeur inévitable qu'elle fait peser sur les négociations internationales. L'emploi simultané de deux langues impose dans les réunions des Assemblées et du Conseil de la Société des Nations, du Bureau international du travail, de la Cour permanente de Justice internationale et de toutes les Conférences convoquées sous les auspices de la Société des Nations, un double débat inutile qui se traduit en perte de temps fort onéreuse pour les Etats.

1. Cf. Woolsey, *Introduction to the study of international law*, p. 262 : « England and the United-States naturally employ their common tongue in intercourse with one another, and have been more or less in the practice of making use of both English and French in treaties with other nations; but this practice has its inconvenience, for disputes can easily arise where two contemporary documents of equal authority differ, as will be apt to be the case, in their shades of thought. »

En ce qui concerne le sujet qui nous intéresse, il convient de remarquer que la dualité de langues dans la rédaction des textes des conventions internationales n'est pas faite pour faciliter leur interprétation.

Deux cas peuvent se présenter : 1° Un traité est rédigé en plusieurs langues *et tous les textes font foi*.

Exemple : le Traité de Versailles dont l'article 440 s'exprime comme suit :

« Le présent Traité, *dont les textes français et anglais feront foi*, sera ratifié. »

2° Un traité est rédigé en plusieurs langues mais *un seul de ces textes*, par une stipulation expresse, est déclaré *faire foi*.

Exemple : Le Traité de Paix de Saint-Germain qui fut rédigé en trois langues, mais dont une disposition finale dit : « Le présent Traité, rédigé en français, en anglais et en italien, sera ratifié ». « *le texte français fera foi en cas de divergence* sauf pour la partie première (Pacte de la Société des Nations), et pour la partie XIII. (Travail) pour lesquelles le texte français et le texte anglais auront la même valeur ».

Les Traités de Trianon et de Neuilly ne font que suivre, à ce sujet, le Traité de Saint-Germain et contiennent ces mêmes dispositions.

I. Lorsqu'un Traité est rédigé en plusieurs langues *et dont tous les textes font foi*, Oppenheim pense que s'il y a sujet à interprétation, chaque partie est seulement liée par le texte rédigé en sa propre langue<sup>1</sup> et Wheaton se prononcera dans le même sens<sup>2</sup> :

Il est incontestable que la règle précitée ne peut être appliquée dans le cas d'un traité normatif, soumis à l'adhésion de plusieurs Etats dont ni l'une, ni l'autre des langues dans lesquelles est rédigé ce traité n'est la langue maternelle. Comment le Japon, par exemple, pourrait-il se prévaloir d'une telle règle pour l'interprétation d'une clause douteuse de la Partie XIII du Traité de Versailles ?

Il est donc indispensable de rechercher un autre critère pour l'interprétation d'une règle objective, dans le présent cas<sup>3</sup>.

f. « Unless the contrary is expressly provided, if a treaty is concluded in two languages and there is a discrepancy between the meaning of the two different texts, each party is only bound by the text in its own language. Moreover, a party cannot claim the benefit of the text in the language of the other party » (Vol. I, *op. cit.*, p. 765).

2. « When a treaty is drawn up in two or more languages, it is normal to specify which is to be authentic in the case of dispute; otherwise a State is bound only by that in its own language, and conversely cannot claim to use for its advantage that in foreign language » (Voir *Elements of international Law* (revised by Berriedale, Keith, 1929, vol. I, p. 522).

3. Crandall s'exprimera ainsi : « If the treaty is drawn up in the language of each of the contracting parties, and each is the original the texts are to be construed collec-

M. Castberg, dans le cours qu'il professa à La Haye, en 1933, estime qu'une disposition conventionnelle doit être interprétée dans un sens strict quand non peut le faire sans contredire son but rationnel. De ce principe, il déduit la conséquence que lorsqu'un traité est rédigé en deux langues et si les deux textes ont un sens rationnel, mais non identique, il faut choisir le texte qui impose les moindres obligations aux parties. Pour appuyer sa manière de voir il renvoie à l'arrêt n° 2, page 19, rendu par la Cour permanente.

Quant à M. Anzilotti, il dira que dans le cas où tous les textes ont la même valeur, l'interprète ne peut que prendre comme base de son travail les deux textes simultanément et chercher une interprétation qui réponde à la fois à l'un et à l'autre. Par application de ce principe, M. Anzilotti citera également l'arrêt n° 2 rendu par la Cour le 30 août 1924 (*V. op. cit.*, p. 106-107).

Avant d'étudier la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale, il est utile de nous référer à la pratique de la jurisprudence qui lui est antérieure, pour autant que cette dernière eut à trancher un différend de ce genre. Ces différends sont plutôt rares, comme nous l'avons déjà dit, en raison de l'emploi presque général de la langue française dans la rédaction des textes.

Cependant, cet usage de la langue française pour les communications officielles d'Etat à Etat, et dans les Congrès et Conférences internationales, — il faut bien le remarquer — n'a jamais été qu'un usage de la diplomatie seulement, et non une règle de droit international.

Ainsi, le Traité d'Utrecht de 1748 est en français avec la réserve « que la langue française, dont on s'est servi pour le rédiger, ne tirerait pas à conséquence et ne porterait aucun préjudice aux autres puissances » : l'article 120 du Traité général du Congrès de Vienne de 1815 observe expressément que le fait que la langue française ait été exclusivement employée pour toutes les copies de ce traité, ne peut constituer un précédent. Une réserve analogue fut faite dans le traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu en 1827 entre la Prusse et le Brésil. Toutefois, dans les importants traités

tively. They are intended by the parties to be indential. Neither is to be preferred to the other. If the two can, without violence to the language, be made to agree that construction which establishes this conformity is to prevail. In case they cannot be made to harmonize, other rules of construction must be resorted to for the purpose of determining, if possible, the common intention of the parties. In last resort, the text in the language of the party which by the stipulation incurs the obligation will, it seems, prevail in determining what obligation has been incurred » (*V. Grandall, Treaties, their making and enforcement*, 2nd edition, p. 389).

de Paris de 1856, de Berlin de 1878 et 1885 et de Bruxelles de 1890, il n'est plus inséré de réserve de ce genre (V. Rivier, *op. cit.*, p. 20).

Quoi qu'il en soit, ceci montre qu'il était donc fort possible de rencontrer certains traités rédigés en plusieurs langues.

De plus, comme nous allons le constater, les traités qui ont donné lieu à une telle interprétation furent à cette époque exclusivement des traités-contrats. Mais il ne nous est pas apparu inutile cependant de citer ces quelques sentences, les procédés d'interprétation étant sensiblement analogues, dans le présent cas; pour traité-contrat ou traité normatif.

Dans une sentence rendue le 16 avril 1874, dans l'affaire Don Rafael Aguirre contre les Etats-Unis d'Amérique, le surarbitre Edward Thornton, nommé en vertu de la Convention du 4 juillet 1868 pour le Règlement des réclamations réciproques américano-mexicaines à raison des déprédations commises par des tribus indiennes, avait à interpréter un traité, ratifié le 10 décembre 1853, rédigé en anglais et en espagnol.

Il fut allégué par l'une des parties que le sens du texte espagnol dans la première phrase de l'article 2 du traité en question, dit Traité de Guadalupe-Hidalgo, était différent de celui que donnait la version anglaise.

Le surarbitre pensa autrement, et estima les deux textes concordants. Mais il ajoute : « Du reste, que la traduction en espagnol soit correcte ou non, le gouvernement mexicain seul en était responsable. La version espagnole n'a jamais été soumise au Sénat des Etats-Unis, dont la sanction est nécessaire pour chaque traité<sup>1</sup> ».

Par une convention du 15 janvier 1880, entre les Etats-Unis et la France, il fut institué une Commission mixte en vue de régler les réclamations réciproques des citoyens de l'un et l'autre pays.

Cette convention fut signée en deux versions, l'une en français, l'autre en anglais.

Le texte anglais édictait que cette commission mixte avait compétence pour toutes réclamations des citoyens de France contre les Etats-Unis au sujet d'actes commis par les autorités civiles et militaires du Gouvernement des Etats-Unis, « upon the high seas or within the territorial jurisdiction of the United-States », du 13 avril 1861 au 20 août 1886.

Dans le texte français, le mot « territorial jurisdiction » était remplacé par le mot « territoire ».

1. Voir Lafontaine, *op. cit.*, p. 76-78. V. aussi Moore, *Int. arb.* III, 2432-2436-2446.

Cette différence de terminologie dans les deux textes souleva une controverse sur la question de savoir si la plainte d'un ressortissant français, *Joseph Chourreau*, devait être ou non admise. La réclamation de Chourreau était fondée sur le fait d'une saisie de balles de coton et d'autres objets personnels par les autorités militaires des Etats-Unis, le 31 décembre 1863, dans la paroisse de Iberia, en Louisiane.

L'avocat du Gouvernement des Etats-Unis plaida l'incompétence de la commission mixte et alléguait que la juridiction « territoriale » devait être limitée à la partie du territoire qui se trouvait sous la possession actuelle et le contrôle des Etats-Unis. L'agent du Gouvernement français s'opposa à une interprétation aussi restrictive du mot « territorial jurisdiction », qui ne devait être pris que comme synonyme du mot « territory », comme le prouvait, du reste, le texte français de la convention où le mot « territoire » seul était inséré.

La majorité des commissaires furent en faveur de la thèse soutenue par l'agent du Gouvernement des Etats-Unis. Mais l'agent français, toutefois, émit de très vives protestations contre cette décision et demanda que la commission réfère cette question à l'opinion des deux gouvernements. La commission acquiesça à cette requête, et la question fut soumise au Gouvernement des Etats-Unis à la fois par le commissaire américain et par M. Outrey, ministre de France.

M. Freylinghuysen, après avoir examiné les textes de la Convention et les négociations qui précédèrent sa conclusion, déclara que les mots « territorial jurisdiction » devaient avoir la même signification que le mot « territoire » employé dans le texte français<sup>1</sup>.

Dans l'affaire des bons du Venezuela, il est intéressant de se référer à l'opinion de M. Little, commissaire à la Commission des réclamations entre les Etats-Unis et le Venezuela, en vertu de la Convention du 5 décembre 1885, affaire n° 18 « Wm Aspinwall, executor of G. G. Howland and others, c. Venezuela ».

M. Little, dans son opinion, dit que l'interprétation d'une expression donnée doit être concordante dans les deux textes (dans

1. « I desire », ajouta Mr Freylinghuysen, « in order that there may be a complete understanding on this point, to state that I do not express any opinion as to the validity of claims which arose in that part of the United-States which was in rebellion at the time the claims are alleged to have arisen, but leave such claims to be decided in each case by the commission in accordance with the rules of public law, of justice, and equity; the interpretation now given to the treaty not adding force to claims which, measured by those rules, may be invalid » (V. Moore, *Int. arb.*, p. 1145-1146, t. II).

le présent cas, dans les textes anglais et espagnol), sinon cette interprétation doit être rejetée<sup>1</sup> :

Dans une décision prononcée le 30 janvier 1897 sur un différend entre la Grande-Bretagne et le Portugal, relativement à la frontière du Manica, l'arbitre, M. Paul Vigliani, avait à interpréter le texte d'un Traité en date du 11 juin 1891. Or, il résultait de l'Acte de compromis, que ce Traité fut rédigé premièrement en anglais et paraphé le 14 mai 1891, qu'ensuite le texte portugais ayant été comparé avec le texte anglais paraphé à Londres, il fut signé à Lisbonne le 11 juin 1891 dans le double texte anglais et portugais. Nulle part, il n'avait été déclaré lequel des deux textes — l'anglais ou le portugais — devait être considéré comme l'original du Traité.

« Il s'ensuit, dit l'arbitre, que chacun des deux textes contenus dans le Protocole signé à Lisbonne le 11 juin 1891, peut aspirer à l'honneur d'être considéré l'original; tandis que le texte anglais paraphé à Londres constitue proprement la première « minute ». En tout cas, on ne peut mettre en doute que chacun des deux doit servir également à l'interprétation du Traité. »

Il ajoute, un peu plus loin, cette judicieuse remarque, que néanmoins l'emploi de deux langues dans la rédaction du même acte pouvait facilement engendrer, ainsi qu'il est arrivé dans la présente affaire, des doutes et des divergences dans son interprétation.

Ce passage ci-dessous de la sentence, montre le processus ici employé par l'arbitre et son souci de se servir conjointement des deux textes anglais et portugais, et de choisir une interprétation qui se concilie aussi bien avec un texte qu'avec l'autre :

« ... Cette interprétation, conforme certes à l'esprit de la Convention, identifie les deux textes et fait disparaître toute différence entre les expressions « upper part » et « crista » du versant<sup>2</sup>... »

Dans l'affaire *Guaslini*, différend qu'eut à trancher la Commission mixte italo-vénézuelienne instituée à Caracas en 1903, il fut soutenu que la signification du mot « danni » employé dans la version italienne du Protocole donnant compétence à ladite commission arbitrale, était quelque peu différente de celle du mot « injury » énoncé dans la version anglaise de ce même protocole.

A ceci, le commissaire italien Agnoli répondit :

1. « Should there appear to be a meaning in the word of one language not found in that of the other, of course, it should be disregarded, and only that meaning taken which is common to both » (V. Moore, *op. cit.*, vol. IV, p. 3623 et s.).

2. Lafontaine, *op. cit.*, p. 488. V. aussi Moore, *op. cit.*, V, p. 493-5011.

En cas de doute, laquelle des deux versions doit l'emporter, la version italienne ou la version anglaise?

Il citera le passage de Fiore dans lequel cet auteur dit que lorsqu'un mot employé dans un traité a une signification juridique différente dans un Etat et dans l'autre, son sens doit être déterminé selon l'acception adoptée par l'Etat auquel la disposition du traité se réfère<sup>1</sup>.

Lorsque, le 30 décembre 1922 le Gouvernement allemand et la Commission des Réparations soumirent à la décision d'un arbitre certains différends soulevés par l'interprétation de l'article 260 du Traité de Versailles, il fut question de se prononcer, en premier lieu,

1. Le commissaire italien continuera en ces termes : « Evidently this State can be neither England nor the United States, but Italy, the English language having been employed simply for translation, or as an auxiliary tongue, because the third powers can have no part in a litigation which does not concern them. The language of a third nation can not have served except as a copy of the original substantiating the original in case of doubt, but is not to be construed against it. »

Cf. aussi l'opinion du surarbitre Ralston, en la présente affaire : « The text of the protocol is in English and Italian. It was the result of long negotiations between the representatives of England, Germany, and Italy on the one hand, and Mr Bowen Venezuela's representative, on the other. These negotiations were carried out almost altogether in English, and the drafts (afterwards becoming protocols) were in English. It is therefore evident that the basic language is English, and in case of difference of translation resort should be had to it. »

Mais un examen attentif (entre autres le surarbitre se réfère aux articles 1151-1152 du Code civil italien) convainquit Mr Ralston qu'il n'existait pas de différence entre les mots « danni » et « injury » : « Furthermore, if difference exist, it should be settled in favor of the party obligated, as pointed out under other conditions in the Sambiaggio case », dira-t-il en concluant. (Voir Venez. arb., 1903, p. 732 et 749).

Voici ce qu'écrivait Mr Hay, Secrétaire d'Etat, à M. Beaupré, le 16 novembre 1900, ceci à titre d'exemple pour montrer que la pratique diplomatique partageait la manière de voir de la jurisprudence : « Where treaties are drawn up in two languages each text is considered as the equivalent of the other and as being in a sense explanatory of it. Thus interpreted the two texts have a common meaning. Both parties to it stand on a footing of equality, and the object sought to be attained by them is accomplished. »

Ce même Mr Hay, secrétaire d'Etat, écrira à Mr Storer, ministre des Etats-Unis en Espagne, le 20 décembre 1901 : « An incorrected discrepancy might prove embarrassing, in view of the rule of international law that when a treaty is executed in duplicate in two languages, each party has the right to appeal to its own text, in the interpretation of its provisions, unless it be exceptionally stipulated that the one or the other shall be the standard; but this expedient is rarely resorted to, and is, besides, in its nature offensive to the one of the other contractant. »

Voir aussi la controverse surgie entre les Etats-Unis et le Gouvernement de la Sublime Porte relativement à la divergence existant entre la version anglaise et la version turque du Traité du 7 mai 1830, conclu entre ces deux pays. Toutefois, un langage similaire à la version anglaise avait été employé dans des traités subséquents conclus par la Turquie avec la Belgique et le Portugal.

Selon le texte turc les citoyens américains *seraient punis* par l'intermédiaire de leurs ministre et consuls... selon le texte anglais, ces citoyens « *seraient jugés et punis...* » Le Gouvernement des Etats-Unis dit que le droit de juger est incident au droit de punir, et de toute façon le droit en question était reconnu aux Etats-Unis en vertu de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le traité. (V. Crandal, *op. cit.*, 2nd edition, p. 393-394 et *Foreign Relations of 1900*, p. 914, lettre de M. Hay à M. Griscom, chargé d'affaires des Etats-Unis à Constantinople, en date du 16 mars 1901).

sur celle de savoir si les dispositions dudit article étaient applicables aux territoires cédés en vertu d'autres Traités.

Dans sa sentence du 3 septembre 1924, l'arbitre, M. Beichmann, constata que le texte anglais était clair et que le texte français ne l'étant pas, il y avait lieu de dégager le sens par une interprétation.

Voici le raisonnement de l'arbitre :

« Les deux textes font foi. Ils ont tous les deux été soumis à la signature des deux parties. Dans ce cas, il ne semble pas permis de faire abstraction du texte anglais et d'interpréter le texte français comme si le texte anglais n'existait pas. Au contraire, le texte clair, le texte anglais, fournira le meilleur moyen pour l'interprétation du texte français. Les deux textes sont évidemment destinés à exprimer les mêmes idées. S'il y avait deux textes également clairs mais qui ne se concordaient pas entre eux, on pourrait soutenir que le texte qui comportât le moins d'obligations pour la partie obligée mériterait la préférence. Mais si l'un des textes est clair et l'autre ne l'est pas, la solution qui s'impose est celle d'interpréter le texte moins clair à la lumière de l'autre texte et conformément au sens qui résulte des termes de ce dernier texte. »

Examinons maintenant l'attitude de la Cour permanente de Justice internationale lorsqu'elle se trouve en présence de deux textes investis de la même autorité.

Dans son Avis consultatif n° 2, rendu le 12 août 1922, sur la question de savoir si la compétence de l'Organisation internationale du Travail s'étend à la réglementation des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture, la Cour eut à se référer à la Partie XIII du Traité de Versailles qui constitue la Charte du Travail.

Ayant à interpréter les termes « industrie » et « industriel », elle chercha le sens de ces mots dans le dictionnaire français de Littré. Ceci fait, elle chercha dans le dictionnaire dit d'Oxford la définition du mot « Industry » et « industrial », mais au préalable, elle fit cette remarque : « L'article 440 du Traité (de Versailles) porte que les deux textes français et anglais feront foi. »

Ayant comparé le sens des mots français « industrie » et « industriel » avec les mots anglais « industry » et « industrial », la Cour trouve que leur signification respective n'est pas essentiellement différente.

Bien que les mots français soient employés dans un sens restreint par opposition à l'agriculture, il n'en est pas moins vrai, d'après

elle, que dans leur sens primitif et général, ils comprenaient cette forme du travail productif, et elle ajoutera :

« Aujourd'hui, l'adjectif est peut-être le plus communément employé, surtout en français, à propos des arts et métiers ou des industries manufacturières, et c'est probablement cette acception qu'on lui donne naturellement, à moins que le contexte n'indique qu'il doit être interprété différemment » (A. C., n° 2, p. 34).

Après avoir examiné le contexte, elle ne trouve pas que le sens restreint que l'on pourrait donner à l'expression française « industrielle » puisse être admis.

« La Cour est d'avis que parmi les arguments avancés contre l'inclusion de l'agriculture dans la compétence de l'Organisation, on a donné une place trop importante à l'emploi accidentel dans le Traité, de l'adjectif français « industriel ». Le mot « professionnel », dont on s'est servi lorsque, dans d'autres clauses du Traité, il s'est agi d'indiquer clairement que l'agriculture était visée, n'est pas applicable à tout propos. C'est ainsi que, dans l'article 393, l'expression « importance professionnelle » serait trop large et que le mot « industrielle » est employé pour rendre le mot anglais « industrial ». Il était, en effet, difficile de trouver un mot français répondant à ce besoin et auquel on ne pouvait reprocher d'être soit trop large, soit trop restreint » (A. C., n° 2, p. 38).

Donc, la Cour a ici confronté les deux textes, anglais et français, en vue d'aboutir à une bonne interprétation<sup>1</sup>.

Dans l'affaire des concessions Mavrommatis en Palestine (Arrêt n° 2, du 30 août 1934,) — la Cour eut à interpréter, entre autres dispositions, — l'article 11, alinéa premier, des termes du Mandat<sup>2</sup> pour la Palestine conféré à Sa Majesté britannique le 24 juillet 1922.

Dans cet article 11, après une phrase d'introduction énonçant d'une manière générale la tâche essentielle de l'administration

1. Dans son Avis consultatif n° 4, que la Cour a rendu le 7 février 1923, la question à elle soumise était la suivante :

« Le différend entre la France et la Grande-Bretagne au sujet des décrets de nationalité promulgués à Tunis et au Maroc (zone française) le 8 novembre 1921, et de leur application aux ressortissants britanniques, est-il, ou n'est-il pas, d'après le droit international, une affaire exclusivement d'ordre intérieur ? (Art. 15, § 8, du Pacte) » (A. C. n° 4, p. 21).

La Cour, en examinant les textes français et anglais de la litt. a) de la résolution, trouva une légère différence de rédaction entre eux, d'une part, puis entre ces textes et les textes français et anglais du paragraphe 8 de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations, qui ne sont pas non plus, eux-mêmes, exactement concordants.

Mais, en cette affaire, la Cour se contenta de relever ces légères divergences sans trouver qu'elles puissent avoir, en l'occurrence, une importance juridique quelconque.

2. Bien que l'article 11 en question se rapporte à un Mandat et non à un Traité, il y a lieu de l'assimiler dans le présent cas, à une convention internationale pure et simple.

publique, il y était dit que l'Administration de la Palestine « aura pleins pouvoirs pour décider quant à la propriété ou au contrôle public de toutes les ressources naturelles du pays ou des travaux et services d'utilité publique déjà établis ou à y établir » (Arrêt n° 2, p. 18).

La Cour, confrontant les deux textes anglais et français trouva que le texte anglais :

« shall have full power to provide for public ownership or control of any of the natural resources of the country or of the public works, services and utilities established or to be established there in » paraissait avoir un sens plus restreint. Et elle ajouta que « La Cour estime que, placée en présence de deux textes investis d'une autorité égale, mais dont l'un paraît avoir une portée plus étendue que l'autre, elle a le devoir d'adopter l'interprétation restreinte qui peut se concilier avec les deux textes et qui, dans cette mesure correspond sans doute à la commune intention des Parties. Cette conclusion s'impose, en l'espèce, avec d'autant plus de force qu'il s'agit d'un acte réglant les obligations de la Grande-Bretagne en tant que Puissance mandataire pour la Palestine et dont le texte primitif a probablement été rédigé en anglais » (Arrêt n° 2, p. 19).

De cette citation, nous tirerons deux idées également intéressantes. Tout d'abord, la Cour, mise en présence de deux textes investis d'une autorité égale, mais d'une portée sensiblement différente, adoptera une interprétation qui puisse concilier le sens des deux textes. Ce principe est conforme, comme nous l'avons déjà vu, à celui adopté par la jurisprudence antérieure d'une façon presque unanime.

Mais, ce qui est très important à relever, c'est cette dernière remarque « ... et dont le texte primitif a probablement été rédigé en anglais ».

Ceci paraît évidemment montrer que bien que ces deux textes soient investis d'une autorité égale, la balance semble pencher ici, en faveur du texte anglais, la langue anglaise étant celle dans laquelle le texte primitif a été probablement rédigé. Or, cette considération se réfère à l'origine de la disposition soumise à interprétation.

Ici, la référence à l'origine de la clause vient corroborer le texte, mais on est en droit de se demander quelle serait l'attitude de la Cour dans un cas contraire.

Cette même tournure d'esprit — référence à la langue employée dans le texte original — se trouve dans l'Avis consultatif n° 10

du 21 février 1925, au sujet de l'échange des populations grecques et turques (Convention de Lausanne, 30 janvier 1923, art. 2).

La Cour étant appelée à déterminer le sens et la portée du mot « établis », non pas *in abstracto*, mais tel qu'il ressort de l'article 2 de la Convention de Lausanne, dira que la Convention ayant été rédigée en français, il est naturel de tenir compte du sens que revêt, dans cette langue, le terme litigieux. (V. A. C., n° 10, p. 17-18.)

Pour en revenir à l'affaire Mavrommatis, Lord Finlay, dans son opinion dissidente, pour sa part, estime — toujours au sujet de ce même article 11 — que les textes français et anglais sont concordants, et il ne fera appel au premier (au texte français) que sur un point sur lequel il le trouve le plus clair.

M. Moore, dans son opinion dissidente en la même affaire, dira : (*op. cit.*, p. 69) que « le sens précis de la phrase « propriété ou contrôle public » de l'article 11 est clairement établi par le second alinéa de ce même article... » et que : « ... C'est sans aucun doute là le sens du texte anglais; et, donnant mon impression personnelle, basée sur une *comparaison approfondie des deux textes*, je suis fortement tenté de croire que le texte français, en l'espèce, est une traduction soi-disant « littérale » du texte anglais et que l'intention était de lui donner le même sens. Pourtant, une traduction « littérale » n'est souvent qu'un simple mot-à-mot qui, pris isolément, peut-être interprété de façon à altérer ou même à détruire le sens de l'autre texte. Quoi qu'il en soit, je prends les deux textes tels qu'ils sont, n'en rejetant aucun en faveur de l'autre... »

M. Moore continuera, en se référant à certains principes d'interprétation énoncés par Bonfils, qu'il a y lieu d'interpréter chaque clause dans le sens qui concilie le mieux les droits et les devoirs antérieurs des deux contractants, et par Rivier, que s'il y a désaccord quant à l'usage, on s'en tiendra plutôt à celui du pays qui s'oblige; il n'omet pas le cas cité par cet auteur de l'article 4 du Traité de paix austro-italien de 1866 où il est question des « habitants des territoires cédés ». Le mot « habitant » a en Autriche, au point de vue technique et officie une signification différente de celle adoptée en Italie; comme l'Autriche cédait un territoire qui lui appartenait au moment de la conclusion du traité, le mot fut pris dans le sens autrichien.

M. Moore terminera en disant que « cet exemple est directement applicable à la situation de la Grande-Bretagne en Palestine ».

Ce dernier, au reste, constatera que ces règles d'interprétation paraissent avoir été admises par les Membres de la Cour qui ont

accepté l'arrêt, mais il a l'impression que ces principes, bien qu'admis, n'ont pas toujours été observés, et il ajoutera :

« Au contraire, la nécessité aidant, on a soudain découvert, dans le texte anglais, une élasticité peu naturelle et antérieurement inconnue, de laquelle il a résulté qu'il n'était point impérieux d'examiner les possibilités qu'offrait le texte français. »

Cette opinion dissidente méritait une attention toute particulière de par ses données intéressantes, et à cause du nom de son auteur.

Dans l'Avis consultatif n° 13, rendu le 23 juillet 1926, la question soumise à la Cour était la suivante :

« L'Organisation internationale du Travail a-t-elle compétence pour élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer la protection de certains travailleurs salariés (*workers*), vise en même temps et accessoirement le même travail personnel du patron ? »

Ayant à interpréter l'expression « travailleur salarié » la Cour s'appuie aussi bien sur les textes anglais que français.

Après avoir dit que l'expression du texte anglais « *workers* » ne vise que les travailleurs salariés, elle ajoute que cette interprétation est conforme au sens du texte anglais ainsi qu'aux termes employés dans le texte français, où l'équivalent de cette expression « *workers* » est « travailleurs salariés »<sup>1</sup>.

Lors de son Avis consultatif rendu le 15 novembre 1932 sur l'interprétation de la Convention de Washington de 1919 sur le travail de nuit des femmes, la Cour eut à se référer au Rapport de la Commission chargée par la Conférence d'étudier la question du travail des femmes.

De l'avis de la Cour, la teneur de ce Rapport ne paraît pas démontrer d'une façon suffisante que le terme « femmes » soit employé dans le sens d'« ouvrières ».

1. Dans l'Arrêt du 11 août 1932 en l'affaire relative à l'interprétation du statut du territoire de Memel, le sixième point de la requête était ainsi rédigé :

« Plaise à la Cour :

Dire...

6) Si la dissolution de la Chambre des Représentants qui a été effectuée le 22 mars 1932 par le gouverneur du territoire de Memel, alors que le Directoire présidé par M. Simaitis n'avait pas obtenu la confiance de la *Chambre des Représentants*, est régulière. »

Dans le texte anglais correspondant, le mot « *Chambre des Représentants* » était remplacé par le mot « *Diet* ».

La Cour, s'appuyant sur le texte français, dira (à la page 222 de son Arrêt) :

« Le texte français de la question montre que le mot *Diet*, qui figure dans le texte anglais, signifie la « *Chambre des Représentants* », qui constitue, selon les articles 10 à 16 du Statut, l'organe législatif du Territoire de Memel.

Une seule fois l'expression « ouvrière » fut employée, dans la déclaration d'ordre général, à la fin du Rapport. Mais la Cour fit la remarque suivante à ce sujet :

« ... Il convient d'observer que les textes français et anglais ne sont pas en harmonie, que le texte anglais, dans cette phrase, est « women workers »; or, *Miss Smith, qui a présenté le rapport, était anglaise et s'exprimait dans sa langue.* »

Pour conclure, il nous suffit de dire que lorsque la Cour se trouve en présence d'un document rédigé en plusieurs langues et *dont tous les textes font foi*, elle tiendra également compte de tous ces textes et choisira l'interprétation qui les conciliera tous. Les différents textes se prêteront un mutuel appui et c'est en les comparant qu'on arrivera à dégager la juste interprétation.

Cependant, il est arrivé parfois que la Cour, s'appuyant sur certaines circonstances extrinsèques, admettra qu'une présomption puisse exister en faveur d'un texte plutôt que d'un autre, bien qu'il ne soit pas le seul à faire foi.

Ce cas s'est présenté, comme nous l'avons vu, dans l'affaire des concessions Mavrommatis, dans l'Avis consultatif n° 10, et nous venons de le rencontrer dans l'affaire relative à la Convention de 1919 sur le travail de nuit des femmes.

Dans certaines sentences rendues par les Tribunaux arbitraux mixtes, les arbitres se livrent parfois à une confrontation des textes français, anglais et italien pour l'interprétation d'une clause donnée.

Ainsi le tribunal arbitral mixte germano-polonais (n° 261), affaire *Leo von Tiedemann c. Etat polonais*, présidence de M. Paul Moriaud, dans sa sentence du 21 mai 1923 au sujet d'une requête en mesures conservatoires, s'estimera incompétent sur la base de l'article 297 b), alinéa 3 du Traité de Versailles, pris aussi bien dans le texte français qu'anglais<sup>1</sup>.

1. « Il n'est donc pas possible d'attribuer au T. A. M. la compétence de juger en première et unique instance les différends concernant les Allemands devenus Polonais, visés à la lettre b), qu'en recourant à la clause générale de l'article 304 b) : « Les T. A. M. créés par application du paragraphe a, jugeront les différends qui sont de leur compétence, aux termes des sections III, IV, V et VII. »

« On a soutenu en effet, et c'est la doctrine admise par le T. A. M. franco-allemand dans un arrêt connu, que ce renvoi aux sections voisines de la partie X du Traité signifie que, d'une manière générale, les T. A. M. sont compétents pour trancher les différends relatifs aux dispositions desdites sections. On ne peut s'empêcher de penser que cette interprétation violente le texte : il ne dit point en se servant du langage de l'article

## II. *Quid* lorsqu'un traité est rédigé en plusieurs langues, mais lorsqu'un seul texte fait foi, comme tel est le cas des Traités de Saint-

suivant, que les T. A. M. sont compétents « dans les affaires visées par les sections III, IV, V et VII », idée qu'on pourrait exprimer clairement de vingt manières différentes et notamment dans la forme actuelle de l'art. 304 *b*) en ces termes : « Les T. A. M. jugeront les différends relatifs aux matières traitées dans les sections III, IV, V et VII ». Il dit que les T. A. M. jugeront les différends « qui sont de leur compétence aux termes des sections III, IV, V et VII », et le texte anglais, plus clair encore, les charge de décider « all questions within their competence under sections III, IV, V and VII »; le texte italien des traités de Saint-Germain et de Trianon, qui n'a qu'une valeur de traduction mais est tout de même officiel et révèle aussi la pensée des rédacteurs : « decideranno le controversie che sono de loro competenza a norma delle sezioni III, IV, V et VII ». Cela ne peut signifier qu'une chose, c'est que les T. A. M. sont compétents dans les cas où ils sont compétents selon les termes de ces sections » (*op. cit.*, t. III, p. 601 et s.).

Voir aussi t. III, p. 1005, Soy et Markus c. Empire allemand (n° 9); — Robert Fazy Président : « la prudence commandée par la rédaction souvent peu précise du texte français, est ici de rigueur car le texte anglais donne une indication diamétralement contraire » (à la thèse proposée) (Genève, 27 avril 1923).

*T. A. M. Germano-belge*, 22 mai 1924, présidence de M. P. Moriaud. Affaire Joseph Zurstrassen et Cie c. Etat allemand (Cause n° 233. Interprétation de l'article 297 *e* du Traité de Versailles). — Attendu que cette disposition est interprétée de deux façons différentes, les uns ne voulant rattacher les mots « sur le territoire allemand » qu'aux « sociétés » ou « associations » tandis que les autres comprennent « dommages ou préjudices causés sur le territoire allemand »; — Att. qu'on ne peut attacher aucune importance à l'absence de virgule entre la mention des sociétés et celle du territoire allemand, le texte anglais, qui lui aussi fait foi, et le texte français du Traité de Saint-Germain, dont l'art. 249 *e* est copié sur l'art. 297 *e* du Traité de Versailles, mettant ici tous les deux une virgule; — Que, s'il fallait choisir ici entre le texte français et le texte anglais, c'est au second qu'il faudrait donner la préférence, parce que le Traité de Saint-Germain, qui lui est semblable, fait à la lettre *e* une addition, relative aux sociétés contrôlées par des ressortissants autrichiens, qui montre que le texte de Versailles a été l'objet d'une soigneuse revision; ce dont témoigne aussi le fait que le premier alinéa de la lettre *h* fait une autre adjonction très sage; — Att. qu'il est du reste plus facile d'admettre l'inadvertance consistant à laisser tomber une virgule que celle qui consisterait à introduire une virgule là où il n'y en a pas; — Att. au surplus, qu'il n'est pas même nécessaire de choisir entre les deux textes... » (*Recueil des décisions*, p. 331, t. IV.) Voir aussi *ibidem*, p. 333.

*T. A. M. Roumano-allemand*, 16 juin 1925 (Prt. Robert Fazy). (n° 48), P. Negreanu c. Meyer et fils.

Au sujet de l'interprétation de l'article 440, alinéa 8 du Traité de Versailles, le Tribunal dira que le texte est décisif et que pour le comprendre comme le propose M. le professeur Sipsom, il faudrait renverser l'ordre des mots, ce qui, vu les règles de la syntaxe française, aboutirait à modifier délibérément le sens du texte. Au surplus, le texte anglais « in all other respects », s'oppose catégoriquement à la construction proposée. (*Recueil*, t. V, p. 208.)

Le *T. A. M. Anglo-allemand* (affaire n° 3025). George Birrell Livingstone and Edward Irving Findlay c. William Graaff, dans une sentence rendue le 31 mai 1926, sous la présidence de M Bagge, eut à interpréter la disposition réglant la prescription contenue dans le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles, et pour ce faire, il devait examiner la question de savoir si le paragraphe 4 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles devait être interprété en ce sens que par « laws of prescription in force in the country of the debtor » on entend les dispositions matérielles réglant la prescription dans l'Etat débiteur ou si entrent en considération également les dispositions du droit international privé en vigueur dans l'Etat débiteur, avec l'effet qu'il faudrait tenir compte également d'un renvoi, admis par le droit international privé de l'Etat débiteur, à un droit étranger. Le T. A. M. trancha ce point en ce sens que par « laws of prescription » au sens du paragraphe 4 doivent être compris et le droit matériel

Germain, de Neuilly et de Trianon<sup>1</sup>? La question est alors simplifiée puisque c'est le texte qui fait foi qui doit l'emporter.

Dans la rédaction d'un Traité c'est une précaution très sage que de donner une autorité supérieure à une version sur les autres, cela en vue d'éviter des difficultés presque inextricables si des versions étant sur le même pied d'égalité ne sont pas absolument concordantes; en fait, il est fort difficile qu'elles le soient toujours.

C'est la raison pour laquelle la Cour permanente de Justice internationale, obligée de rendre ses sentences et en anglais et en français, n'omettra jamais de dire quel est le texte qui fera foi, dans chaque cas d'espèce.

Est-ce à dire, pourtant, que même « en cas de divergence » (pour reprendre l'expression insérée dans le Traité de Saint-Germain), le texte qui ne fasse pas foi soit absolument dépourvu de valeur?

Pas forcément. Et nous croyons avec M. le Professeur Ehrlich, que, quelque soit le motif qui ait conduit à la rédaction de ce texte, il n'en est pas moins vrai que ce texte existe, et par là même, il ne peut être considéré comme sans valeur.

Un cas typique peut illustrer le fait qu'un texte, ne faisant pas foi, peut cependant être considéré comme établissant le vrai sens du traité.

Aux termes de l'annexe IV suivant l'article 190, paragraphe 2 du Traité précité de Saint-Germain (1<sup>o</sup>) :

« Les Gouvernements des Puissances alliées et associées saisiront la Commission des Réparations de listes donnant :

» a) Les animaux, machines, équipements, tours et *tous articles similaires, d'un caractère commercial*, qui ont été saisis, usés ou détruits par l'Autriche... et que ces Gouvernements désirent... voir être remplacés...

» b) Les matériaux de reconstruction (pierres, briques, briques réfractaires, tuiles, bois de charpente, verres à vitre, acier, chaux,

de prescription de l'Etat débiteur et les dispositions juridiques d'après le droit international privé en vigueur sur le territoire de l'Etat débiteur, pouvant être applicables, le cas échéant.

D'après le texte français qui, contrairement au texte anglais, donne lieu à des doutes, il serait assurément possible d'adopter une interprétation opposée, mais cette interprétation opposée *ne serait pas conciliable avec le but que poursuivent les dispositions de l'article 296 du Traité de Versailles*. (V. *Recueil des décisions des T. A. M.*, p. 549 et s., t. VI).

1. Le Traité d'alliance entre l'Angleterre et la France de 1778, et le Traité de cession de la Louisiane (1803) portent que, bien que le traité ait été rédigé en anglais et en français, la copie française est l'originale.

V. aussi l'article XVII du Traité du 8 octobre 1903, entre les Etats-Unis et la Chine.

ciment, etc.), machines, appareils de chauffage, meubles et *tous articles d'un caractère commercial* que lesdits Gouvernements désireront voir être produits et fabriqués en Autriche et livrés à eux pour la restauration des régions envahies<sup>1</sup>. »

Si nous examinons attentivement ce texte, nous constaterons qu'il existe, entre les deux alinéas, une différence qui consiste en ce que le mot « similaire » ne se trouve seulement que dans le premier alinéa.

Seulement, si nous ne nous attachons pas uniquement à ce texte et considérons aussi le texte anglais correspondant, nous verrons que cette phrase, « like articles of a commercial character », est reproduite aussi bien dans le premier alinéa que dans le second.

Il semble bien que ce soit le texte anglais, le texte complet, et répondant le mieux à la véritable intention des parties dont le but n'était pas, semble-t-il, d'établir une distinction entre les deux alinéas, et de donner une portée plus restreinte à l'un plutôt qu'à l'autre.

Cependant, dans le Traité de Saint-Germain, s'il s'élève une divergence, c'est le texte français qui doit faire foi.

#### Section IV. — L'influence de la « *Ratio legis* » sur l'interprétation.

Au nombre des éléments auxquels l'interprète doit recourir pour être à même de rétablir le véritable sens d'un texte, il en est un qui lui permet plus spécialement de remédier aux conséquences paradoxales auxquelles une interprétation exclusivement tirée de la formule du texte serait parfois susceptible d'aboutir. Nous voulons parler de la détermination de la *ratio legis* du traité que Vattel préconisait en ces termes : « Dès que l'on connaît certainement la raison qui seule a déterminé la volonté de celui qui parle, il faut interpréter ses paroles et les appliquer d'une manière convenable à cette raison unique. Autrement, on le ferait parler et agir contre son intention d'une façon opposée à ses vues » (l. II, chap. XVII, § 287).

C'est, en effet, par la connaissance du but en vue duquel un traité a été élaboré que l'on parvient à mettre en relief une volonté incomplètement exprimée et à redresser une interprétation qui découlerait peut-être du texte, mais dont l'application n'eût pas

1. V. Cours du professeur Ehrlich, p. 52.

(Recueil de l'Académie de Droit international 1928, t. IV).

répondu aux exigences que le traité devait logiquement satisfaire d'après la pensée non dévoilée de ses auteurs.

Pour bien mesurer le poids que peut avoir la *ratio legis*, sur l'interprétation, il n'est besoin que de citer les cas où, empruntant ce procédé, la juridiction internationale a eu l'occasion de pallier aux situations anormales auxquelles l'application stricte d'un traité n'eût pas manqué de mener, qu'il s'agisse de l'interprétation de traités-contrats ou de traités normatifs.

Lors de l'affaire de la *fermeture de Buenos-Ayres*, entre l'Argentine et la Grande-Bretagne — qui avait été soumise à la décision arbitrale du Président du Chili, la question de l'interprétation de la Convention de 1858 et des articles additionnels de 1859, s'était posée pour déterminer si les pertes éprouvées par six navires de commerce britanniques avec leurs cargaisons, devaient être comprises dans les pertes dont l'Argentine avait accepté de répondre aux termes desdites conventions.

D'après le préambule de la convention du 21 août 1858, les Parties contractantes se proposaient « d'arrêter le moyen, la manière et la forme dans lesquels devait se faire le paiement de la dette que la nation argentine reconnaissait en faveur des sujets de S. M. Britannique pour les dommages par eux soufferts au cours des bouleversements survenus dans la République par suite de la guerre civile. D'après la Convention additionnelle du 18 août 1859, les catégories des pertes visées par la Convention de 1858 étaient, entre autres, « les réclamations provenant de la destruction et enlèvement des troupeaux, destruction des propriétés rurales, sequestre des marchandises, vols et autres pertes ».

Le Gouvernement britannique jugeait que les derniers mots « et autres pertes » se référaient aux pertes subies par ses navires, tandis que le Gouvernement argentin soutenait que ces mots devaient être interprétés d'après l'objet et le but de la Convention de 1858, que définissait clairement son préambule, qui ne faisait état que des pertes occasionnées par les troubles de la guerre civile.

Sans doute le terme « et autres pertes » était suffisamment large pour comprendre les dommages subis par les navires britanniques, mais le rappel du but du traité par le gouvernement argentin ne pouvait laisser l'arbitre indifférent et son interprétation devait, dès lors, se trouver influencée par ce but en vue duquel les Parties avaient élaboré la Convention principale de 1858. Une interprétation qui s'en tiendrait éloignée, ajoutait l'arbitre, « dénaturerait l'objet de ladite convention additionnelle, et, partant, celui de la

Convention principale ». (V. Lapradelle et Politis, *op. cit.*, t. II, p. 650-659).

Ce recours au but d'un traité a encore pour effet d'éviter que le résultat de ce traité soit nul, car on doit considérer que les auteurs d'un traité ont eu l'intention d'adopter des mots doués de signification et d'établir des règles pratiquement opérantes<sup>1</sup>.

Nous trouvons une référence à ces principes, admis d'ailleurs par le droit romain dans les sentences rendues lors de l'affaire *Isaac Harrington* entre le Costa-Rica et les Etats-Unis; de l'affaire de la *Compagnie agricole du détroit de Puget*, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne; de l'affaire de la *liquidation des dépenses des flottes lors de la guerre d'indépendance*, entre le Chili et le Pérou;

1. Déjà Cicéron disait (*De Finibus*, l. I c. 10) : « Omnia hominum facta ad scopum aliquid atque finem tendunt, unde sibi vel aliis utilitatem quandam expectant », et Ulpien (*Digeste*, liv. XLV, titre I) : « Actus interpretandus est potius ut valeat quam ut pereat », adage que l'article 1157 du Code civil français ne fait que reproduire.

Grotius (*op. cit.*, liv. II, chap. XVI, § VI) citera l'exemple de Brasidas, « qui ayant promis qu'il se retirerait du territoire béotien, n'ait que le pays occupé par son armée fût le territoire béotien; comme si ce terme eût dû être entendu d'une occupation militaire et non des anciennes limites ».

Une légère remarque ici s'impose; d'après Barbeyrac, il semblerait qu'une confusion se soit faite dans l'esprit de Grotius qui paraît prendre ici une personne pour une autre. Brasidas était général des Lacédémoniens et ce ne serait pas ce dernier, mais un héraut d'armes que leur envoyèrent les Athéniens, qui aurait prononcé ces paroles.

Ceci n'est pas d'une très grande importance pour nous; quoi qu'il en soit, l'intéressant est le commentaire que fait notre auteur du passage : « Avec ce sens, la convention aurait été de nul effet », dira-t-il; et c'est là l'essentiel.

« On ne doit pas supposer qu'une personne veuille des choses absurdes », dira-t-il encore une fois au paragraphe XXII de ce même chapitre.

Wolff dira que « toute interprétation d'où il résulte quelque absurdité doit être rejetée... » et « qu'on ne doit pas admettre une interprétation de laquelle il s'ensuivrait qu'on n'a rien entrepris ».

Quant à Vattel (*op. cit.*, liv. II, chap. XVII, § 282 et 283), voici de quelle façon combien précise il s'exprime : « Toute interprétation qui mène à l'absurde doit être rejetée... comme on ne présume point que personne veuille ce qui est absurde, on ne peut supposer que celui qui parle ait prétendu que ses paroles fussent entendues de manière qu'il s'ensuivît une absurdité. Il n'est pas permis non plus de présumer qu'il ait voulu se jouer dans un acte sérieux... »

« La règle que nous venons de rapporter est d'une nécessité absolue; et on doit la suivre même lorsqu'il n'y a ni obscurité, ni équivoque dans le discours, dans le texte de la loi ou du traité, considéré en lui-même; car il faut observer que l'incertitude du sens que l'on doit donner à une loi, ou à un traité, ne vient pas seulement de l'obscurité ou de quelque autre défaut de l'expression, mais encore des bornes de l'esprit humain, qui ne saurait prévoir tous les cas et toutes les circonstances, ni embrasser toutes les conséquences de ce qui est statué ou promis, et enfin de l'impossibilité d'entrer dans cet immense détail... »

« On ne présume point que des personnes sensées aient prétendu ne rien faire en traitant ensemble, ou en faisant tout autre acte sérieux. *L'interprétation qui rendrait un acte nul et sans effet ne peut donc être admise.* On peut regarder cette règle comme une branche de la précédente; car c'est une espèce d'absurdité, que les termes mêmes d'un acte le réduisent à ne rien dire. *Il faut l'interpréter de manière qu'il puisse avoir son effet, qu'il ne se trouve pas vain et illusoire.* »

Vattel termine en citant, comme l'a fait Grotius, le passage de Thucydide relatif aux Béotiens.

Cf. aussi Calvo (*Cours*, t. III, l. 18, p. 396) : « Toute clause prêtant à un double sens

de l'affaire *van Bokkelen*, entre les Etats-Unis et Haïti, etc. Toutes remontent au siècle dernier, mais plus près de nous, en 1910, il faut encore citer l'affaire des *Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique*, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La Cour permanente d'arbitrage avait à interpréter l'article 1<sup>er</sup> du traité du 20 octobre 1818. Une des parties soutenait que les mots « baies, côtes, criques et ports » n'étaient employés que pour indiquer les différentes parties de la côte et étaient l'équivalent du terme « côte ».

Dans sa sentence du 7 septembre 1910, le tribunal répondit que « c'est un principe d'interprétation que des mots dans un acte ne peuvent être considérés comme n'ayant aucune signification s'il n'y a pas de preuve spéciale à cela ».

Deux ans plus tard, dans la sentence arbitrale rendue le 3 août 1912, au sujet de l'interprétation d'une disposition de la Convention de commerce entre la France et la Suisse, signée le 20 octobre 1906, les arbitres considéraient « que la note administrative prescrivant que, pour toute la durée de la Convention de commerce franco-suisse, du 20 octobre 1906, les turbines à vapeur rentreront dans le n° 500 du tarif douanier français, n'aurait aucun sens, ni aucune portée pratique si elle signifiait seulement le renvoi à un numéro dudit tarif, cette question de numérotage étant en soi indifférente ».

Ce même principe fut encore confirmé par la Cour permanente d'arbitrage, dans sa sentence n° 15 du 24 juin 1914, au sujet de la délimitation d'une partie des possessions néerlandaises dans l'île de Timor.

On retrouve, d'ailleurs, l'application des mêmes principes dans toute la jurisprudence établie par la Cour permanente de Justice internationale et c'est par l'examen de la raison d'être d'un traité que la Cour écarte toute interprétation susceptible de réduire la valeur d'un texte ou aboutissant à des résultats déraisonnables ou absurdes.

Déjà, dans son avis consultatif n° 1, donné le 3 juillet 1922, la Cour permanente de Justice internationale a très nettement pris

doit s'interpréter et s'entendre dans le sens qui peut lui faire sortir son effet utile, et non dans celui qui la rendrait impraticable, plus onéreuse ou moins favorable... »

Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, t. II, p. 879; — Phillimore, *International law*, vol. II, chap. VIII, p. 104; — Rutherford, *Institutes of natural law*, t. II, chap. VII, p. 325; — Richard Wildman, *Institutes of international law* (1849), t. I, p. 177-185; — Fiore, *op. cit.*, t. II, p. 405; — Rivier, *op. cit.*, p. 123; — Woolsey, *Introduction to the study of international law*, 1899, p. 173; — Piedelièvre, t. I, p. 306 (1894); — Meringhac, t. II, p. 678 (1907); — E. Hall, *A treatise of international law*, 1924, Part., chap. X, § 111; — Crandall, *Treaties, their making and enforcement*, 1904, p. 230; — Anzilotti, *Cours*, 1929, p. 113.

position en la matière. Il s'agissait de la nomination du délégué ouvrier néerlandais à la 3<sup>e</sup> session de la conférence internationale du travail. La Cour a établi d'une façon fort précise que le principe inscrit dans l'article 399 du Traité de Versailles oblige chaque gouvernement à s'entendre avec *les* organisations professionnelles les plus représentatives et non pas avec *une* organisation la plus représentative, comme le prétendait la confédération néerlandaise des syndicats. Et voici sur quel raisonnement elle se base :

«... Il existe dans un pays donné six organisations ouvrières, l'une comprenant 110.000 adhérents, et chacune des cinq autres 100.000 adhérents. Selon l'opinion de ceux qui contestent la désignation faite dans le cas soumis à la Cour, le candidat présenté par les cinq dernières organisations devrait être écarté au profit de celui de la première. Cent dix mille ouvriers feraient la loi à cinq cent mille.

» Un tel résultat juge l'interprétation qui le rendrait possible et il faudrait un texte non équivoque pour l'imposer.» (A. C., n° 1, page 22.)

Dans son Avis consultatif n° 6, du 10 septembre 1923, relatif aux colons allemands en Pologne, et dans son Avis n° 7 du 15 septembre 1923, sur la question de l'acquisition de la nationalité polonaise, la Cour s'est également refusée à admettre une interprétation qui aurait dépouillé le traité de minorité d'une part considérable de sa valeur. « S'il en était autrement, dit la Cour, dans ce dernier avis, la valeur et le champ d'application du traité seraient singulièrement diminués » (page 16).

Ce souci d'assurer au traité, par l'interprétation, tous ses effets pratiques, a conduit la Cour à déclarer dans son Avis consultatif n° 13, du 23 juillet 1926, relatif à la compétence de l'Organisation internationale du travail pour régler accessoirement le travail personnel du patron que « ... la Cour, en déterminant la nature et l'étendue d'une disposition, doit envisager ses effets pratiques plutôt que le motif prédominant par lequel on la suppose avoir été inspirée ».

Prise au pied de la lettre, cette déclaration pourrait, à première vue, paraître osée autant que contradictoire; mais, c'est sous la réserve que l'interprétation n'ira pas au delà des termes employés par les auteurs du traité, qu'il faudra l'entendre; de façon à ce que l'intention des Parties ne puisse être délibérément sacrifiée au profit d'une plus complète efficacité pratique de la clause qu'il s'agit d'interpréter. Au demeurant, le rapprochement qu'il est aisé de

faire entre la déclaration ci-dessus et l'Ordonnance de la Cour, en date du 19 août 1929, confirme notre manière d'interpréter la véritable pensée de la Cour; car voici la mise au point que nous trouvons dans cette Ordonnance relative à l'Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex : « dans le doute, les clauses d'un compromis par lequel la Cour est saisie d'un différend doivent, si cela n'est pas faire violence à leurs termes, être interprétées d'une manière permettant à ces clauses de déployer leurs effets utiles... ».

Il convient, cependant, de faire remarquer que la restriction dont nous parlons vise beaucoup moins les traités normatifs que les traités contrats.

Par ailleurs, quelque soit le sens qu'il faille attacher à la déclaration précédente, l'essentiel est de savoir que la Cour n'admet pas les thèses invoquées devant elle dans le but d'enlever à un texte sa valeur pratique, ni celles qui cherchent à rendre sans signification la clause d'un traité.

La Cour a répondu à la fois à ces deux thèses, lors de l'affaire des écoles minoritaires en Albanie qui lui fut soumise par une requête à fin d'avis consultatif à la date du 21 janvier 1935.

Il s'agissait d'interpréter la Déclaration albanaise faite devant le Conseil le 2 octobre 1921 pour savoir si la suppression des écoles privées en Albanie était conforme à la lettre et à l'esprit de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 de ladite déclaration, ainsi conçu :

« Les ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants albanais. Ils auront notamment un droit égal à maintenir, diriger et contrôler à leurs frais ou à créer à l'avenir des institutions charitables, religieuses ou sociales des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion. »

Toute la question qui se posait devant la Cour était celle d'établir ce qu'il fallait entendre par « *même traitement et mêmes garanties en droit et en fait* », ainsi que par *droit égal*.

Selon le Gouvernement albanais ces expressions se rapportaient au traitement d'égalité prévu par l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> de la même Déclaration aux termes duquel :

« Tous les ressortissants albanais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion. »

Il est certain qu'à première vue les deux textes précités inclinaient à croire que l'engagement de l'Albanie se bornait à garantir aux ressortissants de la minorité une égalité exclue de toute discrimination vis-à-vis des ressortissants de la majorité. Mais alors, la Déclaration albanaise n'aurait pas atteint son but : d'assurer aux minoritaires l'exercice du droit d'avoir des écoles privées, si la suppression de ces dernières s'étendait à tous les ressortissants albanais sans exception.

La Cour, après avoir déterminé la *ratio legis* de la Déclaration du 2 octobre 1921 et l'avoir placée dans la catégorie des traités qui ont pour objet la protection des minorités, estima, d'abord, que l'égalité prévue dans l'article 5 n'était pas la même que l'égalité prévue dans l'article 4 de la Déclaration :

« Comme on ne peut facilement admettre que l'article 5 ait voulu répéter, avec des mots différents, ce qui avait été déjà dit à l'article 4, on est porté à considérer que la notion du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait prévue à l'article 5 n'est pas la même chose que l'égalité devant la loi prévue à l'article 4. »

Et plus loin, la Cour examinant l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 de la Déclaration albanaise, dira qu'il « serait difficile de soutenir que l'adjectif « égal », qui qualifie le mot « droit », aurait pour effet de laisser à l'Etat la liberté de supprimer le droit et de rendre ainsi illusoire la clause dont il s'agit. La stipulation qui reconnaît aux minoritaires un droit si important, non seulement n'ajouterait rien à ce qui se trouve déjà dans l'article 4, mais deviendrait l'instrument par lequel l'Etat pourrait priver le régime minoritaire d'une grande partie de sa valeur pratique. Il y a lieu de mentionner que, dans son Avis consultatif du 15 septembre 1923 concernant l'affaire de l'acquisition de la nationalité polonaise (Avis n° 7), la Cour a rappelé l'opinion exprimée par elle déjà dans son Avis n° 6, « qu'une interprétation qui dépouillerait le traité des minorités d'une grande part de sa valeur ne saurait être admise » (V. fascicule n° 64, Série A / B, p. 20).

Toute la théorie de la *ratio legis*, comme moyen particulièrement indiqué pour l'interprétation logique d'un texte, se trouve nettement développée dans ces quelques mots émis par la Cour dans son Avis consultatif du 6 avril 1935.

Une autre application pratique des mêmes principes, qui découlent de la *ratio legis*, est celle qui aboutit à choisir entre deux interprétations de textes juridiques, dont l'une attribue une signification raisonnable à chaque partie du texte et l'autre conduit à un

résultat absurde. L'interprète doit nécessairement préférer la première. C'est le corollaire de la règle « *Actus interpretandus est potius ut valeat quam ut pereat* » à savoir que toute bonne interprétation ne doit pas modifier un texte à moins que cela ne conduise à un résultat déraisonnable.

La Cour s'est toujours conformée à cette règle de bon sens, dont l'application met souvent l'interprète dans la nécessité d'ajouter au texte d'un traité quelque chose qu'il ne contient pas et sans laquelle la pensée de ses auteurs ne saurait s'expliquer convenablement.

Outre la Cour permanente, d'autres tribunaux d'arbitrage se sont rangés également à cette manière de voir.

Citons, à titre d'exemple le cas suivant :

On sait que la Commission consultative et technique des communications et du transit a souvent été appelée à rendre des décisions comportant l'interprétation des textes internationaux. Saisie d'une demande d'avis provenant de la Commission internationale du Danube et portant sur la question suivante : « Les taxes prévues à l'article XXXIII du Statut du Danube peuvent-elles être affectées au service de l'emprunt 3 % hongrois des Portes de Fer ? », la Commission consultative, d'après l'avis de son Comité juridique, que présidait M. Guerrero, vice-président actuel de la Cour permanente de Justice internationale, a adopté, en septembre 1924, l'interprétation suivante en ce qui concerne la nature et l'étendue du gage :

« D'une part, le mot « produit » doit être compris comme « produit net » et non comme « produit brut », bien que les textes ne le précisent pas, mais vu que, si le mot « produit » était interprété au sens de « produit brut », il en résulterait la perte de toutes recettes pour couvrir les dépenses nécessaires à la conservation même du gage et, partant, l'impossibilité de navigation et la disparition même des taxes; d'où il paraît raisonnable d'interpréter le mot « produit » au sens de « produit net », défalcation faite des frais d'entretien, d'administration, de remorquage et de pilotage. » (Voir Procès-verbal de la première session, du 17 au 20 septembre 1924.)

Cependant, l'argument *ab absurdo* qui inclinerait l'interprète à passer outre au texte, ne doit être employé qu'après avoir acquis la conviction que le texte, appliqué d'après ses termes, conduit réellement à un résultat autre que celui que les parties se proposaient d'atteindre.

« Il est exact que le juge peut écarter, sans autre argument, une

interprétation qui conduirait à l'absurde *mais il est tenu de respecter la volonté claire des parties*. Au surplus... le règlement du Traité s'explique par de sérieux motifs d'ordre économique et rien ne permet au T. A. M. d'admettre qu'il ait été adopté par inadvertance. »

Ainsi s'exprime, avec la plus grande justesse, le Tribunal arbitral mixte roumano-allemand, le 16 juin 1925 dans la sentence P. Negreanu et fils c. Meyer et fils (n° 48) sous la présidence de M. Robert Fazy (*Recueil des décisions des T. A. M. T. V.*, p. 209-210).

Pour arriver à une telle conviction, il est indispensable que l'interprète fasse remonter ses recherches au texte même et, si besoin est, aux circonstances qui ont conduit à l'élaboration du traité afin de saisir exactement son but véritable.

En l'absence de ces précautions — pourtant élémentaires — l'interprète s'exposerait à déplacer l'absurdité, du texte à l'interprétation, car une chose peut être absurde pour les uns sans l'être pour les autres. On doit donc s'assurer que les négociateurs ignoraient que l'application pure et simple de leur texte amènerait à une situation absurde ou irrationnelle qui ne pouvait pas entrer dans leurs intentions originaires.

En outre, en faisant ce redressement par voie d'interprétation, il faut que l'interprète se garde bien d'aller à l'encontre de ce qui devait être la volonté des parties. Autrement il se rendrait responsable d'un abus de pouvoir qu'on ne saurait admettre.

Ce que nous venons de dire nous fait penser à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, ainsi conçu :

« Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré. »

Voilà un texte qui paraît parfaitement clair et dont on ne saurait alléguer que tel ou tel mot prête à équivoque.

Cependant, s'il devait être appliqué avec tant de netteté, on aboutirait à quelque chose que la raison se refuse à admettre. Déjà M. Castberg a soulevé cette question de l'interprétation de l'article 18 du Pacte, et d'après lui, il ne doit pas être interprété au pied de la lettre et on ne doit pas croire que le mot « immédiatement » rend la sanction automatiquement applicable. « Malgré les mots, dit M. Castberg, l'intention de l'article ne peut être que les parties aient toute liberté de se délier d'un traité qu'elles ont ratifié, sous le prétexte qu'il n'a pas été enregistré près de la Société des Nations. *L'intention est sans doute que le traité cesse d'être obligatoire dans*

*le cas où il ne serait pas enregistré dans un délai raisonnable.* » Il revient donc à dire que si l'enregistrement est fait au delà d'un délai raisonnable ou qu'il n'ait jamais été fait, le traité perd toute validité juridique entre les Parties.

Eh bien, nous croyons que l'article 18 du Pacte constitue un cas type de texte dont l'application aboutirait à une absurdité, soit qu'il soit interprété d'après sa lettre, soit qu'il soit interprété d'après l'opinion de M. Castberg.

En effet, il nous paraît certain que les auteurs du Pacte n'ont pas eu l'intention d'anéantir d'un seul coup le grand principe fondamental de la force obligatoire des traités, ni de considérer que l'enregistrement au Secrétariat de Genève soit une condition essentielle du respect de la parole donnée, ni de vouloir subordonner la ratification constitutionnelle de chaque Etat à la formalité de l'enregistrement du traité à Genève.

Une interprétation du Pacte, dont le préambule consacre le respect scrupuleux de toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples, pouvant conduire précisément au résultat contraire à ce but, nous semblerait être monstrueusement absurde et irrationnelle.

A notre avis, l'article 18 doit être interprété à la lumière du but qu'il se proposait d'atteindre : celui d'assurer au Secrétariat le moyen d'exercer un contrôle sur les traités conclus par les membres de la Société des Nations, afin de le mettre en mesure d'attirer leur attention sur les clauses de leurs traités qui se trouveraient être incompatibles avec les obligations imposées par le Pacte. Ce sont ces clauses qui seraient dépourvues de force obligatoire et qu'une des parties ne pourrait invoquer le cas échéant, pour exiger de l'autre partie son accomplissement : Exemple : les Etats A et B s'engagent par traité à ne pas rompre leurs relations commerciales ou financières si un des deux entre en guerre avec un Etat tiers. Si le cas se réalise, l'Etat en rupture du Pacte, ne peut pas exiger de l'autre le respect de l'engagement pris en vertu du Traité non enregistré au Secrétariat.

Quelle que soit l'exacte interprétation qu'il convient de donner à l'article 18 du Pacte, que nous n'avons cité qu'à titre d'exemple, ce qui précède montre, à notre avis, l'importance qui s'attache à la *ratio legis* pour préciser la portée d'un texte où l'intention de ses auteurs n'a été exprimée que d'une manière incertaine ou incomplète.

Bien que la jurisprudence que nous venons d'évoquer concerne

pour ainsi dire exclusivement l'interprétation de traités-contrats, nous pouvons cependant conclure que la *ratio legis*, consciencieusement dégagée d'un traité, laisse à l'interprète toute liberté d'action pour parer aux graves écueils que présentent les textes dont les termes ne s'adaptent pas assez parfaitement au but que leurs auteurs se proposaient d'atteindre.

Par ailleurs, ce recours offre à l'interprète la possibilité de choisir entre deux interprétations celle qui contribue le mieux à rendre au traité toute sa valeur pratique, en écartant les solutions absurdes.

Il va de soi que la détermination de la *ratio legis*, dans l'interprétation des traités normatifs, a une utilité d'autant plus marquante qu'il importe surtout, dans cette catégorie de traités, de mettre en valeur des règles de droit abstraites dont l'application doit répondre très exactement à la réalité des choses.

### Section V. — Interprétation extensive et restrictive.

Par l'étude de l'interprétation soit extensive, soit restrictive, d'un traité, nous abordons un procédé subsidiaire et quelque peu délicat dans ses applications.

Il ne nous semble pas inutile de jeter un regard sur la doctrine des anciens juristes, depuis Grotius jusqu'à Vattel, où nous trouverons de nombreuses idées, la plupart empruntées au Droit romain, qui ont été reprises plus tard et développées par la jurisprudence internationale.

Ainsi Grotius dira qu'il peut exister une interprétation « qui étend » et une interprétation qui « resserre ». Ce qu'Everhard appellera, *In loco à ratione legis ad restrictionem*; et *in loco ratione legis ad extensionem*. Mais Grotius ajoutera que l'interprétation qui étend a lieu plus difficilement; celle qui resserre plus facilement. « Car ici nous cherchons en dehors des paroles contenant la promesse, une conjecture qui doit être extrêmement certaine, pour qu'on puisse en induire une obligation; et il ne suffit pas d'alléguer une raison semblable, mais il faut qu'elle soit la même. »

Pour qu'une telle extension se fasse convenablement il faudra donc qu'il soit constant « que la raison sous laquelle vient le cas que nous voulons comprendre, est la cause unique et efficace qui a déterminé le promettant, et que cette raison a été envisagée par lui dans son étendue, parce que autrement la promesse aurait été inique ou inutile ».

La deuxième possibilité d'interprétation extensive est celle qui

se tire du « lieu commun » envisagé par les rhétoriciens « *des paroles et de la pensée* » qui présuppose le fait d'exprimer toujours la même pensée, et du « lieu commun » déduit du *raisonnement* qui consiste à inférer de ce qui est écrit, ce qui n'est pas écrit (cf. Quintilien).

Quant à l'interprétation restrictive, Grotius estime qu'elle peut être déduite soit d'un « défaut originaire de la volonté », soit de « l'incompatibilité du cas surgissant avec la volonté ». Le défaut originaire de la volonté s'infère de l'absurde qui, s'il n'en était ainsi, suivrait évidemment ; de la cessation de la raison qui, seule, a pleinement et efficacement déterminé la volonté ; et du défaut de la matière, car la matière dont il s'agit doit toujours être censée présente à l'esprit de celui qui parle, quand même les paroles s'étendent plus loin.

L'incompatibilité du cas surgissant avec la volonté, est de deux sortes : car la volonté s'induit de la raison naturelle, ou de quelque autre indice de la volonté, et Grotius continue en ces termes :

« Pour juger de la volonté par la raison naturelle, Aristote qui a traité cette partie avec le plus grand soin, a placé dans l'entendement une vertu particulière, le jugement et le bon sens, c'est-à-dire le discernement de ce qui est juste ; et dans la volonté, la modération, c'est-à-dire l'équité, qu'il définit sagement : « la correction de ce que en quoi la loi est défectueuse à cause de sa généralité. »

Ce qui peut s'appliquer aussi aux Conventions, mais Grotius n'omet pas d'ajouter qu'« il ne faut pas le faire témérairement : ce serait, en effet, se rendre maître de l'acte d'autrui ; mais il faut y être autorisé par des indices suffisants ».

L'indice le plus certain, c'est lorsqu'il arrive que suivre les termes serait une chose illicite, c'est-à-dire en opposition avec les préceptes naturels ou divins. Et Grotius cite ce passage de Quintilien le père. « Il y a certaines choses qui s'exceptent naturellement, quand même elles ne sont nullement comprises dans le sens de la loi. »

Le second indice sera, si en s'attachant aux termes, il en résulte quelque chose non pas, à la vérité, d'illicite en soi à tous égards, mais qui, à en juger équitablement, serait trop onéreux et intolérable. (Cf. Grotius, *op. cit.*, l. II, chap. XVI, § 20-27.)

Les auteurs qui suivirent Grotius n'apportèrent aucune innovation aux préceptes émis par ce dernier, ils n'apportèrent que plus de clarté, Vattel en particulier<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cf. Wolff, paragraphe XXXI : « On appelle interprétation *extensive*, celle qui étend le sens des termes d'une promesse, d'un traité ou d'une loi à des cas qui ne sont pas expressément compris, en se fondant sur ce que la même raison suffisante de volition

On peut donc constater par l'étude de la doctrine en la matière, que cette dernière a toujours reconnu la nécessité de mettre à la disposition de l'interprète le moyen d'apporter certaines limites logiques à la pensée exprimée dans un traité dont les termes sont ou trop larges ou trop restreints.

ou de nollition, est autant applicable à ces cas qu'à ceux qui sont exprimés. Pour justifier donc une semblable interprétation, il faut rechercher et prouver les motifs qui ont agi sur l'esprit de ceux qui ont fait la promesse, conclu le traité, ou dressé la loi; et s'il y avait un concours de plusieurs raisons, l'interprétation extensive ne peut être admise, qu'elle ne soit conforme à toutes ces raisons. » Au paragraphe XXXIII, Wolff dira qu'on obvie aux fraudes possibles « par le moyen de l'interprétation extensive, qui découvre et justifie le véritable sens ou l'intention de ceux qui ont dressé les actes dont il s'agit ». Au paragraphe XXXIV, Wolff parlera de l'interprétation *restrictive* qui est « celle par laquelle on excepte quelque cas qui n'avait pas été compris dans la loi ou dans le traité, en faisant voir que l'intention du législateur ou des contractants, y répugne. S'il y a eu concours de plusieurs raisons, l'interprétation restrictive doit être telle qu'elle puisse s'ajuster avec toutes ces raisons ».

« § XXXV. — Lorsqu'il résulte quelque absurdité des termes pris dans un sens trop général, il faut les restreindre de manière que cette absurdité disparaisse. »

« § XXXVI. — Quand celui qui parle dans un acte a déclaré les raisons qui l'ont engagé à vouloir ou ne pas vouloir les clauses affirmatives ou négatives, comprises dans cet acte, ou que l'on en a d'ailleurs certitude; s'il se présente quelque cas renfermé en apparence dans le sens général des expressions, mais auquel ces raisons ne sont pas applicables, ce cas doit être excepté par le moyen d'une interprétation restrictive. »

« § XXXVII. — Il en est de même lorsqu'il ne convient pas au sujet dont il s'agit, que les termes soient pris dans toute l'étendue qu'ils paraissent avoir; ou quand on a supposé l'existence de choses, desquelles on apprend certainement dans la suite qu'elles n'existent pas. »

« § XXXVIII. — Quand la teneur d'un acte se rapporte à l'état présent des choses qui en fournit la raison suffisante, il ne faut l'expliquer suivant la teneur, qu'autant que l'état des choses demeure de même; mais sans cela, le changement de cet état n'altère rien à la teneur de l'acte. En fait de promesses, on ne suppose point que leur validité dépende de cette condition, au cas que les choses demeurent au même état, à moins que cela ne paraisse de la manière la plus évidente. »

« § XXXIX. — Tout cas où il arriverait quelque chose d'illicite de l'accomplissement de certaines paroles, doit être excepté. Et même l'exception s'étend au cas où la signification étroite des termes mettrait celui qui s'en est servi dans une obligation trop onéreuse pour lui, et qui s'étendrait au delà de l'intention qu'il a eue en s'obligeant. » (Cf. *Principes du Droit naturel*, liv. VI, chap. III).

Puffendorf copie pour ainsi dire lui aussi, textuellement, le plan de Grotius.

Vattel dira que lorsque la raison suffisante et unique d'une disposition, soit d'une loi, soit d'une promesse, est bien certaine et bien connue, on étend cette disposition aux cas où la même raison est applicable, quoiqu'ils ne soient pas compris dans la signification des termes. C'est ce qu'on appelle l'interprétation extensive.

« On dit communément qu'il faut s'attacher à l'esprit plutôt qu'à la lettre. C'est ainsi que les mahométans étendent avec raison la défense du vin, faite dans l'*Alcoran*, à toutes les liqueurs enivrantes; cette qualité dangereuse étant la seule raison qui ait pu porter leur législateur à interdire l'usage du vin... » Mais Vattel ajoute qu'il faut être bien assuré que l'on connaît la vraie et l'unique raison de la loi, ou de la promesse, et que l'auteur l'a prise dans la même étendue qu'elle doit avoir pour comprendre le cas auquel on veut étendre cette loi ou cette promesse. Vattel dira encore que cette règle sert aussi à « détruire les prétextes et les misérables évasions de ceux qui cherchent à éluder les lois ou les traités. La bonne foi s'attache à l'intention; la fraude insiste sur les termes quand elle croit y trouver de quoi se couvrir »..., violer l'esprit de la loi, en feignant d'en respecter la lettre, c'est une fraude non moins criminelle qu'une violation ouverte; elle n'est pas moins contraire à l'intention du législateur, et marque seulement une malice plus artificieuse et plus réfléchie. »

« L'interprétation restrictive, opposée à l'interprétation extensive, est fondée sur le même principe. De même que l'on étend une disposition aux cas qui, sans être compris

Evidemment ce procédé comporte une part d'arbitraire qui risque parfois d'aboutir à une déformation de la véritable volonté d'un des auteurs du traité, à l'avantage ou au détriment de l'autre partie. Il arrivera souvent, en effet, que l'interprète ne pouvant se conformer à l'intention des parties contractantes parce que celle-ci ne se révèle nullement du texte lui-même, se trouvera contraint de suppléer au silence de ce dernier d'une manière pour ainsi dire artificielle, du fait que son interprétation trouvera son point d'appui plutôt d'après sa propre conception que sur une intention difficile à présumer d'après les termes employés par les auteurs du traité.

Ce qui fait que les décisions rendues sur la base d'une interprétation extensive ou restrictive comportent généralement l'emprise de la formation juridique de l'interprète et sont parfois infirmées par d'autres décisions arbitrales.

dans la signification des termes, le sont dans l'intention de cette disposition et tombent sous la raison qui l'a produite; on resserre aussi une loi, ou une promesse, contre la signification littérale des termes, en se réglant sur la raison de cette loi ou de cette promesse; c'est-à-dire que, s'il se présente un cas auquel on ne puisse absolument point appliquer la raison bien connue d'une loi ou d'une promesse, ce cas doit être excepté, quoique, à ne considérer que la signification des termes, il paraisse tomber sous la disposition de la loi ou de la promesse. Il est impossible de penser à tout, de tout prévoir et de tout exprimer; il suffit d'énoncer certaines choses de manière à faire entendre sa pensée sur les choses même dont on ne parle pas; et, comme le dit Sénèque le rhéteur (Lib. IV, controv. XXVII), il est des exceptions si claires, qu'il n'est pas nécessaire de les exprimer. »

Vattel énoncera également qu'on use de l'interprétation restrictive pour éviter de tomber dans l'absurde; quand il survient un cas où il serait trop dur et trop préjudiciable à quelqu'un de prendre une loi ou une promesse à la rigueur des termes; si le sujet, ou la matière dont il s'agit, ne comporte point que les termes d'une disposition soient pris dans toute leur étendue; s'il est certain et manifeste que la considération de l'état présent des choses est entrée dans la raison qui a donné lieu à la promesse, que la promesse a été faite en considération, en conséquence de cet état des choses, elle dépend de la conservation des choses dans le même état. Mais Vattel s'empressera d'ajouter avec raison : « Il faut être très réservé dans l'usage de la présente règle; ce serait en abuser honteusement que de s'autoriser de tout changement survenu dans l'état de choses, pour se dégager d'une promesse : il n'y en aurait aucune sur laquelle on pût faire fond. Le seul état des choses à raison duquel la promesse a été faite, lui est essentiel; et le changement seul de cet état peut légitimement empêcher ou suspendre l'effet de cette promesse. C'est là le sens qu'il faut donner à cette maxime des jurisconsultes *conventio omnis intellegitur rebus sic stantibus*. » (Cf. *op. cit.*, liv. II, chap. XVII, § 290-296.)

Phillimore s'étendra très longuement sur l'interprétation extensive et restrictive mais il ne fera que se référer aux règles émises et aux exemples donnés par Grotius, Puffendorf et Vattel en la matière. (Cf. *op. cit.*, vol. II, chap. VIII, § LXXXIV-XC.)

Fiore estimera qu'en principe, « il n'est pas permis de donner à un traité une interprétation extensive par application à des règles relatives à l'interprétation des lois; il faut se conformer à l'intention des parties contractantes et considérer toute disposition comme applicable au cas qui a formé l'objet de l'accord, à l'exclusion des cas non prévus.

» Toute disposition tendant à limiter le libre exercice des droits appartenant à l'une ou à l'autre des deux parties contractantes, doit être entendu dans le sens le plus restreint, ainsi que toute autre exception à la liberté des personnes d'après le droit commun. » (Cf. *le Droit international codifié*, p. 402.)

Citons, à titre d'exemple, deux sentences, rendues il est vrai à propos de l'interprétation de traités-contrats, mais dont la connaissance est cependant utile pour mettre en relief les dangers que comporte l'emploi de l'interprétation restrictive ou extensive, en raison de la part d'arbitraire difficilement contestable.

Dans l'affaire des « bons colombiens », entre la Colombie et les Etats-Unis, il fut question d'interpréter le compromis du 18 mai 1866 pour déterminer si les réclamations de certains citoyens américains rentraient ou non dans les termes du dit compromis

Le désaccord entre les arbitres fut tranché négativement par le surarbitre sir F. Bruce, qui considéra que dans tous les cas où il peut y avoir un doute au sujet de la compétence de la commission mixte, « spécialement dans des hypothèses, comme celles de l'espèce, où le crédit et la bonne foi d'une des parties contractantes sont directement intéressés, la commission doit s'abstenir de statuer, et *interpréter ses pouvoirs dans un sens restrictif et non extensif*.

Adopter une autre méthode d'interprétation, ajoutera-t-il, ce serait encourir le reproche de s'arroger des pouvoirs dont l'exercice est jalousement réservé aux gouvernements eux-mêmes. Le délai et le mode de présentation des réclamations, la durée limitée de la Commission montrent — si une autre preuve est nécessaire — que les pouvoirs à elle délégués sont d'un caractère exceptionnel et circonscrit. » (Cf. Lapradelle et Politis, *op. cit.*, t. II, p. 488.)

Le même cas s'est présenté dans l'affaire W. Aspinwall, entre les Etats-Unis et le Venezuela. La Commission mixte de Washington devait établir sa compétence par une interprétation extensive ou restrictive du compromis.

Loin de se conformer à la jurisprudence établie par la décision rendue lors de l'affaire des « bons colombiens », la Commission considéra que le compromis devait être interprété d'une manière extensive, car si les parties recouraient à la juridiction internationale c'était parce qu'elles n'avaient pas le pouvoir de mettre fin à un différend par voie directe, et par conséquent, leur intention ne pouvait être que celle de confier la solution à un tribunal dont les pouvoirs émanaient de leurs volontés mêmes.

La décision de la Commission ajoutait, contrairement à celle de sir F. Bruce, que lorsqu'un traité est susceptible de recevoir deux interprétations l'une restrictive quant aux droits des réclamants et l'autre libérale, c'est l'interprétation libérale qui doit l'emporter<sup>1</sup>.

1. Décision du 2 septembre 1890, opinion du commissaire américain, M. Little et du surarbitre Findlay. Moore, *op. cit.*, p. 3616 et s., 3620 et 3625.

Voilà donc deux cas analogues interprétés d'une manière diamétralement opposée par l'application d'un procédé qui dépend, surtout, comme nous l'avons dit, du sens juridique plus ou moins équilibré de la personne qui l'emploie.

Il arrive parfois que l'interprète ait recours à l'interprétation extensive pour déterminer sa compétence non pas en raison d'une intention présumée d'après les termes du texte, mais d'une intention présumée d'après l'attitude prise devant lui par les parties intéressées au différend.

Ce cas s'est présenté dans *l'affaire Chevreau*, entre la France et la Grande-Bretagne. Le compromis signé le 4 mars 1930 ne visait que la détention du citoyen français, M. Chevreau, en Perse en 1918, ordonnée par le corps expéditionnaire britannique. Cependant, les parties au différend ayant discuté également les circonstances dans lesquelles M. Chevreau avait été détenu à Bagdad, par ordre des mêmes autorités britanniques, l'interprète se posa la question de savoir s'il ne devait pas statuer aussi bien sur le traitement infligé à M. Chevreau en Perse qu'à Bagdad. L'arbitre, M. Beichmann, répondit affirmativement à cette question. En effet, dira-t-il, aucune des Parties n'a fait valoir que le compromis ait limité la tâche de l'arbitre de façon à en exclure la dernière partie de la détention de M. Chevreau. Bien au contraire, ces dernières ont discuté, aussi bien les circonstances dans lesquelles celui-ci a été détenu à Bagdad, que celles qui se rapportent au traitement dont il a fait l'objet en Perse.

Et il terminera en ces termes :

« L'arbitre a donc estimé que l'intention des Parties a été de soumettre à son examen les questions relatives à la détention de M. Chevreau sans en exclure celles qui regardent la période où la détention a eu lieu hors de Perse, et que c'est par suite d'une erreur matérielle que, dans le compromis, les Parties se sont expri-

Cette idée de la prédominance de l'interprétation libérale a été reprise dans *l'affaire Kummerow*. (Ralston, *op. cit.* — Commission germano-vénézuélienne de 1903).

Dans *l'affaire des héritiers de Jean Maninat*, toutefois, il est dit qu'une interprétation restrictive devait prévaloir relativement aux pouvoirs conférés aux commissaires par les traités : « The language of the protocol is the work of skilled and erudite diplomatists. Every word is weighed and its force and significance are definite and certain. The language used in other protocols and its application by other tribunals are with them matters of common knowledge. The restrictive interpretation given by the umpire in this opinion follows a well-defined and quite generally constant line of decision by arbitral tribunals whenever the question has been raised and the terms of the convention were in spirit similar. It follows, that if a different rule had been desired by the high contracting parties, they would have employed words susceptible of a different interpretation. » (Cf. French, *Venezuelan claims commission, Protocol of 1902, Ralston's Report*, p. 72.)

mées dans des termes qui, pris à la lettre, paraissent limiter l'examen de l'arbitre à la seule période où M. Chevreau a été détenu en Perse. En effet, on ne saurait voir les raisons qui pourraient avoir motivé une telle limitation<sup>1</sup>. »

C'est à juste titre que la Cour permanente de Justice internationale fait montre de la plus sage réserve dans l'emploi du procédé dont nous parlons.

Il est assez courant que les Parties intéressées dans l'interprétation d'un traité invoquent des arguments variés pour amener la Cour à étendre ou à restreindre la portée d'un texte.

Or, la Cour a déclaré à maintes reprises, devant les prétentions de certaines parties à une interprétation restrictive d'un texte donné, qu'elle ne pouvait aller à l'encontre ou modifier des stipulations claires et précises énoncées dans le texte en question.

Cette attitude a été particulièrement observée par la Cour lors de l'interprétation de traités normatifs.

Ainsi, dans l'Avis consultatif émis par la Cour le 12 août 1922 aux fins de savoir si l'Organisation internationale du travail avait compétence pour la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture, la Cour s'exprima en ces termes : « Dans les discussions devant la Cour, on a soutenu avec beaucoup de force que l'établissement de l'*Organisation internationale du travail* comporte une renonciation à certains droits qui dérivent de la souveraineté nationale, et que, pour cette raison, la compétence de l'Organisation ne doit pas être étendue par voie d'interprétation. Cette thèse ne manque peut-être pas de valeur; mais toujours est-il que dans chaque cas spécial, la question se réduit forcément à celle de savoir quel est le sens exact des termes mêmes du *Traité*; et c'est à ce point de vue que la Cour se propose d'aborder la question qui lui a été soumise. » (Cf. série A-B, p. 22, nos 2 et 3.)

Plus tard, dans l'affaire du vapeur *Wimbledon* (arrêt n° 1 du 17 août 1923), il fut allégué devant la Cour que le droit au libre passage dans le canal de Kiel sur la base de l'article 380 du *Traité de Versailles* étant une servitude de droit international, mise à la charge de l'Allemagne, cette servitude, comme toute modification ou diminution de droit de souveraineté, devait être interprétée de la manière la plus stricte et ramenée à ses plus étroites limites.

1. Sentence n° XX rendue par la Cour permanente d'arbitrage, le 9 juin 1931, p. 79-80.

A cette prétention, la Cour reconnût fondée que toute limitation de souveraineté soit plutôt interprétée d'une manière stricte; mais elle ajouta, par ailleurs, que le prétexte d'une interprétation restrictive ne devait pas aboutir à la déformation d'un texte dont les termes sont clairs et formels.

« Que ce soit par l'effet d'une servitude, ou par l'effet d'une obligation contractuelle que le Gouvernement allemand est tenu envers les Puissances bénéficiaires du Traité de Versailles de laisser l'accès du canal de Kiel libre et ouvert aux navires de toutes les nations, en temps de guerre comme en temps de paix, il n'en résulte pas moins pour l'Etat allemand une limitation importante de l'exercice du droit de souveraineté que nul ne lui conteste sur le canal de Kiel; et cela suffit pour que la clause qui consacre une telle limitation doive, *en cas de doute*, être interprétée restrictivement. *Toutefois, la Cour ne saurait aller, sous couleur d'interprétation restrictive, jusqu'à refuser à l'article 380 le sens qui est commandé par ses termes formels.* Ce serait une singulière interprétation que de faire dire à un traité exactement le contraire de ce qu'il dit. » (V. Série A, n° 1, p. 24-25.)

D'ailleurs, la même idée se dégage également des décisions rendues par la Cour lors de l'interprétation de traités-contrats.

C'est ainsi que dans l'Avis consultatif n° 11, donné par la Cour à la date du 16 mai 1925, au sujet de certaines questions relatives au Service postal polonais du port de Dantzig, la Cour montrera qu'elle considère les méthodes d'interprétation extensive ou restrictive comme subsidiaires. Elle s'exprimera en ces termes, d'une façon très nette sur ce point :

« On a fait valoir au nom de Dantzig que les droits postaux de la Pologne dans cette ville sont concédés en dérogation du monopole postal de Dantzig et que cette concession doit être interprétée restrictivement en faveur de Dantzig. *De l'avis de la Cour, les règles quant à l'interprétation extensive ou restrictive des dispositions d'un traité, ne peuvent être appliquées que dans les cas où les méthodes ordinaires d'interprétation ont échoué.* C'est un principe fondamental d'interprétation que les mots doivent être interprétés selon le sens qu'ils auraient normalement dans leur contexte, à moins que l'interprétation ainsi donnée ne conduise à des résultats déraisonnables ou absurdes. En l'espèce, l'interprétation donnée par la Cour aux diverses stipulations contractuelles n'est pas seulement raisonnable, elle est de plus appuyée par les divers articles, tant

pris isolément que considérés dans leurs rapports entre eux.» (Cf. Série B, n° 11, p. 39-40.)<sup>1</sup>

Et dans l'avis consultatif du 11 décembre 1933 relativement à l'accès et au stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig, la Cour dira qu'elle n'est pas disposée à admettre que l'on « puisse élargir le texte du Traité de Versailles et y voir des stipulations représentées comme étant le résultat des intentions proclamées par les auteurs du traité, mais que ne formule aucune disposition du texte lui-même. » (Cf. Série A-B, fascicule n° 43, p. 144.)

M. Guerrero, le comte Rostworowski, MM. Fromageot et Urrutia, dans l'opinion dissidente qu'ils joignirent à l'avis consultatif que la Cour rendit le 4 février 1932. — traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig, — diront que l'article 104, alinéa 5 du Traité de Versailles, que la Cour eut à examiner en la présente affaire et aux termes duquel aucune discrimination ne doit être faite à Dantzig au préjudice des nationaux polonais ou autres personnes d'origine ou de langue polonaise, est une disposition absolument générale :

« Rien ne permet d'y ajouter directement ou indirectement des restrictions. Rien ne permet d'en limiter la portée, soit en prétendant limiter la catégorie des personnes par rapport auxquelles l'interdiction de discrimination est stipulée, soit en prétendant limiter la catégorie des éléments polonais appelés à en bénéficier, soit, indirectement, en prétendant exiger la preuve d'une intention préjudiciable dirigée contre les Polonais à la base de la discrimination. » (Cf. Série A-B, fascicule n° 44, p. 47.)

D'après l'examen des précédentes sentences nous avons pu constater que la Cour n'a jamais opposé ni fait prévaloir une interprétation restrictive sur un texte non équivoque. De plus, elle considère ce genre d'interprétation comme subsidiaire. Mais, est-ce à dire que dans le doute elle n'y fasse jamais appel?

Certainement non; ainsi la Cour a déclaré à plusieurs occasions reconnaître comme bien fondée la règle d'après laquelle toute limitation à la souveraineté de l'Etat devait être envisagée d'une façon stricte.

Nous l'avons vu dans l'affaire du « Wimbledon » où elle ne con-

1. Le Tribunal arbitral mixte roumano-autrichien, dans une sentence rendue le 19 mars 1929 (n° 37) affaire Aron Kahane c. Etat autrichien, fera sienne l'interprétation donnée par la Cour dans son avis consultatif n° 11, et citera le passage pertinent. (V. *Recueil des décisions des T. A. M.*, t. VIII, p. 962.)

teste pas la valeur de ce principe, principe qui ne peut l'autoriser, toutefois, à enfreindre les dispositions claires édictées dans un traité.

De plus, la Cour ne considère pas que la conclusion d'un traité quelconque, par lequel un Etat s'engage à faire ou ne pas faire quelque chose, soit un abandon de sa souveraineté :

« Sans doute, toute convention engendrant une obligation de ce genre, apporte une restriction à l'exercice des droits souverains de l'Etat, en ce sens qu'elle imprime à cet exercice une direction déterminée. Mais la faculté de contracter des engagements internationaux est précisément un attribut de la souveraineté de l'Etat (*Op. cit.* Arrêt n° 1, p. 25).<sup>1</sup>

1. (Cf. opinion dissidente de M. Schucking en la même affaire : « Le droit au libre passage par le Canal de Kiel me paraît indubitablement se présenter sous la forme d'une *servitus juris publici voluntaria*....

.... Selon la doctrine unanime du droit des gens, tous traités stipulant des servitudes doivent être interprétés restrictivement, de telle façon que la servitude, droit exceptionnel attaché au territoire d'un Etat étranger, ne limite qu'au minimum la souveraineté de cet Etat. » (*Op. cit.*, p. 43.)

Et celle de MM. Anzilotti et Huber :

«... il y a lieu de reconnaître qu'un Etat peut prendre des engagements de nature à affecter sa liberté d'action par rapport à des guerres entre des Etats tiers. Mais les engagements de ce genre, vu la gravité des conséquences qui peuvent en résulter, ne se présument jamais : ils doivent toujours résulter de stipulations visant expressément les situations résultant du fait d'une guerre. La liberté d'un Etat de suivre la voie qui lui paraît la mieux appropriée aux exigences de sa sécurité et au maintien de son intégrité, est si essentielle que, dans le doute, des clauses conventionnelles ne sauraient être interprétées comme la limitant, quand bien même ces clauses ne s'opposeraient pas à pareille interprétation. Cette considération est justifiée notamment si les stipulations sont perpétuelles et sans réciprocité et si elles touchent aux intérêts d'Etats tiers. » (*Op. cit.*, p. 37.)

Cf : Série C. N° 1, p. 153 .

« Discours prononcé par M. de Lapradelle à la séance publique du 3 juillet 1922 devant la Cour permanente de justice internationale (compétence de l'Organisation internationale du travail en matière agricole, pp. 174-175).

«... Le texte parle par lui-même, il doit être tenu pour ce qu'il dit d'une manière précise. Cela est nécessaire, Messieurs, pour deux raisons fondamentales.

» La première c'est qu'il s'agit d'un texte très grave, puisque pour la première fois on va limiter la souveraine indépendance des Etats.....

» Une telle considération suffit pour qu'un texte qui a un tel objet doive être lu de la manière la plus stricte et la plus serrée.....

» Dans le doute, pas plus que la diminution de liberté pour l'individu, la diminution de souveraineté pour l'Etat ne doit être acceptée, ni même présumée.

.....

» .. S'agissant d'un des textes fondamentaux, constitutifs de la S. D. N., il est indispensable, pour l'interpréter, de recourir à des principes qui sont les principes directeurs de la S. D. N., de l'interpréter suivant l'évangile nouveau, suivant le Pacte, suivant le Covenant, en d'autres termes, quelque tentation que l'on puisse avoir, pour éclairer le texte de recourir à des gloses, soit antérieures, soit même postérieures, il faut les écarter et s'en tenir à ce qui seul a pu être public au moment de la signature du Traité, à ce qui seul, a pu être connu et des Puissances appelées à accéder au Pacte, et par suite à la Partie XIII du Traité, et des parlements dont le pouvoir va dans une certaine mesure, se trouver limité, sinon par la contrainte juridique, tout au moins par la contrainte morale de l'Organisation internationale du travail. »

Ce concept de l'interprétation en faveur de l'indépendance des Etats a été repris par M. Negulesco, dans son opinion dissidente relative à la compétence de la Commission européenne du Danube. M. Negulesco, se référant aux mots énoncés à l'article 54 du Traité de Berlin, aux termes duquel « une année avant l'expiration du terme assigné à la durée de la Commission européenne, les Puissances se mettront d'accord sur la prolongation de ses pouvoirs et sur les modifications qu'elles jugeraient nécessaires d'y introduire », dira que les mots « prolongations de pouvoirs » se rapportent à la prolongation dans le temps, et les mots « modifications des pouvoirs » se rapportent à l'ensemble des fonctions que la Commission européenne (tait appelée à exercer, mais, qu'ils ne se rapportent pas à une extension territoriale de la compétence de la Commission.

Et M. Negulesco ajoutera :

« Mais, même s'il en était ainsi, ces mots auraient alors un double sens et, dans le doute, on doit interpréter en faveur de la souveraineté. » (Cf. A. C. du 8 décembre 1927, n° 14, p. 90.)

Lors de l'affaire de la Commission de l'Oder, la Cour, devant la prétention polonaise d'opposer une interprétation restrictive à un texte douteux susceptible de restreindre la liberté de l'Etat, dira une fois de plus, comme elle le dit dans l'affaire du Wimbledon et dans son avis consultatif n° 2 relatif à la compétence de l'Organisation internationale du travail en matière agricole, que, sans contester la valeur du principe en lui-même, une grande circonspection doit être exigée pour son application<sup>1</sup>.

Cf. aussi pp. 540-542 :

« *Mémoire du Gouvernement français* concernant la demande d'avis adressée à la C. P. J. I. au sujet de la compétence de l'O. I. T. en matière agricole. (Paris le 13 juin 1922) (A. C. N° 3).

« C'est un principe fondamental de droit international que les textes de conventions, en traitant l'abandon de droits dérivant de la souveraineté des Etats, sont d'interprétation stricte. Or, la Partie XIII prévoit, à la charge des Etats, un certain nombre d'obligations en matière de réglementation du travail, qui sont en fait des limitations aux prérogatives des Etats souverains.

Ces obligations ont cependant été acceptées par les Chambres françaises; mais leur approbation, basée sur le texte même de la Partie XIII, n'a visé que les conditions du travail industriel. »

On peut rapprocher de ces opinions celle émise dans la sentence rendue dans l'affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, le 7 septembre 1910 : « Une ligne qui limiterait l'exercice de la souveraineté d'un Etat dans les limites de son propre territoire ne peut être tracée que sur la base d'une stipulation expresse et non en l'induisant de stipulations concernant un autre objet.

«... La ligne en question est tracée conformément au principe de droit international que les obligations contractuelles doivent être exécutées avec une bonne foi parfaite, par suite, en excluant le droit de légiférer à volonté sur l'objet du traité et en limitant l'exercice de la souveraineté des Etats liés par le traité, vis-à-vis de cet objet, aux actes compatibles avec le traité ». (Cf., Sentence, n° VII de la Cour permanente d'Arbitrage, p. 124.)

1. Cf. arrêt n° 16 du 10 septembre 1929, série A, n° 23, p. 26 :

« D'autre part, elle (la Cour) ne saurait davantage se rallier à la thèse avancée par le

Ainsi, la Cour, déduction faite de certaines et indispensables réserves, reconnaît parfois la nécessité de recourir à une interprétation plutôt restrictive lorsqu'une question de souveraineté d'Etat est en jeu et lorsque le texte susceptible de la limiter viendrait à manquer de clarté.

Par ailleurs, la Cour reconnaîtra encore le bien-fondé d'une interprétation stricte, lorsqu'il s'agira d'une clause exceptionnelle constituant une dérogation à un principe posé.

Ainsi, dans un avis consultatif du 7 février 1923, au sujet des décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc (zone française) le 8 novembre 1921, différend entre la Grande-Bretagne et la France, la Cour devait trancher si ce différend était ou non, d'après le droit international, une affaire exclusivement d'ordre intérieur (article 15 § 8 du Pacte de la S. D. N.).

L'article 15 établit le principe fondamental que tout différend susceptible d'entraîner une rupture et qui n'est pas soumis à l'arbitrage en conformité de l'article 13, sera porté devant le Conseil de la Société des Nations.

En raison de cette compétence si générale de la Société des Nations, le Pacte contient une réserve expresse en faveur de l'indépendance des Etats : c'est le paragraphe 8 de l'article 15, aux termes duquel : « Si l'une des parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution. »

La Cour dira que la question de savoir si une certaine matière rentre ou non dans le domaine exclusif d'un Etat est une question essentiellement relative dépendant du développement des rapports internationaux. A son avis, en l'état actuel du droit inter-

Gouvernement polonais et d'après laquelle, le texte étant douteux, ce serait la solution qui restreint le moins la liberté des Etats qui devrait prévaloir. *Cet argument, juste en lui-même, ne doit être employé qu'avec la plus grande prudence.* Il ne suffit pas, pour y avoir recours, que l'analyse purement grammaticale d'un texte ne donne pas des résultats certains; il y a bien d'autres moyens d'interprétation, en particulier le recours aux principes qui régissent la matière à laquelle le texte a trait; ce sera seulement si, tout élément pertinent ayant été pris en considération, l'intention des Parties n'en reste pas moins douteuse, qu'il y aura lieu de se prononcer pour l'interprétation plus favorable à la liberté des Etats.

» Il convient donc de remonter aux principes qui règlent en général le droit fluvial international et de rechercher quelle position a prise le Traité de Versailles à l'égard desdits principes. »

La Cour, par ailleurs, dans son Ordonnance du 6 décembre 1930 dans l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase), dira que « dans le doute, une limitation de la souveraineté doit être interprétée restrictivement » (Cf. série A, n° 24, p. 12).

national, les questions de nationalité sont, en principe, comprises dans ce domaine réservé.

Mais, ajoutera-t-elle : «... il ne faut pas oublier que cette disposition du paragraphe 8, suivant laquelle le Conseil se bornera éventuellement à constater la compétence exclusive d'une des parties d'après le droit international, *apporte une exception aux principes consacrés par les paragraphes précédents et que, dès lors, elle ne se prête à aucune interprétation extensive*<sup>1</sup>.

D'autre part, la Cour reconnaîtra comme valable l'idée que lorsque le texte d'une disposition conventionnelle n'est pas clair, il y a lieu, en choisissant entre plusieurs interprétations possibles, *de retenir celle qui comporte le minimum d'obligations pour les Parties*.

C'était lors de l'affaire de Mossoul au sujet de la frontière entre la Turquie et l'Irak que dans un télégramme en date du 8 octobre 1925, le Gouvernement turc, en vue d'en tirer argument en faveur de l'exactitude de son point de vue, soutint cette possibilité d'interprétation. La Cour à cette prétention répondit que l'idée pouvait être admise comme juste, mais que, dans le présent cas, l'argument portait à faux, car, d'après elle, le texte de l'article 3 paragraphe 2, du Traité de Lausanne qu'elle devait interpréter lui paraissait clair (Cf. Série B, n° 12, avis du 21 novembre 1925).

D'un autre côté, la Cour adoptera de préférence une interprétation *extensive* lorsqu'il s'agira d'une *disposition poursuivant un but d'équité*.

En effet, dans sa sentence rendue le 6 décembre 1923 en l'affaire de Jaworzina, parlant de la compétence de la Commission de délimitation composée d'un représentant de chacune des principales puissances alliées et associées, ainsi que de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, constituée en vue de tracer sur place la ligne frontière polono-tchécoslovaque, la Cour dira : « Cette compétence est d'une part assez large, car elle n'est pas sujette à des limitations formelles (« La Commission aura tout pouvoir »); rien n'est dit sur le moment dans lequel les propositions peuvent être faites, et rien ne paraît empêcher qu'elles soient faites à plusieurs reprises. Poursuivant un but d'équité, cette clause ne saurait être interprétée d'une façon rigide. » (A. C. N° 8, pp. 39-40)

1. Cette même idée sera reprise par M. Oda, dans l'opinion dissidente qu'il joignit à l'Arrêt n° 2 rendu par la Cour le 30 août 1924 dans l'affaire des concessions Mavromatis en Palestine.

Puisque, dira-t-il, la juridiction obligatoire de la Cour n'est pas la règle et que l'article 26 du Mandat pour la Palestine en constitue une clause exceptionnelle, aucune interprétation extensive de la portée de cet article n'est admissible. (Cf. Série A, N° 2, p. 85.)

\*  
\* \*

« *Odia restringi et favores convenit ampliari.* »

(*Lib. séxtus.*)

Une distinction qui fut considérée comme fort utile chez les anciens auteurs, en matière d'interprétation extensive et restrictive, fut celle énoncée par les glossateurs, par Bartole et par ses disciples, notamment par Balde et Alciat, entre clauses odieuses, clauses favorables et clauses mixtes; les unes devant recevoir une interprétation très stricte et les autres une interprétation très large.

De même, la Cour, dans l'arrêt n° 7 rendu le 25 mai 1926, dans l'affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond) dira qu'il convient de remarquer « que l'expropriabilité de la propriété rurale constitue, d'après la Convention de Genève, une exception » et qu'en « cas de doute sur la portée de cette exception c'est donc l'interprétation stricte qui doit être admise ». (Cf. Série A, N° 7, p. 76.)

Les tribunaux arbitraux mixtes font, eux aussi, preuve d'une certaine réserve quant à l'admissibilité d'une interprétation soit extensive, soit restrictive.

Ainsi le tribunal arbitral mixte allemand-tchécoslovaque du 27 avril 1923, sous la présidence de M. Robert Fazy, dans l'affaire Paalen c. Empire allemand (n°s 2 et 20) devait décider si M. Paalen pouvait en tant que tchécoslovaque invoquer en principe l'article 297 j du Traité de Versailles. Le Tribunal estimera que : « L'article 304 b, alinéa 1 du Traité de Versailles ne limite pas de manière précise la compétence des T. A. M. L'interprétation nécessaire de cette disposition peut être ou extensive comme le voudrait le demandeur, ou restrictive comme le demande l'Etat allemand. Il y a place, en outre, pour des solutions intermédiaires d'espèces.

» L'interprétation extensive — compétence partout où la juridiction ordinaire n'est pas expressément prévue — doit être écartée, bien qu'elle ait été parfois admise par les T. A. M. (par ex., T. A. M. franco-allemand, affaire Société vinicole de Champagne c. Mumm, t. I, p. 22). Elle se heurte d'abord au texte, car dans les mots « aux termes » du texte français et dans le mot « within » du texte anglais, se marque déjà une intention restrictive...

» L'interprétation proposée par l'Empire allemand — compétence seulement là où elle est prévue *expressis verbis* — paraît, d'autre part, trop limitative. Il est difficile d'admettre qu'une intention aussi restrictive des parties contractantes ne se soit pas traduite par une formule moins vague et, au moins, par une allusion aux dispositions prévoyant expressément la compétence des T. A. M. La *ratio legis* est, en outre, manifestement contraire...

» On peut, au contraire, sans se heurter au texte ou à la *ratio legis*, admettre que la juridiction ordinaire ou spéciale allemande..., statue d'abord sur les prétentions du fisc allemand. » (V. t. III, p. 993 et s.)

Voici en quels termes s'exprimera le même tribunal arbitral mixte allemand-tchécoslovaque, dans la décision du 23 avril 1923, présidence de M. Robert Fazy, affaire Rychnewsky et Alt c. Empire allemand (n° 19) (t. III, p. 1011 et s.) :

« En principe, le Tribunal est lié par le texte du Traité. Lorsqu'il s'agit, en présence d'un texte imprécis, de déterminer la volonté des parties contractantes, l'interprétation prudente doit être la règle, l'interprétation extensive ou restrictive, l'exception. L'observation de cette règle s'impose surtout en matière de compétence : comme juridiction internationale exceptionnelle, le T. A. M. n'a, en effet, le droit de distraire le défendeur allemand de son juge naturel, que lorsqu'il ne peut douter que telle ait été l'intention des puissances signataires » (p. 1015.)

Cf. aussi le Tribunal arbitral mixte franco-turc, 13 décembre 1927, présidence de M. Asser, Régie générale des Chemins de fer et Travaux publics c. Etat turc (cause n° 5).

Le Tribunal dira que le Traité de Lausanne ne contenant pas de définition de l'expression « contrats de concession », il faut interpréter cette expression suivant la notion généralement admise, et que la disposition insérée à l'article 78 suivant laquelle la compétence du T. A. M. est exclue pour les contrats de concession est une exception à la règle générale établie par le même article et en conséquence, toute application par

*Grotius* dira qu'on doit remarquer que parmi les choses qui sont promises, les unes sont favorables, les autres sont odieuses, les autres sont mixtes ou moyennes<sup>1</sup>.

Cette distinction sera reprise par Puffendorf et Wolff, elle sera critiquée il est vrai par Barbeyrac, mais Vattel l'adoptera à son tour et la développera même considérablement et il s'astreindra à un classement minutieux et compliqué des différentes situations qui peuvent être considérées comme favorables ou comme odieuses.

Vattel (*Cl. op. cit.*, § 300) dira que si certains ont rejeté (par là il fait allusion à Barbeyrac) la fameuse distinction des choses favorables et des choses odieuses, c'est sans doute faute de la bien entendre.

En effet, continuera-t-il, les définitions qui ont été données du favorable et de l'odieux, ne satisfont pas pleinement et ne sont point d'une application aisée. »<sup>2</sup> Dans son paragraphe 301, Vattel ajoutera

analogie et même toute interprétation extensive de cette *disposition exceptionnelle* doit être écartée. (V. *Recueil des décisions*, t. VII, p. 942 et s.)

1. « Sont favorables celles qui renferment en elles de l'égalité, et qui ont pour objet l'utilité commune; plus cette utilité est grande, et plus elle s'étend au loin, plus grande est la faveur de la promesse; c'est ainsi que les choses qui portent à la paix sont plus favorables que celles qui portent à la guerre, et que la faveur d'une guerre entreprise pour la défense est plus grande que celle d'une guerre faite pour d'autres causes. Les choses odieuses sont celles qui ne chargent que l'une des deux parties, ou qui chargent l'une plus que l'autre, celles qui contiennent en elles une peine, celles qui rendent les actes nuls, celles qui apportent quelque changement aux choses déjà convenues. Que si une chose est mixte, comme changeant, à la vérité, ce qui a précédé, mais en vue de la paix, cette chose sera, suivant l'étendue de l'avantage ou du changement, censée tantôt favorable, tantôt odieuse, de telle sorte cependant, que, toutes autres choses égales d'ailleurs, le favorable l'emporte. »

Et Grotius ajoute un peu plus loin :

« Dans les choses non odieuses, les termes doivent être pris suivant toute la signification propre qu'ils ont dans l'usage ordinaire; et s'il y a plusieurs sens, dans celui qui est le plus large...

» Dans les choses les plus favorables, si celui qui parle comprend le droit ou s'il emploie le conseil des habiles dans le droit, les termes doivent être pris dans un sens plus étendu, de manière même à renfermer la signification technique ou que la loi leur a donnée.

» Mais il ne faut pas recourir à des significations tout à fait impropres, à moins que sans cela il ne s'ensuivît quelque chose d'absurde, ou l'inutilité de la convention. Les mots, tout au contraire, devront être pris dans un sens même plus étroit que ne le comporte leur signification propre, si c'est nécessaire pour éviter une iniquité ou une absurdité; et même, sans cette nécessité, si l'on trouve évidemment de l'équité ou de l'utilité dans cette restriction, il faudra se tenir dans les limites les plus étroites de la signification propre, à moins que les circonstances ne conseillent autre chose.

» Dans les choses odieuses, le langage figuré est même quelque peu admis, pour éviter une clause onéreuse.

» Que si les conjectures sont égales de part et d'autre, il restera à considérer les traités favorables comme réels, et les odieux comme personnels: Les traités conclus en vue de la paix, ou du commerce sont favorables. Ceux qui concernent la guerre ne sont pas tous odieux, comme quelques-uns le pensent; mais les alliances de secours, c'est-à-dire, celles qui se font en vue de la défense, se rapprochent davantage de la faveur, et les alliances d'attaque, des clauses onéreuses... » (*Cl. op. cit.*, § X et XV.)

2. « Après avoir mûrement considéré ce que les plus habiles ont écrit sur cette matière voici, ce me semble, à quoi se réduit toute la question, et la juste idée de cette distinc-

qu'ainsi il n'est plus difficile de marquer en général, quelles choses sont favorables, et lesquelles sont odieuses.

Pour le juriste suisse *tout ce qui va à l'utilité commune dans les conventions, tout ce qui tend à mettre l'égalité entre les contractants est favorable.*

*Toutes les choses qui, sans trop charger personne en particulier, sont utiles et salutaires à la société humaine, doivent être complées au nombre des choses favorables.*

*Tout ce qui contient une peine est odieux.*

*Tout ce qui apporte quelque changement aux choses déjà arrêtées, est odieux.*

*Tout ce qui va changer l'état présent des choses est odieux.* etc. etc.<sup>1</sup>.

Quant à Phillimore il estime qu'il est incontestable, comme le dit justement Vattel, qu'il est des choses dont l'équité souffre plutôt l'extension que la restriction et réciproquement, mais il doute que le catalogue laborieusement édifié par cet auteur offre quelque utilité pratique.

tion fameuse. Quand les dispositions d'une loi ou d'une convention sont nettes, claires, précises, d'une application sûre et sans difficulté, il n'y a pas lieu à aucune interprétation, à aucun commentaire. Le point précis de la volonté du législateur ou des contractants, est ce qu'il faut suivre. Mais si leurs expressions sont indéterminées, vagues et susceptibles d'un sens plus ou moins étendu, si ce point précis de leur intention, dans le cas particulier dont il s'agit, ne peut être découvert et fixé par les autres règles d'interprétation, il faut le présumer suivant les lois de la raison et de l'équité; et pour cela, il est nécessaire de faire attention à la nature des choses dont il est question. Il est des choses dont l'équité souffre plutôt l'extension que la restriction, c'est-à-dire, qu'à l'égard de ces choses-là, le point précis de la volonté n'étant pas marqué dans les expressions de la loi, ou du contrat, il est plus sûr, pour garder l'équité, de placer ce point, de le supposer, dans le sens le plus étendu, que dans le sens le plus resserré des termes, d'étendre la signification des termes, que de la resserrer : ces choses-là sont celles que l'on appelle favorables. Les choses odieuses, au contraire, sont celles dont la restriction tend plus sûrement à l'équité que leur extension. Figurons-nous la volonté, l'intention du législateur ou des contractants comme un point fixe. Si ce point est clairement connu, il faut s'y arrêter précisément; est-il incertain, on cherche au moins à s'en approcher. Dans les choses favorables, il vaut mieux passer ce point que ne pas l'atteindre ; dans les choses odieuses, il vaut mieux ne pas l'atteindre que le passer. »

1. Woolsey (*op. cit.*, p. 173-174) : « Odious clauses, such as involve cruelty or hard, conditions for one party, are to be understood strictly, so that their operation shall be brought within the narrowest limits; while clauses which favor justice, equity and humanity are to be interpreted broadly. »

Fiore : « Toute disposition tendant à limiter le libre exercice des droits appartenant à l'une ou à l'autre des deux parties contractantes, doit être entendue dans le sens le plus restreint, ainsi que toute autre exception à la liberté des personnes d'après le droit commun. On doit également entendre dans un sens restrictif les dispositions entraînant une charge, lorsque les mots employés n'expriment pas clairement ce que la partie s'est obligée à donner, à faire ou à accomplir en tant que prestation.

» Cette règle est basée sur l'aphorisme *Odia restringi, favores convenit ampliari*, qui, lui-même, a pour principe la présomption naturelle que le stipulant, qui a accepté une restriction à sa liberté naturelle, a voulu sacrifier le moins possible de cette même liberté..., étant donné que la partie en faveur de laquelle il s'est engagé, n'a pas exigé de lui une déclaration explicite et précise pour déterminer la substance de l'obligation. »

Wildmann : « Clauses of a favourable nature are to be construed liberally; those that are odious are to be construed strictly... »

Meringhac, lui, va plus loin, car il estime puérile la distinction faite par Grotius et ses successeurs entre clauses odieuses et favorables<sup>1</sup>.

Lorsque la Cour permanente de Justice internationale dit, comme nous l'avons constaté plus haut, qu'une clause renfermant une intention d'équité doit être interprétée d'une façon large et compréhensive (voir A. C. n° 8, p. 39) et qu'une clause qui tend à la limitation de la souveraineté de l'Etat doit être interprétée d'une façon restrictive, si le texte n'est pas clair, il semblerait qu'elle ne répugne pas, dans une certaine mesure d'ailleurs, à l'adoption de la distinction faite par les glossateurs.

Dans ses très larges lignes cette classification est certes rationnelle, mais, il est toutefois incontestable, lorsqu'on la serre de très près et dans ses applications pratiques, qu'elle peut être quelque peu contradictoire.

Ainsi Vattel estime que tout ce qui va changer l'état présent des choses est odieux; cependant lorsqu'une république libérale remplace une tyrannie insupportable?

De même lorsqu'un traité stipule le libre passage au profit de tous les Etats sur une portion de territoire d'un autre Etat. — Tels sont les traités relatifs au libre passage du Canal de Suez (Convention de Constantinople de 1888), au libre passage dans le Canal de Panama, (Traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne convention Hay-Pauncéfote), au libre passage dans le Canal de Kiel (art. 380 du Traité de Versailles) — dans toutes ces conventions se trouve une clause de disposition de libre passage qui est donc au bénéfice de tout le monde et qui est à la charge d'un seul Etat, le souverain territorial : l'Egypte pour le Canal de Suez, la République de Panama pour le Canal de Panama (et les Etats-Unis) et l'Allemagne pour le Canal de Kiel; cette clause doit-elle être assimilée à une clause odieuse ou à une clause favorable? On peut

1. Dans certaines sentences arbitrales, on trouve une application de cette idée. Ainsi, M. Little, arbitre dans l'affaire Aspinwall, se réfèrera au passage de Grotius qui dit que pour les choses qui ne sont pas odieuses, les mots doivent être pris *in totam proprietatem*. Cf. Commission des réclamations Etats-Unis-Vénézuëla, 2 septembre 1890, Moore, *op. cit.* p. 3625.

Dans une sentence rendue par la Commission germano-vénézuélienne de 1903, dans l'affaire Kummerow, le sous-arbitre déclara qu'il fallait interpréter les traités dans le sens le plus large en faveur des droits privés, et cette appréciation l'entraînera à une interprétation extensive du traité qu'il avait à interpréter.

De même, dans une décision rendue par la Commission mixte de réclamations germano-américaine, dans les affaires du *Lusitania*, le 1<sup>er</sup> novembre 1923, il est dit que les clauses pénales du traité sont insupportables et doivent être interprétées très rigoureusement. (Cf. *Recueil des décisions de la Commission mixte*, publiées par J. C. Witenberg, t. I, p. 37.)

dire qu'elle est une clause odieuse car elle tend à l'inégalité entre les contractants, le traité étant à charge du seul souverain territorial, une interprétation restrictive doit être préférée. On peut dire aussi que cette même clause, tendant à l'utilité de la société humaine, au développement de la navigation, est une clause favorable et, partant, doit être interprétée d'une façon extensive. Cette même disposition est donc semblable à une figure de Janus, avec ses deux faces contraires. On voit donc à quelles difficultés pratiques, et à quelles contradictions s'affronte cette distinction, d'ordre beaucoup plus subjectif qu'objectif et qui ne peut que faiblement apporter une contribution utile à la solution du problème beaucoup trop complexe de l'interprétation des traités.

Pour conclure, nous croyons avec le Professeur Ehrlich, qu'il est très difficile, voire impossible, d'admettre la règle de la restriction des charges inégales. Car, dira-t-il, « on ne pourrait le faire sans laisser au juge international le soin d'étudier non seulement la volonté des parties d'un traité, ce qu'il doit faire en tout cas, mais encore toutes les relations entre ces deux parties, (et que dire lorsque ces parties sont plusieurs, ajouterons-nous...) relations dont ce traité ne forme qu'une part. Ce qui pourrait paraître odieux, onéreux, unilatéralement promis dans un traité, ne serait peut-être que le résultat d'un grand nombre de considérations complexes.

Et voici un argument qui nous paraît de poids : « Le juge se perdrait dans cette tâche, *tandis que la foi des traités serait exposée à des risques infinis.* »

« En outre, continuera-t-il, toute constatation d'égalité ou d'inégalité exige un critère de comparaison. Où trouverait-on un tel critère ? » (Cf. cours, *op. cit.*, p. 89-90).

\*  
\* \*

« Pactionem obscuram iis nocere,  
in quorum fuit potestate legem  
apertius conscribere. »

(*Digest. Justinien*, lib. II, tit.  
XIV, de *Pactis*, leg. 39.)

Cf. art. 1162 du Code civil.

Une grande partie de la doctrine et certaines sentences arbitrales ont adopté cette maxime de droit romain qui consiste à recommander à l'interprète, lorsqu'une clause est susceptible de deux interprétations possibles, celle qui serait plutôt contre le bénéficiaire du Traité, et partant en faveur de l'obligé, car c'était au premier de la rendre plus explicite. Ou encore, dans le doute, une clause doit être

interprétée contre l'Etat qui l'a rédigée, car il avait la possibilité de la rédiger d'une façon plus formelle.

Ainsi Vattel dira : « Si celui qui pouvait et devait s'expliquer nettement et pleinement, ne l'a pas fait, tant pis pour lui : il ne peut être reçu à apporter subséquemment des restrictions qu'il n'a pas exprimées. » (*op. cit.*, liv. II, chap. XVII, § 264)

Et Calvo : « Si l'ambiguïté ou l'obscurité, au lieu de porter seulement sur les mots, s'étend à une ou plusieurs clauses... le principe qui prévaut généralement à cet égard, c'est que la convention s'interprète en faveur de celui au profit de qui l'obligation a été souscrite et contre celui qui donne, parce que ce dernier est censé avoir donné sans restriction tout ce que comporte la nature de la chose donnée ou de l'engagement pris. Cependant lorsque celui qui s'oblige a eu le tort de ne pas expliquer clairement ses intentions, il subit la responsabilité de sa faute ou de sa négligence, à plus forte raison les conséquences de sa mauvaise foi, si celle-ci est évidente<sup>1</sup> (*op. cit.*, § 1649 et sq.).

1. Cf. également, Piedelièvre : « ... lorsque ni le but général du traité ni les circonstances, ni l'usage, n'indiquent la solution, la clause qui fait difficulté devra s'interpréter en faveur de l'obligé » (*op. cit.*, t. I, p. 306); — Woolsey, *op. cit.*, p. 173-174; — Richard Wildman, *Institutes of international law*, t. I, p. 177-185; — Fiore, *le Droit international codifié*, p. 402, § 792-816; — Rivier, *op. cit.*, t. II, p. 122; — Heffter-Geffecken, *le Droit international de l'Europe*, p. 214-215; — Pradier-Fodéré (section 1188); — Crandall, *op. cit.*, p. 400-401; — Oppenheim, *op. cit.*, p. 763-764.

Cette règle fut parfois en usage dans la diplomatie.

Ainsi, nous pouvons citer à titre de documentation, ce qu'écrivit Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, alors accrédité à Saint-Pétersbourg, le 3 août 1863, relativement aux affaires de Pologne. (Cf. *Archives diplomatiques*, 1863, IV, p. 237, annexe à la dépêche du 3 août 1863.)

« Au reste, s'il y avait réellement ambiguïté ou équivoque, ne serait-ce point le cas de recourir au principe tutélaire admis par les publicistes modernes comme par les juriconsultes romains en matière d'interprétation ?

» Lorsqu'il y a doute, l'interprétation, dit Vattel, se fait contre celui qui a donné la loi dans le traité; car, ajoute le même auteur, c'est lui en quelque façon qui l'a dictée, c'est sa faute, s'il ne s'est pas énoncé plus clairement, et, en étendant ou en resserrant la signification des termes dans le sens qui lui est le moins favorable, on ne lui fait aucun tort, on ne lui fait que celui auquel il a bien voulu s'exposer; mais, par une interprétation contraire, on risquerait de tourner des termes vagues ou ambigus en pièges pour le plus faible contractant, qui a été obligé de recevoir ce que le plus fort a dicté. Bien que les Polonais, à proprement parler, n'aient pas été partie contractante au Congrès de Vienne, ces considérations s'appliquent parfaitement à la position où ils se trouvaient dans les négociations dont le sort de leur pays a été l'objet; et si l'on se place sur le terrain des traités, les cabinets qui avaient pris en main les intérêts de la Pologne, sont en droit de réclamer pour elle le bénéfice d'une maxime empruntée aux règles souveraines de l'équité et consacrée par la jurisprudence de tous les pays et de tous les temps. »

Certaines sentences arbitrales ont reconnu cette règle comme fondée.

Ainsi, M. Little, commissaire, nommé en vertu de la Convention du 5 décembre 1885 qui institua une commission des réclamations chargée de régler les différends entre les Etats-Unis et le Venezuela, adoptera ce principe, dans son opinion rendue dans l'affaire des bons du Venezuela (affaire n° 18), Wm Aspinwall, executor of G. C. Howland and others c. Venezuela. Il se référera à Vattel et au passage pertinent de Woolsey. Cependant, M. Little estima que cette règle n'était pas applicable dans le pré-

Sans vouloir contester, *a priori*, l'utilité de cette règle pour l'interprétation d'une disposition douteuse énoncée dans un traité-contrat, il nous paraît, par ailleurs, difficile, voire impossible, de concevoir son application pour l'interprétation d'une règle objective insérée dans un traité normatif. En effet, dans ces derniers, la différenciation entre bénéficiaire et obligé n'existe plus; chaque contractant supporte à la fois les mêmes droits et bénéficie des mêmes avantages qui peuvent être inclus dans la norme, et ce principe n'ayant plus de base, perd sa raison d'être.

Toutefois, dans l'affaire du vapeur *Wimbledon*, arrêt n° 1, rendu par la Cour permanente de Justice internationale, que nous avons souvent cité, le Gouvernement allemand prétendit, relativement à l'application de l'article 380 du Traité de Versailles concernant la libre navigation dans le canal de Kiel, écarter une interprétation qui paraissait favorable aux Puissances alliées et défavorable à

sent cas, le compromis étant non ambigu et de plus la commission des réclamations n'était pas instituée au profit d'une partie plutôt que de l'autre (V. Moore, *op. cit.*, p. 3624.)

Dans l'affaire des *héritiers de Jean Maninat* — Commission des réclamations franco-vénézuélienne de 1902 — le surarbitre dira « among others, there is the rule of interpretation that where the agreement is susceptible of two interpretations that interpretation is to be taken which is least onerous upon the party who must render the service or suffer the loss under the agreement. » Et il renvoie à Woolsey et à Bouvier *Law dictionary*. (Cf. *French-Venezuelan Claims commission, Protocol of 1902, Ralston's Report*, p. 74.)

De même, dans l'affaire *Sambiaggio*, le surarbitre, Mr Ralston, s'appuyant sur la doctrine, notamment sur Woolsey, Wharton's Digest, Pradier-Fodéré, Vattel, fera une application de ce principe pour l'interprétation du Protocole signé en 1903 entre l'Italie, d'une part, et le Vénézuéla d'autre part. (Cf. *Venezuelan arbitrations of 1903, Ralston's Report*, p. 689.)

Nous pouvons encore citer la sentence rendue par la Commission mixte des réclamations entre les Etats-Unis et l'Allemagne, en vertu d'un compromis du 10 août 1922, le 1<sup>er</sup> novembre 1923, dans l'affaire du *Lusitania*.

Voici en quels termes s'exprime cette décision rendue par le surarbitre Edwin B. Parker, d'un commun accord avec les deux commissaires américains (Chandler P. Anderson) et allemand (W. Kiesselbach) :

« The treaty is our charter. We can look beyond its express provisions or its clear implications in assessing damages in any particular claim. We hold that its clear and unambiguous language does not authorize the imposition of penalties... But all of the rules governing the interpretation of treaties would lead to the same result were it competent for us to look to them... : the treaty is based upon the resolution of the Congress of the United States, accepted and adopted by the Germany. The language being that of the United States and framed for its benefit, will be strictly construed against it. » (Cf. *American Journal of international law*, t. XVIII, 1924, p. 373. Cf. *Revue de Droit maritime comparé*, avril-juin 1924, t. VI, p. 108. Et Commission mixte de réclamations germano-américaine, publiées par J.-C. Witenberg, t. I, p. 37.)

Le Tribunal arbitral mixte roumano-allemand, dans une décision rendue le 16 juin 1925 (affaire n° 48, *P. Negreanu et fils c. Meyer et fils*), estimera que dans un traité, comme dans un contrat, les clauses ambiguës doivent s'interpréter contre ceux qui les ont rédigées. Mais il ajoutera, qu'il est inutile dans le présent cas pour le Tribunal, de recourir à cette règle générale d'interprétation invoquée subsidiairement par l'Agent du Gouvernement allemand, le texte clair du traité ne nécessitant aucune « interprétation ». (Cf. *Recueil des décisions des tribunaux arbitraux mixtes*, t. V, p. 207.)

l'Allemagne, en se basant sur le fait que cet article avait été rédigé par lesdites Puissances alliées.

La Cour, dans son arrêt rendu le 17 août 1923, estimant le texte suffisamment clair et explicite, n'eut donc pas à se prononcer formellement sur ce point particulier<sup>1</sup>.

Mais il est extrêmement instructif de citer l'exposé oral que fit l'Agent du Gouvernement français, M. le Professeur Basdevant en cette affaire.

M. Basdevant, sans se prononcer d'une manière générale sur la valeur de ce principe eu égard aux traités-contrats, soutint que ce procédé d'interprétation ne saurait valablement être retenu pour l'interprétation d'une règle objective, telle que celle énoncée dans l'article 380 du Traité de Versailles, règle qui doit être interprétée d'après ses termes, sans prendre en considération quel est l'Etat qui l'a rédigée : (Cf. Série C., vol. I, n° 3, p. 172-174) :

« On a dit aussi — c'est une autre façon d'introduire le procédé de l'interprétation restrictive — que les textes sur lesquels nous raisonnons (article 380 du Traité de Versailles) avaient été rédigés par les Alliés et comme ceux-ci sont demandeurs, ces textes, dans la mesure où ils sont prétendus n'être point clairs, devraient être interprétés contre les Alliés. Cette idée est énoncée à la page 4 de la duplique et elle est émise sous la haute autorité du Professeur Zitelmann. Je crois encore, Messieurs, que semblable considération ne doit pas nous retenir beaucoup. Nous sommes ici en présence non pas comme je l'ai dit tout à l'heure... d'un bénéfice stipulé en faveur des Alliés, bénéfice à propos duquel la méthode d'interprétation préconisée par le Professeur Zitelmann pourrait dans une certaine mesure se défendre — encore qu'elle soit d'une application singulièrement délicate et difficile, encore qu'elle ne puisse jamais conduire jusqu'à des solutions qui contrediraient le texte — mais en face d'une règle de libre passage au profit de tout le monde. Nous sommes en face non pas d'un bénéfice *permis* à tel ou tel *mais d'un statut objectif* concernant la condition du Canal de Kiel. Or, pour

1. M. Schucking, le juge *ad hoc* allemand dans l'opinion dissidente qu'il rendit en la présente affaire, reprit l'idée émise par le Gouvernement allemand dans le mémoire qu'il présenta devant la Cour. En effet, il dira, à la page 44 de son op. diss. : « En second lieu, au cours des négociations de paix, l'Allemagne a expressément proposé, en présence des stipulations manifestement insuffisantes de l'article 380, de « conclure des arrangements précis » ; cette proposition ne fut faite, il est vrai, qu'à titre de réciprocité. Etant donné que les Etats victorieux ne l'ont pas acceptée, ils doivent laisser prévaloir contre eux le principe du droit romain selon lequel « *obscuritas pacti nocet ei qui apertius loqui potuit*, »

l'interprétation d'une semblable règle objective, il n'est pas possible d'employer la méthode que l'on vient de dire.

» Supposez en effet — le cas aurait pu se présenter — qu'au lieu d'être saisi du différend relatif au *Wimbledon* vous eussiez été saisi par le Gouvernement danois du différend relatif au *Dorrit*. Le *Dorrit*, bateau danois, fut empêché de traverser le Canal de Kiel. En droit, la question eût été à peu près la même que pour le *Wimbledon*. Saisi de semblable affaire vous auriez eu aussi à interpréter les articles 380 et suivants du Traité de Versailles. Le Gouvernement danois eût invoqué son droit à profiter du Traité de Versailles qui contient une stipulation générale. Or, à l'encontre du Gouvernement danois, on n'aurait pu présenter l'argument que j'analyse en ce moment, *le Gouvernement danois n'ayant pas participé à l'élaboration du Traité de Versailles. Comment comprendre que pour l'interprétation d'un même texte on emploie des méthodes différentes suivant que c'est tel plaideur qui est devant la Cour ou tel autre?* Cela est manifestement impossible. La vérité est que la disposition qui nous occupe est une disposition à caractère objectif qui doit être interprétée d'après ses termes mêmes et sans égard au fait que la rédaction est venue d'ici ou de là. »

Par ailleurs, il nous semble que le Gouvernement allemand pût opposer un tel principe à une règle objective avec quelque vraisemblance — vraisemblance bien fragile comme nous le fait apparaître l'exposé combien lucide et logique de l'Agent du Gouvernement français —, c'est que cette règle objective édictait non seulement une règle de libre passage au profit de tout le monde, pour reprendre les termes mêmes dont s'est servi M. le Professeur Basdevant, mais comportait aussi une *servitude* au détriment de l'Allemagne.

L'argumentation allemande n'aurait eu aucun fondement, ni aucune vraisemblance pour toute autre règle objective absolument pure de toute limitation individuelle.

Le Tribunal arbitral mixte germano-belge, dans sa décision du 9 octobre 1922, sous la présidence de M. P. Moriaud, dans l'affaire Brixhe et Deblon c. Württembergische Transport Versicherungs Gesellschaft (n° 128), a très bien su faire cette indispensable distinction : « Attendu, dira-t-il, que les dispositions de la Section V (du Traité de Versailles) ne constituent pas un contrat international d'obligation, *mais bien plutôt une législation internationale* de droit privé qu'il convient d'interpréter en s'inspirant des principes universellement admis en matière législative;

« Qu'on ne saurait non plus alléguer la règle qu'un contrat doit

être interprété contre la partie qui l'a rédigé en faveur de celle qui contracte l'obligation, *puisque'il s'agit de dispositions de droit privé qui n'accordent aucun droit et n'imposent aucune obligation aux Hautes Parties contractantes.* » (cf. *Recueil des Décisions des tribunaux arbitraux mixtes*, t. II, p. 400).

Il nous a paru utile de nous référer, avec une certaine ampleur, à l'usage que la jurisprudence internationale a fait de l'interprétation extensive et restrictive, afin de bien marquer qu'il n'est pas possible de dégager de la pratique internationale des règles uniformes pour tous les cas qui peuvent se présenter en la matière. Le seul principe qui doit guider l'interprète, est celui de la logique et de la bonne foi, de manière à ne pas s'éloigner, en aucun cas, de la véritable intention des auteurs d'un traité et de ne pas la restreindre ni l'élargir sans une raison qui ne soit pas basée sur les termes mêmes qu'ils ont employés ou sur l'ensemble de l'acte où ils ont incorporé leur volonté commune.

Par conséquent, l'emploi du procédé d'interprétation extensive ou restrictive n'est qu'une question de tact et de mesure que l'interprète doit manier avec un esprit d'équité et de logique, parfaitement équilibré, et guidé par l'idée que les auteurs d'un traité ont agi de bonne foi, sans chercher à dissimuler leur pensée dans le but de se soustraire plus tard à l'accomplissement de leurs engagements.

\*  
\* \* \*

« *Analogia praeter legis argumentum novi aliquid inducimus, ideo, quod id quoque voluisse legislatorem probabile sit : quae quidem res est et discriminis et cautionis plenissima.* »

Mühlenbruch, *Doctrina Pandect.*,  
l. I, s. 64.

Comment doit-on considérer l'interprétation par analogie<sup>1</sup> ?

Nous avons eu l'occasion, déjà, de faire remarquer les inconvénients auxquels se heurte souvent la prétention de vouloir adopter,

1. Cf. Geny, *op. cit.*, t. I, p. 315 : « Interpréter purement la loi, ce n'est pas autre chose que scruter la pensée voulue du législateur, soit dans son texte, soit dans les circonstances externes qui en peuvent éclairer le sens. Au contraire, raisonner par analogie du droit écrit, c'est emprunter à celui-ci un élément positif, que le jurisconsulte emploie, suivant les inspirations de sa pensée propre, pour le faire servir à des constructions indépendantes. N'étant plus dirigé par l'inflexible ligne d'une volonté supérieure, l'interprète manie l'analogie, comme les autres procédés de recherche excédant les sources formelles, avec une latitude d'appréciation bien plus considérable, limitée qu'elle est seulement par les exigences objectives de la justice et de l'utilité sociale. »

pour l'interprétation des traités internationaux, les mêmes règles appliquées pour l'interprétation de la loi nationale.

Tel est le cas de l'interprétation par analogie, dont le résultat est de combler les lacunes d'un texte en vue d'amplifier son rayon d'action ou d'application.

Dans le système du droit privé positif on peut à la rigueur justifier ce procédé d'interprétation, parce qu'il ne soulève pas les mêmes difficultés qu'en droit international.

En effet, dans le cercle plus restreint de l'Etat, les deux pouvoirs, législatif et judiciaire, chargés, l'un de faire la loi, l'autre, de l'appliquer, se présentent dans la vie nationale comme les deux parties d'un même ensemble, munis d'une égale autorité, dans leurs fonctions respectives et poursuivant, l'un et l'autre, un même but social.

Tout en remplissant des fonctions différentes, ces organes ne sont pas investis de compétences opposées et celle du pouvoir judiciaire s'enchaîne de telle manière à la compétence de l'autre organe de l'Etat, que, par la force des choses, elle envahit souvent sa propre juridiction.

Cela se produit en raison même du caractère de la loi, qui cherche à régler de nombreuses situations par un nombre relativement restreint de formules légales, mais, en laissant à l'expérience leur véritable développement.

En dehors des nombreuses lacunes, les lois se ressentent souvent de défauts de forme et de fond, tantôt parce que leur élaboration n'a pas été précédée d'une étude approfondie, tantôt en raison de la connexité d'une loi nouvelle avec les anciennes. Il est certain que le législateur se fie surtout sur l'œuvre plus réfléchie et scientifique que la jurisprudence est appelée à réaliser pour éclairer, améliorer et compléter la loi.

Il s'ensuit de ce qui précède, que l'organe judiciaire devient le collaborateur de l'organe législatif et qu'une interprétation de la loi, confirmée en dernière instance, acquiert la même autorité que la loi.

Il n'en est pas de même pour l'interprétation d'un traité international, où l'excès de pouvoir commis par l'interprète ressort nettement de l'examen des termes du compromis d'où il puise toute sa compétence.

Dans le domaine du droit des gens, les choses se passent tout autrement. La volonté commune des Etats étant la source exclusive de l'obligation internationale, celle-ci doit rester nécessairement dans le cadre même qu'ils ont voulu lui tracer. Les Etats sont

à la fois les législateurs et les sujets du droit créés par leur volonté. L'interprète est donc tenu de concentrer ses recherches à la découverte de cette volonté. Il doit la reconstruire à l'aide des éléments qui lui sont fournis par l'acte même où la volonté fut exprimée, sans qu'il lui soit permis de se livrer à des opérations constructives susceptibles de dépasser, déformer ou corriger la pensée des auteurs d'un traité. La tâche de l'interprète est par conséquent celle de *constater* et non pas celle de *suppléer* d'une manière quelconque.

Il est à remarquer que dans le domaine même de la juridiction nationale, où l'interprète accomplit une fonction lui permettant une large latitude d'appréciation, la doctrine préconise la plus grande circonspection pour l'emploi de l'analogie dans l'interprétation des lois.

Mais, tout d'abord, que faut-il entendre exactement par l'interprétation par voie d'analogie ? Ce n'est pas évidemment le procédé par lequel l'interprète utilise des éléments extrinsèques pour élargir le sens d'un texte que les auteurs ont formulé trop restrictivement. Le point de départ de ce procédé est toujours le texte et par conséquent l'interprète ne néglige guère la volonté des parties. Tel est le cas de l'interprétation extensive.

En revanche, dans le procédé par analogie, l'interprète agit différemment, car, sans se soucier de rechercher la volonté, il crée une règle nouvelle d'après un raisonnement fondé sur l'identité entre une situation concrète qu'il a sous les yeux et une autre situation juridique analogue.

On voit donc que cette méthode dépasse la fonction légitime de l'interprétation confiée à la juridiction internationale, où il n'est pas permis de suppléer la volonté des parties ni de leur imposer des obligations internationales qu'elles n'avaient nullement l'intention d'assumer.

D'ailleurs, on ne saurait mettre sur un même plan le système juridique national, où toutes les situations concernant les intérêts du groupe social doivent trouver une solution adéquate, et le système juridique international, où les États ne cherchent à régler que certaines situations et dans la mesure où ils désirent les régler. C'est dire que dans la sphère internationale, l'interprète n'est pas appelé à venir en aide à la défaillance d'esprit des auteurs d'un traité pour combler les lacunes de ce dernier.

C'est donc avec raison, nous paraît-il, que M. Strupp considère que l'interprétation par analogie « n'est pas une interprétation,

mais une élaboration de nouvelles normes », et que M. Anzilotti dit « que dans le droit international on ne peut admettre l'extension par analogie des normes, quand cette extension ne s'avère pas comme expressément ou tacitement voulue par les parties »<sup>2</sup>. « Les Etats sont encore si jaloux de leur autonomie que l'on ne peut certainement pas présumer qu'ils entendent la limiter au delà de ce qui résulte des normes qu'ils adoptent. »

D'autres auteurs se bornent seulement à conseiller la plus grande circonspection. C'est ainsi que Phillimore dira qu'il faut éviter que l'analogie soit substituée à l'interprétation, auquel cas il serait manifeste que l'expression n'est pas rectifiée de façon à être à l'unisson de l'idée, mais qu'une *nouvelle idée* est substituée par l'interprète à l'esprit des rédacteurs du Traité<sup>3</sup>.

Certains auteurs vont décidément trop loin en conférant à l'interprète toute liberté d'action pour se servir de l'analogie dans tous les cas où le compromis ne l'interdit pas d'une manière expresse.

A notre avis, c'est la thèse contraire qui doit prévaloir. Il faut que l'interprète soit autorisé par les Parties, car c'est seulement la

1. *Les règles générales du Droit de la Paix*, p. 87-88.

2. *Cours du Droit international*, p. 116.

3. Phillimore, *op. cit.*, t. II, p. 110-111.

Cependant Phillimore dira par ailleurs : « Il est tout à fait en harmonie avec la sauvegarde (de la bonne foi dont dépend la paix du monde), lorsqu'il devient nécessaire d'interpréter un traité en un cas qui n'a pas été prévu ou réglé par lui, de faire cette interprétation autant que possible en conformité avec ce que la partie contractante aurait fait si la situation actuellement survenue avait été prévue. On appelle cela parfois l'*argumentum a ratione legis ampla*, et cela se base sur la règle juridique que : *ubi eadem ratio ibi idem jus statuendum*. » (Cf. *op. cit.*, § XXI.)

Phillimore, dans ce passage précité, ne fera que reprendre l'idée de Vattel (*op. cit.*, § 297) lorsqu'il dit que « dans les cas imprévus, c'est-à-dire, lorsque l'état des choses se trouve tel que l'auteur d'une disposition ne l'a point prévu et n'a pas pu y penser, il faut suivre plutôt son intention par ses paroles et interpréter l'acte comme il l'interpréterait lui-même s'il était présent, ou conformément à ce qu'il eût fait, s'il eût prévu les choses que l'on connaît présentement ».

Ce principe, énoncé par Vattel, repris par Phillimore, s'applique au *jus statuendum*, c'est-à-dire au droit qu'on doit édicter (*de jure condendo*), ce n'est donc plus interpréter mais légiférer; ce n'est donc pas une règle d'interprétation applicable en droit international.

Heffter-Geffecken pense qu'un traité « s'applique par voie d'analogie à des rapports nouveaux, essentiellement identiques, à moins que les parties, en contractant, n'aient eu exclusivement en vue ceux précédemment établis, ou que, ces rapports ayant été changés, le traité n'ait perdu son efficacité légale et physique ».

Heffter-Geffecken ajoutera en note : « Le droit public ne doit cependant appliquer les analogies tirées du droit privé qu'avec la plus grande réserve. »

Fiore dira « qu'il n'est pas permis de procéder par analogie pour donner une interprétation extensive à une disposition par elle-même claire et explicite; il faut au contraire considérer cette disposition comme applicable à cela seul qui a formé l'objet du traité ».

Mais il n'est pas opposé à l'idée que l'analogie puisse être invoquée « lorsque la disposition manquera de clarté et de précision et dès lors sera ambiguë. »

» On pourra alors, ajoutera-t-il, dissiper cette ambiguïté en se reportant aux stipulations entre les mêmes parties d'un autre traité relatif à des matières analogues. »

volonté de ces dernières qui détermine la compétence de l'arbitre; mais alors, celui-ci n'agit qu'en vertu d'un mandat et non pas sous le couvert d'un moyen d'interprétation qui serait automatiquement permis par le droit international.

Dans la pratique internationale on trouve plusieurs exemples de sentences arbitrales ayant eu recours à l'analogie sans clause compromissaire expresse.

Ainsi dans l'affaire des *Boutres de Mascate* entre la France et la Grande-Bretagne, dont le surarbitre était M. Lammasch, il est dit dans la sentence rendue le 8 août 1915 par la Cour permanente d'arbitrage, que, bien que « les Puissances n'aient renoncé *expressis verbis* à l'exercice du prétendu droit de créer des protégés en nombre illimité que par rapport à la Turquie et au Maroc, néanmoins l'exercice de ce prétendu droit a été abandonné de même par rapport aux autres Etats orientaux, l'analogie ayant toujours été reconnue comme un moyen de compléter les dispositions écrites très défectueuses des capitulations, en tant que les circonstances sont analogues ».

De même le paragraphe 3 de l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale<sup>1</sup> peut être considéré comme donnant à celle-ci la compétence de recourir à l'analogie dans certains cas extrêmes. Nous disons dans certains cas extrêmes parce que les sources invoquées dans l'article 38 n'ont eu en vue que de parer à la situation extrêmement grave qui se produirait si la Haute institution de La Haye se trouvait dans l'impossibilité de rendre un arrêt et, par conséquent, se rendait responsable d'un déni de justice<sup>2</sup>.

Nous croyons donc, avec M. Anzilotti, que « Pour entendre correctement la valeur du n° 3 de l'article 38 du Statut de la Cour, il faut, d'autre part, se rappeler que le recours à l'analogie et aux principes généraux qui y sont indiqués est admissible seulement dans les cas douteux et, par suite, lorsque n'apparaît pas la volonté

1. Aux termes de l'article 38, la Cour applique :

1° Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige;

2° La coutume internationale, comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit,

3° Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Bien que l'article 38 ne parle pas d'analogie à proprement parler, la disposition de son n° 3, dictée par le souci d'éviter que la Cour puisse se trouver dans l'obligation de prononcer un *non liquet* dans une affaire donnée, soumise à sa juridiction, faute de normes juridiques applicables au cas d'espèce, démontre, comme le dira M. Anzilotti, « que l'on a voulu pousser jusqu'à la dernière limite la *productivité*... des sources; et l'analogie est l'instrument premier et fondamental ».

2. J. G. Guerrero: *La Codification du Droit international*, P. 95.

des Etats de conserver entière leur liberté en dehors des cas spécifiquement visés » (*op. cit.*, p. 118).

En résumé, l'interprétation par analogie ne trouve point place parmi les procédés auxquels peut librement recourir le juge international, car il ne lui est pas permis de se servir d'éléments qui se trouvent être complètement inaptes à dévoiler la volonté réelle, ou tout au moins supposée des auteurs d'un traité. Or, le raisonnement par analogie conduit le juge à créer des règles fondées sur une similitude de situations où la volonté de ces auteurs ne joue pas le moindre rôle.

D'ailleurs, la jurisprudence internationale n'apporte aucune indication permettant d'envisager autrement l'analogie, qui ne doit pas être confondue, comme nous l'avons déjà dit, avec l'interprétation extensive ou restrictive.

## Section VI. — Autres procédés.

Nous allons envisager ici quelle est la place que l'interprète doit donner à certaines méthodes de raisonnement, tels que les arguments *a contrario*, *a fortiori*, *a minori*, *ad majus*, et les autres figures logiques.

L'argumentation *a contrario*, résumée dans l'adage classique « *expressio unius exclusio alterius* », a pris une certaine place — bien que modeste — dans les études consacrées aux méthodes d'interprétation des traités internationaux, et cela du fait qu'elle est employée ou citée quelque fois dans les sentences arbitrales.

Ainsi dans une sentence rendue le 7 septembre 1910, en vertu d'un compromis signé le 4 avril 1908 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en l'affaire des Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, il fut soutenu par les Etats-Unis que la liberté de saler et sécher sur les *treaty-coasts* et celle d'entrer dans les baies et ports sur les *non-treaty coasts* (c'est-à-dire les côtes qui n'étaient pas comprises dans le traité du 20 octobre 1818 qui accordait le droit aux pêcheurs américains de pêcher, sécher et saler le poisson sur une partie de certaines côtes britanniques de Terre-Neuve et du Labrador...) étaient toutes deux soumises à des conditions spécifiées et qu'on devait, en conséquence, considérer que la liberté de pêche ne serait soumise à aucune restriction puisqu'aucune n'était prévue dans le traité.

Le Tribunal répondit à la prétention américaine qu'il ne pouvait, dans le présent cas, appliquer le principe « *expressio unius exclusio alterius* » :

« a) Parce que les conditions et restrictions à la liberté de sécher et saler sur la côte et d'entrer dans les ports sont des limitations des droits eux-mêmes et non des restrictions à leur exercice. Ainsi le droit de sécher et saler est limité en durée et le droit d'entrer dans les baies et ports est limité à des buts particuliers;

« b) Parce que ces restrictions du droit d'entrer dans les baies et ports s'appliquant seulement aux pêcheurs américains doivent avoir été exprimées dans le traité, tandis que les règlements de pêche s'appliquant également aux Américains et aux Anglais, sont faits par droit de souveraineté territoriale » (V. sentence n° VII de la Cour permanente d'arbitrage, p. 121).

Dans cette même sentence, il fut encore soutenu par les Etats-Unis qu'étant donné que les traités de commerce contemporains contenaient des stipulations expresses pour soumettre les étrangers à la législation locale, et que le traité de 1818 ne contenait pas une telle stipulation, il devait être tenu, *a contrario*, que les habitants des Etats-Unis exerçant ces libertés échappaient à la réglementation.

Ici encore, le Tribunal répondit qu'il ne pouvait donner son assentiment à cette prétention :

« ...Parce que les traités de commerce considérés n'admettaient pas les étrangers à des droits complets et égaux, puisque la législation locale les excluait de maints droits importants, par exemple de la propriété foncière; le but des clauses en question était, en conséquence, de réserver ces discriminations. Mais aucune discrimination semblable n'existant dans la commune jouissance de la pêche par les pêcheurs américains et britanniques aucune clause semblable n'était nécessaire » (*op. cit.*, p. 120).

Dans une décision rendue le 18 septembre 1924, par M. Parker, surarbitre de la Commission mixte de réclamations germano-américaine saisie d'un groupe de plusieurs affaires présentées par les Etats-Unis pour le compte de certaines compagnies américaines d'assurances sur la vie, concernant des polices d'assurance contractées par des passagers du *Lusitania*, le surarbitre fut amené à appliquer le principe « *expressio unius est exclusio alterius* ».

Les obligations financières de l'Allemagne envers les Etats-Unis

dérivaient du Traité de Berlin, et ceci amènera l'arbitre à poser la question suivante :

Quelles réclamations afférentes à des dommages subis par suite de décès survenus à bord du *Lusitania* rentrent dans le cadre du Traité de Berlin ?

Ce traité (paragraphe 1 de l'annexe 1 de la section 1 de la partie VIII en connexion avec le paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Versailles) obligeait expressément l'Allemagne à réparer les dommages subis par des survivants américains qui étaient à la charge des civils dont le décès a été causé par des actes de guerre intervenus à une date quelconque pendant la durée de la dernière guerre.

Le surarbitre s'exprimera en ces termes :

« Nulle part ailleurs dans le traité, référence n'est faite expressément à l'indemnisation des dommages subis par des nationaux américains en raison des blessures entraînant la mort. En examinant alors la seule disposition du traité de Berlin qui oblige expressément l'Allemagne à indemniser en cas de décès, nous trouvons que cette obligation est limitée aux dommages subis par des survivants américains qui étaient à la charge de civils dont le décès a été causé par des actes de guerre.

Et il continue ainsi :

« D'après les règles classiques de l'élaboration des traités, cette mention expresse de survivants qui, ayant été à la charge de civils, ont le droit d'obtenir par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs une compensation en cas de décès, *exclut toutes les autres catégories* y compris les assureurs sur la vie. La maxime « *expressio unius est exclusio alterius* » est une règle à la fois du droit et de la logique et s'applique à l'élaboration des traités aussi bien qu'à la rédaction des lois et contrats privés. »

(M. Parker renvoie en note à l'opinion du surarbitre Ralston dans l'affaire *Sambiaggio*, Venezuelan arbitrations of 1903, op. cit. p. 666-679 et à l'affaire *V. Bokkelen* (Moore, p. 1807 et Lafontaine). Cf. Witenberg, op. cit. t. I, p. 131-132.)

Quant à la Cour permanente de justice internationale, dans son arrêt n° 1 rendu en l'affaire du vapeur *Wimbledon*, elle dira que les stipulations du traité de Versailles relatives au Canal de Kiel, énoncées à l'article 380 dudit traité, se suffisent à elles-mêmes, et qu'il n'y a pas de raison de les compléter ou interpréter par les dispositions qui se trouvent dans les premières sections de la partie XII qui visent les voies navigables intérieures de l'Allemagne.

« Ce n'est pas dans un argument d'analogie avec ces dispositions qu'il convient de chercher la pensée qui a inspiré l'article 380 et les articles suivants du Traité », dira cette dernière, « mais bien plutôt dans un argument *a contrario* qui les exclut » (cf. Série A, n° 1, p. 24).

Une fois ces quelques exemples pratiques d'argumentation *a contrario* posés, il est à remarquer, toutefois, que cette dite argumentation ne constitue ni une méthode d'interprétation, ni un moyen auquel l'interprète est tenu de recourir en certaines circonstances données.

Cet argument, comme plusieurs autres que nous retrouvons dans la pratique internationale, n'est qu'une partie de la chaîne assez large d'arguments dont l'interprète se sert pour développer le raisonnement qui doit le conduire aux conclusions logiques auxquelles il arrive pour remplir sa tâche.

Ceci veut dire que l'argument *a contrario*, par lui seul, ne peut pas servir de guide ni de fondement à l'interprétation d'un traité, mais il est quand même un indice susceptible d'apporter une certaine contribution au raisonnement d'ensemble que l'interprète doit développer. Celui-ci est forcé souvent de procéder à l'aide de présomptions logiques et lorsqu'il est dans cette voie, il doit nécessairement chercher à éviter de tomber dans des contradictions pouvant affaiblir son argumentation.

Son devoir est donc de soumettre le mot, la clause ou le traité qu'il doit interpréter à un examen détaillé sur chacun des aspects possibles que le mot, la clause ou le traité peut présenter à ses yeux. Il doit donc retenir toutes les indications fournies par son analyse et s'en servir pour expliquer et rendre consistante l'argumentation sur laquelle il doit se baser.

En résumé, les arguments *a contrario*, *a fortiori*, *a minori*, *ad majus*, et tant d'autres dont l'interprète peut se servir, ne sont que des arguments pouvant découler d'un raisonnement logique, mais auxquels on ne saurait guère conférer le caractère de moyens de recours pour l'interprétation juridique des traités.

Ils peuvent en certains cas rendre quelques services, mais leur emploi est souvent dangereux.

La remarque faite par M. Geny que l'emploi de l'argument *a contrario* « n'est justifié, que si l'on s'appuie, pour conclure ainsi, par exclusion négative, sur une disposition légale, évidemment divergente des principes généraux, ou, du moins, lorsque la formule du texte légal implique, pour le cas prévu par lui, une solution

certainement restrictive » (cf. *op. cit.*, p. 34), nous semble pouvoir s'appliquer également pour l'interprétation d'un traité.

Cependant, ces procédés, déjà difficiles à manier lors de l'interprétation d'une loi, se heurtent à des difficultés plus grandes encore, dans le domaine du droit international où l'interprète doit s'abstenir de faire, d'une hypothèse donnée, le point de départ de ses argumentations juridiques.

---

## CHAPITRE III

### METHODE D'INTERPRETATION A L'AIDE DES ELEMENTS ETRANGERS AU TEXTE

Il n'est pas rare que l'effort accompli par l'interprète pour puiser à la source même du texte la solution cherchée, se révèle impuissant à en faire surgir la pensée inspiratrice.

Cela se produit, soit en raison de l'ambiguïté des termes, soit parce que ceux-ci n'expriment qu'incomplètement la pensée des auteurs du traité.

Mais, comme l'on ne saurait concevoir que ces derniers aient eu, de propos délibéré, l'idée de porter leur choix sur des formules vides de sens et n'aboutissant pas à des résultats pratiques, l'interprète est tenu d'orienter différemment ses investigations et de rechercher ailleurs les moyens de suppléer à la défaillance du texte.

C'est alors qu'il y a lieu de suivre la méthode dite extrinsèque, en raison des éléments nouveaux, pris hors du texte, auxquels l'interprète doit recourir pour rétablir la volonté qu'il lui est imparti de dévoiler.

Bien que ces éléments, par la nature de leurs sources, ne remplissent qu'un rôle d'investigation auxiliaire, il est certain que quelques-uns sont cependant assez efficaces pour mieux pénétrer le sens du traité et en extraire la conviction qu'il correspond bien à l'intention voulue des parties.

Les différents procédés basés sur une interprétation extrinsèque, sont les suivants :

- a) Le procédé basé sur l'étude des *travaux préparatoires*;
- b) Le procédé basé sur l'étude *comparative* de différents textes;
- c) Le procédé basé sur la *recherche historique* des faits créateurs du litige.

Etude des travaux préparatoires, étude de l'histoire, étude comparative, sont donc des recherches extrinsèquement étayées, et qui ont pour tendance de faire prédominer l'« intention » sur la « formule ».

Par ailleurs, il peut exister également des recherches d'inspiration extrinsèque, mais étayées cette fois-ci, non plus sur l'intention présumée des parties, mais sur une nécessité organique d'adapter une norme donnée au milieu juridique et social dans lequel elle doit évoluer : ceci fera l'objet d'un autre chapitre ; et nous constaterons alors que si, en nous plaçant du point de vue de l'interprétation d'un traité normatif, nous avons parfois quelque peu de répugnance à nous servir d'une méthode extrinsèque basée sur l'intention présumée des parties, une méthode qui va au delà de la formule et se laisse influencer par les derniers idéaux et les récentes nécessités soit juridiques soit sociales, prend, tout au contraire, un relief et un intérêt considérables, lorsque l'interprétation d'une règle objective se fait ressentir.

### Section I. — Le recours aux travaux préparatoires.

L'étude des différends, relatifs aux traités conclus au cours de ces dernières années, portés devant la juridiction internationale, nous permet d'observer que ce sont, le plus souvent, les preuves que peut fournir l'examen des travaux préparatoires que les parties intéressées réclament à l'appui de leur thèse dans l'interprétation d'un traité.

La raison en est que la procédure actuelle, pour l'élaboration des traités, attribue une large place aux négociations préliminaires ; de même qu'elle prévoit la publicité des procès-verbaux qui enregistrent les négociations.

Sans doute, les travaux préparatoires apportent quelquefois une aide appréciable dans la recherche de la volonté des auteurs d'un traité ; mais sans que cela puisse légitimer pour autant la prétention, abusive à nos yeux, de faire état de ces documents à tout instant et en toute circonstance.

Abordons le sujet en posant les questions suivantes :

Le recours aux travaux préparatoires s'impose-t-il d'une façon aussi absolue pour l'*interprétation de tous les traités* ?

La valeur de ce procédé d'interprétation est-elle analogue ou non suivant qu'il s'agisse d'une catégorie de traités plutôt que d'une autre ?

Les travaux préparatoires possèdent-ils une valeur intrinsèque, capable de l'emporter sur la convention même, ou n'ont-ils qu'une *valeur corroborante* ?

Autant de questions, autant de problèmes, autant de controverses.

Pour essayer de répondre à ces questions, il nous semble nécessaire de jeter un regard sur l'attitude de la doctrine, tout d'abord, et sur celle de la jurisprudence, ensuite. Ce n'est qu'alors, d'après les données fournies par l'une et par l'autre, qu'il sera possible de dégager des directives et des tendances pouvant conduire à la constatation de certaines règles et éventuellement de certains principes.

Lorsque Cicéron observe déjà que pour découvrir le sens d'un écrit, il faut examiner les autres écrits de l'auteur, ses actions, ses paroles, ses sentiments, sa conduite, il nous laisse bien entendre par cette manière de voir qu'il ne négligerait pas de recourir aux travaux préparatoires pour l'interprétation d'un traité. (V. *De inventione Rhetorica*, lib. II, cap. XL : « Qua in Sententia Scriptor fuerit, ex ceteris ejus scriptis factis, dictis, animo, atque vita ejus sumi oportebit. »)

De même, Grotius, sans préconiser d'une façon formelle le recours aux travaux préparatoires, dira que « la mesure d'une droite interprétation est l'induction de la volonté, tirée des signes les plus probables. Ces signes sont de deux sortes : les paroles et les autres conjectures. On les considère ou séparément ou conjointement. »

Grotius estimera qu'il « est besoin de recourir aux conjectures, lorsque les mots ou l'assemblage des mots signifient plusieurs choses, c'est-à-dire reçoivent plusieurs significations ».

Cependant, ajoutera-t-il, « quelquefois les conjectures elles-mêmes sont si évidentes, qu'elles se présentent spontanément, même contre la signification la plus reçue des mots ».

D'où tirer ces conjectures ?

Grotius<sup>1</sup> pense que « les lieux principaux d'où se tirent les conjectures de la volonté, sont la matière, l'effet, la liaison ».

Et quand Grotius en vient à citer les conjectures qui naissent par liaison, c'est ainsi qu'il s'exprimera :

« Sont liées entre elles par l'origine, les choses qui partent de la même volonté, quand même elle aurait été exprimée dans un autre lieu et une autre occasion ». (V. Grotius, *op. cit.*, livre II, chap. XVI, § 1-2, IV-1, 2, VII).

Ce qui peut aussi bien signifier le recours à d'autres textes que

1. Voici ce que pense Barbeyrac en la matière :

« Or les conjectures que l'on peut avoir de l'intention de celui qui parle, se tirent de trois chefs principaux, savoir : de la nature même du sujet, des effets et de la liaison avec d'autres paroles de la même personne »).

le recours aux travaux préparatoires, ou l'un et l'autre à la fois, mais l'admission certaine d'éléments extrinsèques<sup>1</sup>.

Les publicistes autorisés de la fin du siècle dernier, sont, pour la plupart, eux aussi, partisans du recours aux travaux préparatoires :

Calvo, *Cours*, t. III, 1-18, p. 396, s'exprime ainsi :

« On peut encore, pour arriver à la conciliation, rechercher les faits, les circonstances qui ont précédé immédiatement la signature de l'accord, examiner les protocoles, les procès-verbaux ou les autres écrits dressés par les négociateurs, étudier les mobiles ou les causes qui ont provoqué le traité, en un mot la raison d'être de l'acte... »

De même, Pradier-Fodéré (*op. cit.*, t. II, p. 895), Piédelièvre (*op. cit.*, t. I, p. 3) et Samuel B. Crandall (*Treaties, their making and enforcement*, 1904, p. 224-231).

Fiore (*op. cit.*), t. II, p. 405), partage cette opinion, cependant dans son *Droit international codifié* (1911, p. 402, § 792-816) il apporte d'intéressantes limitations à ce principe<sup>1</sup>.

1. Puffendorf, *Droit des gens*, liv. V, chap. XII, par. IX, s'exprime à peu près d'une façon semblable.

Vattel dira également :

« Si celui qui s'est énoncé d'une manière obscure, ou équivoque, a parlé ailleurs plus clairement sur la même matière, il est le meilleur interprète de lui-même. L'on doit interpréter ses expressions obscures ou équivoques, de manière qu'elles s'accordent avec les termes clairs et sans ambiguïté dont il a usé ailleurs, soit dans le même acte soit en quelque autre occasion semblable. »

Vattel pense donc comme Grotius et Puffendorf; mais il faut encore citer ce passage qui se trouve trois paragraphes plus loin, et que nous estimons remarquable de netteté et de logique (Voir *op. cit.*, liv. II, chap. XVII, § 284 et 287).

« Si l'acte dont il s'agit est obscur en lui-même, si, pour en connaître le sens, il ne reste d'autre moyen que de rechercher les vues de l'auteur ou la raison de l'acte, on peut alors recourir aux conjectures, et à défaut de la certitude, recevoir pour vrai ce qui est le plus probable. Mais c'est un abus dangereux, que d'aller sans nécessité chercher des raisons, des vues incertaines, pour détourner, resserrer ou étendre le sens d'un acte assez clair en lui-même, et qui ne présente rien d'absurde. »

1. « L'esprit de toute disposition devra être déterminé en s'inspirant des motifs. Toutefois les discussions relatives aux clauses stipulées, telles que ces discussions se trouvent rapportées dans les procès-verbaux et dans les travaux préparatoires, qui ont précédé la rédaction du traité, ne peuvent pas servir à interpréter le traité de façon à lui attribuer une valeur substantielle différente de celle qui résulte de ce qui est expressément stipulé, sauf dans le cas où les négociateurs eux-mêmes ont rédigé et signé un protocole pour déterminer la valeur juridique du traité.

» Disons, pour expliquer notre règle, que ce qui a été dit par les plénipotentiaires au cours des négociations du traité, peut être pris en considération pour expliquer la valeur d'une clause stipulée, dans le cas où cette valeur ne résulte pas expressément de la rédaction de l'acte. Cependant, on ne saurait admettre que ce que les négociateurs ont pu dire *hinc et inde*, et on ne saurait soutenir que leurs intentions réservées et non déclarées puissent servir à atténuer la portée juridique du contrat écrit. Etant donné que cette convention soit claire, expresse et non ambiguë, la valeur n'en saurait être méconnue par la partie obligée, en se basant sur les paroles prononcées par le négociateur et sur ses intentions en harmonie avec les instructions secrètes qui lui avaient été données. Ces intentions secrètes, pas plus que les expressions équivoques employées au cours des négociations, ne peuvent servir à ôter la force juridique à ce qui résulte clairement de l'acte écrit, régulièrement rédigé et signé. »

Dans le camp adverse il nous faut citer Wheaton et Field, dont les opinions sont différentes de celles des précédents auteurs.

« All mere verbal communications preceding the final signature of a written convention, are considered as merged in the instrument itself. » Lawrence's, *Wheaton*, p. 318. (Cf. aussi *Eléments de Droit international*, revus par Berriedale Keith, 1929, t. I, p. 522).

Cette idée sera reprise par *Field, Oullines of an international Code* (1876), qui l'étendra même aux communications écrites :

« All communications, written or verbal, between the parties to a treaty, preceding its signatures, and relating to the subject thereof, are merged in the treaty. »

Il nous reste maintenant à citer l'opinion de quelques publicistes contemporains particulièrement compétents :

*Oppenheim* admet d'une façon très catégorique le recours aux travaux préparatoires :

« S'il existe, dira-t-il, une divergence entre le sens clair d'une stipulation, d'une part, et d'autre part, l'intention de toutes les parties unanimement déclarée pendant les négociations qui ont précédé la signature du traité, le sens qui correspond à l'intention réelle des parties doit prévaloir sur le sens du texte. »

Le professeur *Charles Cheney Hyde* le pense également ainsi (*op. cit.*, § 531, p. 64) :

C'est aussi en ce sens que se prononce M. *Philipp Marshall Brown* dans son article *The Interpretation of treaties*, paru dans l'*American Journal of International law* (t. XXIII, 1929, p. 819-824).

Cependant, d'autres juristes, et non des moindres, se montrent beaucoup plus circonspects quant à l'admission des travaux préparatoires comme moyens de preuve pour l'interprétation d'un traité. Ils se montrent d'autant plus circonspects et méfiants lorsque le traité sujet à interprétation se trouve être un traité multilatéral rédigé par un grand nombre de négociateurs et comportant souvent et de plus en plus la clause d'adhésion.

M. *Frede Castberg*, dans son cours *La Méthodologie du droit international public*, professé à l'Académie de La Haye en 1933, estime « qu'il faut chercher le but rationnel de la règle conventionnelle ou coutumière et non le but qu'on a peut-être en fait (au point de vue historique) eu en vue lors de l'adoption de la règle ».

M. le professeur Castberg s'occupe ici uniquement de l'interprétation d'une norme conventionnelle, c'est-à-dire de l'interprétation d'un traité normatif, car, d'après lui, « seules les règles rela-

tives à l'interprétation des traités qui contiennent des normes juridiques trouvent place dans une méthodologie ».

M. Quincy Wright dans son article *The interpretation of multilateral treaties*, paru en 1929 dans l'*American journal of international law*, p. 94-107, songe aussi à faire cette distinction que nous estimons essentielle et nous tâchons par la suite d'en expliquer les raisons.

Quincy Wright dira, relativement aux traités multilatéraux :

« Such treaties must be interpreted by doctrine rather than history ».

En voici les raisons :

« ...Preliminary conversations and subsequent actions usually furnish sufficient evidence of the intention of all the makers of a contract, while legislative debates seldom indicates the full intention of all the makers of a statute... »

« Thus, with respect to interpretation it seems both reasonable and in accord with practice to regard treaties between two or a small number of states as analogous to contracts, while multilateral law-making treaties bear more resemblance to statutes. The latter analogy seems especially applicable to multilateral treaties open to general accessions, since the acceding states are usually officially cognizant only of the text and formal reservations and can not be supposed to have *accepted* interpretations suggested in the preliminary conversations of the original negotiators. »

M. P. A. Fachiri n'accepte, lui aussi, le recours aux travaux préparatoires qu'avec beaucoup de réticences et dans des cas vraiment exceptionnels.

Il termine en ces termes son article sur l'interprétation des traités paru également en 1929 dans l'*American journal of international law* (p. 745.)

« ...it is the final text of the treaty which embodies the intention of the parties and it is the text alone that is ratified. »

Si nous prenons en considération la jurisprudence qui fut antérieure à la création de la Cour permanente de justice internationale, il nous est loisible de constater que, d'une façon générale, il ne fut pour ainsi dire jamais présenté une objection quelconque quant à l'admissibilité des travaux préparatoires pour l'interprétation d'un texte donné.

Toutefois, nous ne devons pas nous contenter d'une analyse aussi superficielle, et cette constatation ne doit pas nous suffire.

Or, si nous envisageons la question d'une façon un peu moins simpliste, il nous apparaîtra manifestement que les cas d'interprétation qui se sont alors présentés, n'ont eu trait qu'à *des instruments relevant uniquement de la nature de traités-contrats*. Non pas qu'il n'existât pas déjà à cette époque de conventions multilatérales, — sans chercher bien loin nous pouvons citer les conventions de La Haye de 1899 et de 1907 sur les « règlements pacifiques des différends internationaux » — mais des difficultés relatives à l'interprétation de telles conventions ne se sont jamais manifestées.

En effet, si nous examinons attentivement les principales sentences rendues soit par des commissions mixtes, soit par des tribunaux d'arbitrage spécialement constitués pour une affaire donnée, soit par la Cour permanente d'arbitrage, il nous est facile de nous rendre compte que les interprètes furent chargés de résoudre seulement des différends relatifs à une délimitation de frontières, ou à des réclamations ou liquidations d'intérêts; c'est-à-dire, des différends concernant des matières} purement contractuelles, et par tant, de caractère essentiellement subjectif.

Nous croyons utile de signaler, à titre documentaire, les principales sentences rendues sur des points relatifs : 1° soit à une délimitation de territoire; 2° soit à des réclamations et où il est fait état des travaux préparatoires.

### I. *Délimitation de territoire.*

Dans l'affaire dite de la *Manica*, dont une décision arbitrale fut rendue le 30 janvier 1897, le Tribunal devait interpréter l'article 2 du traité du 11 juin 1891 conclu entre la Grande-Bretagne d'une part et le Portugal, d'autre part, en vue de déterminer la question des frontières de leurs possessions et de leurs zones d'influence dans l'Afrique orientale et centrale. Cet article 11 contient la démarcation de la frontière au sud du Zambèze.

L'arbitre, afin de découvrir quelle était la véritable intention des négociateurs, crut devoir recourir et tenir compte de différents faits particulièrement suggestifs qui eurent lieu lors des négociations<sup>1</sup>.

Dans une sentence arbitrale prononcée à Berne le 1<sup>er</sup> décembre 1900, par le Conseil fédéral suisse, chargé, — par un traité d'arbitrage conclu le 10 avril 1897, — d'établir définitivement la fron-

1. Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 486 et s.

tière du Brésil et de la Guyane française, l'arbitre fera à la fois état des travaux préparatoires et de l'historique (V. Lafontaine, *op. cit.*, p. 564-578).

Il fut encore fait état des travaux préparatoires dans une décision arbitrale rendue le 20 octobre 1903 par la Commission mixte anglo-américaine chargée de délimiter les frontières de l'Alaska.

Dans l'affaire *Chamizal* (sentence rendue le 15 juin 1911 par une commission mixte en vue de clore le différend surgi entre les États-Unis et le Mexique relativement à leur ligne frontière), bien que le principe de recourir aux travaux préparatoires fut admis, il le fut toutefois avec certaines restrictions. Dans cette sentence, en effet, la Commission mixte estima que des expressions isolées employées par les négociateurs de l'un ou l'autre gouvernement, ne peuvent constituer en aucune façon une obligation internationale liant les nations au service desquelles ces négociateurs se trouvent.

D'après cette dernière, il ne faut attacher d'importance qu'à la correspondance et aux négociations sanctionnées internationalement et reconnues par les deux gouvernements en vue d'établir leur attitude dans la matière en discussion, et encore, relativement à des points d'importance vitale et non secondaire. (Cf. *American Journal of international law*, t. V, p. 829, voir aussi, *ibidem*, p. 797.)

Pour conclure, nous citerons l'affaire relative à la délimitation d'une partie des possessions néerlandaises et portugaises dans l'île de Timor (cf. sentence rendue par la Cour permanente d'arbitrage le 25 juin 1914, dans laquelle M. Lardy, arbitre, dira qu'il faut rechercher quelle a été « la réelle et commune intention des Pays-Bas et du Portugal lors des négociations de 1902 qui ont abouti à la Convention de 1904 » (la Convention de 1904 était la base même du présent litige).

## II. Réclamations d'un Etat envers un autre.

La jurisprudence internationale se trouve considérablement accrue en raison des nombreuses sentences rendues à l'occasion de réclamations d'un Etat envers un autre, soit à la suite d'une guerre, d'une révolution, de troubles et d'émeutes, de saisie et capture de navires, etc.

La plupart de ces litiges posent la question de la responsabilité internationale de l'Etat pour dommages subis par un Etat ou par ses ressortissants.

Ces réclamations sont habituellement portées devant des Commissions arbitrales mixtes constituées par les Parties à la suite de négociations diplomatiques qui aboutissent à l'élaboration d'un compromis.

Parfois, ces arbitres sont amenés à l'interprétation d'un traité antérieur au compromis, mais le plus souvent c'est le compromis même qui fait l'objet de l'interprétation.

Dans l'un et dans l'autre cas, le recours aux travaux préparatoires est pour ainsi dire courant dans la pratique de ces tribunaux.

En ce qui concerne l'interprétation d'un traité antérieur au compromis, nous citerons la célèbre affaire des *Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique*, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dont la sentence fut rendue le 7 septembre 1910. Le Tribunal arbitral avait à répondre à sept questions relatives à l'interprétation de l'article premier du traité du 20 octobre 1818 conférant aux pêcheurs américains le droit de sécher, saler et pêcher le poisson sur une partie des côtes britanniques de Terre-Neuve et du Labrador.

Le Tribunal devait établir si les habitants des Etats-Unis, dans l'exercice du droit qui leur était octroyé en vertu de la dite convention, avaient la faculté d'employer comme membres d'équipage des personnes de nationalité non américaine. Le tribunal prit en considération la correspondance échangée en 1815 entre M. Adams et lord Bathurst.

La question VI était née d'une différence de terminologie dans l'article premier du Traité de 1818. En effet, la liberté de pêche était accordée « sur les côtes, baies, havres et criques » — pour la région du Labrador — mais cette liberté était accordée « sur la côte » seulement pour Terre-Neuve, et « sur les rivages » pour les îles Madeleine. La Grande-Bretagne en déduisait que les pêcheurs américains n'auraient pas le droit de pêcher dans les baies, criques et havres de la côte de Terre-Neuve et des îles Madeleine.

A cette assertion le Tribunal répondit qu'il semblait « prouvé que l'intention des parties au traité de 1818, telle qu'elle est indiquée par les comptes rendus des négociations et par l'attitude subséquente des gouvernements, était d'admettre les Etats-Unis à ces pêcheries. De sorte qu'il incombe à la Grande-Bretagne de prouver de façon satisfaisante que les Etats-Unis n'ont pas ce droit d'après le traité ».

Cette décision est particulièrement intéressante en raison de la question relative à la charge de la preuve qu'elle tranche, selon

nous, d'une manière satisfaisante. D'ailleurs, la Cour permanente de justice internationale s'est, à maintes reprises, inspirée du même principe pour mettre la preuve à la charge de la partie qui avance une prétention contraire à certains faits faciles à contrôler.

Dans le second cas, concernant l'interprétation du compromis, nous pourrions citer un nombre considérable de décisions rendues sur la base des négociations diplomatiques engagées lors de la soumission des réclamations à l'arbitrage international.

Nous nous bornerons, cependant, aux sentences suivantes :

La première est une sentence rendue à Santiago, le 7 avril 1875, pour liquider les dépenses communes supportées par les flottes du Chili et du Pérou au cours de la guerre d'indépendance entreprise par ces deux Etats contre l'Espagne.

L'arbitre examina les travaux préparatoires antérieurs à la conclusion du traité sur la base duquel il devait statuer. D'après lui, ces travaux devaient être pris en considération parce que « les préliminaires officiels... doivent être considérés comme faisant partie du traité ». Pour renforcer son assertion, l'arbitre invoqua l'autorité de Wheaton et de Field. Or, ce qui est assez curieux, c'est que l'arbitre avait mal interprété les textes des passages pertinents de ces auteurs, car ces derniers, bien au contraire, étaient d'avis que l'on ne doit pas tenir compte des travaux préparatoires d'un traité, précisément parce qu'ils font partie intégrante de la convention définitive (textuellement, sont fondus « marged »).

Une seconde sentence qu'il convient de citer est celle rendue par la Cour permanente d'arbitrage le 22 février 1904, lors de l'affaire relative au « *Droit de préférence réclamé par les puissances bloquantes au Venezuela* », dont les parties en cause étaient l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie, d'une part, et le Venezuela, d'autre part.

Le Tribunal examina les faits et les circonstances qui avaient abouti à la conclusion des protocoles du 13 février et du 7 mai 1903.

Pour interpréter les mots « all claims », le Tribunal eut recours aux négociations diplomatiques pour constater que le plénipotentiaire du Gouvernement du Venezuela avait accepté, sans la moindre protestation, certaines réserves faites par les gouvernements allemand et britannique.

Il est à remarquer qu'il ne s'agissait que d'une acceptation tacite desdites réserves.

Pour finir cette partie de notre étude, nous citerons l'affaire de la Société à responsabilité limitée des mines Aroa (*Aroa mines case*),

soumise à la commission mixte entre le Venezuela et la Grande-Bretagne. Le surarbitre Plumley fut appelé à départager les commissaires britannique et vénézuélien sur la question de savoir s'il fallait tenir compte des négociations pour interpréter certaines expressions insérées dans le Protocole du 13 février 1903.

La sentence rendue par le surarbitre attribue une large part à la correspondance diplomatique échangée entre les gouvernements intéressés pendant la période antérieure et contemporaine à l'élaboration du Protocole et se réfère souvent au « livre jaune » et au « livre bleu » publiés par le Venezuela et la Grande-Bretagne. (Cf. Ralston, *ven. arb.*, p. 344-387.)

Dans l'affaire *Kummerow*, plainte d'un ressortissant allemand, Otto Kummerow, pour biens pris par les révolutionnaires vénézuéliens dans sa résidence de Naguanagua, en mai, juin et juillet 1902, le surarbitre Henry M. Duffield entreprendra une étude très approfondie des travaux préparatoires, et notamment de la correspondance échangée par les négociateurs antérieurement à l'exécution du protocole germano-vénézuélien du 13 février 1903<sup>1</sup>.

Est-il permis à l'interprète, pour élucider un point qui lui semble douteux, de recourir au témoignage des négociateurs du traité qu'il doit interpréter?

Dès l'aube même de la procédure arbitrale, un tel procédé fut

1. Voir Ralston, *op. cit.*, p. 526-562, notamment l'opinion de l'arbitre, p. 549-562. L'arbitre avait à juger le bien-fondé non seulement de la plainte d'Otto Kummerow, mais également d'autres plaintes analogues provenant de certains ressortissants allemands et portant sur des faits similaires : dommages et pertes subies par la faute des troupes révolutionnaires. Affaires Otto Redler et Co, Fulda, Fishbach et Friedericy.

Les travaux préparatoires furent aussi invoqués : dans une sentence rendue le 4 décembre 1888 entre les Etats-Unis et Haïti (*affaire Van Bokkelen*) (cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 301-322). Cf. aussi une décision rendue à Stockholm le 14 octobre 1902 par S. M. Oscar II, roi de Suède et Norvège, choisi comme arbitre aux termes d'une Convention signée à Washington le 7 novembre 1899 entre l'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Etats-Unis d'Amérique relativement au règlement de certaines réclamations en raison d'opérations militaires effectuées aux îles Samoa, en 1899. (*Foreign relations of the United-States*, 1902, p. 444).

Dans l'affaire n° III, dite *affaire des baux perpétuels au Japon*, dont la sentence fut rendue le 22 mai 1905, le Tribunal arbitral eut également recours aux négociations antérieures à l'élaboration des traités conclus entre le Japon, d'une part, et la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, d'autre part, relativement à la création de quartiers étrangers dans certaines localités du Japon.

Dans une sentence rendue par MM. Henry Strong et Don M. Dickinson dans l'affaire « El triunfo company Limited » en vertu d'un compromis signé entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Salvador en vue de régler dans le mode arbitral certaines réclamations contre le Salvador, — compromis signé à Washington le 19 décembre 1901 — référence fut faite par les arbitres à la correspondance antérieure. (Cf. *Foreign relations of the United States*, 1902, p. 867).

adopté par la Commission mixte chargée d'interpréter l'article 5 du traité de Jay du 19 novembre 1794, conclu entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Cette Commission, chargée de délimiter une partie de la frontière existant entre les Etats-Unis et le New-Brunswick, devait établir quelle était la rivière appelée Sainte-Croix, mentionnée par le traité de 1782-1783.

A l'époque en question il n'existait aucune rivière de ce nom. Les dépositions de John Adams et de John Jay, négociateurs survivants du traité de 1782-1783, de même qu'une lettre de Benjamin Franklin, également l'un des négociateurs du dit traité, furent admises comme moyen de preuve, ces déclarations ayant mis en lumière certains faits assez obscurs relatifs tant aux négociations antérieures qu'au texte même du traité. (V. Moore, *Arbitration I*, p. 18-22 et Ch. Ch. Hyde, *op. cit.*, § 534, p. 68.)

A cette pratique, d'ailleurs fort rare, il convient d'opposer l'opinion exprimée par la Cour permanente de justice internationale dans son Avis consultatif n° 8, p. 38, lorsqu'elle dit « qu'on ne saurait accorder une valeur décisive à l'opinion des auteurs d'un texte lorsque cette opinion, postérieure à la rédaction du texte en question, est en contradiction avec celle qu'ils avaient émise à ce moment. A plus forte raison est-on en droit de recuser l'autorité d'une telle opinion, lorsque, comme c'est le cas ici, un espace de plus de deux ans s'est écoulé entre le jour où elle a été formulée et celui où la décision sujette à interprétation avait elle-même été prise ».<sup>1</sup>

1. Une étude par trop approfondie de la pratique diplomatique quant à l'interprétation des traités nous entraînerait beaucoup trop loin et risquerait de dépasser le cadre du sujet que nous nous sommes proposé de traiter ici.

Mais, il est intéressant de noter que les diplomates n'admettaient pas toujours aussi facilement d'être obligés de recourir aux travaux préparatoires pour interpréter un texte comme la majorité des arbitres internationaux croyaient devoir le faire alors.

Ainsi, dans une dépêche que le ministre des Affaires étrangères du Danemark, M. Hall, adressera, le 12 mars 1862 au ministre du Danemark à Berlin M. Quaade et au comte Bille-Brahe, ministre danois à Vienne, relativement à l'immixtion fédérale dans les affaires du Schleswig et en réponse à la note de M. de Bernstoff du 8 février, M. Hall s'exprimera en ces termes :

« Quant à nous, il ne nous coûte point de déclarer que le Gouvernement royal (de Danemark) remplira scrupuleusement toute obligation acceptée. Seulement ici, pas plus que dans toute autre négociation internationale, on ne saurait admettre que l'une des parties ait le droit d'attribuer à une expression quelconque des correspondances préparatoires, le caractère obligatoire qui n'appartient qu'à l'acte final qui résume et constate les engagements acceptés de part et d'autre... »

(Voir *Archives diplomatiques*, 1862, II, p. 379).

Voici ce qu'écrivra, le 9 décembre 1863, le comte Russell à lord Wodehouse, ministre de Grande-Bretagne à Copenhague — toujours relativement au différend dano-allemand — en vue de l'accomplissement du Traité de 1852 et des engagements pris par l'Autriche, la Russie et le Danemark en 1851-52 :

« Le cas prévu par l'article premier du traité de Londres du 8 mai 1852, à savoir

### III. La Cour permanente de Justice internationale et les travaux préparatoires.

Nous avons tenu à réserver une place spéciale à l'examen des décisions de la Cour, en raison de l'unité que comporte l'ensemble de sa jurisprudence, ainsi que de certains principes qu'il est possible d'en dégager.

Le premier de ces principes, maintes fois confirmé par la Cour, est celui d'après lequel on ne doit pas tenir compte des travaux préparatoires lorsque le texte est suffisamment clair pour être interprété par lui-même<sup>1</sup>.

La première fois que la Cour eut à se prononcer sur la demande d'une partie qui invoquait ce moyen de preuve comme décisif pour interpréter une convention, c'était en 1922, lors de l'avis qu'elle devait émettre sur la question de savoir si la « compétence de l'Organisation internationale du travail s'étendait également à la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture ».

Au cours de la procédure écrite et orale, devant la Cour, certains exposés attribuaient beaucoup d'importance à l'examen des travaux de la Commission de législation internationale du travail, qui s'était chargée de préparer et de soumettre à la Conférence de la paix la Partie XIII du Traité de Versailles. En revanche, le représentant du Gouvernement français mit en doute la pertinence de ces travaux préparatoires, comme moyen de preuve, en faisant valoir

l'absence de descendant mâle direct dans la ligne de Frédéric III s'est présenté et, conformément au traité, le roi Christian IX est monté sur le trône.

» Mais, si la situation au royaume de Danemark n'est pas disputée, celle concernant le duché de Holstein est l'objet d'une dispute ardente en Allemagne, et la Diète de Francfort a hésité ou refusé d'admettre la prétention du ministre du roi Christian, duc de Holstein, à prendre sa place à la Diète.

» Mais, ce qui est plus important encore, des doutes se sont élevés en Prusse, et, jusqu'à un certain point, en Autriche, sur la force obligatoire du traité de 1852...

» ... Le traité de mai 1852... fait clairement partie du droit public européen.

« Il a été, il est vrai, soutenu en Allemagne, que quelques engagements antérieurs conclus en 1851 et 1852, par un échange de notes diplomatiques entre l'Autriche et la Prusse d'une part et le Danemark de l'autre, étaient en connexion avec le traité du 8 mai et faisaient partie de ce même arrangement général. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut considérer cette assertion comme correcte; il ne saurait consentir à faire dépendre la validité d'un traité formel et positif de l'exécution d'arrangements pris à une autre époque au moyen de dépêches diplomatiques non mentionnées dans le traité lui-même; il ne peut se ranger à la doctrine et à l'opinion que la force obligatoire d'un instrument clair et simple en lui-même soit cherchée dans d'autres documents obscurs et compliqués. Une pareille doctrine ébranlerait et minerait les fondements sur lesquels reposent les droits et les rapports des puissances et des Etats du globe. » (V. Archives diplomatiques, 1864, II, p. 8.)

<sup>1</sup> Cf. l'article de M. D. Negulesco, paru en 1926 dans la *Revue générale de droit international public* (t. XXXIII, p. 202), intitulé *la Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale*.

que les termes du Traité étaient suffisamment clairs pour écarter l'examen d'éléments extrinsèques, et que, en outre, certaines puissances avaient accédé au Traité sans avoir pris part à ces travaux préparatoires.<sup>1</sup>

Dans son avis consultatif du 12 août 1922, la Cour se refusa à discuter les arguments avancés de part et d'autre, sur l'importance desdits travaux préparatoires, en se basant sur le fait que l'interprétation du texte même lui permettait de conclure que le travail agricole était compris dans la compétence de l'Organisation internationale du travail et qu'il n'y avait rien dans les travaux préparatoires qui fût susceptible de l'amener à modifier cette conclusion (Cf. A. C., n° 2, p. 40).

Cette décision marquait déjà une tendance très nette à placer l'interprétation intrinsèque au-dessus de tout élément extrinsèque, notamment des travaux préparatoires.

On retrouve la même tendance lorsque la Cour fut saisie du différend du *Lotus*, conformément au compromis signé à Genève le 12 octobre 1926, entre la France et la Turquie. Le Gouvernement français soutenait alors que le sens de l'expression « principes de droit international » énoncée dans l'article 15 de la Convention de Lausanne du 24 juillet 1923 devait être déterminé à la lumière des travaux préparatoires de ladite Convention.

Dans son Arrêt n° 9, du 7 septembre 1927, la Cour estima que le sens de l'expression en cause devait être pris selon l'usage général, confirmé par le contexte de l'article lui-même. Puis, la Cour ajouta :

« Du reste, les travaux préparatoires de la Convention sur l'établissement et la compétence judiciaire ne fourniraient aucun élément de nature à écarter l'interprétation qu'imposent les termes mêmes de l'article 15. »

La déclaration précédente, cependant, n'est pas aussi explicite que celle de l'opinion dissidente du juge, M. Moore, relative à la même affaire, où il disait que « le langage de l'article 15 est simple et clair, et, pour l'interpréter, il n'est pas besoin de puiser à une source autre que les termes mêmes du Traité » (*op. cit.*, p. 67).

C'est surtout dans son Avis consultatif n° 14, du 8 décembre

1. Cf. note additionnelle de M. de Lapradelle aux explications orales par lui données devant la Cour permanente de justice internationale dans sa séance publique du 3 juillet 1922. (Série C, n° 1, p. 187).

1927, que la Cour devait préciser par des termes plus catégoriques le principe déjà esquissé dans ses décisions antérieures.

Il s'agissait d'interpréter l'article 6 de la Convention établissant le statut définitif du Danube, élaborée conformément à l'article 319 du Traité de Paix de Versailles, et signée à Paris le 23 juillet 1921.

Sollicitée au cours des débats, de procéder à l'examen des travaux préparatoires en vue de l'interprétation dudit article, la Cour déclara maintenir le principe toujours appliqué par elle, savoir, « qu'afin d'interpréter un texte suffisamment clair en lui-même, il n'y a pas lieu de tenir compte des protocoles d'une conférence qui a élaboré une convention » (Avis n° 14, p. 31).

La position de la Cour apparaît, par conséquent, très nette pour refuser la prise en considération des travaux préparatoires lorsqu'elle se trouve devant un texte qui se suffit à lui-même<sup>1</sup>.

Mais ce principe semblerait légèrement ébranlé, aux yeux de quelques juristes, du fait que la Cour se livre souvent à l'examen de ces travaux après avoir constaté la clarté du texte soumis à son interprétation.

C'est ainsi qu'elle procéda lors de l'Avis consultatif qu'elle devait émettre au sujet de l'affaire de la frontière entre la Turquie et l'Irak (*affaire de Mossoul*), dont la Cour fut saisie par le Conseil de la Société des Nations en date du 19 novembre 1925.

Il s'agissait d'interpréter l'article 3, paragraphe 2 du Traité de Lausanne, en vue de déterminer la nature de la « décision à prendre » par le Conseil.

La Cour arriva à la conclusion que l'article 3, paragraphe 2 du Traité de Lausanne prévoyait l'intervention du Conseil dans le

<sup>1</sup> Dans l'affaire *Ladislav Chira* c. Etat tchécoslovaque (n° 139), sentence du 9 juillet 1929, le tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque siégeant à Lucerne, sous la présidence de M. H. Schreiber eut à prendre en considération le premier alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon ainsi conçu : « Les personnes âgées de plus de 18 ans, perdant leur nationalité hongroise et acquérant de plein droit une nouvelle nationalité en vertu de l'article 61, auront la faculté, pendant une période d'un an à dater de la mise en vigueur du présent traité, d'opter pour la nationalité de l'Etat dans lequel elles avaient leur indigénat avant d'acquérir leur indigénat dans le territoire transféré. »

Or, en la présente affaire, le Tribunal ne crut pas devoir recourir aux travaux préparatoires du Traité de Trianon pour modifier le texte qui lui paraissait suffisamment clair; d'après ce dernier traité, ce texte ne pouvait avoir qu'un sens : assurer à toute personne âgée de plus de dix-huit ans et qui perdait la nationalité hongroise en vertu de l'article 61, un droit d'option d'une durée d'un an pour la Hongrie. Et il ajoute : « C'est en vain qu'on alléguerait la réponse des Puissances alliées et associées aux remarques de la délégation hongroise sur les conditions de paix pour détourner le sens d'une formule qui, quoique compliquée, n'en est pas moins précise et sans ambiguïté dans son application. » (*Sentence*, p. 4.)

but d'aboutir à une solution *définitive* relativement à la délimitation précise de la frontière entre la Turquie et l'Irak. Or, pour rechercher la volonté des parties contractantes, elle eut seulement recours au texte même de l'article 3 du Traité de Lausanne, au contexte qui ne fit que confirmer le texte, mais elle estima inutile de recourir aux travaux préparatoires ayant précédé cette convention jugée par elle suffisamment précise.

« Comme la Cour est d'avis que l'article 3 est en lui-même suffisamment clair pour permettre de déterminer la nature de la « décision à prendre » par le Conseil aux termes de cet article, la question ne se pose pas de savoir si, en se fondant sur des considérations tirées des travaux préparatoires du Traité de Lausanne, on arriverait aux mêmes conclusions que celles qui viennent d'être formulées. »

Mais la Cour, après avoir si catégoriquement déclaré qu'il lui était inutile de recourir aux travaux préparatoires, ajoutera :

« Cependant, il peut être utile d'examiner également à la lumière des négociations de Lausanne, l'article 3 et l'interprétation que la Cour vient d'en donner, car le Gouvernement turc a invoqué à l'appui de sa thèse contraire certains faits appartenant aux négociations en question » (Avis Consultatif n° 12).

Cette attitude de la Cour s'est reproduite trait pour trait dans l'affaire de Memel (série A-B. fascicule n° 47, p. 249 et s.) et, comme nous l'avons vu plus haut, dans l'affaire du *Lotus*.

De même, lors des débats qui eurent lieu à Genève en 1930 et 1931, sur la proposition de reviser la Convention de Washington sur le travail de nuit des femmes, un grand nombre de délégués exprimèrent d'une façon très catégorique que la Convention en question ne s'appliquait qu'aux ouvrières.

Ces assertions frappèrent la Cour à un tel point qu'elle se crut obligée d'examiner les travaux préparatoires de la Convention « afin de rechercher s'ils confirmaient ou non les opinions exprimées à Genève ».

Mais cette dernière s'empresse d'ajouter :

« En ce faisant, la Cour n'entend en rien déroger à la règle précédemment posée par elle à diverses reprises, à savoir qu'il n'y a pas lieu de recourir aux travaux préparatoires lorsque le texte d'une convention est suffisamment clair en lui-même. »

Puis, elle se mit en demeure de recourir à l'histoire de la Convention telle qu'elle ressort des travaux préparatoires.

D'après elle, cependant, les travaux préparatoires ne font que confirmer la conclusion à laquelle conduit l'étude du texte de la Convention, « à savoir qu'il n'y a point de motif valable pour interpréter l'article 3 autrement que d'une manière conforme au sens naturel de ses termes » (Série A-B, fascicule n° 50, p. 378-380).

Il est évident que le principe se trouverait mieux affirmé si la Cour se refusait toujours à l'examen des travaux préparatoires chaque fois qu'elle constate la clarté du texte; mais son attitude nous paraît, cependant, justifiée par le souci qu'elle a de ne laisser dans l'ombre les arguments invoqués par les Parties et de s'en servir, au contraire, pour renforcer l'interprétation qui découle naturellement du texte.

Quoi qu'il en soit, l'analyse que nous venons de faire nous permet de dégager le principe d'après lequel les travaux préparatoires ne sont pas admis par la Cour lorsque l'interprétation d'un texte peut être faite à l'aide de ses seuls éléments intrinsèques; mais qu'elle ne s'interdit pas de recourir aux travaux préparatoires *lorsqu'ils sont de nature à corroborer l'interprétation qui découle du texte lui-même*<sup>1</sup>.

Inversement, la jurisprudence de la Cour nous montre que celle-ci a recours aux travaux préparatoires lorsque l'intention des auteurs d'un traité n'est exprimée dans le texte que d'une manière incomplète ou douteuse.

C'est ainsi que dans son Avis consultatif du 4 février 1932, relatif au traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig, la Cour, après avoir constaté que le texte de l'article 33 de la Convention de Paris, conclu entre la Pologne et Dantzig le 9 novembre 1920, n'était pas absolument clair, elle déclara utile, « pour trouver le sens exact, de rappeler ici, avec quelque détail, les divers projets qui ont précédé l'adoption du texte actuellement en vigueur » (Série A-B, fascicule n° 44, p. 33).

1. Les Travaux préparatoires employés uniquement en tant que valeur corroborante, ont parfois été évoqués par certains tribunaux arbitraux mixtes. Ainsi, dans la sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, affaire *Hangya Produktions-Verwertungs und Konsumgenossenschaft c. Etat tchécoslovaque* (29 juillet 1927, n° 183), le tribunal, pour interpréter l'article 250 du Traité de Trianon, se livra, en premier lieu, à une analyse intrinsèque du texte et s'adressera ensuite aux travaux préparatoires dudit traité, qui viendront corroborer, confirmer ce que le texte intrinsèquement et logiquement interprété avait suggéré.

Cf. également, sentence du T. A. M. hungaro-yougoslave (18 avril 1932, aff. 686), *Joseph Cernak c. Etat yougoslave*, où le même processus est employé par le Tribunal.

De même, dans un de ses derniers arrêts, rendu le 17 mars 1934 en l'affaire franco-hellénique des phares, la Cour devait déterminer si le contrat de concession conclu en 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française était « dûment intervenu, et partant opérant vis-à-vis du Gouvernement hellénique, en ce qui concerne les phares situés sur les territoires attribués à la Grèce à la suite des guerres balkaniques et postérieurement.

A ce sujet, la Cour dira qu'elle ne peut pas « considérer l'expression « dûment intervenu » comme un terme technique dont la portée est toujours invariable. Si le contexte, ajoute-t-elle, n'est pas suffisant pour établir le sens exact dans lequel les Parties en cause ont employé ces mots dans le compromis, la Cour, selon sa jurisprudence, doit avoir recours aux travaux préparatoires de cet acte pour se renseigner sur la véritable intention des Parties » (Voir Série A-B, fascicule n° 62, p. 13).

Du même avis fut M. Anzilotti dans son opinion dissidente :

« Dans ces circonstances, et puisque le texte lui-même ne nous donne pas les éléments nécessaires pour déterminer quelle a été la véritable volonté des Parties, je pense que le recours aux travaux préparatoires s'impose » (*op. cit.*, p. 33)<sup>1</sup>.

Ces cas suffisent, à notre avis, à démontrer que lorsque la Cour se trouve en présence d'un texte dont l'intention des Parties ne ressort pas d'une manière certaine, elle attribue aux travaux préparatoires une *force probante*, et non plus seulement une force simplement *corroborante*.

Il va sans dire que la Cour ne se sert pas nécessairement des travaux préparatoires dans tous les cas où le texte n'est pas clair. Elle n'a jamais entendu se lier en ce qui concerne l'ordre dans lequel elle compte recourir aux différents procédés extrinsèques d'interprétation.

Avant de quitter cette question, il nous paraît utile de faire une

1. Cf. aussi l'opinion dissidente rendue par les juges ne se ralliant pas à l'opinion de la majorité de la Cour en l'affaire du régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Avis consultatif du 5 septembre 1931), où il est fait état des travaux préparatoires. Voir fascicule n° 41, série A-B, p. 79 : « ... toute extension des restrictions d'ordre économique imposées à l'Autriche eût été, vu l'état des affaires en 1922, contraire à l'intérêt général. De même, on ne trouve rien dans les procès-verbaux des séances tenues à Genève à cette époque qui indique un désir de procéder à une extension de ce genre.

» Les discours prononcés à l'époque de la conclusion du Protocole de Genève déclarent solennellement qu'il n'était procédé à aucun empiètement sur le pouvoir souverain de l'Autriche ».

Les juges dissidents citèrent notamment la déclaration de lord Balfour, rapporteur, devant le Conseil de la Société des Nations.

parenthèse afin de citer un cas qui, d'après nous, établit d'une manière frappante la part qu'il faut faire aux travaux préparatoires dans l'interprétation d'un texte, selon qu'il paraît ou non suffisamment clair.

Il s'agit, cette fois-ci, du Tribunal arbitral mixte turco-grec. Ce tribunal, siégeant à Constantinople sous la présidence du baron Nordenskjöld, rendait dans la même journée du 9 février 1928, deux sentences sur des affaires différentes, où il était question d'interpréter plusieurs articles du Traité de Lausanne. Dans la première sentence (Affaire n° 182 entre la Banque d'Orient et le Gouvernement turc), le Tribunal se refusa à utiliser les travaux préparatoires pour interpréter l'article 65 du Traité de Lausanne, parce que, de l'avis du Tribunal, le sens clair et raisonnable se dégagait du texte même<sup>1</sup>.

Dans la seconde sentence, l'affaire n° 24, entre Polyxène Plessa et ce même Gouvernement turc, le Tribunal décida de se reporter aux travaux préparatoires parce que, d'après lui, les textes des articles 56 et 59 du Traité de Lausanne ne traduisaient pas avec précision les intentions des Parties (V. Recueil des Tribunaux arbitraux mixtes, t. VII, p. 967-975)<sup>2</sup>.

Deux sentences donc, du même Tribunal, rendues à la même date, dans un sens opposé en ce qui concerne le recours aux Travaux préparatoires, suivant que le sens du texte soumis à l'interprétation était ou non suffisamment clair.

Reprenons la jurisprudence de la Cour afin d'aborder une question de la plus haute importance pour notre étude : celle de savoir si la Cour ne fait aucune distinction — relativement à l'emploi des travaux préparatoires — selon qu'il s'agit d'interpréter un traité-contrat ou un traité normatif.

Bien qu'il soit difficile de répondre à cette question d'une manière absolument catégorique, nous estimons pouvoir entrevoir une tendance assez sérieusement marquée contre l'admission desdits travaux dans l'interprétation d'un traité normatif.

En effet, nous n'avons trouvé aucune décision de la Cour rendue sur l'interprétation d'un traité normatif, où elle ait utilisé des

1. Voir sentence identique T. A. M. turco-roumain, 26 avril 1928, affaire n° 21 ministère de la Guerre de Roumanie c. Gouvernement turc (t. VII, p. 993-998).

2. *Op. cit.*, t. VIII, p. 224-230 (226-228). Voir également sentence, 26 juillet 1928 (aff. n° 199), Aristotelis A. Mégaliès c. Etat turc, t. VIII, p. 396, et T. A. M. turco-grec, 26 juillet 1928 (aff. 225), Alexandre D. Phottadis c. Gouvernement turc, sentences identiques à la sentence rendue en l'affaire P. Plessa (T. A. M., t. IX, p. 619-626).

travaux préparatoires à titre d'éléments suffisamment probants et capables d'infirmar un texte.

Par contre, dans son Ordonnance du 20 août 1929, la Cour établit une règle qui vise tout particulièrement les traités multilatéraux auxquels adhèrent des Etats qui n'ont pas participé à leur élaboration.

L'Ordonnance dont nous parlons fut rendue lors de l'affaire relative à la juridiction de la Commission internationale de l'Oder, soumise à la Cour par compromis conclu à Londres le 30 octobre 1928, entre les Gouvernements d'Allemagne, du Danemark, de France, de Grande-Bretagne, de Suède et de Tchécoslovaquie d'une part, et de Pologne, d'autre part. Ce dernier Gouvernement invoquait les travaux préparatoires du Traité de Versailles pour appuyer la thèse qu'il soutenait, tandis que les six autres Parties adverses s'opposaient à ce que la Cour les prenne en considération.

Dans l'Ordonnance du 20 août 1929, la Cour déclara *écarter* des débats les passages des procès-verbaux de la Commission des ports, voies d'eau et voies ferrées de la Conférence qui avait élaboré le Traité de Versailles, *se basant sur le fait que trois des Parties en cause n'avaient point participé à la Conférence qui avait préparé le Traité de Versailles et que, dès lors, le compte rendu de ces travaux ne pouvait servir à déterminer, à leur égard, la portée du Traité* (v. Annexe n° 3 à l'Arrêt n° 16, p. 42).

C'est tout à l'honneur de la Cour de ne pas avoir permis qu'on puisse opposer certains éléments des négociations à des Parties qui n'y avaient pas pris part; mais il nous semble qu'elle aurait pu aller plus loin encore dans le sens d'établir l'inadmissibilité des travaux préparatoires comme règle générale concernant l'interprétation de tous les traités normatifs.

Outre qu'il serait injustifié d'opposer à un Etat des documents qu'il ne connaissait peut-être pas au moment de donner son adhésion à un traité dans lequel il avait cru trouver les limites et la portée des obligations internationales qu'il contractait, d'autres considérations d'ordre juridique militent également pour écarter de l'interprétation de règles objectives, des éléments aussi subjectifs que les travaux préparatoires.

L'utilisation incontestablement fréquente des travaux préparatoires pour l'interprétation des traités-contrats s'explique aisément, en raison du concours qu'ils apportent souvent à l'interprète pour l'éclairer sur la volonté des auteurs d'un traité.

Les documents officiels échangés entre deux gouvernements aussi bien que le compte rendu de leurs négociations verbales, servent parfois pour illustrer le texte même de la convention et pour empêcher des solutions contraires à la *bonne foi*. Il arrive souvent que l'interprète trouve dans l'examen de ces documents la preuve évidente qu'une *opinion concordante* s'était faite entre les deux parties sur un point donné.

Ce serait donc « un cas de conscience », de la part de l'interprète, de ne pas tenir compte d'une explication ou d'une promesse sur la base desquelles un texte avait été adopté par les négociateurs.

Citons, pour illustrer notre pensée, la controverse très connue qui s'est élevée en 1898, entre les Etats-Unis, d'une part, et la Suisse, d'autre part, sur l'interprétation d'un traité de commerce conclu entre ces deux pays, le 25 novembre 1850. Par les négociations antérieures, la preuve fut apportée que les parties, lors de la rédaction du dit traité, étaient d'accord pour contrevenir à l'interprétation traditionnelle donnée d'habitude par les Etats-Unis à la notion de la « clause de la nation la plus favorisée ». Se basant sur les articles VIII, IX, X et XII de ce traité de 1850, le Gouvernement suisse demandait que les Etats-Unis accordent aux importations suisses les mêmes concessions que celles qui furent octroyées aux importations françaises aux termes du traité de réciprocité conclu le 25 mai 1898 entre les Etats-Unis et la France.

A cette prétention le Gouvernement des Etats-Unis soutint qu'« un traité de réciprocité était un marché et non une faveur et c'est la raison pour laquelle il ne rentre pas dans le cadre de la clause de la nation la plus favorisée<sup>1</sup> ».

Mais il fut argué par le Gouvernement suisse qu'au cours des négociations du traité de 1850, le négociateur américain (M. Mann, *op. cit.*, p. 742) avait écarté l'interprétation traditionnelle de la clause de la nation la plus favorisée en faisant abandon de la clause restrictive habituellement faite; ceci fut indiqué lorsque le traité fut soumis à l'Assemblée fédérale suisse aux fins de ratification. Dans le même ordre d'idées le négociateur américain avait prévenu le secrétaire d'Etat de cette entente mutuelle pour apporter une dérogation à la règle habituelle.

« En ces circonstances », déclara le secrétaire d'Etat américain au ministre de Suisse, M. Pioda, « nous pensons qu'il est de notre devoir de reconnaître la justesse des réclamations présentées par votre

1. M. Day, secrétaire d'Etat, cf. *Foreign relation*, 1899, p. 740.

Gouvernement. A la fois la justice et l'honneur exigent que la compréhension commune des Hautes Parties contractantes à l'époque où le traité fut exécuté, ait pleine efficacité. »

« Both justice and honor require that the common understanding of the high contracting parties as the time of the executing of the treaty should be carried into effect. » (Cf. H. Doc., n° 1, 56th Cong. 1st sess. 740-748; Hyde, *op. cit.*, p. 69; Yü, *op. cit.*, p. 84-85, pp. 747-748.)

Mais, il est cependant manifeste qu'une telle interprétation n'aura jamais la valeur que des réserves formellement faites dans le corps même du traité. Un exemple le prouve. Des notes interprétatives d'un traité conclu entre les Etats-Unis d'une part, en 1848, avec le Mexique, et, d'autre part, en 1850, avec la Grande-Bretagne, avaient été échangées à l'époque de l'échange des ratifications. Ces notes ne furent pas présentées devant le Sénat quand ce dernier accorda sa ratification aux traités en question, et, bien que le Mexique et la Grande-Bretagne se considéraient comme liés par ces notes interprétatives, les Etats-Unis, pour leur part, refusèrent de s'y soumettre.

Ces inconvénients d'ordre pratique seraient facilement évités si les auteurs d'un traité attachaient à celui-ci plus de soin et si, au lieu de confier leurs déclarations à des procès-verbaux ou à des documents qui ne sont pas annexés au traité lui-même, ils prenaient l'élémentaire précaution d'insérer dans le traité même, au moment de son élaboration, toutes les dispositions qui peuvent leur sembler importantes; si certaines précisions ne peuvent être ajoutées dans le texte même, il faut tout au moins veiller à ce qu'elles soient inscrites dans un document ayant la même autorité que le traité lui-même, tels que dans le protocole ou procès-verbal de clôture, qui se trouve être joint au traité lui-même et *sera compris dans la ratification*.

Quoi qu'il en soit, s'il est relativement facile à l'interprète de suivre les négociations préliminaires d'un traité-contrat afin de s'éclairer sur l'intention des auteurs, il n'en est pas de même lorsqu'il est question d'interpréter un traité multilatéral où les travaux préparatoires comportent de nombreuses expressions de volontés qui évoluent au fur et à mesure qu'elles se rencontrent au cours des négociations, pour aboutir finalement à un texte qui représente la dernière manifestation de la volonté commune.

Il serait donc dangereux d'attribuer une valeur quelconque aux

opinions émises lors des débats d'une conférence internationale ou à des prétentions qui ont pu être ultérieurement abandonnées par leurs auteurs, sans laisser, toutefois, des traces certaines dans les procès-verbaux des négociations. Très souvent les formules définitivement adoptées ne sont que les résultats de concessions réciproques et celles-ci risqueraient de ne pas être prises en considération si ces formules devaient être interprétées d'après les échanges de vues préliminaires.

D'ailleurs, les traités n'acquièrent leur véritable valeur que dès l'instant où ils sont ratifiés et ce n'est qu'alors, par conséquent, que la volonté de l'Etat reste définitivement exprimée. Or, n'oublions pas que les ratifications n'ont lieu que sur la base du texte seul et sans égard aux travaux qui l'ont précédé.

Cette considération est particulièrement décisive lorsqu'il s'agit de traités ouverts à l'adhésion d'autres Etats, qui, le plus souvent, n'ont pas pris part aux négociations de la convention.

Un Etat qui a l'intention de donner son adhésion à une convention, la donnera, eu égard au texte qui lui est communiqué. Il serait injustifié de lui opposer par la suite une déclaration incidente qui a pu être faite à un moment de la négociation. Ce serait là un élargissement inconcevable d'une obligation internationale dont un Etat était en droit de la considérer limitée d'après le texte de la convention à laquelle il a adhéré sans avoir collaboré à son élaboration.

Il est un cas particulier qui présente quelque analogie avec celui d'un Etat qui a adhéré à une convention sans avoir participé à son élaboration; c'est celui de l'Allemagne et des Puissances centrales vis-à-vis des traités de paix de 1919, traités que la Cour et les tribunaux arbitraux mixtes eurent souvent à interpréter.

En effet, ces traités de paix, exception faite du traité de Lausanne, ont été préparés par une négociation entre les Puissances alliées. Ce n'est seulement que lorsque les Puissances alliées se furent mises d'accord sur le texte, que « les conditions de paix » furent portées à la connaissance de l'Allemagne, de l'Autriche, en un mot, à la connaissance de tous les Etats vaincus. En vue de ces textes, les gouvernements de ces derniers furent appelés à présenter les observations qu'ils jugeaient nécessaires. A la suite de ces observations les Puissances alliées apportèrent certaines modifications, et là-dessus présentèrent un texte définitif à signer. Les négociations de ces traités de paix s'étant faites uniquement entre

les Puissances alliées, comment pourrait-on opposer les incidents possibles qui ont pu entourer la rédaction du texte aux Puissances qui n'ont pas pris part aux négociations? Comment pourrait-on opposer à l'Allemagne, par exemple, un incident qui s'est produit lors de l'élaboration du Traité de Versailles, puisqu'elle n'était pas présente lors de sa confection?

Cette idée a été très nettement indiquée par le docteur Seelinger, représentant de l'Allemagne, dans la déclaration qu'il fit devant la Cour permanente de Justice internationale lors de la procédure orale de l'affaire relative à la juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder.

« Sir Cecil Hurst, disait le docteur Seelinger (sir Cecil Hurst était le représentant de la Grande-Bretagne en la présente affaire), a expliqué d'une façon explicite et très détaillée les raisons qui nous poussent à croire qu'il ne serait pas admissible de se référer dans ce litige aux travaux préparatoires du Traité de Versailles. Si je prends après lui la parole dans cette question *c'est uniquement parce que l'Allemagne se trouve sous ce rapport dans une situation tout à fait particulière.* »

« La Cour n'ignore pas, dira-t-il en effet, de quelle façon le Traité de Versailles a été conçu, élaboré et rédigé. L'Allemagne n'a pas pris part aux travaux préparatoires en général; elle n'a pas assisté aux délibérations des commissions et des sous-commissions; elle ne connaît pas les différents stades que les textes des articles définitifs ont parcourus. Tout ce qu'elle connaît, ce sont les textes qui lui ont été soumis et qu'elle a signés. Elle n'a pas signé autre chose que ces textes-là.

Dans ces conditions il serait injuste de produire contre nous les idées qui se sont fait jour au cours des travaux préparatoires et que nous ignorons totalement. »

Cependant le docteur Seelinger ajoute qu'à ce principe, il est utile d'apporter une exception.

« En effet, à un moment donné, lorsque les textes primitifs des articles du Traité de paix nous ont été soumis, le Gouvernement allemand s'est adressé dans une lettre aux Puissances alliées et associées pour leur demander certaines modifications, certaines interprétations de ces articles. Les Puissances alliées et associées nous ont répondu par écrit en faisant un certain nombre d'« observations ». Elles nous ont donné des explications, elles nous ont fait connaître leur interprétation de certains articles à propos desquels, d'après leur avis, il y avait erreur de la part de l'Allemagne, elles

ont même apporté certaines modifications à plusieurs articles. »

Dans ces conditions, il semble au docteur Seelinger « qu'on pour-rait donner à cette correspondance officielle, qui a été imprimée plus tard, le caractère presque d'un protocole de clôture, car dans un protocole de clôture les Parties contractantes s'entendent généralement sur certaines interprétations et sur la portée de certaines dispositions ».

C'est la raison pour laquelle il croit qu'on a le droit de se référer à cet échange de correspondance. Et il dira, pour conclure : « Seul le texte du Traité de Versailles fait foi et fait loi, le texte que nous avons signé, ainsi que les « Observations » que les Puissances alliées et associées ont transmises au Gouvernement allemand. » (Cf. Série C, n° 17-11, Documents relatifs à l'Arrêt n° 16, p. 27-28).

Le raisonnement du docteur Seelinger nous paraît fort juste. Les seuls documents susceptibles d'être opposés à l'Allemagne, en cas d'interprétation du Traité de Versailles, sont ceux qui ont été échangés entre cette dernière et les Puissances alliées et associées au sujet des modifications et interprétations par elle demandées. La jurisprudence des Tribunaux arbitraux mixtes nous le prouve. Lorsque, le cas échéant, les Tribunaux arbitraux mixtes se sont reportés aux travaux préparatoires, soit pour corroborer, soit pour élucider un texte, ils se sont uniquement adressés à ces « observations »<sup>2</sup>.

Mais d'après nous, même ces « observations » doivent être prises en considération avec la plus grande prudence. Nous les admettons beaucoup plus comme *valeur corroborante* que comme force probante : en effet, entre ces observations et la rédaction définitive du texte, il y eut d'autres négociations entre les Puissances alliées et associées que nous ignorons<sup>1</sup>.

1. Cf. en ce sens, l'opinion de M. Schreiber sur l'interprétation de l'article 63 du Traité de Trianon, dans la question des « Optants », sentence du tribunal arbitral mixte, n° 139, juillet 1929 : « Le désir de la délégation autrichienne à Saint-Germain, résulte bien clairement du rapport de la dite délégation, mais il ne résulte nullement de ce rapport qu'il y ait donné suite sur ce point. Le rapport sus-visé contient les textes primitifs, la proposition autrichienne et sa motivation, et la réponse des puissances alliées et associées, mais il ne contient rien et pour cause, sur les négociations ou discussions qui ont pu avoir lieu entre puissances alliées et associées, sur les propositions autrichiennes et après lesquelles l'article 78 du Traité de Saint-Germain a été définitivement rédigé. Tout ce qu'on peut savoir, est contenu dans la réponse des puissances alliées ou associées accompagnant le texte définitif du Traité. »

2. Cf. en ce sens, les décisions suivantes des tribunaux arbitraux mixtes :

T. A. M., hongaro-tchécoslovaque Joseph Zmeskal c. Etat hongrois (n° 25). Sentence du 27 octobre 1925, rendue à la Haye, sous la présidence de M. Schreiber :

Le sieur Josef Zmeskal, propriétaire à Cerencany, alléguait qu'il avait, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1912, l'indigénat dans la commune de Nedvedza et, depuis cette date, dans

Après avoir signalé les principales indications sur l'usage que la jurisprudence internationale fait des travaux préparatoires, il nous reste à dire un mot sur le soin que l'interprète doit apporter dans l'appréciation des ces éléments, incontestablement dangereux, pour élucider l'intention des auteurs d'un traité.

celle de Cerencany, situées en territoires autrefois hongrois et dont la souveraineté a été reconnue à la Tchécoslovaquie.

Au cours du mois de juin 1919, diverses réquisitions furent opérées à son préjudice par des troupes maximalistes hongroises et par des troupes tchécoslovaques, d'où réclamation de sa part devant le T. A. M.

Dans cette sentence, le tribunal confronta les diverses stipulations insérées dans le Traité de Trianon: il confronta également, les divers traités de paix. Il tira ensuite certaines déductions des explications données par les puissances alliées et associées lors de l'élaboration du Traité, ainsi qu'il résultait de la réponse de ces puissances aux remarques de la Délégation hongroise sur les conditions de paix. De plus, le Tribunal estima que l'interprétation ainsi donnée par les dites puissances devaient « être considérée comme authentique ».

La Tribunal, après avoir constaté que « les délibérations qui ont eu lieu entre les délégations des puissances alliées et associées pour la préparation des conditions de paix avant leur remise à la délégation hongroise, sont restées secrètes », examinera encore les écritures échangées, entre la délégation hongroise et la Conférence interalliée, avant la signature du Traité. Et il conclura « qu'il résulte ainsi à l'évidence des seuls *docur enis* sur les négociations du Traité de paix qui soient à la disposition du Tribunal, que... »<sup>4</sup> etc. (p. 375). (V. *Recueil des décisions des T. A. M.*, t. VI, 1926-27, p. 362 à 376.)

A la date du 29 juillet 1927, ce même Tribunal eut à trancher un différend entre un ressortissant hongrois, *Arpad von Fay* et l'Etat tchécoslovaque (sentence n° 194). *Arpad von Fay*, domicilié à Alsóvadász, localité située sur le territoire resté hongrois, invoquant l'article 250 du Traité de Trianon, demandait une indemnité au Gouvernement tchécoslovaque par suite du préjudice qui lui aurait été causé par des réquisitions que ledit Gouvernement aurait effectuées à son encontre au mois de juin 1919.

Le Tribunal examina, d'abord, si ce cas rentrait dans ceux qui sont prévus par l'article 250 du Traité de Trianon, et il constata que « les termes de cet article ne paraissent pas l'exclure de prime abord ». Cet article stipule que les biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois « situés sur les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise » ne seront pas sujets à saisie ou liquidation, etc.

Le Tribunal estime, qu'à première vue, on pourrait croire que les ressortissants hongrois sont ainsi protégés, *quel que soit le lieu de leur situation* dans les limites de l'ancien royaume de Hongrie. Mais, d'après lui, « cette interprétation n'est pas absolument commandée par le texte ». En effet, le texte dit « sur les territoires »; cela incite le Tribunal à penser que, logiquement, si la monarchie devait être considérée comme un tout indivisible, l'emploi du singulier « sur le territoire » serait plus compréhensible. L'usage du pluriel « permet au moins de faire une distinction entre les diverses parties de ce territoire ».

Le Tribunal trouvera sa thèse renforcée par l'étude qu'il fera du contexte de l'article 250, notamment par le rapprochement dudit article avec l'article 232 b. Toutefois, de cette confrontation naîtra une présomption, mais pas une certitude.

Le Tribunal décida qu'il devait être répondu par l'affirmative, puisque c'est dans les deux premiers alinéas de l'article 250 et dans la section IV, « Biens, droits et intérêts » de la partie X du Traité de Trianon, que se trouvent les dispositions qui permettaient de la trancher. Et le Tribunal ajouta, que si un doute pouvait cependant subsister, il serait levé par l'examen des travaux préparatoires. Qu'en effet, le troisième alinéa de l'article 250 du Traité de Trianon avait été inséré sur la demande de la délégation hongroise, dans une note n° XXXVII, adressée le 19 février 1920 au président de la Conférence de la Paix, annexe 6, dont le texte se trouve dans le compte rendu des travaux de la Délégation de la Paix de Hongrie, à Neuilly, t. II, p. 460.

Le Tribunal cite ensuite le passage qui a trait à l'article 250 dans la réponse des puissances alliées et associées, aux remarques de la délégation hongroise sur les conditions de paix, réponse adressée à la susdite délégation, le 6 mai 1920.

A notre avis, s'agissant d'un traité normatif, il ne faudrait retenir, parmi les travaux préparatoires, que le document officiel où les signataires d'un traité auraient enregistré le commentaire authentique des clauses y insérées, et à condition que ce document ait été adopté par *tous* les négociateurs, soit sous la forme d'un protocole, soit sous celle d'un rapport émanant de la Conférence chargée de l'élaboration du traité.

Cette dernière pratique est actuellement suivie lors de l'élaboration de conventions multilatérales entreprises sous les auspices de la Société des Nations. Certains de ces rapports, comme celui du Protocole de Genève de 1924, dont l'auteur fut M. Politis, et celui du Statut de la Cour permanente de justice internationale, élaboré par M. de La Pradelli, sont de véritables commentaires destinés à rendre des services positifs pour la bonne interprétation de ces instruments internationaux.

Pour l'interprétation d'un traité-contrat les travaux à retenir par l'interprète varient selon les circonstances de chaque cas d'espèce, et, par conséquent, il serait impossible de tracer une ligne de conduite uniforme.

Ce même Tribunal arbitral, dans la sentence n° 346, *Maison Herman Wilhem et Cie c. Etat tchécoslovaque*, rendue à Lucerne, en date du 20 juillet 1929, tiendra compte, une fois de plus, des conditions dans lesquelles le texte qu'il doit interpréter — il s'agit présentement des trois premiers alinéas de l'article 250 du Traité de Trianon — a été introduit dans le Traité. Or, il se réfère, non pas aux travaux préparatoires du Traité de Trianon, mais du Traité de Saint-Germain, car les deux premiers alinéas de l'article 250 du Traité de Trianon, sont la reproduction des deux premiers alinéas de l'article 267 du Traité de Saint-Germain.

Entre autres, le Tribunal citera la lettre d'envoi au président de la délégation autrichienne de la réponse des puissances alliées et associées. Et le Tribunal ajoutera une fois de plus, cette remarque, que c'est une interprétation qui doit être considérée comme équivalant à une interprétation authentique en ce qui concerne l'article 267 du Traité de Saint-Germain et qui vaut évidemment aussi pour l'article qui y correspond dans le Traité de Trianon, l'analogie étant complète en ce qui concerne les deux premiers alinéas.

Et le Tribunal estimera nécessaire « de chercher encore ailleurs les éléments d'une interprétation certaine ». Il les trouvera dans les rapports de la délégation autrichienne aux négociations de Saint-Germain-en-Laye — les deux premiers alinéas de l'article 250 du Traité de Trianon étant « la reproduction pure et simple de l'article 267 du Traité de Saint-Germain ». Suit une étude détaillée de l'histoire de l'article 67. Le Tribunal citera également un passage de la lettre d'envoi au président de la délégation autrichienne, de la réponse des puissances alliées et associées, et la réponse desdites puissances aux remarques de la délégation autrichienne sur les conditions de paix. Le Tribunal conclura ainsi :

« Or, c'est là une interprétation qui doit être considérée comme équivalant à une interprétation authentique en ce qui concerne l'article 267 du Traité de Saint-Germain et qui vaut évidemment aussi pour l'article qui y correspond dans le Traité de Trianon et dont l'analogie est complète en ce qui concerne les deux premiers alinéas .

» Il en résulte d'une façon certaine, que l'article 250 du Traité de Trianon, doit être interprété comme ne protégeant pas les biens, droits et intérêts hongrois, situés en territoire resté hongrois et ne peut ainsi s'appliquer au cas de l'espèce. »

GF. Aussi la décision du Tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque, affaire

\*  
\* \*

Résumons notre façon de penser en ce qui concerne le rôle que doivent jouer, selon nous, les travaux préparatoires dans l'interprétation des traités.

S'agit-il de traités normatifs? Nous leur accordons une *utilité exclusivement corroborante*, comme nous l'avons déjà dit.

S'agit-il d'un traité-contrat, dont le texte manque de clarté? les travaux préparatoires peuvent servir de moyens de preuve, à condition, toutefois, qu'ils soient de nature à apporter un élément de conviction irréfutable. Autrement ils risqueraient de déformer la volonté que le juge est appelé à interpréter et dont la véritable physionomie doit être révélée par le texte même du traité.

Le maniement des travaux préparatoires n'est pas toujours aussi aisé que l'on pourrait le croire, et parfois le juge international

n° 218, *Stephàn de Bácsák*, c. Etat tchécoslovaque. La Haye, 31 janvier et 5 février 1929. M. Schreiber, président. (*Op. diss.* Hora).

Le fond même du procès était de savoir si les mesures que l'Etat tchécoslovaque a été amené à prendre à l'égard des biens du requérant, Stephan de Bacsak, à raison d'une réforme agraire, sont ou non compatibles avec les engagements stipulés en faveur de la Hongrie dans les deux premiers alinéas de l'article 250 du Traité de Trianon et si le Tribunal mixte était compétent pour trancher cette question.

Le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, affaires n°s 10 à 20, fonctionnaires destitués c. Etat yougoslave, dans sa sentence rendue à Paris, le 28 janvier 1934, sous la présidence de M. Schreiber, dira qu'il « n'est pas inutile de relever que par un mémoire adressé au président de la Conférence de la Paix au cours des négociations qui ont abouti à la signature du Traité de Trianon..., la délégation hongroise a attiré l'attention de la Conférence sur la situation des fonctionnaires dans les territoires envahis;

» Il ressort de là, qu'au cours des négociations de paix, les demandes formulées actuellement devant le Tribunal de céans, ont déjà été soulevées et que les rédacteurs ont nettement décidé de n'insérer aucune clause dans le traité à ce sujet;

» Le Tribunal ne peut s'attribuer par une voie détournée, une compétence que le Traité ne lui confère pas expressément. » (Sentence, p. 3-4.)

Dans le même sens, on peut encore citer les décisions du :

1° Tribunal arbitral mixte franco-turc, Constantinople, 13 décembre 1927, présidence de M. Asser (cause n° 31), Société ottomane du Chemin de fer de Damas Hamah et prolongements c. Etat turc;

2° Tribunal arbitral mixte hungaro-serbe-croate-slovène. Affaire n° 445, Eva Thalheimer c. Etat serbe-croate-slovène, La Haye, 6 septedbre 1928, M. van Slooten, président;

3° Même Tribunal, dans une sentence rendue le 15 septembre 1928, affaire n° 275, Oscar Fischgrund c. Etat hongrois;

4° Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave, (affaire n° 275) Oscar Fischgrund c. Etat hongrois, La Haye le 14 avril 1932, sous la présidence de M. van Slooten. Dans cette sentence, le Tribunal dira que la thèse invoquée par le Gouvernement hongrois ne peut être admise, car il résulte de l'étude des travaux préparatoires du Traité de Trianon que la théorie en question fut examinée et rejetée lors des négociations qui ont précédé la signature dudit Traité.

se trouve en face de situations fort embarrassantes pour sa conscience et en proie à des difficultés qui sont loin d'être purement théoriques<sup>1</sup>.

C'est la raison pour laquelle, lorsque M. Philip Marshall Brown (*op. cit.*, p. 824) par exemple, soutient qu'à l'abandon des travaux préparatoires est de nature à ébranler la paix et la justice internationales, nous sommes loin de partager toujours ces appréhensions. Bien au contraire, à notre avis, ces appréhensions sont beaucoup plus justifiées lorsqu'il s'agit de leur admission, qui est le plus souvent susceptible d'introduire des troubles dans la sécurité des rapports internationaux.

Citons le cas fort instructif, qui s'est présenté lors de l'affaire dite des « réclamations des Indiens Cayuga » réglée par la sentence rendue le 22 janvier 1926, par le Tribunal arbitral des réclamations anglo-américaines, prévu par le compromis spécial signé à Washington le 18 août 1910 (*Claim n° 6, Award of Cayuga Indian Case*, p. 18-28).

Voici l'affaire : le Tribunal arbitral avait à interpréter l'article 9 du Traité de Gand, sur lequel reposait la responsabilité des Etats-Unis vis-à-vis des Indiens Cayuga. Aux termes de cet article 9 les Etats-Unis s'engageaient à « mettre fin, immédiatement après la ratification du présent traité, aux hostilités avec toutes les tribus et nations d'Indiens avec lesquels ils étaient en guerre à l'époque de ladite ratification ; et par là même à restaurer ces tribus ou nations, respectivement, dans toutes leurs possessions, droits ou privilèges dont ils pouvaient jouir ou avaient droit en 1811, antérieurement aux hostilités ».

1. Ce que nous appelons une difficulté théorique ce serait, par exemple, rejeter comme l'a fait la Cour dans son A. C. n° 14, — et sur ce point nous ne saurions l'approuver —, un texte sous prétexte de sa nature confidentielle, et qu'il ne lui avait pas été communiqué. En effet dira-t-elle : « ... On a fait également appel, au nom de la Roumanie, à l'histoire des articles pertinents du Traité de paix de Versailles. *Le compte rendu des travaux qui ont précédé l'adoption de ces articles étant confidentiel et n'ayant pas été communiqué à la Cour par l'autorité compétente ou avec son consentement, la Cour n'est pas appelée à examiner dans quelle mesure il lui aurait été possible de prendre ces travaux préparatoires en considération* » (*op. cit.*, p. 32).

1. Si la Cour pouvait être certaine qu'un document quelconque, même de nature confidentielle, pouvait être susceptible de lui apporter un éclaircissement possible sur un point qui lui semble particulièrement douteux, elle ne devrait pas rejeter ce document par le seul fait de sa nature confidentielle.

Si nous estimons sage qu'un juge international se montre très prudent pour admettre certains travaux préparatoires pour interpréter une convention multilatérale, c'est qu'il nous paraît pour ainsi dire impossible d'avoir une certitude totale, pour les raisons que nous venons d'énumérer, sur un texte isolé, officieux et sujet à caution.

Il y a donc une nuance, comme nous pouvons le constater.

L'agent du Gouvernement des Etats-Unis entra d'une façon détaillée dans l'histoire des négociations ayant conduit à la rédaction dudit article IX et soutint que l'intention des négociateurs était de le rendre purement et simplement « nominal », sans aucune portée pratique et qu'il avait été rédigé pour « sauver la face » aux diplomates qui avaient négocié le Traité de Gand.

A cette assertion le Tribunal répondit... « Dans la défense des Etats-Unis, se trouve un argument ingénieux et étudié avec soins (*elaborate*), basé sur l'histoire des négociations ayant précédé l'article IX, argument à l'appui duquel on nous demande de soutenir que cet article était seulement une clause « nominale » sans application définie ». Voici la question très nettement posée; et le Tribunal poursuivra :

« Nous ne pouvons accepter une telle interprétation. Rien n'est mieux établi, comme règle d'interprétation, dans tous les systèmes juridiques, qu'une clause doit être interprétée d'une manière telle qui puisse lui donner une signification, plutôt que de la manière qui la priverait de tout sens.

» On ne nous demande pas de choisir entre deux significations possibles. On nous demande de rejeter le sens apparent et de soutenir que la clause n'en a pas. Ceci nous ne pouvons le faire. »

Malgré la justesse du raisonnement qui précède, cette sentence a été l'objet de critiques, fort intéressantes d'ailleurs, de la part de M. Yü, dans son ouvrage *The interpretation of treaties* (p. 50-52 et 152 et s.). Cet auteur estime qu'une telle méthode se basant uniquement sur un texte qu'elle juge non équivoque et faisant entièrement abstraction des preuves extrinsèques, peut difficilement s'harmoniser avec les principes d'une interprétation scientifique. M. Yü pense qu'il se pouvait très bien que la clause de l'article IX du Traité de Gand ait été rédigée uniquement en vue d'être « nominale » ou « sans aucune signification » afin de « sauver la face aux négociateurs ».

En l'occurrence, le « standard » mutuel adopté par les négociateurs assumerait une forme spéciale qui serait juste opposée à la signification apparente de la clause, et une règle d'interprétation arbitraire, apporterait une restriction à la liberté accordée aux Etats contractants de choisir leur standard.

Le Tribunal aurait dû, d'après cet auteur, s'appuyer, pour formuler sa sentence, non pas sur une règle toute faite, mais chercher la véritable intention des négociateurs à l'aide des travaux préparatoires.

Doit-on admettre l'opinion de M. Yü et permettre qu'une promesse formelle de restaurer une nation dans tous ses biens, droits et privilèges, soit anéantie sous prétexte que cette promesse n'était qu'une « clause de pur style » ?

Même à supposer que l'on puisse démontrer que l'intention des négociateurs était bien de ne donner aucune importance à l'acte qu'ils signaient, le juge international ne saurait se prêter à légitimer des manœuvres aussi incompatibles avec le respect que l'on doit à la parole donnée. Vattel a dit qu'il n'est pas permis de présumer qu'on ait voulu se jouer dans un acte sérieux, et bien que cet auteur n'ait pas le bonheur de rallier la nouvelle école dite « scientifique », dont fait partie M. Yü, nous partageons ici, sans aucune restriction, sa façon de penser.

D'après nous, la véritable interprétation scientifique est celle qui consiste à assurer la plus grande stabilité et surtout la plus grande obéissance au Traité que l'on a accepté et que l'on s'est engagé à respecter<sup>1</sup>.

1. Plusieurs publicistes estiment que pour la Cour internationale, la difficulté s'est trouvée accrue par le fait qu'elle eut à tenir compte par la force même des choses (la Cour étant composée, comme nous le savons, de juristes appartenant à quinze différents pays), des principaux systèmes juridiques mondiaux. Or, il existe un manque d'homogénéité total dans le droit interne des différents pays au sujet de l'admission ou de la non-admission des travaux préparatoires (cf. Anzilotti, *Cours*, p. 113-114; Ehrlich, *Cours*, p. 118 et s.).

Ainsi, en droit interne, en matière d'actes du droit privé, de contrats entre particuliers, le Code civil français — et un certain nombre de codes civils étrangers, notamment le Code civil hollandais — prescrit aux termes de son article 1341 : « ... il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes... » (Lorsqu'il s'agit d'actes solennels, plus rigoureuse encore est la règle. Dans l'interprétation des testaments, par exemple, tous les éléments extrinsèques à l'acte testamentaire sont rigoureusement écartés, soit pour ajouter à l'acte une volonté distincte, soit pour retrancher de celles qu'il exprime ou y apporter un changement quelconque.)

La règle édictée par l'article 1341 n'est qu'une règle de procédure, mais elle n'en comporte pas moins pour cela une limitation considérable à la recherche de la véritable volonté des parties. Le système français se montre donc particulièrement strict dans le présent cas. Mais il n'est pas d'une application universelle. Ainsi, il était bien interdit dans le Code civil autrichien de prendre en considération des accords oraux qui auraient été conclus en même temps que le document, et en opposition avec ce dernier ou comportant des additions; mais ce texte est abrogé depuis 1916.

Pour l'interprétation des lois, là encore les deux méthodes vont s'opposer.

En Angleterre, le juge, en interprétant une loi, s'en tiendra rigoureusement au texte, et ne se référera pas à la volonté probable du législateur en dehors de la loi elle-même; le tribunal anglais se refuse à connaître officiellement les débats du Parlement.

Référons-nous à ce que dit Dicey (*op. cit.*, p. 403-404) : « Les magistrats anglais se sont toujours refusés, au moins en principe, à interpréter une loi autrement qu'en se référant aux termes qui l'expriment. Un juge anglais ne prendra pas en considération des résolutions d'une des chambres, ni rien de ce qui s'est passé au cours des débats — il n'en a aucune connaissance officielle — ni même des changements qui peuvent avoir lieu dans le projet entre le moment de sa présentation au Parlement et le moment de la sanction royale. Tout cela qui paraît assez naturel à un juriste anglais, causerait beaucoup de surprise à maint légiste étranger, et est cause, sans doute, de ce que

## Section II. — Le recours à l'historique

Une confusion — que nous relevons chez différents juristes, comme dans maintes sentences — tend à se produire entre les travaux préparatoires, d'une part, et l'historique du traité, d'autre part.

souvent l'interprétation judiciaire des lois est un peu étroite. Mais cela augmente de beaucoup... l'autorité des juges et la fixité du droit. »

Voilà pour la doctrine. La jurisprudence est concordante; voici un passage du jugement rendu par lord Haldarne en 1912, à la Chambre des Pairs, qui le prouve : « ... on nous a suggéré, pendant la procédure de cette affaire... qu'il serait raisonnable de présumer en interprétant les termes employés par le Parlement dans la loi. de 1906, que le législateur agissait en s'inspirant d'un de ces points de vue? Quand à moi, je n'ai pas l'intention de me livrer à des spéculations sur la question de savoir quel était le motif du Parlement. C'est là une question qu'il ne serait ni utile ni convenable aux juges de considérer. Leur domaine est tout à fait différent, c'est celui de l'interprétation des termes dans lesquels le législateur a finalement exprimé ses conclusions; s'ils empiètent sur l'œuvre de ceux auxquels il incombe d'exprimer, en légiférant, les désirs du pays, ils risquent de se perdre dans un labyrinthe pour lequel ils n'ont pas de guide suffisant..., je vais donc exclure la considération de toute autre chose que l'état du droit au moment où cette loi fut votée et les renseignements qu'on peut obtenir en la lisant tout entière avant d'essayer l'interprétation de toute clause individuelle. » (Vacher and sons Limited v. London Society Compositors (1913, A. C. 113. Cf. South Eastern Railway Company c. Railway Commissioners (1881), 50 L. J. Q. B., 203.)

Par contre, au Chili, en Pologne, aux Etats-Unis, il est permis de se référer soit aux débats parlementaires, soit aux rapports des comités. Aux Etats-Unis, non seulement les incidents des débats parlementaires, mais encore les explications des auteurs de la loi, exprimées d'une manière non officielle, peuvent être pris en considération. Le professeur Ehrlich donne en exemple le cas du « Federalist » qui est une collection d'essais sur la constitution des Etats-Unis, et publiés au moment où cette Constitution fut soumise aux Etats, aux fins de ratification. Les juges américains les plus éminents, tels que Marshall, Story..., se sont référés à cette collection dans certaines des décisions qu'ils eurent à rendre. Le recours aux travaux préparatoires était encore admis en Allemagne et en France; mais, de nos jours, une évolution en sens inverse, sans atteindre cependant l'ostracisme britannique, paraît se dessiner (Cf. Geny, *op. cit.*, p. 296 et note) : « ... on comprend aisément, que notre jurisprudence française, contrairement au sentiment d'un grand nombre de jurisconsultes, tende, de plus en plus, décidément, à restreindre la part des travaux préparatoires, à l'encontre d'un texte, possédant en lui-même un sens net et précis..., cette tendance s'est plus particulièrement manifestée, dans la dernière jurisprudence de notre Cour de cassation au sujet de l'interprétation : 1° de la loi du 5 janvier 1883, etc... La jurisprudence allemande incline, paraît-il, aussi, à se soustraire à l'autorité excessive des travaux préparatoires. »

Conclusion, manque d'uniformité total dans le droit interne des différents pays. Pour notre part, nous ne croyons pas, cependant, que ce manque d'uniformité dans les différentes législations nationales ait eu une influence quelconque sur la mentalité et la manière d'agir du juge international. Les membres de la Cour ont une formation juridique plutôt internationale que nationale et ils sont plutôt des juristes spécialisés dans le droit international que des avocats familiarisés avec la législation de leurs pays. Ne l'oublions pas, dans les rapports qui peuvent exister entre le droit interne et le droit international, il peut exister des analogies, mais pas une similitude totale. Interpréter une loi est une chose, interpréter un traité en est une autre. Un cas typique le prouve : un juge anglais qui n'admettrait sous aucun prétexte de recourir aux travaux préparatoires pour interpréter une loi, n'éprouvera aucune répugnance à s'y référer s'il s'agit d'un traité.

Dans les différentes sentences que nous avons citées, plusieurs furent rendues par des arbitres ou surarbitres britanniques qui firent une très large part aux travaux préparatoires. Pour épargner une énumération qui pourrait paraître fastidieuse, il nous suffit

Il nous suffira de citer, à titre d'exemple, la décision rendue par la Cour permanente de justice internationale sur l'exception préliminaire au sujet de l'interprétation du statut du Territoire de Memel.

En voici les termes : « Quant aux considérations d'ordre historique, la Cour doit avant tout rappeler que, selon sa jurisprudence constante, les travaux préparatoires ne sauraient être invoqués pour interpréter un texte qui est, en lui-même suffisamment clair. Elle est d'ailleurs d'avis que l'historique de l'article 17.... etc. » (Série A, B, fascicule n° 47).

Ce passage de l'Arrêt de la Cour confond évidemment les faits historiques, avec les travaux préparatoires; mais la suite de la sentence démontre, par ailleurs, que la confusion n'est qu'apparente et ne résulte que d'une question de terminologie. Ce que la Cour dénomme l'« historique de l'article 17 » n'est à proprement parler que l'étude qu'elle a faite des travaux préparatoires qui avaient précédé l'élaboration dudit article.

Par « historique », nous entendons la recherche des motifs qui ont

de renvoyer à une sentence (entre Etats-Unis et Chili), rendue par le roi Georges V d'Angleterre le 5 juillet 1911 « l'Alsop case », demande en indemnités par des citoyens américains, dans laquelle il est dit qu'il serait très dangereux si les Etats avaient la liberté de répudier les notes échangées entre leurs plénipotentiaires respectifs accrédités pour négocier un traité particulier, quand ces notes sont en étroite relation avec le traité lui-même et quand les agissements des plénipotentiaires n'ont pas été désavoués par leurs gouvernements dès qu'ils en ont eu connaissance. Cf. *American journal of international law* t. 1, p. 1109.

Cette sentence, à la vérité, ce ne fut pas le roi d'Angleterre qui la rédigea; il ne fit qu'apposer sa signature à un rapport de trois juriconsultes à qui il avait confié le soin d'une telle tâche. Or, quels étaient ces juriconsultes? C'étaient : Hamilton John Agmondesham, comte de Desart, membre de la Cour permanente d'arbitrage; William Snowden, baron Robson, membre du Conseil privé; Cecil J. B. Hurst, conseiller juridique-adjoint aux affaires étrangères.

De ces trois juristes, le dernier, Sir Cecil Hurst, est l'actuel président de la Cour permanente de justice internationale. Que l'on ne nous fasse pas dire ce que nous n'avons pas l'intention d'exprimer toutefois. Notre intention n'est pas de soutenir que Sir Cecil Hurst, en l'occurrence, est pour l'admission des travaux préparatoires dans tous les cas donnés. La plaidoirie qu'il fit devant la Cour, en qualité de conseiller juridique au Foreign Office (aff. Oder), prouve le contraire (il s'agissait du reste de l'interprétation d'un traité normatif). Ce que nous voulons seulement démontrer, c'est qu'il est très difficile de présumer l'attitude éventuelle du juge international d'après sa nationalité.

Aussi, lorsque M. Anzilotti dit qu'un « juriste anglais croira devoir exclure la considération des travaux préparatoires au moyen desquels se sont formées les normes à interpréter, et il limitera ses investigations à la découverte du véritable sens des mots employés » et qu'au contraire « un juriste français ou italien sera fortement tenté de faire une large part au processus historique de formation de la norme et en subira l'influence lorsqu'il cherchera à déterminer son sens littéral et logique ... » (*op. cit.*, p. 114), nous lui répondrons : pas forcément. (Le passage précité nous paraît encore critiquable à un autre point de vue, point de vue que nous aurons l'occasion de développer par la suite. En effet, il nous paraît que M. Anzilotti semble confondre travaux préparatoires et processus historique, ce qui, à notre avis, sont deux choses assez différentes.)

amené les négociateurs à conclure le traité et l'étude des conditions dans lesquelles se trouvaient les parties lors de cette conclusion. Les circonstances historiques constituent la trame d'après laquelle s'est naturellement formée la conception des auteurs du traité.

L'utilité d'une telle recherche est évidente; mais à condition, toutefois, de ne pas verser dans la seule spéculation scientifique ou la pure curiosité philosophique. Cette recherche doit tendre, au contraire, à un objectif essentiellement pratique : replacer le traité dans l'atmosphère de son élaboration; autrement dit, le faire revivre dans son milieu d'origine afin d'en mieux dégager la pensée initiale et être à même d'en déduire toutes les conséquences qui doivent nécessairement découler de sa formation première; mais ces recherches historiques ne doivent naturellement pas dépasser le but que se propose l'interprète et rester essentiellement circonscrites à cette tâche seule.

Les faits historiques peuvent être utilisés indépendamment des travaux préparatoires. C'est ainsi que la Cour procéda lorsqu'elle eut à se prononcer sur la compétence de la Commission européenne du Danube. Elle se fonda sur les faits historiques qui se trouvaient être à la base du Statut définitif, mais en ayant soin de déclarer, dans son Avis n° 14, du 8 décembre 1927, qu'elle ne faisait aucune référence aux débats du projet préliminaire.

Il convient de remarquer que les travaux préparatoires ne constituent qu'un cas particulier de ce que l'on doit entendre par référence à l'historique d'un traité, dont le rayon d'influence est, par conséquent, beaucoup plus étendu et mieux approprié pour guider l'interprète dans ses recherches.

Les motifs prédominants qui peuvent inciter à la recherche des faits historiques pour interpréter un traité, sont, d'une part, la nécessité où se trouve l'interprète de reporter le traité à l'époque de sa conclusion, afin que les conceptions qui pouvaient se faire jour alors et la mentalité des négociateurs, puissent utilement servir à son interprétation et, d'autre part, en raison de l'aide puissante que l'étude des faits historiques apporte à l'interprète pour découvrir le but réel du traité, sa raison d'être, sa *ratio legis*.

Un regard sur l'ensemble de la jurisprudence internationale va nous permettre de dégager trois catégories distinctes de décisions arbitrales, selon le but que l'interprète se propose d'atteindre à l'aide des éléments historiques.

Parfois, il s'agira de recourir à ces derniers seulement pour fixer le sens de tel ou tel terme.

Dans le différend concernant la délimitation de la frontière entre le Brésil et la Guyane française, soumis à la décision arbitrale du Conseil fédéral suisse, le compromis employait la dénomination « Japoc ou Vincent Pinson » sans aucune explication de nature à éclairer l'arbitre sur le sens qu'il fallait lui attribuer.

Le Conseil fédéral suisse considéra alors nécessaire d'examiner toutes les questions que soulevait le litige dans leur relation avec l'histoire (*op. cit.* Lafontaine).

De même dans l'affaire de Don Rafael Aguirre, entre le Mexique et les Etats-Unis, l'arbitre, M. Thornton fut amené à l'étude de l'historique pour déterminer le sens de certaines expressions douteuses (Sentence rendue le 16 avril 1874).

D'autre fois, l'étude de l'historique du traité s'impose pour dégager l'esprit et le but d'une clause donnée.

Voici quelques décisions arbitrales où les éléments historiques ont servi pour interpréter des traités d'après leur esprit et leur but.

La plus ancienne que nous ayons trouvée est celle rendue lors de la liquidation des indemnités dues aux sujets réciproques de la France et de l'Espagne par suite des captures maritimes faites au cours de la guerre de 1823.

D'après la Convention de Madrid du 5 janvier 1824, il fut convenu « que les prises réciproquement faites et conduites dans les ports de la puissance qui a fait ces prises demeurent acquises à chacun des deux Gouvernements .... »

Or, le navire espagnol *Victoria* avait été arrêté par le vaisseau français *Antigone* et conduit à un port espagnol occupé par les forces françaises alliées à celles du Gouvernement de S. M. Catholique contre les Espagnols indépendants.

Lorsqu'il s'est agi de régler la question du navire la *Victoria*, le Gouvernement espagnol soutint que ledit navire ne rentrait pas dans la catégorie visée par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Madrid par le fait qu'il n'avait pas été conduit, après sa capture, dans un port français, mais dans le port espagnol de San Lucar de Barrameda.

Il fallait donc interpréter un texte qui, d'après les termes employés, ne pouvait être que très clair, car la clause de cession

mutuelle de prises exigeait que le navire capturé ait été conduit à un port de la même puissance que celle qui avait fait la capture.

Cependant, l'arbitre n'a pas cru pouvoir se laisser guider par le texte et il chercha à connaître l'intention des parties par l'examen des circonstances particulières qui entouraient le cas soumis à sa juridiction. A la suite de cet examen, l'arbitre, *Guillaume III*, roi des Pays-Bas, décida, dans sa sentence *du 13 avril 1852*, que le navire *Victoria* était compris parmi les prises faisant l'objet de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 5 janvier 1824.

L'arbitre avait, en effet, constaté, par les données de l'histoire, qu'il s'agissait de régler, par rapport aux prises maritimes, les conséquences d'une guerre dont les belligérants étaient la France et le Gouvernement de S. M. Catholique, d'une part, et les Espagnols indépendants, d'autre part. Que de ce fait historique il découlait que l'intention des Parties signataires de la Convention de 1824 n'avait pas pu être celle d'envisager les ports, où les prises avaient été conduites, sous le point de vue de leur nationalité, mais d'après la situation respective des belligérants. Or, il était de notoriété publique, disait l'arbitre, que le port de San Lucar de Barrameda, au moment où la *Victoria* y fut conduite, était non seulement soumis au Gouvernement de S. M. Catholique, allié de la France, mais aussi sous le pouvoir immédiat de l'armée française<sup>1</sup>.

Dans l'affaire de la compétence de la Commission européenne du Danube, soumise pour avis consultatif devant la Cour, celle-ci fixa très catégoriquement l'utilité du recours aux faits historiques pour rétablir l'atmosphère de la création du traité et en dégager l'esprit de ses négociateurs.

Le Règlement de navigation et de police pour le secteur Braïla-Portes de Fer, joint en annexe au Traité de Londres de 1883, n'a, il est vrai, jamais été mis en vigueur; mais il présente cependant quelque intérêt, tout à fait indépendamment de la valeur qui peut être attachée au Traité de Londres, *car il fournit des indications sur la manière de voir des signataires du Traité de Londres et montre plus spécialement ce qu'était à l'époque le point de vue de la majorité... de la Commission européenne* par laquelle le Règlement a été élaboré<sup>2</sup>.

La Cour répondait ainsi à l'appel que, dans son exposé oral du 7 octobre 1927, lui adressait M. Basdevant :

1. V. Lapradelle et Politis, *op.cit.*, t. I.p. 619; Lafontaine, *op. cit.* p. 27, Moore, *op. cit.*, V. p. 4873.

2. Avis consultatif, n° 14 du 8 décembre 1927, p. 57-58.

« Pour trancher cette question, il faut faire un effort de l'esprit, il faut se reporter à l'époque où la question est née : en 1882-1883 ; il faut se reporter au lendemain du Traité de Berlin de 1878 ; il faut ne pas regarder la Roumanie telle qu'elle est aujourd'hui ; il faut se reporter au point de départ ; cela est nécessaire pour une interprétation exacte, judicieuse de l'article 54 du Traité de Berlin et de la portée du Traité de Londres<sup>1</sup>. »

La même idée se retrouve, au surplus, en remontant aux négociations diplomatiques concernant les affaires de Pologne en 1863. Voici ce qu'on lit, en effet, dans un memorandum remis en copie aux ministres des affaires étrangères respectifs, par les ambassadeurs de Russie près les cours de Paris, Londres et Vienne :

« ... Quant à l'esprit qui a présidé à cet acte, si l'on veut en tirer des déductions de nature à préciser le sens de ses stipulations, il faut le juger d'après les idées et les situations dominantes au moment où il a été conclu, et non d'après celles qu'on cherche à faire prévaloir aujourd'hui. »

Et le memorandum poursuit en disant : « Or, voici dans quelle position la question du Duché de Varsovie se présentait au Congrès » (il s'agit du Congrès de Vienne).

Suit une étude historique détaillée<sup>2</sup>.

Finalement, l'interprète est conduit à se référer à des éléments historiques, non pas pour fixer le sens d'un terme ni pour découvrir l'intention des auteurs d'un traité, mais pour déterminer tel ou tel fait qu'il juge indispensable pour rendre sa décision.

Voici une sentence du Tribunal arbitral mixte roumano-autrichien, rendue à Paris le 19 mars 1929 dans l'affaire *Aron Kahane*, successeur c. Francesco Parisi et Etat autrichien (n° 37).

Il s'agissait d'une réquisition effectuée par le Gouvernement autrichien et d'une demande d'indemnité basée sur l'art. 249 du Traité de Saint-Germain.

L'agent du Gouvernement autrichien soutint que le tribunal arbitral mixte n'était pas compétent pour se prononcer dans le présent litige pour le motif que l'auteur de la requérante étant de la religion juive, n'était devenu roumain, le 4 août 1919, qu'en vertu des décrets de 1918 et 1919, accordant aux israélites, sous certaines conditions, la faculté de revendiquer la qualité de citoyens roumains ;

1. Série C, n° 13, IV, p. 86.

2. *Archives diplomatiques*, 1863, IV, p. 249-250.

que dès lors il n'était pas roumain au moment où la marchandise aurait été réquisitionnée, et que, à supposer qu'il y ait eu réquisition, celle-ci n'a pas frappé un bien ennemi.

Le Tribunal entreprit un examen de la nationalité du demandeur antérieurement aux décrets roumains des 30 décembre 1918 et 28 mai 1919.

« La question qui se pose actuellement au tribunal arbitral mixte, et dont dépend le sort de nombreux autres litiges, est donc la suivante :

» Les Israélites indigènes de Roumanie, auxquels les décrets des 30 décembre 1918 et 28 mai 1919 ont permis de revendiquer les droits de citoyenneté, peuvent-ils être considérés comme ayant eu précédemment, et notamment pendant la guerre, la qualité de ressortissants dans le sens donné à ce terme par le Traité de paix? »

Et le Tribunal ajoute :

« Il n'appartient pas au tribunal arbitral mixte de résumer ici l'histoire roumaine, ni celle plus ancienne de la Moldavie et de la Valachie, dont la Roumanie est issue; toutefois, la question israélite étant intimement liée à cette histoire, il est indispensable de rappeler quelques dates et quelques faits. »

Le Tribunal se livra donc à un historique de la condition des Juifs; il cita notamment : la Conférence de Constantinople, du 11 février 1856, la Convention de Paris, le Traité de Berlin, la Constitution roumaine de 1879, les décrets de 1918 et 1919, art. 7 du Pacte des minorités du 9 décembre 1919, la Constitution du 28 mars 1923.

(V. *op. cit.*, t. VIII, p. 943-963.)

De même, M. Alvarez dans son opinion dissidente sur la sentence rendue le 19 février 1934 en l'affaire des fonctionnaires hongrois, se refusera à faire appel aux travaux préparatoires du traité de Trianon, mais jugera utile de rappeler très brièvement comment la Tchécoslovaquie est née à la vie des nations.

D'une façon générale, la Cour ne manque jamais de recourir à l'historique du traité. Cette pratique fort judicieuse témoigne du souci de fixer avant tout, et avec une stricte précision, la position du « point de fait » pour être à même d'établir nettement le « point de droit ». L'étude plus ou moins approfondie des circonstances historiques à laquelle se livre la Cour, dépend, bien entendu, du

genre de différend qu'elle est appelée à trancher et de la nature du traité à interpréter<sup>1</sup>.

En résumé, le recours aux faits historiques pour l'interprétation d'un traité se base sur le principe d'après lequel il faut remonter à la genèse de la clause en se préoccupant de son origine comme de son ambiance d'alors, afin de découvrir les conditions réelles au milieu desquelles a pu se former l'intention des parties. Mais, comme ces éléments sont incontestablement de nature à influencer la pensée de l'interprète, cela peut parfois l'amener, — particulièrement lorsqu'il s'agit d'un traité normatif — à la nécessité de prendre également en considération les *conditions actuelles* qui entourent le traité au moment de son interprétation; car, si l'ambiance sociale au milieu de laquelle il a vu le jour peut se confondre souvent avec celle du moment de son interprétation, il peut advenir, non moins souvent, qu'un intervalle assez considérable, entre ces deux phases, rende indispensable l'examen de l'une et de l'autre.

Or, qu'advient-il si l'interprète prend à la fois en considération les faits historiques et les données nouvelles?

Ne peut-il pas parfois se trouver en butte à certaines difficultés du fait que les exigences nouvelles ne cadrent plus exactement avec les anciennes?

Comment doit-il alors procéder?

A notre avis si l'interprète se trouve avoir à interpréter un traité-contrat, il devra, dans la majorité des cas, — et ceci sous peine de contrevenir aux règles indispensables de la « bonne foi » et par crainte de modifier l'intention des parties et l'équilibre des prestations —, interpréter son texte selon les règles de droit en vigueur à l'époque où le traité fut élaboré.

La recherche des faits historiques lui sera donc utile afin de replacer son texte dans son ambiance créatrice.

S'il s'agit d'un traité normatif, il devra également, pensons-nous, recourir à l'étude des faits historiques pour élucider d'une façon parfaite le but du traité, si la raison d'être ne ressort pas suffisamment de l'étude seule du texte.

Cette étape une fois franchie, l'interprète ne devra pas alors se

1. Il est des décisions de la Cour, qui ont donné lieu à des études historiques singulièrement intéressantes. Nous citerons plus spécialement celle qui se rapporte à l'affaire du Statut juridique du Groenland oriental (série A/B, fascicule n° 53) et celle de l'affaire de l'Université Peter Pazmany, venue devant la Cour en appel d'une sentence rendue par le Tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque (série A/B, fascicule n° 61).

2. *Op. cit.*, p. 285-286.

contenter de procéder à cette recherche; une fois le but parfaitement connu, un dernier effort devra s'imposer à l'esprit de ce dernier : adapter la règle objective aux circonstances et aux exigences actuelles, mais sans contrevenir au but initial.

Au reste, nous reprendrons cette idée, que nous estimons essentielle, dans le chapitre IV consacré aux influences actuelles soit juridiques soit sociales.

### Section III. — Procédé comparatif.

Ainsi que son nom l'indique, ce moyen d'interprétation consiste à établir des points de comparaison entre un texte qui manque de clarté, et la clause d'un autre traité, ou encore avec une règle admise par d'autres Etats, ou même, avec une pratique observée dans des cas similaires.

On retrouve ce procédé, dans la littérature juridique, sous l'appellation courante de « Méthode comparative », mais en réalité, il ne s'agit que d'un simple procédé subsidiaire dont l'emploi n'est pas absolument sans danger, surtout, entendu *in lato sensu*.

Le recours à ce procédé oblige l'interprète à abandonner momentanément le texte qu'il doit interpréter pour chercher ailleurs d'autres éléments sur lesquels baser sa décision. Autrement dit, l'interprète ne rétablit pas l'intention des Parties au moyen d'éléments contenus dans le texte, mais au moyen d'éléments dont il présume que se sont inspirés les auteurs du traité, de sorte qu'il se prononce, à vrai dire, sur des éléments qui sont d'autant plus étrangers au texte que souvent il aura dû puiser à des documents auxquels les Etats, les plus intéressés à l'interprétation, auront le moins concouru.

Comme le dit M. Geny, en matière d'interprétation d'une disposition légale, à l'aide d'un texte distinct, c'est « un procédé moins rigoureux dans ses conditions, moins sûr dans ses résultats, parce que nous sommes sortis de la sphère circonscrite par la formule même du texte, nous avons puisé en dehors des éléments internes de l'interprétation »

Aussi, comme toute admission de preuves extrinsèques, ne doit-on y recourir qu'en dernier ressort, ou ne lui attacher qu'une valeur confirmative lorsqu'il se concilie à l'interprétation tirée d'autres éléments plus appropriés à la découverte de l'intention.

La doctrine est d'accord pour estimer que le recours à d'autres

textes antérieurs, postérieurs ou contemporains, est susceptible de jeter une lumière exacte sur l'intention des parties<sup>1</sup>.

Il est à remarquer qu'à la suite de l'Arrêt n° 1, rendu par la Cour permanente de Justice internationale, le 17 août 1923, dans l'affaire du vapeur *Wimbledon*, entre les Gouvernements britannique, français, italien, japonais et polonais, d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, le procédé comparatif a pris aux yeux de nombre de juristes une valeur singulièrement accrue et cela en raison, croyons-nous, d'une certaine confusion qu'il n'est peut-être pas inutile de chercher à dissiper.

Toute la question, dans cette affaire, était de savoir si le refus de la part des autorités allemandes d'accorder au vapeur *Wimbledon* l'accès et le libre passage au canal de Kiel, le 21 mars 1921, était ou non contraire aux engagements internationaux contractés par l'Allemagne.

1. « Non est novum, ut priores leges ad posteriores trahantur », *Digest.*, I, 3, 26.

« Sed et posteriores leges ad priores pertinent, nisi contrariae sint ; idque multis argumentis probatur. » *Id.*, 28.

Cicéron, Grotius, Vattel, Puffendorf, Wolff, préconisent de recourir pour interpréter une clause qui peut paraître obscure, soit aux autres clauses énoncées dans le même instrument (c'est le recours au contexte), soit à d'autres actes qui émanent de la même volonté. (V. ci-dessous, p. 116 et s, chap. III, sect. I, ce que nous disons au sujet des travaux préparatoires.)

Ainsi Vattel dira : « Supposons, par exemple, que deux alliés se soient réciproquement promis, en cas de besoin, un secours de dix mille hommes d'infanterie, entretenus aux frais de celui qui les envoie, et que par un traité postérieur, ils conviennent que le secours sera de quinze mille hommes, sans parler de leur entretien ; l'obscurité ou l'incertitude qui reste dans cet article du nouveau traité, est dissipée par la stipulation claire et formelle du premier » (liv. II, chap. XXII, § 284).

Quant à Puffendorf, voici en quels termes il s'exprimera : « Lorsqu'on stipule de quelqu'un, qu'il nous donnera du blé, sans ajouter combien, ni de quelle sorte, c'est, selon les jurisconsultes romains, une stipulation parfaite. Mais, s'il paraît par un traité précédent qu'on a eu dans l'esprit une certaine qualité et une sorte de blé, cela doit valoir tout de même que s'il était formellement exprimé dans le contrat présent » (liv. V, chap. XII, § 9.)

Pradier-Fodéré pense que les besoins de l'interprétation exigeront souvent que l'on compare les textes à interpréter avec d'autres traités antérieurs, postérieurs ou contemporains, conclus par les mêmes parties sur des matières analogues (*op. cit.*, 1<sup>re</sup> partie, chap. VI, p. 895). De même Calvo (*Cours*, t. III, liv. XVIII, p. 396).

Phillimore estime que la comparaison du traité en litige avec d'autres traités, soit antérieurs, postérieurs ou contemporains, est un procédé moins avantageux que celui de recourir aux travaux préparatoires dudit traité. « This is a source from which the intention of the contracting parties may generally be fairly and safely derived (le recours à d'autres textes) ; at all events it may be derived from this source in a less suspicious manner than from a reference to those facts and circumstances (themselves perhaps, a matter of dispute) which immediately preceded the conclusion of the Treaty » (*op. cit.*, p. 103-104.)

Pour Oppenheim (*op. cit.*, p. 762, 6<sup>e</sup>) : « Previous treaties between one of the parties and third parties, may be referred to for the purpose of clearing up the meaning of a stipulation. »

Adler (*Law Magazine Review*, 1900, p. 69-70), pense que l'intention des parties « may be derived from antecedent or contemporaneous acts and circumstances, and perhaps, even from subsequent events, but only if they are of such a nature as to cast light upon what the previous state of mind of the parties was ».

D'après la Cour, c'étaient les stipulations mêmes du Traité de Versailles, partie XII, section VI, relatives au canal de Kiel, qui devaient décider; rappelons qu'elles débutaient par l'article 380 ainsi conçu : « Le canal de Kiel et ses accès seront toujours libres et ouverts sur un pied de parfaite égalité aux navires de guerre et de commerce de toutes les nations en paix avec l'Allemagne. »

Ce premier point tranché, de quelle façon la Cour en usa-t-elle ? Arrêta-t-elle sa décision finale après avoir procédé à ses recherches dans le texte même, ou bien, ayant constaté l'ambiguïté de celui-ci, jugea-t-elle opportun de consulter d'autres textes de traités, ou bien la pratique observée par d'autres Etats dans des cas analogues ?

Dans ce dernier cas, on aurait évidemment le droit de dire que la Cour avait recouru au procédé comparatif; mais, loin de là, elle s'en tint strictement à la première manière et, ayant constaté que l'article 380 était formel et ne prêtait à aucune équivoque, la Cour conclut que la volonté des auteurs du Traité de Versailles « de laisser en tout temps le canal ouvert aux navires étrangers, de toute catégorie, apparaît avec plus de force encore si l'on rapproche le texte de l'article 380, des autres stipulations qui ont trouvé place dans la partie XII ».

Donc, recours exclusif au texte et au contexte.

Si par ailleurs la Cour rappelle dans son Arrêt, les règles établies par la Convention de Constantinople, de 1888, et par le Traité Hay-Pauncefote, de 1901, relatifs à deux autres canaux maritimes : Suez et Panama, ce ne fut que contrainte par la nécessité de répondre aux arguments soutenus par l'une des parties au litige et n'implique pas le moins du monde, par conséquent, qu'elle ait eu besoin, pour baser son interprétation, d'établir une comparaison entre ces règles et le texte qu'il s'agissait d'appliquer.

Au demeurant, le procédé comparatif ne se justifiant que si le texte manque de clarté, comment conclure que la Cour y ait recouru dès l'instant qu'elle avait justement commencé par constater que la Partie XII du Traité de Versailles ne prêtait à aucune équivoque ?

Tout ce qu'il est permis de dire de l'affaire *Wimbledon* serait que les situations créées par les Traités concernant la réglementation du canal de Suez et du canal de Panama ont servi à la Cour pour corroborer la décision qu'elle tira du texte et du contexte soumis à son interprétation.

Nous n'entendons aucunement, au surplus, par cette mise au

point qui nous paraissait nécessaire, mettre en doute le bien-fondé du recours au procédé comparatif et son efficacité; nous y attachons, au contraire, une très grande importance, notamment pour interpréter des traités normatifs.

Mais avant d'en venir à ces derniers, nous devons nous référer à certaines affaires, soumises à la juridiction internationale, relevant de traités-contrats, pour bien approfondir les conditions dans lesquelles le procédé comparatif a été suivi, ainsi que les différents aspects qu'il peut prendre.

Dans l'affaire des « pêcheries réservées » (*North Atlantic fisheries*) entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, il était question de déterminer si certains cours d'eau devaient être considérés comme des rivières, ou comme des criques ou des bras de mer. Le surarbitre qui devait départager les commissaires, ne parvenant pas à découvrir à la lumière des documents qui lui étaient soumis, quel était le nombre de rivières véritables, posait, dans sa sentence du 8 avril 1858, la question de savoir si les lois et déclarations de la législation de l'Ile du Prince Edouard ne pouvaient être prises en considération pour déterminer quelles étaient les rivières de cette ile et notamment les lois et déclarations faites antérieurement à la question soulevée.

Voici dans quels termes le surarbitre John Hamilton Gray posa la question qu'il résolut par l'affirmative :

« Ne peut-on soutenir... que lorsqu'un pays, par une longue série de documents publics, d'actes législatifs, de concessions et de proclamations, a défini certains cours d'eau comme étant des rivières, ou parlé d'eux comme telles ou déterminé l'endroit où se trouve l'embouchure de certaines rivières et qu'un autre pays a signé par la suite un traité avec le précédent au sujet de ces mêmes cours d'eau et a employé les mêmes termes sans leur assigner spécifiquement une signification différente, bien plus, qu'il a stipulé que ce traité ne produirait effet dans les pays où se trouvaient ces cours d'eau que lorsqu'il serait confirmé par les autorités locales, ne peut-on soutenir à juste titre que les définitions précédemment employées et adoptées seraient mutuellement obligatoires pour toute interprétation du traité et que les deux pays ont consenti à se servir des termes au sens où tous deux les ont déjà entendus dans leurs actes publics, et à les appliquer comme ils avaient été précédemment appliqués dans les pays où on les employait ? »

Et il ajoutera : « Je crois qu'on le peut. » (V. Lapradelle et

Politis, *op. cit.* t. II p. 441 et s., Lafontaine, *op. cit.*, p. 437 et s. Moore, *op. cit.* t. I p. 449 et s.).

Le droit national a donc servi à déterminer ce que l'on devait entendre par rivière pour être en mesure de fixer, avec précision, les parties côtières appartenant à la Grande-Bretagne, d'une part, aux Etats-Unis, d'autre part, et réservées à leurs pêches respectives. Mais il convient de remarquer que le recours au droit national n'est survenu qu'après que la solution de la question eut été vainement recherchée à la lumière du texte même.

Aussi, est-ce encore cette dernière méthode qu'a suivie la Cour permanente de Justice internationale lorsqu'elle eut à interpréter le *Statut du territoire de Meuel*. Les parties demanderesses avaient pourtant tenté de l'amener à tirer sa décision de la comparaison dudit Statut avec les Constitutions d'autres Etats; mais la Cour ne consentit pas à recourir à ce procédé comparatif et fit valoir ses raisons : elle avait trouvé « dans la Convention de Paris et ses annexes la base de sa conclusion selon laquelle le gouvernement a le droit, dans certaines circonstances, de révoquer le Président du Directoire. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire d'examiner dans quelles mesures les Constitutions d'autres Etats peuvent servir de guide dans l'interprétation du Statut de Memel ». (Arrêt du 11 août 1932, cf. Série A-B, fascicule n° 49, p. 322).

On emploie également le procédé comparatif en se basant sur les Conventions en vigueur élaborées antérieurement au texte qu'on a la charge d'interpréter.

Ainsi, dans la sentence rendue le 7 avril 1875 relativement au différend surgi entre le Chili et le Pérou au sujet de la liquidation de leurs dettes de guerre, l'arbitre se référerà à d'autres traités et conventions en vigueur — et il citera la phrase de Phillimore « a clear usage is the best of all interpreters between nations » — entre autres à plusieurs traités conclus entre les Etats-Unis et d'autres Etats portant sur le même sujet que celui qui était en litige (il s'agissait d'établir les attributions exactes que pouvaient avoir les « commissaires »).

Il renvoie, notamment, au Traité de Gand du 17 février 1815; au traité conclu entre les Etats-Unis avec la Grande-Bretagne le 10 juin 1823, avec le Danemark, le 5 juin 1830, le Mexique, l'Equateur, le Vénézuëla, etc.. et il conclura en disant :

« These examples, certainly, go far toward establishing a clear usage of submitting questions of difference to the decision of

the commissioners, whose decisions have always been accepted as final ». (Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 165; V. aussi Moore, II, 2086).

Dans la sentence N° III rendue par la Cour permanente d'arbitrage, le 22 mai 1905, dans l'affaire dite *des Baux perpétuels au Japon*, le Tribunal, dont M. Gregers Gram était le surarbitre, considéra que pour se rendre compte de la nature et de l'étendue des engagements contractés de part et d'autre par les baux à perpétuité, il fallait recourir à divers arrangements et conventions intervenues, sous le régime des anciens traités, entre les autorités japonaises et les représentants de plusieurs puissances. (V. *Recueil des analyses des sentences rendues par les Tribunaux d'arbitrage*, La Haye, 1934, p. 9)

Dans l'affaire des *Bouïres de Mascate*, sentence prononcée par la Cour permanente d'arbitrage le 8 août 1905, Henri Lammash surarbitre, entre la France et la Grande-Bretagne, le Tribunal arbitral désigné par le compromis du 14 octobre 1904, eut recours, pour déterminer le sens du terme « protégé », employé dans l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, aux principes du droit international, tels qu'ils ont été exprimés dans les conventions en vigueur à cette époque, à la législation internationale en tant qu'elle avait obtenu une reconnaissance internationale, et à la pratique du droit des gens. (V. *op. cit.*, p. 14, Affaire n° IV).

De même, dans la sentence n° VII rendue par la Cour permanente d'arbitrage le 7 septembre 1910, en l'affaire des *Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique*, au sujet de l'interprétation de l'art. 1<sup>er</sup> du Traité du 20 octobre 1818 conférant aux pêcheurs américains le droit de sécher, saler et pêcher le poisson sur une partie des côtes britanniques de Terre-Neuve et du Labrador, le Tribunal arbitral reconnaitra que les conventions et l'usage établi peuvent être considérés comme un titre pour réclamer comme territoriales certaines baies ayant un caractère nettement déterminé, (V. *op. cit.*, Affaire n° VII, p. 33 et 34).

Dans plusieurs décisions rendues par les Tribunaux arbitraux mixtes, ces tribunaux d'exception institués en vertu des traités de paix, il est fait une application intéressante de l'interprétation par la confrontation de conventions contemporaines en vigueur.

Ces tribunaux, à plusieurs reprises, ayant à interpréter un article du Traité de Saint-Germain, par exemple, se référeront à l'article ou à la section correspondante ou du Traité de Versailles, ou du Traité de Neuilly, de Trianon, de Lausanne.

Il est même arrivé qu'un tribunal arbitral mixte se soit référé aux travaux préparatoires non pas du traité qu'il devait interpréter, mais aux négociations antérieures d'un autre traité de paix, ce qui constitue une certaine hardiesse. Mais cette hardiesse se comprend assez bien de la part de ces tribunaux mixtes, étant donné l'analogie très grande et de date, et de fond qui existe entre ces divers traités.

Ainsi, nous pouvons citer une sentence du Tribunal arbitral mixte *allemand-yougoslave*, (affaire n° 12) *Wilhelm Schumacher c. Etat allemand et Etat serbe-croate-slovène*, rendue le 1<sup>er</sup> octobre 1922, à Genève, sous la présidence de M. P. Logoz, au sujet d'une demande dirigée contre l'Etat Yougoslave et fondée sur l'art. 297 litt. h. chiffre 2, al. 2 du Traité de Versailles.

Pour que cette demande puisse être fondée il fallait que l'Etat Yougoslave puisse être considéré comme un « nouvel Etat » au sens du Traité de Versailles.

Sur ce point le Tribunal constatera que s'il est reconnu que ce Traité n'indique pas la signification que les Hautes Puissances contractantes ont entendu donner à l'expression « les nouveaux Etats signataires du présent Traité », en revanche, dans certains traités de paix ultérieurs, on trouve des textes qui excluent l'Etat en question de la catégorie « des nouveaux Etats »; là-dessus le Tribunal se livrera à une confrontation entre les articles 248 litt. d et art. 271 al. 2 combinés du Traité de Saint-Germain et art. 231, litt. d et 254 combinés du Traité de Trianon (*V. Recueil des Décisions des T. A. M.*, t. II., p. 602-610).

De même dans la sentence rendue par le Tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque le 27 octobre 1925 — sous la présidence de M. Schreiber — dans l'affaire *Josef Zmeskal c. Etat hongrois* (n° 25), il est dit que « le Traité de Trianon ne peut être pris isolément, qu'il est un anneau de la chaîne des Traités de paix qui se tiennent tous » (*Recueil des décisions*, t. VI., p. 367 et s.)

Dans la sentence rendue par le tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque, le 7 mai 1926, sous la présidence de M. Schreiber — affaire n° 145) *Mikulas Pruzinski c. Etat hongrois* —, le Tribunal devait interpréter le texte de l'alinéa 2 sous la lettre b. de l'article 239 du Traité de Trianon. Le Tribunal se référa à la jurisprudence d'autres tribunaux arbitraux mixtes, notamment à une sentence du tribunal arbitral mixte austro-belge qui avait eu à interpréter le texte correspondant et identique

des traités de Versailles et de Saint-Germain (art. 304 et 256) (V. sentence p. 5)

De même encore, dans la sentence *Arpad von Fay* c. Etat tchécoslovaque (n° 194) prononcée par le Tribunal mixte précité à la date du 29 juillet 1927, ce dernier étudiera les rapports de la Délégation autrichienne lors des négociations du traité de Saint-Germain-en-Laye, bien que le traité qu'il doit examiner soit le Traité de Trianon, les deux premiers alinéas de l'article 250 de ce dernier étant la reproduction pure et simple de l'article 267 du Traité de Saint-Germain. (V. aussi sentence n° 346, Maison Herman Wilhem et Cie c. Etat Tchécoslovaque, sentence du 20 juillet 1929).

Dans la décision du tribunal arbitral mixte hongaro-serbe-croate-slovène, affaire n° 251 *Archiduc Frédéric de Hasbourg-Lorraine* c. Etat serbe croate-slovène sentence du 1<sup>er</sup> octobre 1929, sous la présidence de *M. van Slooten* l'Etat défendeur prétendait que la disposition énoncée dans l'alinéa 4 de l'article 250 du Traité de Trianon, défendait d'une manière formelle au T. A. M. de toucher à l'interprétation de l'article 191.

Voici ce que répondit ledit Tribunal à cette assertion : (sentence p. 4)

« Attendu toutefois que rien dans l'alinéa susvisé n'autorise à penser que les Hautes Parties contractantes ont voulu paralyser les revendications des ressortissants hongrois en vertu des alinéas premier et deux de l'article 250 toutes les fois qu'il leur serait opposé un moyen de défense tirée de l'article 191 du Traité; *qu'il n'est point superflu de remarquer dans cet ordre d'idées, que l'alinéa 4 a été emprunté de l'article 267 du Traité de Saint-Germain*, stipulation sans rapport avec la juridiction des Tribunaux Arbitraux Mixtes ».

Le tribunal arbitral mixte hongaro-tchécoslovaque (affaire n° 228 *Arpad Kralik* c. Etat tchécoslovaque), dans une décision rendue le 21 décembre 1931, sous la présidence de *M. Schreiber*, dira qu'il ressort de la réponse des Puissances alliées et associées aux remarques de la délégation hongroise sur les conditions de paix que le premier alinéa de l'art. 63 du Traité de Trianon doit être interprété conformément à tous les textes similaires des traités de paix. (sentence p. 5).

Cependant les Tribunaux arbitraux mixtes ne se livreront à cette confrontation des divers traités de paix qu'à bon escient

et lorsqu'ils auront la certitude qu'il y a une analogie totale entre les textes soumis à comparaison.

Cette attitude ressort d'une sentence rendue par le tribunal arbitral mixte turco-anglais le 28 décembre 1927 sous la présidence de M. Hammerich. *Eastern Bank Ltd c. Gouvernement turc.* (Affaire n° 64).

La demanderesse invoquait l'article 27 du Traité de Lausanne et les dispositions du Traité de Versailles pour soutenir qu'aux termes de l'art. 25 la Turquie s'était engagée à reconnaître le Traité de Versailles; que ce dernier prévoit par son art. 297, *h*), la restitution des avoirs et numéraires saisis lors de la guerre, d'où il résulte que les dits avoirs sont censés être des biens restituables et que cette disposition du Traité de Versailles doit être prise en considération dans l'interprétation du Traité de Lausanne.

Le Tribunal estima que cette argumentation n'avait pas sa raison d'être : qu'il suffisait de remarquer que l'art. 25 de ce Traité n'avait d'autre but que celui de manifester l'adhésion du gouvernement turc au fait que certains traités de paix antérieurs au Traité de Lausanne avaient mis fin à l'état de guerre existant entre les anciens alliés de la Turquie et les puissances occidentales, ce qui n'impliquait aucune légitimation pour appliquer directement à l'égard de la Turquie les dispositions du Traité de Versailles; que si même les tribunaux arbitraux mixtes établis en vertu du Traité de Lausanne se croyaient autorisés à tirer indirectement certains moyens d'interprétation du Traité de Versailles, ils ne sauraient cependant user d'une telle faculté pour autant qu'il y eut conformité ou analogie entre les dispositions respectives des deux traités. Or, tel n'était pas le cas en la présente affaire<sup>1</sup>.

Les décisions rendues par la Cour permanente de Justice internationale démontrent, au surplus, une grande circonspection quant à la valeur qu'il convient d'attribuer aux conventions, antérieurement élaborées par d'autres Etats, lors de l'interprétation d'un traité.

1. Cf. *Recueil des décisions des T. A. M.*, t. VIII, p. 192. — Cf. également, l'opinion de M. Schreiber, président du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, sur la question des optants, septembre 1929, à la page 13 :

« En admettant que les puissances alliées et associées aient voulu adopter dans le Traité de Saint-Germain le système proposé par la délégation autrichienne, cela ne voudrait pas dire, malgré la similitude des textes, que les intentions desdites puissances alliées et associées aient été les mêmes à l'égard de la Hongrie.

» D'abord, la base juridique de la nationalité n'était pas la même en Hongrie qu'en Autriche... C'est un premier motif qui inciterait, le cas échéant, à interpréter l'article 63 du Traité de Trianon autrement que l'article 78 du Traité de Saint-Germain... »

C'est ainsi que dans l'affaire relative à *l'usine de Chorzow* où il s'agissait d'examiner le sens et la portée de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Convention de Genève, la Cour, au moment de fixer sa compétence, s'abstint de prendre position sur la « question de savoir si des expressions employées dans les Conventions entre d'autres Puissances et à des époques différentes peuvent entrer en ligne de compte pour l'interprétation de la volonté des signataires de la Convention de Genève ».

Cependant, si la Cour se garda de tirer des conclusions de la terminologie, couramment employée en matière d'arbitrage, c'est parce qu'elle jugeait qu'il y avait une différence fondamentale entre la nature des clauses compromissaires et le but de la classification des différends dans les stipulations générales d'arbitrage. (V. Série A, n° 8, p. 22).

Il importe de noter, néanmoins, que la Cour s'attacha à faire ressortir, dans sa décision, l'importance de l'article 13 du Pacte de la Société des Nations et de l'article 36 du Statut de la Cour du fait que l'un et l'autre se trouvaient fort rapprochés en date de la Convention de Genève et qu'ils étaient des traités collectifs prépondérants « marquant », en outre, « un progrès dans la voie vers la réalisation de l'arbitrage obligatoire ».

Bien que l'Arrêt rendu dans l'affaire du vapeur *Wimbledon* n'était pas basé sur la comparaison entre les stipulations du Traité de Versailles, relatives au canal de Kiel (Partie XII, Section VI), d'une part, et les Conventions de Constantinople de 1888 et le Traité Hay-Pauncefote de 1901, d'autre part, le fait que la Cour se réfère à ces conventions est d'une indéniable importance, en ce sens que cela démontre qu'elle tira parti de ces dernières pour confirmer l'existence de certaines règles de droit en matière de neutralité maritime. Voici le passage qui en fait foi :

« Comme exemple d'accords internationaux ayant apporté à l'exercice de la souveraineté de certains Etats des restrictions partielles, mais destinées à durer toujours, on a cité devant la Cour les règles qui ont été établies, pour les canaux de Suez et de Panama. Ces règles ne sont pas identiques dans les deux cas; mais elles présentent une égale importance, en ce qu'elles démontrent que l'usage des grandes voies internationales, soit par des navires de guerre belligérants, soit par des navires de commerce, belligérants ou neutres, chargés de contrebande de guerre, ne doit pas être considéré comme étant incompatible avec la neutralité de l'Etat riverain. » (Arrêt n° 1, p. 24, Série A.)

D'ailleurs, ce serait une erreur de croire que la Cour est de propos délibéré hostile à la recherche des points de comparaison entre le texte à interpréter et des traités antérieurs.

Lors de l'affaire relative au régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931), elle ne se priva pas d'examiner d'autres conventions équivalentes et antérieurement signées et cela lui permit de conclure dans son Avis consultatif du 5 septembre 1931, que c'est en vain « qu'on chercherait dans les Unions douanières, dont l'histoire politique a offert et offre encore des exemples, une comparaison utile avec l'union douanière projetée par le Protocole austro-allemand ». (Voir Série A\*B, fascicule n° 41, p. 49).

Pour interpréter la convention de Washington de 1919 concernant le travail de nuit des femmes, la Cour a été amenée à examiner la convention de Berne de 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. (Cf. Avis consultatif du 15 novembre 1932, Série A-B, fascicule n° 50, p. 376-380).

Dans une autre circonstance, toute récente, au reste, puisqu'elle date du début de l'année 1935, la Cour a fait un large usage des traités antérieurs pour tirer l'interprétation d'un accord international. Le Conseil de la Société des Nations avait sollicité son Avis consultatif sur la question de savoir si, en tenant compte de l'ensemble de la Déclaration faite par l'Albanie le 2 octobre 1921, on devait considérer comme fondée la thèse du Gouvernement albanais selon laquelle la suppression des écoles privées en Albanie était conforme à la lettre et à l'esprit de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la dite Déclaration.

Il s'agissait donc d'interpréter cet article 5 dont certains termes, notamment celui de « droit égal », n'étaient pas suffisamment clairs pour permettre de préciser la portée exacte des engagements pris par le Gouvernement albanais en ce qui concerne le traitement qu'il était tenu d'assurer aux ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue.

D'après le Gouvernement albanais, le texte de sa Déclaration faite devant le Conseil, ne lui imposait, en matière scolaire, que l'obligation d'assurer aux ressortissants de la minorité un droit égal à celui des autres ressortissants albanais.

Le Gouvernement hellénique l'entendait tout autrement. L'idée

fondamentale de l'article 5, à son avis, était de garantir aux minorités la liberté d'enseignement en leur octroyant le droit de conserver et de créer des écoles privées.

La position prise par la Cour entre ces deux points de vue opposés, fut très nette. Après avoir constaté que la Déclaration du 2 octobre 1921, appartenait à la catégorie des actes internationaux qui ont pour objet de protéger les minorités, elle mit en parallèle l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 et les autres traités antérieurs, notamment le plus ancien, signé par la Pologne le 28 juin 1919, considéré comme le traité-type pour la protection des minorités; après quoi, elle émit son Avis, le 6 avril 1935, déclarant que la mesure du gouvernement albanais, tendant à la suppression des écoles privées en Albanie, n'était conforme ni à la lettre, ni à l'esprit de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 de la Déclaration du 2 octobre 1921.

Il nous reste à examiner maintenant l'influence que peuvent avoir, sur l'interprétation d'un texte, les traités postérieurement conclus par les mêmes Parties.

L'opinion dissidente formulée par l'arbitre argentin Drago, sur la question V de la sentence arbitrale rendue par la Cour permanente d'arbitrage, le 7 septembre 1910, entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, dans l'affaire des Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, contient une référence à des traités postérieurs à celui de 1818, soumis à interprétation.

Dans une des clauses de ce traité de 1818, les Etats-Unis renonçaient à exercer la pêche dans les trois milles de certaines côtes des possessions anglaises de l'Amérique du Nord. Le Tribunal devait déterminer le point de départ des trois milles et la ligne de base dans le cas où la côte présentait des baies. D'après Drago, la clause de renonciation englobait et la baie territoriale et trois milles à compter de cette baie; pour préciser ce qu'il fallait entendre par baie territoriale au sens du traité de 1818 et au sens de cette interprétation, Drago se référa à l'usage de la Grande-Bretagne en la matière, aux traités conclus par elle, et il se référa aussi à des traités postérieurs au traité de 1818.

« Il semble juste ... d'expliquer la signification du Traité de 1818 par ceux qui le suivirent immédiatement et ont établi la même limite de juridiction côtière.

» *En règle générale, un traité d'une date antérieure peut être interprété en toute sécurité, en le rapprochant des stipulations de traités*

*semblables conclus postérieurement par la même nation sur le même sujet. »*

(V. sentence n° VII, p. 155, op. dissidente de M. Drago en ce qui concerne la question V.)

Dans l'affaire *Chamizal* sentence rendue à El Paso, Texas, le 15 juin 1911, par une Commission mixte (International Boundary Commission, composée de E. Lafleur, Anson Mills et F. B. Puga, nommée en vertu d'un compromis signé entre les Etats-Unis et le Mexique le 24 juin 1910, il s'agissait de déterminer si la ligne frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, longeant le Rio Grande et établie par les traités de 1848 et de 1853, était une ligne fixe et invariable. Le surarbitre et le commissaire répondirent par la négative.

Dans sa décision, la Commission se référa aux traités postérieurs à ceux de 1848 et 1853 et à l'attitude subséquente des Parties<sup>1</sup>.

De l'ensemble de la jurisprudence de la Cour, il n'y a lieu de citer que l'avis consultatif n° 8 donné à la date du 6 décembre 1923, au sujet de la délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque (affaire de *Jaworzina*). — En cette affaire, la Cour dira qu'on ne saurait accorder une valeur décisive à l'opinion des auteurs d'un texte lorsque cette opinion, postérieure à la rédaction du texte dont il s'agit, est en contradiction avec celle qu'ils avaient émise à ce moment. A plus forte raison est-on en droit de récuser l'autorité d'une telle opinion lorsque un espace de plus de deux

1. « On the whole, it appears to be impossible to come to any other conclusion that the two nations have, by their subsequent treaties and their consistent course of conduct in connection with all cases arising therefore, put such an authoritative interpretation upon the language of the Treaties of 1848 and 1853 as to preclude them from now contending that the fluvial portion of the boundary created by those treaties is a fixed line boundary.

» The Presiding Commissioner and the American Commissioner therefore hold that the Treaties of 1848 and 1853, as interpreted by subsequent conventions between the parties and by their course of conduct created... » (V. *American Journal of int. law*, V, p. 805.)

Cf. aussi, dans une sentence rendue à Bruxelles le 17 août 1889, par le baron de Lambermont, ministre d'Etat de Sa Majesté le roi des Belges, au sujet d'un différend survenu entre la Compagnie allemande de *Witu* et la Compagnie Impériale anglaise de l'Afrique occidentale sur l'application d'une convention intervenue les 29 octobre et 1<sup>er</sup> novembre entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les considérants suivants :

« Attendu que, pour tirer de l'esprit ou du sens de la convention une conséquence qui ne naît pas de son texte et qui attribuerait à l'Allemagne une liberté exclusive d'action sur les territoires situés au nord de Tana, il faudrait qu'une entente spéciale et nouvelle se fût, à cet effet, établie entre les puissances contractantes et qu'elle fût dûment constatée.

» Nous sommes d'avis que les faits postérieurs à l'entretien du 10 décembre 1887, n'ont pas changé sa portée, telle qu'elle est définie dans les conclusions précédentes. » (Cf. Lafontaine, *op. cit.*, p. 336 et 338.)

ans s'est écoulé entre le jour où elle a été formulée et celui où la décision sujette à interprétation avait elle-même été prise.

Mais elle ajoutera :

« Combien plus certaine est l'interprétation qui se dégage, pour la Décision du 28 juillet 1920, de son rapprochement, déjà constaté, avec le traité « dit des frontières » du 10 août 1920, qui, conclu à quelques jours de distance et signé des mêmes noms que ladite décision, confirme absolument, par le tracé ininterrompu qu'il donne de la frontière polono-tchéco slovaque, les conclusions auxquelles la Cour s'est arrêtée. »

(V. Série B., n° 8, p. 38).

Bien que les décisions arbitrales ayant eu recours au procédé comparatif soient relativement nombreuses, il ne faudrait pas en conclure que ce mode d'interprétation est plus spécialement aisé. Il exige, tout au contraire, un soin d'autant plus minutieux, qu'un seul point de comparaison indûment établi suffirait à égarer l'interprète très loin de son but, qui est de rétablir fidèlement l'intention des auteurs du traité.

Abstraction faite de ce sérieux inconvénient, commun en somme, à presque tous les moyens extrinsèques d'interprétation, il est certain que le procédé comparatif obéit, selon les cas, à des conceptions également judicieuses et logiques que nous pouvons résumer ainsi : lorsqu'il s'agit de déterminer le sens exact d'un terme qui paraît obscurément exprimé, l'interprète doit penser que les auteurs du texte n'ont pu en user qu'en lui donnant le sens qu'il avait à l'époque où ils l'employèrent et qu'ils ont, par conséquent, entendu se conformer à la pratique suivie jusqu'alors dans des circonstances analogues. Partant de ce principe, l'interprète doit consulter les traités antérieurs ou contemporains qu'il tient comme les plus sûrs garants de l'usage alors en cours.

Mais pour que le rapprochement entre le texte contesté et d'autres traités antérieurs ou contemporains puisse se révéler utile, il faut que ces traités, comme ce texte, procèdent d'une même inspiration et que l'interprète ait garde de n'opposer que des clauses ou des faits de même nature et d'origine similaire; ou que l'interprète ait la certitude que le traité à interpréter fait bien partie de la catégorie de ceux qu'il met en regard et que ces traités poursuivent un but analogue; tels, par exemple, les traités de paix que les tribunaux arbitraux mixtes ont dû interpréter, ou les différents traités concernant les minorités et conclus dans la même époque.

Tout autre est la conception qui se trouve être à la base du recours aux traités postérieurement conclus. Il ne s'agit plus ici de replacer le traité à l'époque où il fut conclu, mais de l'interpréter en vue d'une *application pratique et actuelle*, de sorte que l'interprète ne se sert plus du procédé comparatif pour établir le sens d'une disposition, mais pour déterminer sa portée, ce qui est bien différent.

Dans ce cas le juge international se souciant surtout d'aboutir à l'application pratique de la norme soumise à son interprétation, il est naturel qu'il consulte les traités postérieurement conclus pour y découvrir les tendances du milieu social où la norme doit produire ses effets. Ce n'est donc plus *l'intention présumée des parties* qu'y recherche le juge, mais *l'influence nouvelle du moment*.

Cette référence aux traités postérieurs est particulièrement indiquée lorsqu'il s'agit de l'interprétation de traités normatifs.

Il nous reste à dire un mot du recours à la pratique et aux lois nationales. Ce recours peut avoir son utilité dans l'interprétation d'un traité-contrat, mais il n'en va nullement de même pour l'interprétation d'une règle objective.

#### Section IV. — L'attitude postérieure des parties.

Il arrive parfois que l'interprète ait recours à *l'attitude postérieure des parties* afin de dégager de son examen l'interprétation d'un texte. Ce recours part de l'idée qu'une certaine interprétation a été, en fait, acceptée par les Etats signataires.

Il s'agit donc de tirer parti d'une présomption fournie directement par les parties qui se sont engagées à appliquer le traité, soit qu'il soit un traité-contrat ou un traité normatif.

En ce qui concerne la première catégorie de traités, nous pouvons citer plusieurs décisions où l'attitude postérieure des parties a été prise en considération par le juge appelé à interpréter le traité; mais, pour bien marquer que ce moyen d'information ne doit être retenu qu'avec une extrême prudence, nous citerons d'abord un cas où il fut rejeté parce que l'attitude d'une des parties n'apparaissait pas comme l'expression d'une volonté bien déterminée.

Lors de l'affaire de la *fermeture du port de Buenos-Ayres*, entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, soumise à la décision arbitrale

du Président du Chili, le Gouvernement britannique prétendit que le Gouvernement argentin avait voulu élargir la portée de la Convention du 21 août 1858 par le fait qu'il avait payé des dettes, autres que celles provenant de la guerre civile et prévues par ladite Convention.

L'interprète, dans sa sentence du 1<sup>er</sup> août 1870, rejeta la thèse britannique, parce que, dira-t-il, « il est impossible d'appliquer les clauses de cette convention à d'autres dettes, de nature et d'origine complètement différentes, sans une déclaration également explicite de la part des mêmes parties; *il n'est pas possible de se fonder sur des incidents qui, à raison de leur caractère vague, ne peuvent être exactement appréciés et sont susceptibles, comme dans l'espèce, d'être expliqués de manières diverses.* (Voir Lapradelle et Politis, *op. cit.*, p. 656. Voir aussi Moore, V, p. 4916; Lafontaine, p. 62).

Aux termes de l'article premier de l'Acte général de Berlin du 14 juin 1889 conclu entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne en vue de maintenir la neutralité et l'autonomie du Gouvernement des îles Samoa, il fut établi que ni l'une, ni l'autre des puissances contractantes n'aurait le droit d'exercer un contrôle séparé sur les îles ou son Gouvernement (« *separate control over the islands or the Government thereof* »); il fut établi plus loin que si une contestation s'élevait quant à la légalité de l'élection ou de la nomination du roi de Samoa, la question devait être soumise à la décision du juge de Samoa qui déciderait de la rectitude de cette élection qui devait être conforme aux stipulations de l'Acte général et aux lois et coutumes de l'île de Samoa.

En 1898, le juge de Samoa eut à trancher un différend de cette nature, et il reconnut comme roi Malietos Tanumafili. Or, le consul d'Allemagne présenta des objections quant à la décision, qui, d'après lui, n'était pas en conformité avec les articles de l'Acte général de Berlin.

Les consuls de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, par ailleurs, acceptèrent cette décision comme définitive, et prêtèrent assistance au nouveau roi, qui était l'adversaire du parti Mataafa, par l'appui de leur force navale.

A la suite de cette action militaire engagée par deux seulement des trois puissances signataires de l'Acte de Berlin, un différend surgit entre le Gouvernement d'Allemagne, d'une part, et les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, d'autre part. Ce différend fut réglé par une sentence du roi Oscar II, roi de Suède

et Norvège, choisi comme arbitre aux termes d'une convention signée à Washington le 7 novembre 1899.

Dans sa sentence rendue à Stockholm le 14 octobre 1902, le roi de Suède et Norvège donna tort aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne qui n'avaient pas, d'après ce dernier, le droit d'engager une action militaire quelconque sans l'assentiment de la troisième puissance signataire de l'Acte de Berlin, c'est-à-dire sans le consentement de l'Allemagne.

Pour arriver à cette conclusion, l'arbitre prit en considération, non seulement les protocoles des séances de la Conférence de Berlin qui précédèrent l'élaboration du Traité lui-même, et par lesquels il apparaissait que l'intention des plénipotentiaires était d'établir le principe que les puissances, dans leur rapport avec Samoa, devaient seulement agir d'un « commun accord », mais il tint compte également de *l'attitude postérieure des parties contractantes*, attitude de laquelle il apparaissait que les parties avaient accepté à plusieurs reprises le principe du consentement unanime. (Voir *Foreign relations of 1902*, p. 444 et s. et Chandall, *op. cit.*, 2nd edition, p. 385-386; Descamps et Renault, *Recueil international des traités du XX<sup>e</sup> siècle*, année 1902 p. 636 et s.).

Ce principe de prendre en considération l'attitude postérieure des parties a été encore admis dans l'affaire n° 3 des *Baux perpétuels au Japon*, dans la sentence rendue par la Cour permanente d'arbitrage le 22 mai 1905.

« Attendu, dira le Tribunal (cf. sentence, p. 47) que la volonté des parties faisait, par conséquent, la loi, en la matière et que, pour établir comment les actes ont été réellement interprétés, il faut s'en rapporter au traitement auquel les détenteurs de terrains ont été, au point de vue des impôts, soumis en fait, dans les différentes localités. »

De même, le Tribunal, dans sa sentence rendue le 7 septembre 1910 en l'affaire des Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, dira, quant à la question VI, à lui posée :

« Il semble prouvé que l'intention des parties au traité de 1818, telle qu'elle est indiquée par les comptes rendus des négociations et par *l'attitude subséquente des gouvernements*, était d'admettre les Etats-Unis à ces pêcheries. De sorte qu'il incombe à la Grande-Bretagne de prouver de façon satisfaisante que les Etats-Unis n'ont pas ce droit d'après le traité. »

Dans la sentence rendue par une Commission mixte relativement

à l'affaire *Chamizal*, le 15 juin 1911, nous avons vu que les commissaires prirent en considération non seulement les traités conclus postérieurement aux conventions qu'ils devaient examiner, mais également l'attitude postérieure des parties (Voir plus haut p. 165).

Très catégorique quant à l'application d'un tel principe, est la sentence rendue le 11 novembre 1912 par la Cour permanente d'arbitrage en vertu d'un compromis conclu les 22 juillet-4 août 1910, en l'affaire des *indemnités russes* (Affaire n° XI) entre la Turquie et la Russie.

Le Tribunal arbitral, dans sa décision, dira notamment qu'il « considère que *l'exécution des engagements est, entre Etats comme entre particuliers, le plus sûr commentaire du sens de ces engagements* et que jusqu'ici les deux Gouvernements ont constamment agi comme si la Russie était la créancière de la Turquie à l'exclusion des indemnitaires privés. (V. Analyse des sentences de la Cour permanente d'arbitrage Aff. n° XI, p. 51.)

Dans l'affaire *Alsop et C<sup>o</sup>*, relativement à des réclamations de la part des Etats-Unis contre le Chili, le roi d'Angleterre, dans sa sentence rendue le 5 juillet 1911, dira « the subsequent facts need be touched upon but briefly »; mais toujours est-il que dans cette sentence arbitrale les faits postérieurs sont pris en considération, et que le principe est posé. (Voir *American Journal of international law*, V, p. 1106).

Par l'étude de sa jurisprudence, il nous est permis de constater que la Cour permanente de Justice internationale prendra en considération, le cas échéant, la façon dont le traité soumis à sa juridiction a été appliqué par les Parties, aussi bien pour un traité-contrat que pour un traité normatif.

Ainsi, dans son avis consultatif n° 2, du 12 août 1922, ce haut tribunal s'exprimera ainsi : (Voir Série B, n° 2, p. 38-40).

« La Cour n'a pu trouver aucune ambiguïté dans la partie XIII considérée dans son ensemble, en ce qui concerne son applicabilité à l'agriculture. La Cour ne doute pas que le travail agricole y soit inclus. *Si une équivoque avait existé, la Cour, en vue d'arriver à établir le sens véritable du texte, aurait pu examiner la manière dont le traité a été appliqué.* Il fut signé en juin 1919, et jusqu'au mois d'octobre 1921, aucune des Parties contractantes ne mit en question que l'agriculture rentrât dans la compétence de l'Organisation internationale du travail. Pendant la période intermédiaire, l'agriculture avait fait l'objet de maintes discussions et, par ailleurs,

diverses mesures la concernant avaient été prises. A lui seul, cet ensemble de faits pourrait suffire pour faire pencher la balance en faveur de la compétence en matière agricole, s'il y avait ambigüité. »

En cette affaire, nous le savons déjà, il s'agissait pour la Cour de déterminer si l'Organisation internationale du travail avait la compétence pour la réglementation du travail des personnes employées dans l'agriculture et pour l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole ainsi que pour l'examen de toutes les autres questions de même nature.

Dans son avis consultatif n° 12 donné relativement à l'interprétation de l'article 3, paragraphe 2, du Traité de Lausanne (frontière entre la Turquie et l'Irak) le 21 novembre 1925, la Cour dira que les faits postérieurs à la conclusion du Traité de Lausanne ne peuvent l'occuper que pour autant qu'ils sont de nature à jeter de la lumière sur la volonté des Parties telle qu'elle existait au moment de cette conclusion<sup>1</sup>.

Ce qu'il faut prendre en considération quant à la mise en jeu de ce principe, c'est l'application du traité par les Gouvernements ou sous la responsabilité des gouvernements; il n'y a pas à proprement parler à tenir compte de l'attitude que les particuliers auraient pu rendre eux-mêmes, quant à la gestion de leurs propres affaires.

Ceci ressort clairement d'un jugement rendu par la Cour le 26 avril 1928, sur *les droits de minorité en Haute Silésie* (écoles minoritaires). En cette affaire, le Gouvernement allemand, s'appuyant sur l'article 74 de la Convention de Genève qui interdit aux autorités toute vérification ou contestation quant à la « question de savoir si une personne appartient ou non » à une minorité de race, de langue ou de religion, était d'avis que, par cet article, les

1. V. publications de la Cour, Série B, n° 12, p. 24-25.

« La question posée par le Conseil semble viser uniquement l'interprétation de l'article 3 de ce Traité; des engagements ultérieurement acceptés, une fois le traité conclu ou des actes ayant éventuellement pu exercer une influence sur l'existence ou la nature des engagements pris en vertu du traité, sembleraient donc sortir du cadre tracé par la question soumise à la Cour. Du reste, en plaçant les questions posées à la Cour sur le terrain de l'article 3, le Conseil paraît partir lui-même du point de vue que l'article 3 est en ce moment encore intégralement applicable.

» De l'avis de la Cour, cette manière de voir est bien fondée, *et pour elle l'attitude prise par les Gouvernements britannique et turc après la signature du Traité de Lausanne, n'entre en ligne de compte que comme un indice de leur manière de voir concernant les dispositions dont il s'agit*. Sous ce rapport, les échanges de vues qui ont eu lieu entre les parties, dans les séances tenues par le Conseil entre le 20 et le 30 septembre 1924 (inclus), ont une importance particulière. »

parties ont, d'un commun accord, adopté comme principe que ce point doit être laissé à la volonté subjective des personnes, et que cette volonté doit être respectée par les autorités, même si elle paraît contraire à la réalité.

Par contre, selon le Gouvernement polonais, si l'article 74 conduit à admettre que les personnes peuvent déclarer elles-mêmes si elles appartiennent ou non à l'une des minorités en question, cette déclaration doit porter sur ce qui est en fait le cas. Une personne qui, en claire contradiction avec les faits, déclarerait appartenir à une minorité, commettrait, selon ce Gouvernement, un abus qui ne pourrait être toléré. La Cour se rallia à la thèse polonaise. (Voir série A, n° 15, arrêt n° 12, p. 32-33.)

Il convient encore d'observer qu'en ce qui concerne les traités-normatifs, l'attitude postérieure d'un ou de plusieurs Etats signataires, ne saurait nullement entrer en ligne de compte dans l'interprétation d'une règle dont le caractère objectif exclut la possibilité de modifier sa portée sur la base d'une présomption découlant d'une application partielle.

---

## CHAPITRE IV

### DES INFLUENCES JURIDIQUES ET SOCIALES

---

Après avoir souligné, lors de l'examen des faits historiques, l'intérêt que l'interprète doit porter à la connaissance du milieu où le traité a pris naissance, afin de se rendre compte du but poursuivi par ses auteurs, nous nous demandons maintenant s'il n'a pas également à prendre en considération le milieu social où les règles d'un traité normatif doivent vivre, évoluer et agir.

Sans doute, ces règles sont susceptibles de subir, à travers le temps et les circonstances, l'influence des conceptions juridiques nouvelles et du milieu ambiant où elles doivent produire leur effet, ou des modifications dont elle doit tenir compte pour remplir son but d'assurer le bien commun, car le droit — comme le dit le professeur le Fur — est une question<sup>1</sup> de raison, il est à base tantôt de morale, tantôt d'économie politique, mais il a toujours pour but le bien de la communauté... « Le bien commun tel est le but du droit »<sup>2</sup>. Sans doute, aussi, la tâche de l'interprète n'est pas celle de pétrifier ces normes et de négliger leur utilité sociale, mais celle de les animer et de chercher à leur donner la vitalité nécessaire pour leur application pratique.

De même, il appartient à l'interprète le pouvoir d'adapter une norme objective au fur et à mesure de l'évolution du milieu social en vue duquel elle a été créée<sup>1</sup>.

C'est pour cela que l'on aurait de la peine à comprendre qu'un

1. L'origine sociologique des traités normatifs ne paraît pas douteuse. Un regard attentif à chacun d'eux, en rapport aux conditions existantes à l'époque où ils furent conclus, suffit à découvrir les étapes franchies par la règle de droit au cours de sa formation. D'abord, apparaît le fait social. Puis, ce fait engendre une nécessité, également sociale et s'imposant individuellement aussi bien que collectivement aux membres du groupe. Cette nécessité, enfin, fait jaillir la conviction juridique instigatrice de la règle de droit capable de satisfaire les exigences du bien commun que poursuit la vie sociale.

2. Cf. le fondement du droit sur la doctrine de Léon Duguit (Archives de Philosophie du droit et de sociologie juridique, 1932, p. 197).

traité collectif, émanant, par exemple, d'une institution comme celle de l'Organisation internationale du travail, soit interprété sans égard aux nécessités nouvelles qui pourraient se faire sentir par l'accroissement incessant du groupe social au milieu duquel la norme doit déployer ses effets en vue de l'amélioration du sort des travailleurs.

En regardant de près les différentes décisions rendues par la Cour permanente de justice internationale, eu égard aux limites du domaine d'activité de l'Organisation internationale du travail, créée par la partie XIII du Traité de Versailles de 1919, on n'est pas embarrassé pour reconnaître qu'elles ont été directement influencées par les idées que nous venons d'exprimer.

La première de ces décisions fut émise en réponse à la demande d'avis consultatif sur la question de savoir si la compétence de l'Organisation internationale du travail s'étendait à la réglementation des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture.

Dans l'avis n° 2, donné par la Cour le 12 août 1922, comportant une réponse affirmative à la question soumise par le Conseil de la Société des Nations, on lit ce qui suit :

« Si l'on étudie cette phrase (« personnes compétentes en matière industrielle ») à la lumière de l'ensemble du Traité, l'on arrive tout naturellement à cette conclusion que l'expression « matière industrielle » était destinée à comprendre l'industrie de l'agriculture. Mais quand bien même on ne l'interpréterait pas de cette façon, on arriverait seulement à conclure qu'il manquerait quelque chose à la constitution de l'organisme à cet égard particulier, et non pas que les pouvoirs donnés à l'Organisation internationale en ce qui concerne les conditions du travail, devraient être limités d'une manière semblable. »

Ce raisonnement montre une certaine hésitation, de la part de la Cour, sur le sens exact de l'expression « matière industrielle ». D'ailleurs, la Cour reconnaît, en outre, que d'après l'examen grammatical d'autres expressions employées dans la partie XIII du Traité de Versailles, telles que « industrie » et « industriel », ces termes sont surtout employés par les dictionnaires avec un sens restrictif et spécial aux arts industriels, excluant l'agriculture.

Cependant, la Cour arriva quand même à une interprétation indéniablement fort large en prenant en considération l'ensemble de la partie XIII du Traité, d'où elle a retenu, surtout, des expres-

sions telles que, « conditions du travail » et « professionnelles », assez étendues pour englober toutes les formes d'industrie.

C'est avec le même esprit que la Cour a interprété la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes. Dans son avis consultatif donné le 15 novembre 1932, elle reconnut qu'il était exact de dire que l'amélioration du sort des travailleurs manuels avait été la préoccupation principale des auteurs de la partie XIII du Traité de Versailles de 1919; mais elle se refusa à admettre que le domaine d'activité de l'organisation internationale du travail devait être aussi étroitement circonscrit à cette catégorie de personnes.

La troisième décision de la Cour, fort instructive en ce qui concerne l'importance du milieu social où le Traité doit produire ses effets, ainsi que sur l'impulsion que l'interprète doit donner à ce dernier, en vue de son application pratique, est celle rendue dans l'Avis consultatif n° 13 du 23 juillet 1926.

Dans cet avis consultatif, la Cour eut à répondre à la question suivante : « L'Organisation internationale du travail a-t-elle compétence pour élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer la protection de certains travailleurs salariés, vise en même temps et accessoirement le même travail personnel du patron ?

A ceci la Cour répondra :

« L'examen des dispositions du Traité montre que l'intention bien nette des Hautes Parties contractantes était de conférer à l'Organisation internationale du Travail des pouvoirs très étendus pour collaborer avec elles au sujet des mesures à prendre en vue d'assurer un régime de travail humain et la protection des travailleurs salariés. On ne saurait concevoir que leur but eût été d'empêcher l'Organisation internationale du travail d'élaborer et de proposer des mesures essentielles à la réalisation de cette fin. L'Organisation cependant, s'en trouverait empêchée si elle n'avait pas compétence pour proposer, afin de protéger les travailleurs salariés, une réglementation qui, pour atteindre son but, devrait nécessairement s'appliquer dans une certaine mesure au travail des patrons. Pareille limitation des pouvoirs de l'Organisation internationale du travail, nettement inconciliable d'ailleurs avec l'objet et la portée de la Partie XIII, aurait dû, si elle avait été envisagée, trouver son expression dans le Traité lui-même. Il n'est pas d'ailleurs surprenant que ce dernier ne contienne pas de disposition conférant expressément compétence à l'Organisation dans un cas aussi particulier que celui dont il est question dans la Requête.

« Non seulement l'économie tout entière de la Partie XIII autorise à conclure que l'Organisation internationale du travail n'est pas privée du droit de proposer des mesures tendant à la protection des salariés, parce que ces mesures pourraient accessoirement réglementer le travail personnel de l'employeur, mais encore on trouve dans le Traité des dispositions spéciales dans l'application desquelles, selon le sens qui leur est généralement attribué, on peut supposer que la réglementation accessoire du travail personnel du patron se trouve virtuellement impliquée.. »

« On a cité également l'interdiction faite par la Convention internationale de 1906 d'utiliser le phosphore blanc dans la fabrication des allumettes... il est vrai que dans les arguments exposés devant la Cour, un certain désaccord se manifestait quant aux motifs ayant inspiré l'adoption de cette dernière disposition. Mais, pour autant qu'il s'agit de la question spécifique de compétence, actuellement débattue, il peut suffire d'observer que *la Cour, en déterminant la nature et l'étendue d'une disposition, doit envisager ses effets pratiques plutôt que le motif prédominant par lequel on la suppose avoir été inspirée...* » (A. C., n° 13, p. 18-19).

On aurait tort de négliger la portée de cette décision de la Cour et de méconnaître qu'elle constitue déjà le début d'une nouvelle orientation vers l'analyse sociologique et la recherche du « fait social ». Il est à remarquer que la Cour se trouvait alors présidée par M. Max Huber, dont on connaît par ses publications, l'importance qu'il attache au rôle social dans le domaine juridique.

D'après cet avis consultatif, il semblerait que la Cour entende donner une certaine souplesse à l'interprétation d'une disposition ayant trait à une règle objective et qu'elle se rende compte que, dans un tel cas, l'application pratique actuelle doit primer avant tout. En effet, dans l'avis dont nous parlons, il s'agissait essentiellement de l'interprétation d'un traité normatif (Partie XIII du Traité de Versailles).

Le discours prononcé par M<sup>e</sup> Mendels lors des exposés oraux relatifs à cette même affaire, est à rapprocher de cette sentence :

« Proclamer quelques principes généraux n'est pas faire de la législation du travail, et ce n'est pas avec cela qu'on prête aide à la classe ouvrière. Ce qu'il faut, ce sont précisément des moyens pratiques d'exécution qui feront procéder la réalité vivant hors des principes et qui transposent la règle dans la sphère d'application », dira-t-il notamment (V. Série C, n° 12, p. 42).

Ces principes extrêmement séduisants ne paraissent pas avoir eu de suites dans les décisions ultérieures de la Cour. Il est vrai que dans le présent cas, ces principes étaient d'autant plus séduisants qu'il étaient conformes en tous points de vue au texte même, et ce n'est qu'à cette condition seule qu'il nous est permis de les admettre, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire par ailleurs.

En effet, l'exercice de la fonction discrétionnaire de l'arbitre pour adapter une règle objective aux exigences présentes, impose cependant une prudence qu'on ne saurait jamais recommander suffisamment. En effet, s'il est incontestable qu'une norme doit subir d'une façon pour ainsi dire inconsciente la loi inévitable d'évolution et se trouve en quelque sorte subordonnée au milieu social, il ne faut pas toutefois confondre adaptation avec déformation. On ne doit pas, sous prétexte de l'adapter aux nouvelles directives, se permettre de violenter le texte et lui faire dire l'opposé de ce que ses auteurs avaient l'intention de dire. Encore faut-il que les principes juridiques que l'interprète a eu en vue de faire découler du texte soumis à son interprétation, se trouvent déjà contenus, pour ainsi dire « en germe », en « puissance », dans le texte même.

C'est la raison pour laquelle on ne doit jamais prendre le traité comme une entité isolée de son origine première. Il est indispensable de ne jamais perdre de vue *le but* que se proposaient les négociateurs: (or, le but, nous le trouvons soit dans le texte même, notamment dans le préambule de la Convention, soit par l'étude des faits historiques qui ont entouré son élaboration). Que, par la suite, il soit accordé une certaine élasticité au texte, une certaine souplesse, ce sera probable, souvent indispensable, en vue de l'adapter au milieu social; cependant il ne faut pas perdre de vue que le Traité est là, qu'il n'en existe pas moins.

Par ailleurs, si le Traité est un lien, il constitue aussi une garantie. En effet, un traité a l'avantage sur la coutume de la précision, de la stabilité. Mais ces avantages s'évanouiront si son texte doit subir de multiples déformations jusqu'à finir par aboutir à une chose informe et qui n'aurait plus aucune analogie avec le but initial qui lui était destiné.

Dans ces conditions, où serait l'avantage d'une législation internationale, si chacun avait la possibilité, sous prétexte de l'adapter aux besoins de l'heure présente, de contrevenir à ses obligations?

Toutefois, il est évident que le traité est interprété par le juge international en vue de son application pratique et que, par conséquent, il est parfois difficile de justifier une interprétation

uniquement imbue de l'esprit seul qui a inspiré et dirigé l'élaboration du traité.

La norme créée par ce dernier est tenue de vivre en contact permanent avec les nombreux éléments qui régissent la vie sociale ; or, comme l'on ne saurait concevoir que le droit demeure isolé de l'ambiance dans laquelle il doit agir, l'application de ses normes devra toujours se trouver sous l'influence immédiate des nécessités imposées par le milieu social et par les nouvelles conceptions juridiques qui peuvent se faire jour.

C'est ainsi qu'une norme inspirée jadis par les principes alors admis en matière de la souveraineté absolue de l'Etat, ne pourrait prétendre à être appliquée maintenant selon l'intention primitive de ses auteurs.

La norme issue d'une volonté, que les conditions sociales et les nécessités des relations juridiques ont dépassée, doit se plier, par la force même des choses, aux transformations qu'entraîne l'apparition de concepts et de droits nouveaux.

---

## CONCLUSION

---

Bien que la question de l'interprétation des traités normatifs fasse plus particulièrement l'objet de cette étude, nous nous sommes trouvés dans la nécessité d'étendre notre champ d'investigation à d'autres décisions arbitrales, relatives, celles-là, à l'interprétation des traités-contrats; et il nous semble presque inutile d'en donner la raison : le nombre de cas d'interprétation de traités normatifs est, on le sait, restreint et point n'est besoin d'insister sur l'importance de l'examen analytique de l'ensemble de la jurisprudence pour être à même de dégager certaines règles plus spécialement applicables à l'interprétation de l'une ou de l'autre de ces deux catégories de traités.

L'idée générale qui s'impose avant tout, c'est que l'interprétation — à quelque nature qu'appartienne le traité — ne doit pas être abordée comme si elle n'était que la mise en œuvre automatique de certaines méthodes et de certaines règles que l'interprète serait tenu d'appliquer systématiquement.

Sans doute, des règles ou des principes existent réellement et l'on ne saurait méconnaître leurs poids et les écarter tout simplement dans l'interprétation. Mais ce qu'il est essentiel de retenir, c'est que le juge international n'est pas tenu de se conformer à leurs injonctions et de les appliquer rigoureusement. Il doit, néanmoins, les avoir présents à l'esprit afin de se ménager la facilité d'en user à bon escient en les adaptant, par une mise en œuvre personnelle, aux réalités de la vie et aux circonstances.

Une vue d'ensemble sur la jurisprudence en général, et sur celle de la Cour permanente de Justice internationale en particulier car, seule la Cour permanente eut à interpréter des traités normatifs-démontre le souci de l'interprète d'affirmer sa pleine liberté d'appréciation et d'utilisation des éléments auxquels il estime devoir recourir.

Cette liberté d'action que la Cour, notamment, n'entend aucunement limiter, se dégage nettement de l'ensemble de ses décisions. Elle ne considère les procédés d'interprétation — et avec raison —

que comme des points d'appui, ou à titre d'hypothèses scientifiques, susceptibles de la guider dans les recherches qui l'aideront à baser ses conceptions juridiques et si d'aucuns croyaient pouvoir conclure de certaines de ses décisions en faveur de telle ou telle tendance, ce serait pousser trop avant la démonstration que d'y voir des directives par trop absolues.

Dans le même ordre d'idées, la Cour entend garder son entière liberté et ne se considère jamais liée par les interprétations déterminées d'avance par les parties. C'est ainsi que, dans son Arrêt du 7 juin 1932 en l'affaire des zones franches, elle affirmait pouvoir, si telle était son opinion, non seulement accepter l'une ou l'autre des interprétations proposées par les Parties, mais aussi les pouvoir rejeter toutes deux si ces dernières lui paraissaient contraires à l'opinion qu'elle avait pu se former à la suite de déductions personnelles. (Série A/B, fascicule n° 46, p. 138).

Ceci posé, nous croyons utile de résumer ces quelques propositions :

a) Qu'il s'agisse de l'interprétation d'un traité-contrat ou de celle d'un traité normatif, l'attitude du juge international doit, d'une manière générale, porter en premier lieu, sur l'*étude intrinsèque du texte*.

b) *Dans le cas d'un traité-contrat*, il faudra s'attacher, avant tout, à peser scrupuleusement le sens de chaque terme, afin de le mettre en parallèle avec les intérêts opposés que le traité avait pour but de régler. Si la clarté du texte ne laisse rien à désirer, l'interprète devra l'appliquer sans pousser plus à fond ses recherches et sans se demander si d'autres éléments d'investigation seraient en mesure de développer avantageusement sa portée. Cette attitude doit s'inspirer, nous semble-t-il, du principe que — les parties ayant dû choisir avec minutie les termes qu'elles croyaient les plus propres à traduire leurs intentions — il n'appartient pas au juge de forcer le texte pour extraire ce qui ne s'y trouve point.

Le recours aux éléments pris hors du texte, ne doit intervenir que lorsque celui-ci se révèle impuissant à faire jaillir la volonté des auteurs, ou pour corroborer l'intention exprimée dans la formule, mais, avant tout, cette recherche extrinsèque doit avoir un but unique : *la recherche de l'intention des parties*.

c) Lorsqu'il est question d'interpréter *un traité normatif*, l'interprète ne doit guère se départir du même devoir de concentrer, sur le texte même, toute son attention ;

Si l'interprétation purement intrinsèque laisse cependant subsister quelque doute, l'interprète doit forcément se retourner vers une interprétation moins stricte. Cependant il devra s'astreindre non pas tant à la recherche de l'intention des parties, — nous avons vu par ailleurs à quelles difficultés peut se heurter la recherche de l'intention des parties, en dehors de la formule, pour un traité normatif — mais à la recherche du *but* du traité afin de faire ressortir du texte le maximum de sa valeur et de son efficacité pratique.

d) Lorsqu'il s'agit d'interpréter — ainsi qu'il advient avec des traités normatifs — des normes objectives issues des nécessités de la vie pratique, envisagées du point de vue juridique, il n'est point douteux que l'interprète irait à l'encontre du libre développement du droit si — s'en tenant exclusivement aux mots, comme signes révélateurs de la volonté — il cherchait à renfermer la norme dans le cadre rétréci de la formule du texte où elle se trouve incorporée. Il doit, au contraire, élargir ce cadre, sans toutefois perdre de vue le texte et le contexte, et se préoccuper surtout de mettre en harmonie la volonté qui se dégage dudit texte et les exigences auxquelles la norme qu'il renferme doit inéluctablement répondre dans la pratique.

A ce point de vue, nous avons déjà attiré l'attention sur le fait que la Cour a poussé cette manière de voir jusqu'à l'extrême limite, en déclarant qu'elle juge devoir « en déterminant la nature et l'étendue d'une disposition, envisager ses effets pratiques plutôt que le motif prédominant par lequel on la suppose avoir été inspirée ».

On ne saurait trop insister, au surplus, sur le progrès que marquerait cette tendance dans le domaine juridique, si sa manifestation se maintenait dans la jurisprudence internationale qui ne se trouverait pas entravée de ce fait, par le scrupule d'accorder strictement la formule du texte à la volonté qui l'a inspirée.

L'horizon de l'interprète n'en serait que plus largement ouvert à toutes les adaptations, que la nature des choses et les influences des milieux sociaux et juridiques imposent, pour que puissent être assurés les effets réels d'une norme libérée de sa stagnation.

Au lieu de se laisser obséder par le souci de découvrir une volonté qui n'a pas su se révéler dans le texte et qui a manqué son but, par conséquent, l'interprète doit poser ses regards ailleurs et chercher à tirer, des réalités objectives, les solutions que le droit positif est destiné à réaliser.

C'est seulement ainsi que l'interprétation peut devenir ce qu'elle doit véritablement être : un excellent instrument de formation juridique capable de féconder — sans bouleversement profond, au moyen d'éléments extérieurs au contact desquels elle est appelée à vivre, évoluer, ordonner, — la règle incorporée dans un texte.

C'est ainsi également que le rôle de l'interprète deviendrait essentiellement actif et créateur, dans les limites que commandent la raison et l'équité, en évitant, par conséquent, de tomber dans l'arbitraire.

On voit ce que gagneraient en efficacité les solutions qui résulteraient d'une recherche scientifique émancipée de son cercle jusque-là plus restreint, ou plus incertain ; mais à la condition, toutefois, que l'interprète se garde de l'influence que pourraient exercer sur lui les conditions toutes personnelles où le placerait sa formation juridique, par exemple, ou le milieu social dans lequel se serait formé et développé son esprit.

*Vu : Le Doyen,*  
Edgard ALLIX.

*Vu : Le Président de la Thèse,*  
BASDEVANT.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris.*  
S. CHARLETY.

---

## BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                                                             | auteurs<br>cités.<br>pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Adler.</b> — « The interpretation of Treaties », in <i>Law Magazine and Review</i> , XXV .....                                           | 51, 154                    |
| <b>Alciat.</b> — <i>Opéra Omnia</i> .....                                                                                                   | 95                         |
| <b>Agnoli</b> , commissaire italien en l'affaire « Guastini », commission italo-vénézuelienne de 1903 .....                                 | 62                         |
| <b>Alvarez</b> (A.), opinion dissidente sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, affaire des fonctionnaires hongrois .....              | 151, 158                   |
| <b>Anderson</b> (P.), commissaire en l'affaire du <i>Lusitania</i> .....                                                                    | 101                        |
| <b>Anzilotti.</b> — <i>Cours de droit international</i> , 1931.. 41, 59, 75, 107, 108, .....                                                | 146                        |
| — Opinion dissidente en l'affaire du <i>Wimbledon</i> .....                                                                                 | 91                         |
| — Opinion dissidente en l'affaire travail de nuit des femmes .....                                                                          | 44                         |
| — Opinion dissidente en ce qui concerne l'affaire franco-hellénique des phares. ....                                                        | 48, 131                    |
| <b>Asser</b> , Président des tribunaux arbitraux mixtes gréco-allemand et franco-turc .....                                                 | 95, 140, 141               |
| <b>Bagge</b> , président T. A. M. anglo-allemand .....                                                                                      | 70                         |
| <b>Balde</b> .....                                                                                                                          | 95                         |
| <b>Barbeyrac</b> .....                                                                                                                      | 96, 116                    |
| <b>Bartole</b> .....                                                                                                                        | 95                         |
| <b>Basdevant.</b> — Exposé oral en l'affaire du vapeur <i>Wimbledon</i> .... 22, .....                                                      | 102                        |
| — Exposé oral en l'affaire Commission du Danube .....                                                                                       | 150                        |
| <b>Beichmann.</b> — Arbitre affaire Chevreau .....                                                                                          | 87                         |
| — Arbitre affaire Commission des réparations .....                                                                                          | 64                         |
| <b>Bergbohm</b> , cité par Triepel .....                                                                                                    | 4                          |
| <b>Binding.</b> — Die Gründung des norddeutschen Bundes .....                                                                               | 4-7                        |
| <b>Borel</b> , Président du T. A. M. anglo-allemand .....                                                                                   | 48                         |
| <b>Botella</b> , président du T. A. M. franco-allemand .....                                                                                | 49                         |
| <b>Brown</b> (P. Marshall). — « The interpretation of treaties » in the <i>American journal of International law</i> , t. XXIII, 1929 ..... | 118                        |
| <b>Bruce</b> (Sir F.). arbitre affaire des bons colombiens. ....                                                                            | 85                         |
| <b>Calvo.</b> — <i>Le droit international théorique et pratique</i> , t. III 29, 74, 100, 117. ....                                         | 154                        |
| <b>Castberg</b> (Frede). — <i>La Méthodologie du droit international public</i> , recueil des cours de l'Académie de La Haye, 1933 .....    | 59, 80, 118                |
| <b>Crandall</b> (Samuel B.). — <i>Treaties, their making and enforcement</i> 41, 58 75, 100 .....                                           | 117                        |
| <b>David.</b> — <i>L'interprétation des traités diplomatiques par l'autorité judiciaire</i> , 1909.                                         |                            |

|                                                                                                                                                                    |                                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Descamps et Renault.</b> — <i>Recueil des arbitrages internationaux du</i><br><i>xx<sup>e</sup> siècle</i>                                                      |                                   |
| <b>Drago.</b> — Opinion dissidente, affaire des pêcheries des côtes septen-<br>trionales de l'Atlantique .....                                                     | 164                               |
| <b>Duez.</b> — « L'interprétation des traités internationaux », <i>Revue géné-<br/>rale de droit international public</i> , 1925                                   |                                   |
| <b>Duffiel</b> (Henry M.), surarbitre affaire Kummerow .....                                                                                                       | 124                               |
| <b>Ernest,</b> <i>Variorum Opuscula ad cultiorem jurisprudentiam adsequen-<br/>dam pertinentia</i> .....                                                           | 26                                |
| <b>Eckhard.</b> — « Hermeneutica Juris » .....                                                                                                                     | 26                                |
| <b>Ehrlich.</b> — « L'interprétation des traités », <i>Recueil des cours de l'Aca-<br/>démie de droit international</i> , 1928, t. IV .....                        | 18, 26, 32, 41, 71, 99            |
| <b>Fauchille</b> (P.). — « La question de Terre-Neuve », <i>Revue des Deux<br/>Mondes</i> , 1899 .....                                                             | 38                                |
| <b>Fachiri</b> (P. A.). — « Interpretation of treaties », <i>American journal of<br/>international Law</i> , 1929 .....                                            | 119                               |
| <b>Fazy</b> (Robert), président des T. A. M. roumano-allemands 49, 70, 79,                                                                                         | 95                                |
| <b>Field.</b> — <i>Outlines of an international Code</i> , 1876 .....                                                                                              | 118                               |
| <b>Findlay</b> , surarbitre, affaire Aspinwall .....                                                                                                               | 86                                |
| <b>Finlay</b> (Lord), opinion dissidente, arrêt n° 2 de la C. P. J. I. Affaire<br>Mavrommatis .....                                                                | 67                                |
| <b>Fiore.</b> — « Le droit international codifié », 1911, <i>Cours de droit inter-<br/>national</i> , t. II .....                                                  | 29, 41, 75, 85, 97, 100, 107, 117 |
| <b>Freylinghuysen</b> , affaire Chourreau .....                                                                                                                    | 61                                |
| <b>Fromageot</b> (H.), opinion dissidente, traitement des nationaux<br>polonais et des personnes d'origine et de langue polonaise dans<br>le port de Dantzig ..... | 90                                |
| <b>Gentili.</b> — <i>De jure belli ac pacis, libri tres</i> , 1625 .....                                                                                           | 16                                |
| <b>Geny.</b> — <i>Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif</i> 16, 17,<br>25, 104, 112 .....                                                     | 153                               |
| <b>Gram</b> (Gregers), surarbitre, baux du Japon .....                                                                                                             | 158                               |
| <b>Gray</b> (John Hamilton), surarbitre pêcheries réservées .....                                                                                                  | 156                               |
| <b>Grotius.</b> — <i>Le droit de la guerre et de la paix</i> 16, 27, 40, 74, 82 96, 116,                                                                           | 154                               |
| <b>Guerrero.</b> — <i>La codification du droit international</i> .....                                                                                             | 108                               |
| <b>Guerrero</b> , opinion dissidente, traitement des nationaux polonais ....                                                                                       | 90                                |
| — Président, décision communications et transit .....                                                                                                              | 79                                |
| <b>Guillaume III</b> (Emp. des Pays-Bas), arbitre, sentence 13 avril 1852 ..                                                                                       | 149                               |
| <b>Guez</b> , président du T. A. M. germano-belge .....                                                                                                            | 49                                |
| — Président du T. A. M. germano-polonais .....                                                                                                                     | 49                                |
| <b>Hall.</b> — <i>A treatise on International Law</i> , 1924 .....                                                                                                 | 29, 75                            |
| <b>Hammerich</b> , président du T. A. M. turco-anglais .....                                                                                                       | 161                               |
| <b>Heffter</b> ( <b>Geffcken</b> ) — <i>Le droit international de l'Europe</i> .....                                                                               | 100, 107                          |
| <b>Hoijer.</b> — <i>Les traités internationaux</i> .....                                                                                                           | 8                                 |
| <b>Huber</b> , arbitre ile de Palmas (ou Miangas) .....                                                                                                            | 54                                |
| — Opinion dissidente, affaire vapeur Wimbledon .....                                                                                                               | 91                                |
| — Avis consultatif n° 13 de la C. P. J. I .....                                                                                                                    | 176                               |
| <b>Hurst</b> (Cecil J. B.), arbitre affaire Alsop .....                                                                                                            | 146                               |
| <b>Hyde</b> (Charles Cheney), concerning the interpretation of treaties,<br>A. J. I. L. 1909.                                                                      |                                   |

|                                                                                                                                                                         |                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| — <i>International law</i> (11.) 1922 .....                                                                                                                             | 118                       |
| <b>Jellinek</b> , cité par Triepel .....                                                                                                                                | 4                         |
| <b>Kiesselbach</b> (W.), arbitre, affaires du <i>Lusitania</i> .....                                                                                                    | 101                       |
| <b>Lafleur</b> (C.), arbitre, affaire Chamizal .....                                                                                                                    | 165                       |
| <b>Lafontaine</b> . — <i>Pasicrisie internationale</i> , 1902.                                                                                                          |                           |
| <b>Lambermont</b> (baron de), arbitre, affaire de la C <sup>ie</sup> de Witu .....                                                                                      | 165                       |
| <b>Lammasch</b> , surarbitre, Boutres de Mascate .....                                                                                                                  | 108, 158                  |
| <b>Lardy</b> , arbitre, île de Timor .....                                                                                                                              | 121                       |
| <b>Lapradelle</b> et <b>Politis</b> , <i>Recueil des arbitrages internationaux</i>                                                                                      |                           |
| <i>Lapradelle</i> , exposé oral devant la C. P. J. I (A. C. n <sup>o</sup> 2) .....                                                                                     | 91                        |
| — Note additionnelle .....                                                                                                                                              | 127                       |
| <b>Lawrence</b> . — <i>The principles of international law</i> .....                                                                                                    | 40                        |
| <b>Le Fur</b> . — « Le fondement du droit dans la doctrine de Léon Duguit », <i>Archives de Philosophie du droit et de Sociologie juridique</i> , 1932 ..               | 173                       |
| <b>Little</b> , commissaire, affaire Aspinwall .....                                                                                                                    | 29, 32, 61, 86, 98, 100   |
| <b>Logoz</b> (P.), président T. A. M. ....                                                                                                                              | 159                       |
| <b>Marsh</b> (G. P.), arbitre, frontière italo-suisse (Alpe Cravairola) .....                                                                                           | 56                        |
| <b>Mendels</b> , exposé oral A. C., n <sup>o</sup> 13 de la C. P. J. I. ....                                                                                            | 176                       |
| <b>Meringhac</b> , traité de Droit public international .....                                                                                                           | 75, 98                    |
| <b>Mills</b> (Anson) arbitre, affaire Chamizal .....                                                                                                                    | 165                       |
| <b>Moore</b> . — <i>A digest of international Law</i> , V, 1906.                                                                                                        |                           |
| — <i>History and Digest of the International arbitrations to which the United States has been a Party</i> .                                                             |                           |
| <b>Moore</b> , opinion dissidente, Arrêt de la C. P. J. I., affaire Mavrommatis ..                                                                                      | 67                        |
| — <i>of dies</i> affaire Lotus .....                                                                                                                                    | 127                       |
| <b>Moriaud</b> , président T. A. M. germano-belge. ....                                                                                                                 | 48, 69, 70, 103           |
| — président T. A. M. germano-polonais.                                                                                                                                  |                           |
| <b>Negulesco</b> . — « La Cour permanente de Justice internationale et l'interprétation des traités », <i>Revue générale de Droit international public</i> , 1926. .... | 126                       |
| <b>Negulesco</b> , opinion dissidente, A. C. n <sup>o</sup> 14 de la C. P. J. I .....                                                                                   | 92                        |
| <b>Nippold</b> , cité par Triepel .....                                                                                                                                 | 7                         |
| <b>Nordenskjöld</b> , président T. A. M. turco-grec .....                                                                                                               | 132                       |
| — président T. A. M. turco-roumain .....                                                                                                                                | 132                       |
| <b>Oda</b> , opinion dissidente, arrêt n <sup>o</sup> 2, affaire Mavrommatis .....                                                                                      | 94                        |
| <b>Oppenheim</b> , <i>International Law</i> , 1928 .....                                                                                                                | 29, 41, 58, 100, 118, 154 |
| <b>Ortega</b> . — <i>Questiones del derecho publico en interpretacion de los tratados de pace</i> , 1747.                                                               |                           |
| <b>Oscar II</b> (roi de Suède et Norvège), arbitre, île Samoa .....                                                                                                     | 168                       |
| <b>Parker</b> (Edwin B.), surarbitre, affaire <i>Lusitania</i> .....                                                                                                    | 101, 110                  |
| <b>Perez</b> (José, Joaquin), arbitre, affaire fermeture Buenos-Ayres .....                                                                                             | 54                        |
| <b>Phillimore</b> . — <i>Commentaries upon International law</i> , III, 28, 55, 75, 85, 97, 107, .....                                                                  | 154                       |
| <b>Pic</b> . — « De l'interprétation des traités internationaux », <i>Revue générale de Droit international public</i> , 1910                                           |                           |
| <b>Piedelièvre</b> , <i>Précis de Droit international public</i> , I 1894 ..                                                                                            | 41, 75, 100, 117          |
| <b>Plumley</b> , surarbitre, affaire mines Aroa .....                                                                                                                   | 124                       |
| <b>Pradier-Fodéré</b> . — <i>Traité de droit international public européen et</i>                                                                                       |                           |

|                                                                                                                                                    | auteurs<br>cités.<br>pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <i>américain</i> .....                                                                                                                             | 41, 75, 100, 119, 154      |
| <b>Puffendorf.</b> — <i>Droit des gens</i> , I. III .....                                                                                          | 16, 27, 84, 96, 117, 154   |
| <b>Puga</b> (F. B.). arbitre, affaire Chamizal .....                                                                                               | 165                        |
| <b>Ralston.</b> — <i>Venezuelian arbitrations' Report</i> of 1902 and 1903.                                                                        |                            |
| <i>Ralston</i> , surarbitre, affaire Sambiaggio .....                                                                                              | 101                        |
| —, affaire Guaslini .....                                                                                                                          | 63                         |
| <b>Rivier</b> , <i>Principes du droit des gens</i> , II, 1896 .....                                                                                | 29, 57, 60, 75, 100        |
| <i>Rostworowski</i> , opinion dissidente, avis consultatif de la C. P. J. I.<br>Traitement des nationaux polonais .....                            | 90                         |
| <b>Rutherford.</b> — <i>Institutes of Natural Law</i> .....                                                                                        | 29, 75                     |
| <b>Scott</b> (James B.). — <i>Le français, langue diplomatique moderne</i> , intro-<br>duction par N. M. Butler .....                              | 57                         |
| <b>Scelle.</b> — <i>Droit des gens</i> , vol. II .....                                                                                             | 8                          |
| <i>Schucking</i> (W.), opinion dissidente, affaire Wimbledon .....                                                                                 | 91, 102                    |
| <i>Seelinger</i> (Dr) exposé oral, affaire Oder .....                                                                                              | 136, 137                   |
| <i>Seferiades</i> , opinion dissidente, affaire franco-hellénique des phares ..                                                                    | 48                         |
| <i>Schreiber</i> , Président T. A. M. hungaro-tchécoslovaque 49, 50, 128;<br>138, 140, 159, 160, .....                                             | 161                        |
| — Président T. A. M. hungaro-yougoslave .....                                                                                                      | 50                         |
| <i>Slooten</i> (van), Président T. A. M. hungaro-serbe-croate-slovène 49, 50,<br>140, 141, .....                                                   | 160                        |
| <b>Strupp.</b> — <i>Les règles générales du droit de la paix</i> , 1935 .....                                                                      | 7, 106                     |
| <i>Thornton</i> , arbitre, affaire Don Rafaël Aguirre .....                                                                                        | 60                         |
| <b>Triepel.</b> — <i>Droit international et droit interne</i> .....                                                                                | 4, 5, 7, 8, 10             |
| <i>Urrutia</i> , opinion dissidente, affaire traitement nationaux polonais ..                                                                      | 90                         |
| <b>Vattel.</b> — <i>Le droit des gens ou principes de la loi naturelle</i> 16, 17, 26,<br>28, 38, 41, 55, 72, 74, 83, 84, 96, 100, 107, 117, ..... | 154                        |
| <i>Vigliani</i> (P.), arbitre, affaire Manica .....                                                                                                | 62                         |
| <b>Wheaton.</b> — <i>Elements of international Law</i> .....                                                                                       | 50, 118                    |
| <b>Wildman</b> (Richard). — <i>Institutes of International Law</i> , 29, 75, 97, ..                                                                | 100                        |
| <b>Wolff.</b> — <i>Principes du droit de la nature des gens</i> , 16, 26, 28, 41,<br>55, 74, 83, 96, .....                                         | 154                        |
| <b>Witenberg.</b> — <i>Recueil des décisions de la Commission mixte germano-<br/>américaine</i> (affaires du <i>Lusitania</i> ) .....              | 38                         |
| <b>Woolsey.</b> — <i>Introduction to the study of international law</i> 29, 57,<br>75, 97, .....                                                   | 100                        |
| <b>Wright</b> (Quincy). — « The interpretation of Multilateral treaties »,<br>in <i>American Journal of international Law</i> , 1929 .....         | 119                        |
| <b>Yü.</b> — <i>The interpretation of Treaties</i> , 1927 .....                                                                                    | 143                        |

## LISTE DE SENTENCES CITEES DANS LE PRESENT OUVRAGE.

### I. Sentences rendues soit par une commission mixte ou par un arbitre.

|                               |                                                             | sentences<br>citées<br>pages |
|-------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------|
| 1798                          |                                                             |                              |
| 1802                          | Interprétation des traités de Jay du 19 no-                 |                              |
| 1804                          | vembre 1794.....                                            | 53                           |
| 22 avril 1822                 | Interprétation de l'article 1 <sup>er</sup> du Traité de    |                              |
|                               | Gand .....                                                  | 30                           |
| 13 avril 1852                 | Affaire des navires <i>Veloz-Mariana, Victoria</i>          |                              |
|                               | et <i>Vigie</i> ..... 23, 148,                              | 149                          |
| 8 avril 1858                  | Affaire des « pêcheries réservées » .....                   | 156                          |
| 31 décembre 1862              | Affaire <i>Isaac Harrington</i> (commission mixte           |                              |
|                               | de Washington) .....                                        | 74                           |
| 18 mai 1866                   | Affaire des bons colombiens .....                           | 85                           |
| 10 septembre 1869             | Affaire de la C <sup>ie</sup> agricole de la baie d'Hudson  |                              |
|                               | et du Détroit de Puget ..... 38,                            | 74                           |
| 1 <sup>er</sup> août 1870     | Affaire de la fermeture de Buenos-Ayres .....               | 73                           |
| 16 avril 1874                 | Affaire Don Rafael Aguirre .....                            | 46, 60, 148                  |
| 23 septembre 1874             | Frontière italo-suisse (Alpe cravairola) .....              | 56                           |
| 7 avril 1875                  | Liquidation des dettes de guerre entre le                   |                              |
|                               | Chili et le Pérou ..... 29, 31, 74, 123,                    | 157                          |
| 15 janvier 1880               | Affaire Joseph Chourreau .....                              | 60                           |
| 4 décembre 1888               | Affaire van Bokkelen .....                                  | 46, 75, 124                  |
| 17 août 1889                  | Affaire de la C <sup>ie</sup> allemande de Witu .....       | 165                          |
| 2 septembre 1890              | Affaire Aspinwall (bons du Venezuela) 29,                   |                              |
|                               | 32, 86, 98, .....                                           | 100                          |
| 30 janvier 1897               | Affaire de la Manica .....                                  | 62, 120                      |
| 1897                          | Délimitation de la frontière entre le Costa-                |                              |
|                               | Rica et le Nicaragua .....                                  | 46                           |
| 26 juillet 1899               | 4 <sup>e</sup> sentence entre le Costa-Rica et le Nicaragua |                              |
|                               | au sujet de leur frontière .....                            | 29                           |
| 1 <sup>er</sup> décembre 1900 | Frontière entre le Brésil et la Guyane fran-                |                              |
|                               | çaise (rivière Jacop ou Vincent Pinson) 120,                | 148                          |
| 19 décembre 1901              | Affaire « El Triunfo Company ltd ».....                     | 125                          |
| 14 octobre 1902 ....          | Affaire de l'île de Samoa .....                             | 124, 168                     |
| 1902                          | Affaire des héritiers de Jean Maninat (Com-                 |                              |
|                               | mission mixte du Venezuela de 1902) .. 86,                  | 101                          |

|                   |                                                                                   | sentences<br>citées.<br>pages |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| 1903              | Affaires des mines « Aroa » .....                                                 | 123                           |
| 20 octobre 1903   | Affaire des frontières de l'Alaska .... 38,                                       | 121                           |
|                   | Kummerow .....                                                                    | 86, 98, 124                   |
|                   | Sambiaggio .....                                                                  | 101                           |
|                   | Guastini .....                                                                    | 62                            |
|                   | (Commissions mixtes du Venezuela de 1903)                                         |                               |
| 23 octobre 1909   | Frontière maritime entre la Suède et la Norvège                                   | 23                            |
| 15 juin 1911      | Affaire Chamizal .....                                                            | 54, 121, 165, 170             |
| 5 juillet 1911    | Affaire Alsop .....                                                               | 146, 170                      |
| 3 août 1912       | Affaire des turbines à vapeur .....                                               | 75                            |
| 30 décembre 1922  | Interprétation de l'article 260 du traité de<br>Versailles .....                  | 63                            |
| 18 septembre 1924 | Affaire du <i>Lusitania</i> .....                                                 | 98, 101, 110                  |
| 1924              | Sentence rendue par le comité juridique des<br>communications et du transit ..... | 78                            |
| 1926              | Affaire des indiens Cayuga .....                                                  | 143                           |

## II

## Décisions de la Cour permanente d'arbitrage

|                  |                                                                                                                           |             |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 22 février 1904  | Affaire n° II. Droit de préférence réclamé<br>par les Puissances bloquantes au Vene-<br>zuela .....                       | 123         |
| 22 mai 1905      | Affaire n° III. Baux perpétuels au Japon 124,<br>158, .....                                                               | 169         |
| 8 août 1905      | Affaire n° IV. Boutres de Mascate .... 108,                                                                               | 158         |
| 7 septembre 1910 | Affaire n° VII. Pêcheries des côtes septen-<br>trionales de l'Atlantique 29, 38, 46, 75, 91,<br>109, 122, 158, 164, ..... | 169         |
| 11 novembre 1912 | Affaire n° XI. Indemnités russes .....                                                                                    | 170         |
| 25 juin 1914 ..  | Affaire n° XV, île de Timor .....                                                                                         | 23, 75, 121 |
| 4 avril 1928     | Affaire n° XIX, île de Palmas (ou Miangas) 38,                                                                            | 54          |
| 9 juin 1931      | Affaire n° XX, affaire Chevreau .....                                                                                     | 33, 87      |

## III

## Décisions rendues par la Cour permanente de Justice internationale

|                 |                                                                                                                                                                                                                                        |     |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 31 juillet 1922 | Avis consultatif n° 1 — <i>nomination du délè-<br/>gué ouvrier des Pays-Bas à la troisième<br/>Conférence internationale du travail</i> (Traité<br>normatif) .....                                                                     | 75  |
| 12 août 1922    | Avis consultatifs n°s 2 et 3. <i>Compétence de<br/>l'Organisation internationale du travail pour<br/>la réglementation des personnes employées<br/>dans l'agriculture</i> (traité normatif) 24, 32,<br>41, 54, 64, 88, 126, 170, ..... | 174 |

|                    |                                                                                                                                                                             | sentences<br>citées.<br>pages  |
|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| 7 février 1923.    | Avis consultatif n° 4. Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc . . . . .                                                                                              | 65, 93                         |
| 17 août 1923       | Arrêt n° 1. <i>Affaire vapeur « Wimbledon »</i> (traité normatif) . . . . .                                                                                                 | 44, 88, 90, 101, 111, 154, 162 |
| 10 septembre 1923. | Avis consultatif n° 6, questions touchant les colons d'origine allemande, dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne                                           | 54, 75                         |
| 15 septembre 1923. | Avis consultatif n° 7, acquisition de la nationalité polonaise . . . . .                                                                                                    | 57, 76, 94                     |
| 6 décembre 1923 .  | Avis consultatif n° 6, délimitation de la frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina) . . . . .                                                                  | 36, 94, 125, 165               |
| 30 août 1924.      | Arrêt n° 2, affaire des concessions Mavrommatis en Palestine . . . . .                                                                                                      | 65, 94                         |
| 12 septembre 1924. | Arrêt n° 3, interprétation de l'article 179 du traité de Neuilly . . . . .                                                                                                  | 36, 46                         |
| 21 février 1925.   | Avis consultatif n° 10, échanges des populations grecques et turques . . . . .                                                                                              | 34                             |
| 16 mai 1925.       | Avis consultatif n° 11, service postal polonais à Dantzig . . . . .                                                                                                         | 47, 89                         |
| 21 novembre 1925.  | Avis consultatif n° 12, frontière entre la Turquie et l'Irak (affaire de Mossoul) . . . . .                                                                                 | 94, 128, 171                   |
| 25 mai 1926.       | Arrêt n° 7, affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond) . . . . .                                                                      | 35, 37, 47                     |
| 23 juillet 1926.   | Avis consultatif n° 13, <i>compétence de l'Organisation internationale du travail pour régler accessoirement le travail personnel du patron</i> (traité normatif) . . . . . | 68, 76, 175                    |
| 26 juillet 1927.   | Arrêt n° 8 (série A, n° 9), affaire relative à l'usine de Chorzow (demande en indemnité, compétence) . . . . .                                                              | 162                            |
| 7 septembre 1927.  | Arrêt n° 9 (série A, n° 10), affaire du <i>Lotus</i> , 127 . . . . .                                                                                                        | 129                            |
| 8 décembre 1927.   | Avis consultatif n° 14, <i>compétence de la Commission européenne du Danube entre Galatz et Braïla</i> (traité normatif) . . . . .                                          | 127, 147, 150                  |
| 3 mars 1928.       | Avis consultatif n° 15, compétence des tribunaux de Dantzig (réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantzikois). . . . .                                  | 24                             |
| 26 avril 1928.     | Arrêt n° 12 (série A, n° 15). Droits des minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires). . . . .                                                                          | 54, 171                        |
| 10 septembre 1929. | Arrêt n° 16 (série A, n° 23). <i>Affaire relative à la juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder</i> (traité normatif), 92, 132 . . . . .          | 133                            |

|                   |                                                                                                                                                                         | sentences<br>citées<br>pages  |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| 31 juillet 1930.  | Avis consultatif n° 17, question des « Communautés » gréco-bulgares.....                                                                                                | 33                            |
| 6 décembre 1930.  | Ordonnance (série A, n° 24), affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (deuxième phase).....                                                      | 93                            |
|                   | Cf. aussi ordonnance du 19 août 1929, ..                                                                                                                                | 46,                           |
|                   | Et A. C. du 7 juin 1932.....                                                                                                                                            | 54                            |
| 5 septembre 1931. | Avis consultatif (série A-B, fascicule n° 43). Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche.....                                                                     | 163                           |
| 11 décembre 1931. | Avis consultatif (série A-B, fascicule n° 43). Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig .....                                      | 89                            |
| 4 février 1932    | Avis consultatif (série A-B, fascicule n° 44), traitement des nationaux polonais à Dantzig 130, .....                                                                   | 190                           |
| 24 juin 1932.     | Arrêt (série A-B, fascicule n° 47), interprétation du Statut du territoire de Memel (exception préliminaire).....                                                       | 129, 146                      |
| 11 août 1932.     | Arrêt (série A-B, fascicule n° 49), interprétation du statut du territoire de Memel, 47, 68,                                                                            | 157                           |
| 15 novembre 1932. | Avis consultatif (série A-B, fascicule n° 50), <i>interprétation de la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes</i> (traité normatif) .....          | 31, 44, 54, 68, 129, 163, 175 |
| 5 avril 1933.     | Arrêt (série A-B, fascicule 53). Statut juridique du Groenland oriental.....                                                                                            | 30, 47, 152                   |
| 15 décembre 1933. | Arrêt (série A-B, fascicule n° 61), appel contre une sentence du tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (Université Peter Pazmany c. Etat tchécoslovaque) ..... | 152                           |
| 17 mars 1934.     | Arrêt (série A-B, fascicule n° 62), affaire franco-hellénique des phares.....                                                                                           | 48, 54, 130                   |
| 6 avril 1935.     | Avis consultatif (série A-B, fascicule n° 64), écoles minoritaires en Albanie.....                                                                                      | 76, 163                       |

## IV

## Décisions des tribunaux arbitraux mixtes.

|                 |                                                                                                                                      |    |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 4 juin 1922.    | T. A. M. germano-belge, affaire de la Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens c. Etat allemand..... | 48 |
| 7 juillet 1922. | T. A. M. anglo-allemand. German clearing office and British clearing office (in res Harat et Cie c. M. B. Sten).....                 | 48 |

|                               |                                                                                                                            |     |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1 <sup>er</sup> octobre 1922. | T. A. M. allemand-yougoslave, Wilhelm Schumacher c. Etat allemand et Etat serbe croate-slovène .....                       | 159 |
| 9 octobre 1922.               | T. A. M. germano-belge, affaire Brische et Deblon c. Wurtembergische Transport Versicherungs Gesellschaft. ....            | 103 |
| 23 avril 1923.                | T. A. M. allemand-tchécoslovaque, affaire Rychnewsky et alt. c. Empire allemand ..                                         | 95  |
| 27 avril 1923.                | T. A. M. allemand tchécoslovaque, affaire Paalen c. Empire allemand.....                                                   | 95  |
| 21 mai 1923.                  | T. A. M. germano-polonais, affaire Leo von Tiedemann c. Etat polonais.....                                                 | 69  |
| 22 mai 1924.                  | T. A. M. germano-belge, affaire Joseph Zurstrassen et Cie c. Etat allemand.....                                            | 70  |
| 8 décembre 1924.              | T. A. M. germano-belge, Compagnie des Métaux Overpelt-Lemmel c. Mitteldeutsche Credit Bank. ....                           | 49  |
| 16 juin 1925.                 | T. A. M. roumano-allemand, P. Negreanu et fils c. Meyer et fils..... 49, 70, 79,                                           | 101 |
| 27 octobre 1925.              | T. A. M. Hungaro-tchécoslovaque, Samuel Adler c. Etat hongrois.....                                                        | 49  |
| 27 octobre 1925.              | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Joseph Zmeskal c. Etat hongrois ..... 48, 138,                                            | 159 |
| 2 décembre 1925.              | T. A. M. germano-polonais, Kukkel c. Etat polonais. Martin Kirchoff c. Etat polonais. V. Langendorff c. Etat polonais..... | 49  |
| 7 mai 1926.                   | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Mikul Pruzinski c. Etat hongrois.....                                                     | 159 |
| 31 mai 1926.                  | T. A. M. anglo-allemand, George Birrell Livingstone and Edward Irving Findlay c. William Graaf .....                       | 70  |
| 21 juillet 1926.              | T. A. M. franco-allemand. Office français c. Office allemand (Reiss c. Weiller).....                                       | 49  |
| 23 août 1926.                 | T. A. M. gréco-allemand, affaire Démètre Karmatzucas c. Etat allemand..... 32,                                             | 36  |
| 29 juillet 1927.              | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, affaire Hangya c. Etat tchécoslovaque.. 48, 130,                                          | 160 |
| 29 juillet 1927.              | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Arpad von Fay c. Etat tchécoslovaque..... 48,                                             | 139 |
| 15 septembre 1927.            | T. A. M. hungaro-serbe-croate-slovène, Bureau de change hongrois « Mercur » c. Etat S. C. S. ....                          | 49  |
| 13 décembre 1927.             | T. A. M. franco-turc, Régie générale des chemins de fer et travaux publics c. Etat turc ..... 95, 140,                     | 141 |
| 13 décembre 1927.             | T. A. M. franco-turc, Société ottomane des chemins de fer de Damas Hamah et prolongement c. Etat ture.                     |     |

|                                |                                                                                                                       | sentences<br>citées.<br>pages |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| 28 décembre 1927.              | T. A. M. turco-anglais, Eastern Bank Ltd c. Gouvernement turc. ....                                                   | 161                           |
| 26 avril 1928.                 | T. A. M. turco-roumain-ministère de la guerre de Roumanie c. Gouvernement turc.                                       | 132                           |
| —                              | T. A. M. turco-grec, Polyxene Plessa c. Gouvernement turc. ....                                                       | 132                           |
| 9 février 1928.                | T. A. M. turco-grec, Banque d'Orient c. Gouvernement turc. ....                                                       | 132                           |
| 26 juillet 1928.               | T. A. M. turco-grec, Aristoteles A. Megalidès c. Gouvernement turc; Alexandre D. Photiadis c. Gouvernement turc. .... | 132                           |
| 6 septembre 1928.              | T. A. M. hungaro-serbe-croate-slovène, Eva Thalheimer c. Etat S. C. S. ....                                           | 140, 141                      |
| 5 février 1929.                | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque. Stephan de Baesak c. Etat tchécoslovaque. ....                                       | 140                           |
| 19 mars 1929.                  | T. A. M. roumano-autrichien, Aron Kahane c. Etat autrichien. ....                                                     | 89, 151                       |
| 20 juillet 1929.               | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Herman Wilhelm et Cie c. Etat tchécoslovaque                                         | 139, 140                      |
| 9 juillet 1929.                | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Ladislav Chira c. Etat tchécoslovaque.                                               |                               |
| 1 <sup>er</sup> octobre 1929.  | T. A. M. serbe-croate-slovène, Archiduc Frederic de Habsbourg Lorraine c. Etat S. C. S. ....                          | 160                           |
| 21 décembre 1931.              | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Arpad Kralik c. Etat tchécoslovaque. ....                                            | 160                           |
| 14 avril 1932                  | T. A. M. hungaro-yougoslave, Oscar Fischgrund c. Etat hongrois. ....                                                  | 140, 141                      |
| 18 avril 1932.                 | T. A. M. hungaro-yougoslave, Joseph Csernak c. Etat yougoslave. ....                                                  | 50, 130                       |
| 1 <sup>er</sup> décembre 1932. | T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Prince Philippe Josias de Saxe Cobourg Gotha c. Fonds agraire. ....                  | 50                            |
| 21 avril 1933.                 | T. A. M. hungaro-yougoslave affaire agraire, Dr Jules Pajzs et épouse c. Fonds agraire.                               | 50                            |
| 28 janvier 1934.               | T. A. M. hungaro-yougoslave, fonctionnaires destitués c. Etat yougoslave. ....                                        | 140, 141                      |

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Introduction</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 1     |
| Caractères obligatoire des traités. — Nature de l'interprétation. — Interprétation diplomatique. — Interprétation juridictionnelle. — Influence des juristes allemands sur la distinction entre les traités. — Théorie concernant la formation de la volonté commune : Vertrag et Vereinbarung. — Critiques de cette théorie. — Traités contrats et traités normatifs. — Développement des traités multilatéraux.....                                                                                                                                                                                                                                 | 1     |
| <b>Chapitre premier. — De l'esprit et de la lettre</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 15    |
| La part qui revient à l'esprit, la part qui revient à la lettre.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 15    |
| <b>Chapitre II. — Méthode d'interprétation sur la base du texte</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 22    |
| <i>Section I. — Le sens des mots.</i> — Doctrine. — Sens usuel. — Sens géographique. — Sens inusité : preuve. — Sens grammatical. — Sens technique. — Recours aux dictionnaires. — Termes juridiques. — Qualification commune.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 26    |
| <i>Section II. — Le recours au contexte.</i> — Attitude de la doctrine. — Jurisprudence concernant les traités normatifs. — Les traités contrats. — Preamble des traités.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 40    |
| <i>Section III. — Traités rédigés en plusieurs langues.</i> — Emploi traditionnel de la langue française. — Langues officielles actuelles. — Traités rédigés en plusieurs langues dont tous les textes font foi. — Traités rédigés en plusieurs langues dont un seul texte fait foi. — Jurisprudence.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 56    |
| <i>Section IV. — Influence de la ratio legis sur l'interprétation.</i> — Jurisprudence antérieure à la Cour. — Jurisprudence de la Cour. — L'article 18 du Pacte de la Société des Nations. — Critiques.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 72    |
| <i>Section V. — Interprétation extensive et restrictive.</i> — Doctrine. — Inconvénients pratiques de ce procédé. — Quelques exemples. — Son application en raison de l'intention présumée d'après l'attitude des parties. — Réserve observée par la Cour. — Refus de son emploi devant un texte non équivoque. — Clauses odieuses, clauses favorables et clauses mixtes. — Interprétation en faveur de l'obligation. — Inapplication lors de l'interprétation de règles objectives. — Interprétation par analogie. — Distinction à faire sur la nécessité de son application suivant qu'il s'agit d'interpréter une loi nationale ou un traité... .. | 82    |
| <i>Section VI. — Autres procédés : arguments a contrario, a fortiori, a minori, ad majus, etc.</i> — Jurisprudence.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 109   |
| <b>Chapitre III. — Méthode d'interprétation à l'aide des éléments étrangers au texte</b> ..                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 114   |
| <i>Section I. — Recours aux travaux préparatoires.</i> — Attitude de la doctrine. — Valeur probante. — Valeur corroborante. — Jurisprudence antérieure à celle de la Cour : sentences concernant des affaires relatives à une délimitation de territoire. — A des réclamations internationales. — Recours au témoignage des auteurs d'un traité. — Jurisprudence de la Cour permanente de                                                                                                                                                                                                                                                             |       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| justice internationale. — Texte clair. — Texte obscur. — Attitude de la Cour vis-à-vis des traités normatifs. — Valeur du protocole ou procès-verbal de clôture. — Cas des traités élaborés sans la participation d'un Etat. — Cas de l'Allemagne vis-à-vis du Traité de Versailles. — Danger des travaux préparatoires pour la recherche de l'intention.....      | 115 |
| <i>Section II. — Recours à l'historique.</i> — Confusion entre travaux préparatoires et historique. — Utilité pratique de ce recours. — Champ d'application de l'historique par rapport à celui des travaux préparatoires. — Buts à atteindre par le recours à l'historique. — Jurisprudence.....                                                                  | 145 |
| <i>Section III. — Procédé comparatif.</i> — Doctrine. — Mise au point au sujet de l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire du <i>Wimbledon</i> . — Jurisprudence concernant les traités-contrats. — Rôle du droit national : des conventions antérieures; des conventions postérieures. — Jurisprudence relative aux traités normatifs. — Importance du procédé..... | 153 |
| <i>Section IV. — Attitude postérieure des parties.</i> — Jurisprudence en matière de traités-contrats; — en matière de traités normatifs.....                                                                                                                                                                                                                      | 167 |
| <b>Chapitre IV. — Des influences juridiques et sociales.</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 173 |
| Le traité normatif et le milieu social. — Jurisprudence de la Cour. — Importance de l'avis n° 13 de la Cour concernant la primauté des effets pratiques du traité sur le motif prédominant ayant inspiré ce dernier.....                                                                                                                                           | 173 |
| <b>Conclusion</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 179 |
| <b>Bibliographie</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 183 |
| <b>Liste des sentences citées dans le présent ouvrage</b> .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 187 |



---

Imprimerie J. BIÈRE, 18, rue du Peugue, Bordeaux. — 1935

---





